

PRIX DE L'ABONNEMENT

Pour les abonnements prenant cours à partir du numéro de juillet-août 1985, le prix de l'abonnement annuel au Bulletin de la Banque Nationale de Belgique sera fixé comme suit :

Belgique et Grand-Duché de Luxembourg : FB 400,—
(à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique)

Autres pays européens : FB 650,—

Autres pays { voie normale : FB 650,—
 { voie aérienne : FB 1.450,—



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LX^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1985

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée Générale des Actionnaires.**
- 33 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de janvier 1985.**
- 1 **Statistiques.**
- 169 **Législation économique.**
- 193 **Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

PREAMBULE DU RAPPORT PRÉSENTE
PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE
DES ACTIONNAIRES

Environnement international

La vigueur exceptionnelle de l'expansion de l'économie des Etats-Unis, dont la puissance d'entraînement est considérable en raison de ses dimensions, a engendré dans l'ensemble des pays industrialisés — et dans la plupart d'entre eux pris individuellement — un mouvement conjoncturel de reprise. La propagation de l'onde de choc américaine a été ressentie avec plus d'intensité au Japon que dans les pays de la Communauté Economique Européenne. Etats-Unis

La croissance du produit national des Etats-Unis, particulièrement accusée dans les derniers mois de 1983 et dans la première moitié de 1984 a atteint, dans l'ensemble des deux années, le rythme le plus rapide depuis le début des années septante. Au cours des années antérieures, la relance de la demande intérieure avait pris appui sur un élargissement du déficit budgétaire; l'ampleur de ce dernier doit être appréciée en grandeur relative: l'augmentation de la dette de l'ensemble des pouvoirs publics représentait 1 p.c. environ du produit national brut en 1981; ce rapport est passé à un peu plus de 4 p.c. en 1983 et il est déjà revenu à quelque 3,2 p.c. en 1984. La consommation privée, soutenue en 1983 par une atténuation de la pression fiscale et par un fléchissement du taux d'épargne des ménages, a encore contribué à la croissance en 1984. Son expansion prolongée a induit une reprise des dépenses d'investissement en capital fixe et en stocks des entreprises, à laquelle le niveau élevé des taux d'intérêt de tous termes n'a pas fait obstacle.

L'accélération de la demande n'a pas provoqué la poussée inflationniste que les relations observées auparavant entre croissance et prix dans la plupart des pays industrialisés auraient pu faire craindre. Le relèvement du cours du dollar a pesé sur les valeurs unitaires à l'importation, tandis que la modération salariale contribuait à tempérer l'action des facteurs internes de hausse. Ainsi, les prix à la consommation ont augmenté de 3,8 p.c. seulement en 1983, et d'environ 4 p.c. en 1984.

Cependant, la croissance a exercé des effets favorables sur l'emploi et le chômage a décru: malgré l'augmentation de la population en âge de travailler, il est revenu d'un taux de 10,2 p.c. de la population active au second semestre de 1982, à 8,9 p.c. puis à quelque 7,2 p.c. pour les mêmes périodes de 1983 et 1984.

Durant cette année, les taux d'intérêt réels à long terme sont demeurés à un niveau plus élevé aux Etats-Unis que dans les autres pays industrialisés. En outre, pour les placements en euro-monnaies à court terme, le différentiel des taux d'intérêt nominaux en faveur du dollar par rapport au mark allemand, au yen, au florin, au franc suisse, s'est élargi pendant une partie de l'année 1984; ensuite, lorsque les autorités monétaires américaines, réagissant, semble-t-il, aux signes avant-coureurs d'un ralentissement de la croissance, ont relâché la poussée qu'elles exerçaient sur ces taux à court terme, ce différentiel s'est atténué sans cesser d'être positif.

Ces différences de taux, le dynamisme de l'économie américaine et la confiance dans le dollar dont le cours s'avérait ferme, en dépit de quelques

périodes d'affaiblissement, ont contribué à élargir encore, en 1984, le flux des entrées de capitaux vers les Etats-Unis. Finalement, c'est cet afflux lui-même qui a déterminé l'évolution du cours du dollar : dans un régime de cours de change flottants, la hausse devait se poursuivre jusqu'à ce qu'elle entraîne, par un effet de prix relatifs, un déficit du solde courant avec l'étranger qui compense les entrées nettes de capitaux.

Ainsi, la détérioration de la balance des paiements courants de l'économie américaine s'est poursuivie par l'effet de deux facteurs : la disparité des taux de croissance et l'évolution des cours de change. Le déficit est passé de 42 milliards de dollars en 1983 à quelque 100 milliards en 1984. La gravité de ce déséquilibre, pas plus que celle du déficit financier des pouvoirs publics, ne pourrait être appréciée dans l'absolu, en dehors de toute référence aux grandeurs de l'économie nationale : rapporté au produit national brut, le déficit extérieur courant en représente 2,7 p.c.

C'est ce déficit, dont la contrepartie est, évidemment, un surplus du reste du monde, qui a constitué la courroie de transmission par laquelle l'essor américain s'est propagé vers les autres pays.

Japon

L'économie japonaise a accru le volume total de ses exportations de biens et de services de quelque 16 p.c., contre 5 p.c. en 1983 et son surplus courant extérieur est passé de 21 à 32 milliards de dollars. Cette accélération des ventes à l'étranger s'est accompagnée d'un nouvel élargissement du flux d'investissements des entreprises ; la consommation privée a progressé comme en 1983, tandis que l'augmentation des dépenses des pouvoirs publics continuait, mais ralentie. Le taux de croissance du volume du produit national, quelque 5,8 p.c., aurait ainsi doublé par rapport à 1983. Ces évolutions se reflètent dans l'écart entre les épargnes financières nettes des entreprises et ménages et les besoins nets de financement des pouvoirs publics : l'excédent des premières sur les seconds s'est encore accru. Attirés par les rendements offerts aux Etats-Unis, une masse de fonds japonais disponibles se sont portés vers des placements en dollar, contribuant ainsi à la hausse du cours de cette monnaie, et, par ricochet, à l'essor des exportations japonaises.

Pays en
développement

La détérioration du compte extérieur des Etats-Unis a aussi eu pour contrepartie la disparition du déficit courant des pays membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole ainsi qu'une nouvelle réduction faisant suite à celles de 1982 et 1983, du déficit des autres pays en développement ; ce dernier est ainsi revenu de quelque 80 milliards de dollars en 1981 à 30 milliards environ en 1984. Cette année, à la différence des deux précédentes, ces pays, considérés dans leur ensemble, ont pu accroître le volume de leurs importations tout en améliorant leur balance commerciale, tant leurs exportations ont été soutenues par la demande venant des marchés américain, japonais et, accessoirement, des autres pays industrialisés. Grâce à cette progression des ventes, la masse des intérêts payés par l'ensemble de ces pays en développement, cependant accrue par suite de l'élévation du niveau moyen des taux, a représenté, en 1984, un pourcentage un peu moins grand de leurs exportations de biens et de services. En outre, à la fin de l'année, le rapport entre l'encours des dettes à court terme

de ces pays et leurs exportations annuelles était revenu à quelque 18 p.c., le chiffre le plus faible depuis 1979, alors même que ce rapport restait inchangé en ce qui concerne l'endettement à long terme.

L'expansion du volume du commerce mondial a favorisé aussi les exportations de biens et de services des pays membres de la Communauté Economique Européenne, apportant ainsi une impulsion à l'activité de ces pays ; celle-ci a encore progressé, mais à un rythme bien plus faible qu'aux Etats-Unis et au Japon. En outre, malgré l'élargissement de la demande étrangère, la balance des paiements courants de la Communauté dans son ensemble n'a pas dégagé un surplus plus important qu'en 1983 : quelque 3,5 milliards de dollars. Les termes de l'échange des pays membres de la Communauté se sont généralement détériorés ; en outre, dans la plupart de ces pays, les importations ont été soutenues par une expansion, plus marquée que l'année précédente, des dépenses intérieures ; à cet égard, la France fait exception, sa politique économique ayant eu pour principal objectif de réduire à la fois l'inflation et le déficit des paiements courants. Parmi les dépenses intérieures, les investissements privés ont contribué plus que la consommation des ménages à la croissance ; les dépenses publiques n'ont guère apporté de stimulant, les autorités des divers pays s'étant au contraire efforcées d'éviter l'aggravation des déficits ou de les réduire, là où ils étaient particulièrement larges. Le rythme de croissance de l'ensemble des produits nationaux s'est accéléré, passant de 1,1 p.c. en 1983 à 2,3 p.c. en 1984 ; ce dernier taux n'atteint encore que la moitié de celui de la période 1970-1973. Le nombre des emplois n'a plus diminué, mais, comme la population active a encore progressé d'environ un demi pour cent, le chômage, indemnisé ou non, a touché 11 p.c. de cette population, contre 10,2 p.c. en 1983 et 9,1 p.c. en 1982 ; le taux de chômage actuel est le quadruple de celui qui avait été observé dans la Communauté en 1970-1973.

Communauté
Economique
Européenne

Le niveau général des prix à l'importation pour les produits de base a été poussé à la hausse par une augmentation, comparable à celle de 1983, du cours du dollar vis-à-vis des monnaies des pays de la Communauté. Pourtant le rythme de l'inflation s'est encore réduit dans ces pays, particulièrement dans ceux d'entre eux où elle était la plus forte. La reprise de la demande que les politiques budgétaires se sont généralement gardées de stimuler, n'a pas encore eu une vigueur qui pourrait renforcer les facteurs de hausse ; la préoccupation de maintenir ou d'améliorer la compétitivité, par les prix, des producteurs nationaux a généralement maintenu l'augmentation des coûts salariaux par unité produite dans des limites modérées ; mesurée du début à la fin de l'année, la hausse des prix à la consommation dans les pays de la Communauté est ainsi revenue de 6,9 p.c. en 1983 à 5,3 p.c. en 1984 ; c'est en République Fédérale d'Allemagne qu'elle a été la plus limitée : 2 p.c., soit le pourcentage le plus faible depuis 1967.

Dans les pays où les tensions inflationnistes se sont le plus atténuées et où la monnaie avait témoigné de sa force, la marge de manoeuvre dont disposaient les autorités monétaires, notamment dans leur politique de taux d'intérêt, s'est élargie. Ainsi, la Bundesbank et la Nederlandsche Bank ont-elles pu maintenir les taux à court terme au niveau relativement bas où ils se situaient depuis le début de 1983 ; elles n'ont pas réagi au mouvement de hausse des taux améri-

cains entre octobre 1983 et juillet 1984, admettant par là un affaiblissement des cours de change de leurs unités monétaires. De même, le relèvement des taux de rendement à long terme sur le marché américain, n'a pas entraîné de mouvement parallèle des mêmes taux dans les principaux pays européens, à l'exception du Royaume-Uni. Au second semestre, le repli des taux américains a pu être suivi par les taux à long terme dans tous les pays de la Communauté et par les taux à court terme là où ils étaient restés à un niveau élevé. D'ailleurs, au niveau mondial, les marchés des grandes euro-monnaies, à l'exception de ceux de la livre sterling et du franc suisse, affichaient, à la fin de 1984, des taux un peu plus bas qu'un an auparavant; il en était de même pour les taux de rendement des placements à long terme; pour les deux catégories de taux, le recul était le plus prononcé pour les placements en euro-francs français. Leur léger repli en 1984 laisse encore les taux à des niveaux fort élevés dans beaucoup de pays industrialisés. C'est notamment le cas des taux réels à long terme dont on constate, sous réserve des changements apportés à la taxation des revenus mobiliers dans certains pays, qu'ils se maintiennent bien au-dessus de leur niveau des années soixante; aux Etats-Unis, l'écart entre le taux des placements longs et le pourcentage annuel de la hausse des prix à la consommation est de 7 points: le taux réel est 2,5 fois plus grand que dans la première moitié des années soixante; en République Fédérale d'Allemagne, où les taux d'intérêt réels à long terme sont toujours restés particulièrement stables, ce même écart ne s'est élargi que d'environ 1 point pendant la même période.

Système
Monétaire
Européen

Aucune modification des cours-pivots des monnaies participant au Système Monétaire Européen n'est intervenue depuis mars 1983; c'est la période de stabilité la plus longue depuis la création du Système. Le fonctionnement de celui-ci a été facilité parce que le contexte international et les politiques nationales ont rendu plus convergentes les évolutions économiques des divers pays membres. Les décisions de ceux-ci en matière budgétaire et monétaire ont, plus qu'auparavant, tenu compte des contraintes de cohésion du Système. La coordination s'est faite plutôt dans le sens d'efforts en vue du retour à l'équilibre extérieur et du ralentissement de l'inflation. Dès lors que, de leur côté, les pays « vertueux », convaincus que l'éradication des forces inflationnistes n'était pas encore achevée, estimaient ne pas pouvoir se départir de leur prudente réserve, le cours des politiques n'a pas cherché, au total, à accentuer, par des mesures internes, les effets que produisait spontanément la relance importée.

Il n'en demeure pas moins que, par ses résultats, ce retour vers plus d'orthodoxie des actions par la demande, a contribué à concrétiser l'idée qui est à la base du Système Monétaire Européen: réaliser une zone de stabilité des changes.

Le succès du Système suppose d'ailleurs que ses mécanismes ne se dérèglent pas parce qu'ils n'auraient pas été adaptés aux évolutions fondamentales. C'est dans cet esprit que le Conseil a décidé de modifier la composition du panier de l'Écu à la date du 17 septembre 1984, en ajustant les poids relatifs des diverses monnaies et, en plus, en introduisant la drachme grecque ainsi qu'il avait été prévu.

Au terme du premier quinquennat du Système Monétaire Européen, on s'était accordé à en reconnaître le bon fonctionnement en même temps que l'on constatait les progrès convergents vers la stabilité. Ces progrès ont fait naître l'ambition politique de franchir une nouvelle étape dans le renforcement du Système. Lors de leur réunion informelle de mai 1984, les Ministres de l'Economie et des Finances de la Communauté ont invité les instances appropriées à examiner un ensemble de mesures dont l'adoption conduirait à un « renforcement significatif et équilibré » du Système. Parmi les dispositions qui paraissaient pouvoir être prises en considération, les plus significatives étaient sans doute l'adhésion de la livre sterling au mécanisme de change du Système, l'alignement des marges de fluctuation appliquées à la lire italienne sur les marges de 2,25 p.c. communes aux autres monnaies, la recherche d'une plus grande uniformité dans le degré de libération des mouvements de capitaux dans la Communauté, l'assimilation généralisée de l'Écu à une devise pour les besoins des usages privés et l'élargissement des possibilités d'utilisation de l'Écu, en tant qu'instrument de réserve, dans les règlements entre banques centrales.

La réalisation de ces objectifs n'est pas une oeuvre facile. Sur chacun des points, des réticences se manifestent encore, de la part des pays ou des banques centrales les plus concernés, mais les pourparlers se poursuivent.

Au cours de ceux-ci, la proposition, assez largement appuyée, a été faite de se limiter d'abord à quelques aménagements des conditions d'utilisation des réserves en Écus des banques centrales. Le projet se bornait à permettre l'acquisition de ces Écus en dehors de la Communauté, à faciliter la mobilisation des Écus contre dollars et à porter le taux d'intérêt applicable aux positions en Écu au niveau des taux du marché. De concert avec le Gouvernement belge, la Banque a pris position en faveur de l'adoption de dispositions plus substantielles, les aménagements proposés ne lui paraissant pas constituer un renforcement suffisant du Système.

Par ailleurs, agissant au niveau national, la Banque, répondant au voeu des organismes financiers et suivant l'exemple d'autres pays membres, a pris les dispositions nécessaires pour qu'à partir du 3 septembre 1984, l'Écu soit admis à la cote officielle des changes à Bruxelles et ajouté à la liste des monnaies dans lesquelles les paiements peuvent être exécutés sur le marché réglementé.

Evolution économique et financière en Belgique

Comme l'ensemble de ses partenaires européens, la Belgique a connu, en 1984, un rythme de croissance économique un peu meilleur. L'activité a été soutenue, comme ailleurs, par l'exportation et, plus qu'ailleurs, par une reprise des investissements des entreprises, qui avaient subi, en 1983, un fléchissement plus accusé que dans les autres pays. Le progrès de la dépense intérieure globale y a été encore plus limité que dans les autres pays. L'inflation s'est de nouveau ralentie. Dans les domaines où l'économie belge était plus déficiente que l'ensemble de ses partenaires européens, l'évolution en 1984 a été meilleure en Belgique que dans la Communauté : le taux de chômage y est resté stable, les besoins nets de financement de ses pouvoirs publics ont diminué et le déficit de sa balance des paiements courants aurait disparu.

Production

La reprise de la production dans l'industrie manufacturière, qui s'était amorcée en Belgique au tournant des années 1982-1983, puis poursuivie à un rythme très lent pendant les trois premiers trimestres de 1983, s'est accentuée dans les derniers mois de 1983 et les premiers mois de 1984. Sur l'ensemble de cette année, les marchés étrangers et le marché intérieur — ce dernier grâce à la reprise des investissements des entreprises — ont soutenu à peu près également l'activité de l'industrie dans son ensemble. La production de celle-ci a progressé de 2 p.c. environ depuis 1979, dernier sommet conjoncturel. Pendant cette même période de cinq ans, la production de la seule industrie manufacturière a augmenté de 2,5 p.c. environ alors qu'elle diminuait d'un peu plus de 2 p.c. dans la Communauté Economique Européenne.

Grâce à ce développement de l'activité industrielle et à la légère reprise de la consommation des ménages, la production de services marchands sensibles à la conjoncture a pu se redresser; après un recul de 1 p.c. en 1983, la valeur ajoutée, mesurée à prix constants, a augmenté de 1,8 p.c. Depuis 1979, cette valeur ajoutée s'est accrue de quelque 4,5 p.c. Quant à la production des services marchands peu sensibles à la conjoncture, qui répond plus spécifiquement à une demande émanant des particuliers que la précédente, le progrès structurel de sa valeur ajoutée, régulier d'année en année, tend à se ralentir; il n'a été que d'environ 1 p.c. en 1984, mais l'augmentation est de 10,8 p.c. depuis 1979. La valeur, à prix constants, des services non marchands, qui sont prestés essentiellement par les agents des pouvoirs publics, a progressé de 2,6 p.c. depuis 1979; au cours de l'année sous revue, elle se serait contractée de 1 p.c. environ; cette diminution est la conséquence des modifications introduites dans les modalités de paiement du personnel des administrations; l'incidence de cette mesure restrictive n'a été que partiellement compensée par les augmentations résultant à la fois de la création de nouveaux emplois par le troisième circuit de travail et de l'accroissement du nombre des retraités des administrations.

La valeur ajoutée par l'agriculture, la sylviculture et la pêche fluctue assez fortement d'année en année; ainsi, elle avait enregistré, en 1983, un recul dû aux mauvaises récoltes; celles-ci ont été plus abondantes en 1984; à prix constants, la valeur ajoutée a augmenté de 3,5 p.c., ce qui porte à plus de 15 p.c. son accroissement depuis 1979.

Le produit intérieur brut, somme des valeurs ajoutées par les différents secteurs de l'économie, aurait augmenté en 1984 de 2,1 p.c., soit un taux très voisin des 2,3 p.c. réalisés dans l'ensemble des pays de la Communauté Economique Européenne; le même parallélisme s'observe dans la progression des produits nationaux respectifs depuis 1979, qui serait de 5 à 6 p.c. Quant au produit national brut qui tient compte, en outre, des rétributions payées, en recettes, par des étrangers à des facteurs de production nationaux, et, en dépenses, par des nationaux à des facteurs de production étrangers, il se serait accru de 2,2 p.c. en Belgique cette année.

Emploi

Au cours de celle-ci, le progrès de la production dans les entreprises a été égal à celui de la productivité, définie comme le rapport entre la valeur ajoutée et le nombre de personnes occupées. Cet effectif n'a donc pas varié en 1984, du

moins entre le 30 juin 1983 et le 30 juin 1984, dates auxquelles les recensements sont effectués. C'est la première fois depuis 1979 qu'il n'y a pas eu de destruction d'emploi dans les entreprises; en 1982 et 1983, la diminution avait encore été de 55.000 et 33.000 unités.

Cette évolution globale recouvre cependant des situations assez différentes suivant les branches d'activité. L'emploi n'a progressé que dans les services. Dans l'industrie, les gains de productivité l'ont encore emporté, de peu, sur le progrès de la production et l'emploi a subi une nouvelle réduction, la plus faible des dix dernières années. Dans la construction, la progression de l'activité s'est accompagnée d'une telle amélioration de la productivité que les pertes d'emploi ont presque égalé celles qu'avait entraînées, en 1983, la diminution de plus de 3 p.c. de la production.

Diverses décisions des pouvoirs publics ont contribué à cette stabilisation du nombre de personnes occupées dans l'ensemble des entreprises : celle d'affecter à la réduction du temps de travail et à une embauche supplémentaire, le produit d'une partie de la modération salariale, celle de réduire les cotisations à la sécurité sociale de patrons qui procédaient à l'engagement d'un premier travailleur, celle d'aider financièrement les chômeurs qui s'installaient comme indépendants; le succès de la formule de travail à temps partiel a, sans doute, agi dans le même sens, mais il est difficile de s'assurer, faute de données complètes, que ce type de travail s'est plus développé en 1984 qu'en 1983.

Mais alors que l'effectif du personnel occupé dans les entreprises se stabilisait, la population active s'est encore accrue de 11.000 unités en 1984; l'augmentation va en se réduisant puisqu'elle était de 24.000 unités en 1982 et de 16.000 en 1983.

Si le chômage ne s'est plus aggravé en 1984, c'est parce que, à cette arrivée de 11.000 nouveaux demandeurs d'emploi a correspondu exactement une augmentation de l'effectif des employés des services non marchands. Quelque 13.000 personnes ont été engagées dans les programmes dits « spéciaux », tandis que l'emploi dans les services publics se réduisait d'environ 2.000 unités.

Alors qu'au cours des trois années précédentes, l'activité économique n'avait été soutenue que par l'évolution favorable du solde des transactions internationales sur biens et services, en 1984, la demande intérieure a contribué à peu près autant que le précédent facteur, au progrès du produit national.

Dépenses
intérieures

Après s'être réduit chaque année de 1981 à 1983 et, en particulier de 1,5 p.c. en 1983, le volume global des dépenses intérieures se serait accru de 1 p.c. en 1984. Ce taux n'atteint que la moitié de celui qui a été enregistré dans l'ensemble des pays de la Communauté Economique Européenne, lui-même sans commune mesure avec les quelque 9 p.c. réalisés aux Etats-Unis.

Les investissements en capital fixe des sociétés ont été l'élément le plus dynamique de la demande en 1984; ils auraient progressé de 7 p.c. à prix constants, après avoir diminué de 8 p.c. en 1983. Dans l'industrie manufacturière où ils s'étaient contractés de 16 p.c. en 1983, leur progression aurait atteint

11 p.c. en 1984. Cette reprise est intervenue, comme dans le passé, un an environ après l'amélioration du climat conjoncturel tel que le reflètent les résultats des enquêtes de conjoncture de la Banque. Pourtant, confrontée aux données de périodes antérieures qui se situaient dans un contexte conjoncturel analogue, la progression de 1984, compensant à peine la chute de l'année précédente, ne peut guère être qualifiée de vigoureuse. Il est vrai que, dans les industries, les capacités de production sont rarement utilisées à plein et l'entreprise n'est pas forcée de les agrandir ; les décisions d'investir ont donc été prises pour d'autres raisons, soit le souci de rationalisation, soit les renouvellements technologiques pour suivre la concurrence. Pour les sociétés qui produisent des services, divers facteurs spécifiques ont déterminé une reprise assez forte des investissements : automatisation de certains travaux intellectuels, développement du leasing.

Les investissements des particuliers, mesurés à prix constants, ont augmenté, pour la première fois depuis six ans ; la construction de logements sociaux étant toujours en recul, la reprise a concerné les autres habitations ; elle a commencé en 1983 déjà et s'est affirmée en 1984 ; cependant, en dépit des mesures de stimulation des autorités nationales et régionales, cette progression des dépenses totales de logement à prix constants a été modeste : moins de 1 p.c. pour l'ensemble des deux dernières années.

Prix

Dans les pays industrialisés où la reprise économique a été puissante, elle n'a pas engendré de poussée inflationniste. Dans les pays européens, la hausse des prix s'est même encore affaiblie. La Belgique n'a pas fait exception : au cours des trois dernières années, les prix à la consommation ont augmenté successivement de 8,7 p.c., de 7,7 p.c. et de 6,3 p.c. Mais la Belgique ne se situe plus, comme à la fin des années septante, dans le groupe des pays à taux d'inflation bas : elle est dans la moyenne des autres pays européens.

A défaut de données statistiques, il n'est pas possible d'identifier les catégories de coûts qui ont entraîné les variations du niveau général des prix à la consommation. Mais cette ventilation peut être faite pour les prix de la dépense totale. Cette analyse montre que le facteur le plus agissant de la hausse de ces prix a été, en 1984, le coût des produits importés ; l'influence de celui-ci se serait encore accrue en 1984 malgré la stabilité du cours moyen pondéré du franc belge. Depuis 1979, ce sont ces coûts à l'importation qui ont toujours été le principal facteur de hausse, avec plus d'intensité que chez les partenaires de la Communauté. C'est parce que le degré d'ouverture de l'économie belge — mesurée ici par l'importance des importations contenues, directement ou indirectement, dans la dépense totale — est particulièrement grand qu'elle est plus vulnérable à l'inflation importée. Cette sensibilité du système des coûts et des prix intérieurs est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles la Banque se préoccupe en permanence d'éviter les enchaînements de nature à aboutir à un abaissement du cours effectif du franc.

Revenus

La masse des rémunérations des salariés, telle que les comptes nationaux la définissent, c'est-à-dire en y incluant toutes les cotisations à la sécurité sociale, y compris celles payées par les employeurs, a augmenté un peu plus que les prix

à la consommation en 1984. La progression, en termes nominaux, de cette masse salariale aurait été de 6,8 p.c., laissant ainsi un progrès de 0,5 p.c. en valeur réelle. Estimées suivant la même méthode, les données correspondantes des années 1982 et 1983 faisaient apparaître une réduction réelle de 3,3 p.c., puis de 3,8 p.c.; il est vrai que le nombre de salariés avait diminué de 1,5 p.c. chacune des deux années précédentes, alors qu'il n'a pas varié en 1984; au cours de celle-ci, la rémunération par salarié se serait donc améliorée.

Les revenus du patrimoine, déjà en augmentation de 4,1 p.c., en termes réels, en 1983, ont encore progressé de 6,2 p.c. la dernière année. Cette accélération vient notamment de l'évolution du niveau moyen des taux des avoirs en portefeuille et de ce que les particuliers ont consacré une plus grande partie de leur nouvelle épargne à des placements à court terme, dont les intérêts sont encaissés plus rapidement; en outre, le dividende par action payé par les sociétés belges a été plus élevé.

La valeur réelle de la masse des revenus des entrepreneurs individuels a subi, à en juger par la documentation disponible, une nouvelle réduction.

Au total, les particuliers ont bénéficié d'une amélioration de 1,2 p.c. de leur revenu primaire brut, exprimé en termes réels. Ce mouvement ne se retrouve pas dans celui du revenu disponible; celui-ci s'était déjà réduit de 3 p.c., puis de 0,6 p.c. pendant les deux dernières années; il a encore diminué de 0,6 p.c. en 1984. D'une part, cette année, les transferts des particuliers aux pouvoirs publics ont représenté 35 p.c. de leur revenu primaire, pourcentage un peu supérieur à celui de 1983; la masse des impôts directs et celle des cotisations sociales payées par les ménages ont augmenté plus que le revenu brut de ces derniers; les versements à la sécurité sociale ont été particulièrement majorés, parce que les entreprises ont dû céder à cette dernière le produit d'une indexation de 2 p.c. de la masse salariale et que les indépendants ont dû cotiser de façon équivalente. D'autre part, en sens inverse, les transferts payés par les pouvoirs publics aux particuliers ont augmenté moins qu'en 1983, parce que le nombre de chômeurs s'est stabilisé et qu'une tranche d'indexation de 2 p.c. a été défalquée de la plupart des allocations sociales. Par suite de ces deux mouvements convergents, le montant des transferts nets des particuliers aux pouvoirs publics, qui avait diminué de 11 p.c. en 1983, s'est accru de quelque 35 p.c. cette année.

La marge bénéficiaire unitaire des sociétés se serait accrue de 14 p.c. cette année. La faible progression des coûts salariaux par unité produite a compensé les effets sur cette marge de la détérioration des termes de l'échange. Le volume des ventes ayant encore crû, l'excédent brut d'exploitation, qui est le produit de ces marges bénéficiaires unitaires par les quantités vendues, se serait amélioré de 18 p.c. en 1984. Les intérêts nets et les impôts payés par les sociétés ont évolué à peu près comme l'excédent brut d'exploitation: dès lors, après défalcation de ces charges, le revenu disponible des sociétés aurait dépassé de 18 p.c. le niveau de 1983.

Dans la répartition du revenu national entre les revenus disponibles des différents secteurs, les sociétés auraient obtenu, en 1984, 0,7 p.c. de plus du total qu'en 1983: leur part représenterait 8,4 p.c. du revenu global, le pourcentage

le plus élevé depuis 1974. En 1983, la répartition s'était modifiée aussi au profit des sociétés, mais plus encore des particuliers ; ensemble, les revenus des uns et des autres avaient reçu 2 p.c. supplémentaires du revenu national, au détriment de la part des pouvoirs publics, c'est-à-dire le revenu dont ceux-ci disposent pour couvrir leurs dépenses de consommation et d'investissements et leurs transferts nets en capital en faveur d'autres secteurs. En 1984, ce dernier revenu aurait représenté un pourcentage du revenu national un peu plus grand ; il aurait atteint 10,7 p.c. ; dès lors, c'est la part des particuliers qui se serait réduite, revenant de 81,5 à 80 p.c.

Déficit financier
des pouvoirs
publics

On a vu que les prélèvements fiscaux et parafiscaux des pouvoirs central et locaux et de la sécurité sociale se sont alourdis en 1984 ; au total, ces recettes auraient absorbé 46,3 p.c. du produit national en 1982, puis 46 p.c. en 1983 et 46,6 p.c. en 1984.

Le plan pluriannuel d'assainissement des finances publiques, adopté par le Gouvernement en mars 1984, prévoyait diverses majorations de la fiscalité et surtout de la parafiscalité. Le précompte mobilier, rendu libérateur, a été relevé de 20 à 25 p.c. à partir du 1er janvier. De nombreux pouvoirs locaux ont majoré leurs propres taxes et impôts. Comme, en outre, les bénéficiaires taxables des sociétés se sont accrus et qu'aucun allègement n'a été apporté à la progressivité de l'impôt des personnes physiques, les impôts directs ont rapporté 10 p.c. de recettes supplémentaires. La progression des prélèvements destinés à la sécurité sociale aurait été plus forte, atteignant 13,4 p.c., alors que les rémunérations des salariés et les revenus des entrepreneurs individuels, qui incluent encore ces cotisations, n'augmentaient, au total, que de 6,5 p.c. Ce développement des recettes parafiscales résulte de l'application de diverses mesures instaurées à la fin de 1983 et au début de 1984, ainsi que du versement, à la sécurité sociale, du produit de la modération des revenus salariaux qui ne sont pas à charge du Trésor, et de celui de la modération des revenus des travailleurs indépendants. Quant aux impôts indirects, leur rendement ne s'est accru que de 4 p.c. : en 1984, les transactions exemptes de la taxe sur la valeur ajoutée — investissements et exportations — se sont plus développées que les achats de biens et services par les particuliers, soumis à cette taxe.

Simultanément, les pouvoirs publics se sont efforcés de ralentir l'expansion de leurs dépenses. Celles-ci avaient représenté 63,7 p.c. du produit national pour la moyenne des années 1982 et 1983 ; le pourcentage serait revenu à 62,4 p.c. en 1984. La masse des dépenses courantes n'aurait progressé que de 6,5 p.c. ; pour la première fois depuis dix ans au moins, elles auraient crû moins que le produit national. Le gonflement des dépenses courantes pour biens et services a été ralenti par diverses mesures qui ont réduit la masse des rémunérations payées aux agents de l'Etat et comprimé des dépenses de fonctionnement et surtout par la suppression d'une tranche d'indexation des traitements payés par l'Etat. Quant aux transferts courants en faveur des particuliers, ils ont été allégés par cette même suppression d'une tranche d'indexation sur les allocations sociales.

Les dépenses courantes comprennent en outre les charges d'intérêts dont le montant a dépassé de 11 p.c., en 1984, celui de l'année antérieure ; les taux

d'intérêt moyens de 1984 ont été supérieurs à ceux de 1983 ; la hausse du dollar et de quelques autres monnaies a affecté le montant, exprimé en francs, des intérêts versés sur la dette contractée dans ces devises ; en outre, une plus grande partie du déficit de l'année a dû être couverte par des emprunts à court terme, c'est-à-dire par des certificats de trésorerie dont les intérêts pèsent avec peu de délai sur le budget de la dette ; le Gouvernement a pu pallier en grande partie l'action de ces divers facteurs par une série de mesures visant à reporter sur des exercices ultérieurs des échéances d'intérêts sur des emprunts en francs belges et en devises : il a notamment passé avec les intermédiaires financiers, des accords qui allongeaient la durée d'une partie des certificats de trésorerie existants. Déduction faite des charges d'intérêts, les dépenses courantes des pouvoirs publics sont revenues de 46,8 p.c. du produit national en 1983 à 45,8 p.c. en 1984.

Pour la troisième année consécutive, les dépenses en capital des pouvoirs publics se sont amenuisées, en pourcentage du produit national ; d'une part, l'amélioration conjoncturelle a permis de diminuer les aides accordées aux secteurs industriels nationaux, d'autre part, les investissements des pouvoirs publics ont été limités, sévèrement même dans le cas des pouvoirs locaux.

Au total, la compression des dépenses a contribué plus que l'alourdissement de la pression fiscale et parafiscale à la réduction du déficit financier des pouvoirs publics. Rapportés au produit national et compte tenu de leurs recettes non fiscales, les besoins nets de financement de ceux-ci seraient revenus de 15,5 p.c. pour la moyenne des années 1981 et 1982, puis de 15,6 p.c. en 1983, à 13,8 p.c. en 1984. Au cours de ces dernières années, dans l'ensemble des autres pays de la Communauté Economique Européenne, la progression des recettes s'est poursuivie aussi, à peu près au même rythme qu'en Belgique, mais les dépenses s'y sont moins infléchies. Il est vrai que les dimensions des dépenses et celles des recettes publiques belges dépassent toujours, et les premières plus que les secondes, la moyenne, cependant élevée, enregistrée dans l'ensemble de la Communauté. Quand on calcule le déficit des divers pouvoirs publics nationaux sur la base d'un schéma harmonisé, et qu'on l'exprime en proportion du produit national, on constate qu'en 1984, il est près de 2,5 fois plus grand en Belgique que dans l'ensemble des autres pays de la Communauté.

Ce sont les revenus disponibles des particuliers qui ont supporté les effets de l'atténuation, en 1984, du déséquilibre des finances publiques ; l'observation a déjà été formulée plus haut. Les particuliers n'ont pas fait porter sur leurs dépenses de consommation l'incidence de cette érosion de leur pouvoir d'achat. Leur propension à épargner aurait donc été abaissée d'environ 1 p.c. de leur revenu disponible. Comme leurs dépenses d'investissements ont repris, ils ont restreint les épargnes affectées à la constitution d'actifs financiers nets. De leur côté, les apports de ressources financières nettes venant des sociétés ont peu varié : sans doute, le revenu de celles-ci s'est-il accru, mais elles ont reçu moins de transferts en capital des pouvoirs publics et elles ont développé leurs investissements. Au total, la capacité nette de financement des particuliers et des sociétés, ensemble, serait revenue de 14,4 p.c. du produit national en 1983 à 13,1 p.c. en 1984. Inférieur, en grandeur relative, à celui de l'année précédente, ce surplus financier a pu couvrir plus complètement qu'en 1983, les besoins de

Surplus financier
des particuliers et
des sociétés

financement nets, réduits davantage encore, des pouvoirs publics. L'atténuation du déficit financier intérieur global a eu, il va de soi, pour contrepartie, une amélioration de la balance des paiements courants de la Belgique.

Pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, le déficit des transactions courantes, qui était passé par un maximum de 156 milliards en 1981, atteignait encore 110 milliards en 1982 et était tombé à 28 milliards en 1983, aurait disparu en 1984. Selon les indications dont on dispose, l'amélioration de cette année serait due aux opérations sur marchandises; d'une part, l'augmentation du taux de couverture des importations par les exportations, en volume, a plus que compensé la détérioration des termes de l'échange; d'autre part, les recettes tirées du travail à façon ont continué de progresser. Pourtant, il ne semble pas que les producteurs de l'Union Economique aient encore pu agrandir leurs parts de marché; d'ailleurs, il ne semble pas que les disparités de prix et de coûts se soient encore modifiées à l'avantage des producteurs nationaux, comme cela avait été le cas depuis les années 1979-1980. L'amélioration de 1984 devrait plutôt être attribuée aux différences observées dans les évolutions des dépenses intérieures; celles-ci ont repris avec plus de vigueur dans l'ensemble des partenaires commerciaux qu'en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise; or, le volume des exportations d'une économie réagit aux fluctuations de la demande à l'étranger, tandis que ce sont les variations des diverses composantes de la demande finale dans cette économie qui influencent le volume de ses importations.

Le solde des transactions sur services s'est détérioré, en particulier celui des frais de transport et celui des revenus de placements et d'investissements: les revenus nets que rapportent aux banques leurs opérations internationales ont été moindres qu'en 1983.

Dans le compte capital de la balance des paiements, le solde négatif laissé par les mouvements de capitaux privés s'est encore réduit en 1984, mais l'amélioration est plus limitée que l'année précédente. Les sorties nettes, revenues de 183 milliards en 1982 à 108 milliards en 1983, se chiffraient à quelque 90 milliards en 1984. Ce solde général recouvre des mouvements qui diffèrent selon les opérateurs et les types de placements, ou suivant les périodes.

Les avoirs en francs belges des non-résidents, au comptant et à terme, auprès des banques de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sont, en général, fort instables; leurs mouvements sont fortement déterminés par les anticipations relatives au cours du franc belge par rapport aux monnaies fortes lors des tensions dans les marchés de change; alors, ils ne paraissent guère influencés par les écarts de taux d'intérêt; au contraire, ils sont bien davantage fonction de ces différentiels-ci pendant les périodes d'accalmie des changes. Ainsi, pendant le premier trimestre de 1984 agité par des bruits de réaligement des cours-pivots dans le Système Monétaire Européen, les non-résidents ont retiré quelque 40 milliards sur leurs avoirs nets; les faits ayant infirmé ces attentes, ces avoirs ont été renforcés de quelque 70 milliards, au cours des deuxième et troisième trimestres; selon les indications disponibles, les entrées se seraient poursuivies au quatrième trimestre, cependant avec beaucoup moins d'intensité. Or, de fait, pendant les

neuf mois au cours desquels cet afflux s'est produit, le différentiel de taux d'intérêt à court terme en faveur du franc belge a été maintenu à un niveau plus élevé que pendant la période correspondante de 1983. Sur l'ensemble de l'année, ces avoirs nets de non-résidents auraient été renforcés d'une trentaine de milliards, alors qu'ils s'étaient réduits de 26 milliards en 1983.

Les fluctuations des avoirs nets en monnaies étrangères, au comptant et à terme, détenus par des entreprises et particuliers résidents, ont été parallèles, en cours d'année, à celles qui viennent d'être décrites : sorties nettes au premier trimestre, suivies d'un reflux rapide au deuxième trimestre, plus étalé ensuite. Dans l'ensemble de l'année, les déplacements de ces avoirs liquides se seraient soldés par une entrée nette un peu plus importante qu'en 1983.

La position à la hausse des banques belges et luxembourgeoises, entendue comme correspondant aux avoirs, nets des engagements, qu'elles détiennent en devises, comptant et terme réunis, a encore augmenté en 1984. Comme au cours des années précédentes, des filiales de banques étrangères ont acquis des avoirs à court terme en devises au moyen de tout ou partie des dotations que leurs maisons mères leur avaient consenties. De plus, cette année, les banques actives dans les crédits internationaux ont constitué des provisions plus importantes pour se couvrir contre le risque de défaillances de débiteurs et elles en ont conservé la contrepartie en avoirs en monnaies étrangères qui pourraient être utilisés, le cas échéant, si d'autres créances en devises devenaient irrécupérables. Enfin, les opérations en Écus, que les banques développent, les amènent à détenir des avoirs nets qui ne sont pas intégralement couverts par des engagements en monnaies étrangères, la différence étant proportionnelle au poids du franc belge dans l'Écu.

Quant aux mouvements des capitaux à long terme du secteur privé, ils auraient laissé un déficit important. Les investissements directs des étrangers et leurs divers prêts à long terme à des entreprises résidentes ont largement couvert les opérations similaires effectuées par des entreprises belges et luxembourgeoises en direction de l'étranger. Ce sont donc les achats de valeurs mobilières étrangères qui ont provoqué le déséquilibre : ils se sont soldés par une sortie nette dont le montant — quelque 115 milliards — a dépassé de plus de 30 milliards celui de l'année précédente. Ce gonflement ne traduit pas une préférence généralisée du public belge pour les placements à long terme. Au contraire, les données, connues pour les dix premiers mois de 1984, indiquent que les nouveaux placements à long terme des particuliers et sociétés en francs belges et toutes autres monnaies, n'auraient atteint que les quatre cinquièmes de leur niveau de la même période de 1983. Ce sont les obligations en devises qui ont donc bénéficié d'une faveur particulière : elles ont représenté, pendant ces dix premiers mois, un tiers environ du total des achats nets d'obligations et de bons de caisse, contre 15 à 20 p.c. pendant les années 1981 à 1983 et moins de 10 p.c. pendant la seconde moitié des années septante. L'attrance éprouvée de plus en plus largement pour ces actifs financiers étrangers trouve diverses justifications : le souci de diversifier les risques des placements, ou des considérations fiscales, ou la grande confiance dans le devenir de certaines monnaies étrangères, qu'inspire leur passé : ainsi, des obligations en euro-marks allemands et en euro-florins ont

été acquises en 1984, alors qu'elles étaient assorties d'un taux d'intérêt moindre que le taux comparable des valeurs en francs belges ; à ces divers motifs, il faut ajouter l'attrait des taux offerts par les obligations libellées en dollars et en Écus ; le différentiel de taux d'intérêt en faveur de ces valeurs s'est même quelque peu élargi au début de l'année et, s'il s'est réduit dans les derniers mois, il est resté substantiel pour les taux nets de retenues à la source.

Ensemble, la balance des transactions courantes et les opérations en capital du secteur privé ont laissé un déficit de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise vis-à-vis du reste du monde de 90 milliards environ en 1984. Ce solde se montait à 136 milliards en 1983 ; il avait été couvert par les 114 milliards provenant du recours net du secteur public à l'étranger et, pour le surplus, par des prélèvements de 22 milliards sur les réserves de change de la Banque. Au cours de l'année sous revue, l'endettement extérieur net du secteur public, 158 milliards, a été encore plus important qu'en 1983 ; il a dépassé le solde laissé par toutes les autres opérations avec l'étranger ; l'excédent de 67 milliards explique l'augmentation des réserves de change nettes de la Banque.

Actifs financiers
et dettes

Les changements que l'affectation des avoirs à long terme des entreprises et des particuliers a subis en faveur des placements en devises, ne se retrouvent pas dans celle des fonds à court terme. Au contraire, ceux-ci auraient servi essentiellement à former des actifs libellés en francs belges. C'est que, pendant cette année, le différentiel des taux, en faveur de ceux-ci, vis-à-vis de ceux des dépôts en monnaies européennes fortes, est resté très important ; l'avantage était particulièrement grand pour les dépôts en livrets qui ne sont pas soumis au précompte mobilier et pour les dépôts en francs belges constitués par les ménages à l'étranger, qui échappent en fait à toute retenue à la source. Pour les placements en francs belges, le niveau relatif des taux offerts par les avoirs à court terme s'est amélioré également par rapport à ceux des créances à long terme : l'écart en faveur de ces derniers a été plus faible qu'en 1983 ; par suite de la majoration du précompte, la rentabilité relative des placements liquides qui ne sont pas soumis ou qui échappent aux retenues à la source s'est améliorée particulièrement.

Les glissements qui se sont produits dans les placements intérieurs et l'ampleur des sorties de capitaux à long terme ont évidemment affecté les conditions dans lesquelles les demandeurs de fonds ont collecté les ressources financières sur les marchés intérieurs.

La valeur des obligations et bons de caisse à plus d'un an en francs belges achetés par d'autres détenteurs que les intermédiaires financiers pendant les dix premiers mois de l'année ne représente, en 1984, que les deux tiers de celle de 1983 ; pourtant les souscriptions aux émissions d'actions se sont réduites, d'une année à l'autre, ces émissions ayant été beaucoup moins nombreuses.

Dans l'ensemble des obligations achetées directement par des souscripteurs autres que les intermédiaires financiers, les placements en obligations des pouvoirs publics ont augmenté par rapport à l'année précédente ; c'est dans les achats de bons de caisse des intermédiaires financiers que s'est manifesté le changement

des dispositions du public. Toutefois, pour faire face aux demandes de crédit, ces intermédiaires se sont trouvés mieux approvisionnés que l'an dernier par les apports de fonds à court terme.

Pendant la plus grande partie de l'année, les besoins de ressources financières des entreprises et des ménages ont été beaucoup plus modérés que l'année précédente. Après être tombés à un niveau très bas en 1982, les endettements nouveaux contractés par les particuliers et les sociétés avaient atteint 215 milliards en 1983 ; pour les dix premiers mois de 1984, leur augmentation n'a pas dépassé 24 milliards, contre 94 pour la période correspondante de l'année antérieure. Les facultés actuelles d'autofinancement des sociétés, dans leur ensemble, et les actifs financiers qu'elles avaient précédemment accumulés leur ont permis de faire face à leurs nouvelles dépenses d'investissement sans faire appel à des ressources externes. Les particuliers ont accru, plus qu'en 1983, leur endettement sous forme de prêts personnels et de crédits à tempérament, mais ces endettements nouveaux sont restés peu importants ; le montant des crédits qu'ils ont utilisés pour l'achat de logements a encore progressé, mais moins qu'en 1983 ; au total, les nouveaux engagements des particuliers ont atteint 22 milliards pour les dix premiers mois de 1984, contre 19 pour la même période de 1983.

En raison de la faiblesse de la demande de crédit émanant du secteur privé, les intermédiaires financiers ont pu mettre de larges ressources à la disposition des pouvoirs publics. Les fonds en francs belges que les étrangers leur ont apportés, dans les neuf derniers mois de l'année, étant essentiellement à court terme, comme ceux qu'ils collectaient auprès des résidents, les intermédiaires financiers ont souscrit plus d'effets publics à un an au plus et moins d'obligations à long terme qu'en 1983. Cette évolution apparaît clairement dans la structure de la dette en francs belges contractée par le Trésor. L'augmentation de la dette consolidée avait apporté à ce dernier 275 milliards en 1983 ; le montant n'a plus été que de 161 en 1984 ; au contraire, en 1983, l'émission de certificats de trésorerie à court terme avait procuré 109 milliards de ressources, en ce compris les 37 milliards d'effets dont la durée a été, en cours d'année, allongée en vertu des conventions auxquelles il a été fait allusion plus haut ; en 1984, c'est 175 milliards de certificats que le Trésor a pu placer, en ce compris les 101 milliards également transformés conventionnellement en dette à un an et plus.

Les montants qui viennent d'être cités ne comprennent pas les variations de l'encours des certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la Banque ; l'encours de ces dernières a augmenté de 12 milliards, contre 7 milliards en 1983. La création de liquidités à laquelle la Banque a procédé en achetant le produit des emprunts en devises du Trésor se mesure par 156 milliards, soit 22 milliards de plus qu'en 1983. Par ailleurs, la création de fonds à laquelle la Banque procède par ses opérations de réescompte se fait aussi, de façon tout à fait indirecte, au bénéfice de l'Etat, lorsque le coût de ces cessions d'effets de commerce par des intermédiaires financiers est inférieur au rendement des certificats de trésorerie ; dans ce cas, le marché monétaire a intérêt à recourir à la Banque pour souscrire à de nouveaux certificats ; il est cependant impossible de mesurer exactement le montant des ressources, nées

d'opérations de réescompte, qui sont allées au Trésor, car une partie de ces opérations a d'autres destinations. En 1984, l'encours des effets réescomptés a diminué de 73 milliards. Si l'on admet que les fluctuations du portefeuille d'effets de commerce de la Banque affectent en très grande partie le flux de recettes du Trésor, on peut estimer que le montant des ressources monétaires mises par la Banque à la disposition de celui-ci a dû être de l'ordre de 95 milliards en 1984 ; l'année précédente, ce montant avait été de l'ordre de 140 milliards.

Politique monétaire

La reprise conjoncturelle n'a pas modifié les données fondamentales que la Banque prend en considération pour déterminer les objectifs de sa politique et choisir les instruments de celle-ci.

Pas plus que les années antérieures, la Banque n'a envisagé d'utiliser l'instrument dit « des agrégats ». Cette méthode quantitative consiste à définir ceux des actifs liquides qui sont censés exercer la fonction monétaire, à fixer de façon discrétionnaire, au début de chaque période, la limite au-delà de laquelle la croissance de cette masse d'actifs est tenue pour nocive et à agir ensuite en cours de période sur le marché monétaire, pour éviter tout franchissement de la borne désignée. La Banque a toujours considéré que cette méthode était difficilement applicable et peu efficace dans une économie largement ouverte, de faibles dimensions, pratiquant un régime de cours de change stables, et où, dès lors, les variations de la quantité de monnaie sont le plus souvent, la résultante de deux forces agissant de façon divergente, l'une étant le recours de l'économie interne, principalement du Trésor, à la création de monnaie, l'autre étant le solde général des paiements extérieurs. De plus, sur le marché des fonds intérieur de l'économie belge, les canaux de financement se déplacent avec facilité, d'une période à l'autre, des compartiments à long terme vers les compartiments à court terme et vice versa sans que, au total, la masse des flux financiers en soit affectée ; on a eu l'occasion d'observer un exemple typique de ces déplacements en 1984, avec le gonflement particulier de la masse des actifs à court terme ; l'accroissement de ceux-ci a été partiellement compensé par un ralentissement de leur vitesse de rotation en revenu. Pas plus que les années antérieures, non plus, la Banque n'a eu à s'interroger sur l'opportunité d'imposer des restrictions quantitatives à l'octroi de crédits aux entreprises et aux particuliers ; on a montré que les endettements nouveaux de ceux-ci s'étaient spontanément réduits en 1984 ; sur aucun marché intérieur des biens et services de quelque importance que ce soit, la demande ne s'est développée assez pour épuiser les capacités de production.

Quant aux objectifs de sa politique, la Banque se trouvait, comme les années précédentes, obligée de choisir entre des sollicitations dont la justification était évidente, mais qui demeuraient contradictoires. D'une part, il se recommandait de mettre à profit toute occasion d'abaisser les taux pour alléger les charges des entreprises, particulièrement en ce qui concerne le financement de leurs fonds de roulement, pour soutenir la reprise en cours dans l'activité de la construction et pour réduire le poids du service de la dette dans les budgets publics. D'autre

part, la Banque ne pouvait ignorer deux données dont les incidences sur le marché des changes requéraient son attention : le déficit des pouvoirs publics et les sorties de capitaux privés à long terme des résidents.

Celles-ci, on l'a montré, se sont poursuivies avec une régularité que seul a interrompu le creux des mois de vacances. Alors que les paiements courants de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ont été équilibrés pour l'ensemble de l'année 1984, ces sorties ont constitué, cette année, une contrainte extérieure permanente. En effet, si elles n'étaient pas compensées par des recettes à d'autres titres, ces sorties de capitaux à long terme devaient être financées par prélèvement sur les réserves de change de la Banque. Sans doute ce risque aurait-il été exclu si le régime du double marché des changes avait organisé une séparation étanche des deux compartiments, si les transactions courantes n'avaient pu s'effectuer que par le marché réglementé et les transactions en capital, que par le marché libre ; dans un modèle aussi rigoureux, ni les disparités internationales des taux d'intérêt, ni d'autres facteurs ne pourraient induire de flux nets de capitaux, l'égalité entre entrées et sorties étant assurée « ex post » par les variations, en cours de période, des cours sur le marché libre. Dans la réalité, les autorités belgo-luxembourgeoises n'ont jamais agencé le double marché des changes de manière aussi stricte. Dès l'origine, la réglementation a admis une certaine osmose entre les deux compartiments du marché des changes, dans le but de limiter l'écart des cours en période normale : à cette fin, certaines catégories de paiements ont pu s'effectuer par l'un ou l'autre marché, au choix de l'opérateur, par exemple les revenus d'investissements et de placements des agents non bancaires. Dès l'origine aussi, il a bien fallu orienter vers le marché libre le règlement de certaines transactions courantes, notamment une bonne partie des dépenses de tourisme, parce qu'il était impossible de contrôler si le paiement relevait bien de la catégorie déclarée. Au demeurant, certains mouvements de capitaux indissociables du règlement de transactions courantes — par exemple, l'octroi de délais de paiement qui fait naître des crédits commerciaux — affectent toujours l'offre et la demande sur le marché réglementé. Le rôle du double marché n'était donc pas celui d'un substitut à la politique monétaire, mais plutôt d'un auxiliaire de celle-ci, qu'il aidait en donnant du champ à la hausse des cours au marché libre en cas de sorties de capitaux importantes ; cet alourdissement du coût des placements à l'étranger devait décourager ceux des opérateurs qui ne pouvaient pas se constituer des avoirs en devises à l'occasion de transactions commerciales. Au fil des ans, toutefois, cet auxiliaire a perdu de son efficacité ; divers développements ont contribué à élargir considérablement, sur le marché libre, l'offre nette de devises venant du règlement d'opérations courantes, apportant ainsi un aliment aux sorties de capitaux ; entre autres exemples, on peut citer l'élargissement, en longue période, du flux des revenus des placements privés en devises, qui l'a emporté, de loin, sur celui des dépenses de tourisme, du moins de la partie de celles-ci qui passait par le marché libre. Il faut rappeler aussi que la suppression des formalités douanières à la frontière belgo-néerlandaise a rendu plus difficile la surveillance du respect de la réglementation des changes lors de transactions commerciales. En tout état de cause, beaucoup de changements se sont produits progressivement au cours des années, qui ont contribué à rendre de plus en plus floue la démarcation de principe entre les deux compartiments

réglementaires du marché des changes ; sur le marché libre, la contrepartie des sorties nettes de capitaux a été de plus en plus constituée par des recettes courantes, tandis que les dépenses de ce dernier type, s'opérant sur le marché réglementé, contribuaient à déséquilibrer celui-ci, provoquant les interventions correctrices de la Banque. De plus, les expériences des périodes de tension qui se sont produites dans les dernières années lorsqu'étaient attendues des révisions de cours officiels en faveur d'autres monnaies que le franc belge, tendent à montrer que la hausse des cours de ces monnaies sur le marché libre n'a plus exercé un grand effet de dissuasion sur les opérateurs, avant qu'elle n'ait atteint les environs du pourcentage d'appréciation attendu ; dans ces circonstances, ce renchérissement de devises fortes a été le plus souvent interprété comme un signe tangible de la force respective des diverses unités monétaires et préfiguré les réalignements.

Puisque l'évolution de tout un ensemble de données a rendu beaucoup moins sûre la protection que le système du double marché des changes constituait pour les réserves de la Banque et pour le franc, la défense de ceux-ci, lorsqu'elle était nécessaire, devait de plus en plus être assurée par d'autres instruments. Ceux-ci ne pouvaient pas consister dans la mise en œuvre de mesures de nature réglementaire. En réintroduisant des dispositions restrictives, les autorités belges et luxembourgeoises dérogeraient aux disciplines internationales qu'elles ont pour principe d'observer et, même, contreviendraient à des engagements précis qu'elles ont pris. En outre, ce retour en arrière serait voué, en fait, à l'inefficacité ; les économies des deux pays sont trop dépendantes de leurs relations économiques avec le reste du monde et les marchés financiers des pays industrialisés sont devenus trop largement transnationaux pour que des restrictions réglementaires puissent empêcher vraiment les mouvements de capitaux avec l'étranger.

Dès lors, c'est bien davantage aux instruments « classiques » de la politique monétaire que la Banque doit faire appel lorsqu'elle doit agir en tenant compte des réalités d'aujourd'hui.

Dans les périodes où, soit des sorties nettes de capitaux privés, soit un déficit des paiements courants, soit les deux combinés, amènent la Banque, obligée de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du Système Monétaire Européen, à vendre des devises sur le marché des changes, ces interventions resserrent l'offre de fonds sur le marché monétaire intérieur. Les banques réduisent leurs apports à celui-ci lorsqu'elles doivent acheter et payer à la Banque les devises qu'elles ont cédées à leurs clients. Dans ces circonstances, il est techniquement impossible à la Banque de refuser de jouer son rôle de prêteur en dernier ressort, d'agir de façon « accommodante » en restituant au marché les ressources perdues ; les banques peuvent en effet reconstituer sans grand délai leurs trésoreries ; il leur suffit d'encaisser à l'échéance des certificats de trésorerie à court terme, dont elles sont abondamment pourvues. Ainsi, le resserrement de l'offre de fonds sur le marché monétaire est reporté vers le Trésor. Lorsque celui-ci est, au même moment, confronté à la nécessité de financer le déficit résultant de l'exécution du budget en cours, il ne peut rembourser, par surcroît, une partie de son endettement existant s'il n'obtient pas de la Banque qu'elle lui en fournisse les moyens en créant les fonds nécessaires. Ces enchaînements se sont produits en 1984, principalement au cours des premiers mois.

Cette conjoncture qui obligeait la Banque à reconstituer l'offre de fonds par une action « accommodante », la plaçait devant un double choix de politique monétaire.

D'une part, elle devait opter pour les modalités par lesquelles elle procéderait le plus opportunément à cette création inévitable de liquidités intérieures; en d'autres termes, elle devait choisir ceux de ses actifs qu'elle préférerait voir augmenter. D'accord avec le Trésor, elle aurait pu étendre le concours qu'elle lui consent indirectement, c'est-à-dire relever le plafond de ses avances au Fonds des Rentes, permettant ainsi à ce dernier de souscrire le montant nécessaire de certificats de trésorerie; elle aurait ainsi substitué, dans ses actifs, des créances en francs belges aux devises cédées; la perte de réserves de change eût été consacrée et se fût amplifiée aussi longtemps que le déficit extérieur global eût perduré. A défaut de l'accord de la Banque sur cette majoration de ses crédits en francs à l'Etat, le Trésor pouvait se procurer des ressources en francs en empruntant à l'étranger et en cédant à la Banque les devises provenant de ces prêts; par rapport à la précédente, cette modalité de financement du Trésor présentait l'avantage de reconstituer les réserves de change de la Banque, compensant ainsi les pertes dues à ses interventions sur le marché des changes.

D'autre part, elle devait opter pour une politique de taux. Si parmi les causes des sorties de capitaux, on pouvait déceler une insuffisance du rendement des placements sur le marché intérieur, par rapport à ceux qu'offraient les places étrangères, la Banque ne pouvait reconstituer les fonds disponibles sur ce marché en laissant les rapports de taux inchangés, sans risque d'entretenir ces mouvements de fonds et la diminution de ses réserves. Dans la mesure où les écarts défavorables aux placements en francs belges affectaient les taux à long terme, la Banque, n'ayant pas d'action directe sur ces taux-ci, pouvait à tout le moins s'abstenir d'en encourager indirectement la baisse. Elle pouvait aussi, en agissant sur les taux du marché monétaire, s'efforcer de ralentir un mouvement de sortie ou de provoquer un reflux de fonds à court terme.

Dès lors, si la Banque cherchait, par sa propre politique de taux, à réduire le déséquilibre des opérations en capital avec l'étranger, elle devait, sans doute, considérer comme moins prioritaire l'objectif alternatif d'abaissement des coûts financiers, rappelé ci-avant.

Placée devant la nécessité d'un choix, la Banque ne pouvait pas rester sans réaction devant l'évolution des réserves de change officielles qu'elle a la responsabilité de gérer: depuis 1976, ces réserves de change avaient diminué chaque année, sauf en 1980, et à la fin de 1983, la valeur des réserves brutes, évaluée aux cours de change courants et au prix du marché pour l'or, n'atteignait que 989 milliards, c'est-à-dire un montant inférieur de près de 500 milliards à l'encours, à la même date, du total des dettes extérieures, brutes, des pouvoirs publics et, nettes, des intermédiaires financiers. La Banque s'est assigné comme objectif minimum, d'éviter toute nouvelle diminution de ses réserves en 1984 et, au surplus, elle a considéré que le renforcement de celles-ci serait opportun.

Dans le courant du premier trimestre de 1984, les faits se chargèrent d'imposer les décisions. Au déficit des paiements courants et au solde négatif des

mouvements de capitaux privés à long terme des résidents s'ajoutaient, comme on l'a rappelé, des sorties nettes considérables d'avoirs à court terme de résidents et d'étrangers. Pendant cette même période, le Trésor, dont les besoins de financement atteignaient un maximum saisonnier, ne pouvait se procurer les ressources nécessaires sur les marchés de fonds intérieurs, où l'offre était plus amputée par les ventes de devises de la Banque, qu'elle n'était reconstituée par le réescompte d'effets auprès de la Banque; il dut recourir largement à l'endettement extérieur. Devant cette situation, la Banque, qui avait déjà relevé ses taux de 1 p.c. en novembre 1983, les majora de 1 p.c. encore en février 1984, portant à 11 p.c. le taux d'escompte et à 12 p.c. celui des avances. Le taux des effets publics à court terme qui influence immédiatement l'ensemble des taux sensibles du marché monétaire était relevé davantage encore, en vue de remédier à la détérioration, qui s'était produite antérieurement, du différentiel vis-à-vis des placements dans les principales monnaies étrangères.

Ce n'est pas l'amélioration de ce différentiel qui a provoqué le renversement du sens des flux de capitaux à court terme, dans les mois suivants, mais elle a sans aucun doute contribué à l'ampleur du reflux. Durant le deuxième trimestre, les rentrées nettes de fonds liquides ont suffi à compenser le solde négatif laissé par les opérations courantes et les mouvements de capitaux à long terme. L'indicateur de divergence du franc belge dans le Système Monétaire Européen est revenu en deçà du seuil critique qu'il dépassait depuis octobre 1983. Bien que les ressources que le Trésor pouvait collecter sur les marchés intérieurs, où l'offre s'accroissait, aient été plus abondantes, elles n'ont cependant pas suffi à couvrir les besoins de financement de l'Etat, encore très importants. Le Gouvernement et la Banque ayant décidé, de commun accord, de ne pas relever le plafond des avances que celle-ci consent au Fonds des Rentes pour financer le Trésor, ce dernier a, de nouveau, eu recours à l'endettement en devises, mais pour un montant de moitié moindre qu'au trimestre précédent. La vente de ces devises à la Banque a permis à celle-ci de renforcer ses réserves. La création de liquidités à laquelle la Banque a procédé de la sorte, a rendu plus d'aisance au marché monétaire. Celui-ci a pu réduire son recours au prêteur en dernier ressort et les taux des effets publics à court terme ont pu accuser un premier repli. Sur le marché des rentes également, la tendance des rendements qui était à la hausse depuis l'automne de 1983 s'est inversée.

La détente s'est accentuée sur les marchés de fonds intérieurs au cours des mois d'été. A la fin du mois de septembre, les taux des certificats de trésorerie à très court terme étaient revenus à 11 p.c.; les banques n'ayant plus intérêt à réescompter des effets commerciaux pour financer la souscription de ces certificats à ce taux, le marché monétaire a réduit considérablement ses engagements envers la Banque. Ce marché était alimenté par les liquidités que créait la Banque en contrepartie d'un nouvel accroissement de ses réserves. En effet, l'évolution des paiements extérieurs a permis à la Banque de procéder au rachat de devises sur le marché des changes: bien que le différentiel des taux n'ait plus été aussi favorable, le reflux des capitaux à court terme s'est poursuivi et les rentrées, bien que moins amples qu'au deuxième trimestre, ont plus que compensé le solde net des mouvements de fonds à long terme; de plus, le compte extérieur courant faisait apparaître un léger surplus; l'amélioration de l'indica-

teur de divergence s'est accélérée. Outre ses achats de devises dans le marché, la Banque a aussi acquis des devises provenant des emprunts extérieurs du Trésor : ceux-ci portaient sur des montants beaucoup plus réduits, les besoins de financement du Trésor, en diminution très nette au cours de cette période de l'année, ayant pu être beaucoup plus largement couverts par les souscriptions de certificats par les intermédiaires financiers.

Dans les trois derniers mois de l'année, le repli des taux à long et à court terme s'est généralisé et accentué sur les principales places financières, singulièrement sur le marché de l'euro-dollar à court terme. Le mouvement s'est propagé aux taux du marché intérieur ; leur repli a été modéré ; en novembre, le taux des certificats du Trésor à très court terme a été ramené à 10,75 p.c. ; le taux moyen de rendement des rentes a, lui aussi, diminué de 0,25 p.c. environ. La création de liquidités par la Banque s'est d'ailleurs ralentie. D'une part, ses réserves de change n'ont plus guère augmenté ; en effet, bien que les écarts de taux soient demeurés en faveur de placements en francs belges, que le différentiel vis-à-vis du taux de l'euro-dollar notamment se soit fort amélioré, les mouvements de capitaux à court terme des résidents et des étrangers se sont soldés, en octobre, par un nouveau déficit que n'ont pas compensé les rentrées nettes des deux mois suivants ; les opérations sur capitaux à long terme ont encore donné lieu à des sorties nettes ; mais le surplus des transactions courantes a marqué un nouveau progrès. D'autre part, le Trésor qui, à ce moment de l'année, bénéficiait d'un surplus, a pu réduire légèrement son recours global à la Banque, engagements en francs belges et cessions de devises réunis ; ce dégagement limité n'a pas provoqué de resserrement significatif sur le marché monétaire, dont le recours à la Banque est, dès lors, resté extrêmement limité.

La politique que la Banque a menée en 1984 a porté ses fruits. La position du franc sur les marchés des changes s'est renforcée. En décembre, le niveau moyen de l'indicateur de divergence était revenu à 16 ; il allait encore s'abaisser dans les premiers jours de janvier ; le franc belge, dont le cours, depuis l'automne de 1983, se situait tout au-dessous de la grille des parités, a progressivement résorbé sa décote vis-à-vis des autres unités du Système Monétaire Européen ; en décembre 1984, sa cotation a fait apparaître une prime sur le florin. Le cours moyen effectif du franc, pondéré par les exportations, exprimé en indice sur la base de 1975, s'est redressé de 93,8 à 95,7 de décembre 1983 à décembre 1984. La prime des devises sur le marché libre, par rapport à leurs cours officiels, qui était encore de 3,4 p.c. en mars, a diminué progressivement : elle était de moins de 0,5 p.c. en décembre. Cette dernière amélioration s'est produite en dépit des interventions à l'achat auxquelles la Banque a procédé sur le marché libre, lorsque les conditions le permettaient ; ces opérations, qui ressortissaient à sa responsabilité de gérer de façon ordonnée le marché des changes, ont été effectuées pendant le second semestre ; les devises ainsi acquises ont représenté un montant assez important pour couvrir des paiements courants de l'Etat ou d'organismes publics en faveur de l'étranger, et aussi pour servir à des interventions de régularisation sur le marché réglementé, libérant ainsi de cette charge les réserves de change. Celles-ci ont augmenté de 67 milliards, comme on l'a vu, mais, faute d'avoir été gagnées par un surplus des paiements courants, ces nouvelles réserves restent empruntées.

L'attitude de la Banque a donc été prudente. Elle a organisé le repli possible des taux à court terme en agissant sur ceux des effets publics émis sur le marché monétaire ; mais elle s'est gardée, jusqu'à la fin de l'année, d'abaisser ses propres taux ; elle a renoncé ainsi à donner, au mouvement de recul, le signal d'une accentuation dont les conséquences lui paraissaient encore aléatoires en raison des incertitudes des évolutions à l'étranger. Sans doute, peut-on considérer que cette prudence a laissé les taux des placements à court terme intérieurs à un niveau élevé. Mais il n'y a pas de critère sûr qui permette de définir à quel niveau doit se situer un différentiel de taux pour abriter le marché des changes et celui des fonds intérieurs des sorties de capitaux. D'autres pays du Système Monétaire Européen dont la monnaie n'a pas présenté, dans la dernière année, de signe particulier de faiblesse comparativement au franc belge, ont maintenu vis-à-vis des taux du mark allemand ou du florin des écarts au moins aussi importants que ceux qui ont abrité le franc belge. Quant aux taux des placements à long terme, l'observation objective oblige à reconnaître qu'ils demeurent toujours inférieurs, en Belgique, à ceux des principaux placements concurrents, les obligations en Écu et en dollar, si l'on tient compte des retenues fiscales à la source.

Certes, la Banque s'accorde à reconnaître que les comptes des entreprises et les budgets des pouvoirs publics tireraient avantage d'un abaissement du coût des capitaux. L'allégement qui s'est produit en 1984 est dû à l'évolution des dispositions des marchés internationaux et intérieurs ; la Banque n'en a pas entravé les effets ; elle n'a pas pris le risque de provoquer un repli plus prononcé et plus rapide des taux intérieurs ; ceux-ci seraient devenus moins attractifs ; les sorties nettes de capitaux auraient pu s'amplifier ; dans ce cas, l'offre intérieure des fonds aurait été resserrée ; laissé à lui-même, ce resserrement aurait déterminé une réaction des taux tendant à se redresser ; pour empêcher que cet automatisme régulateur des mouvements de fonds avec l'étranger ne s'enclenche, il eût fallu que la Banque s'oppose à la réaction spontanée des taux et, à cette fin, consente, en direction du marché monétaire et du Trésor, à une création de fonds beaucoup plus importante que celle à laquelle elle a effectivement procédé cette année. Le prix en eût été payé, sans doute, par l'équilibre extérieur et la tenue du franc.

Perspectives

Rarement, depuis la période de restauration d'après-guerre, la santé de l'économie internationale n'a dépendu autant des impulsions d'un seul pays. Encore, à cette époque-là, c'est un monde physiquement dévasté, humainement appauvri qui attendait beaucoup de l'économie américaine, riche d'un potentiel intact. Pendant un quart de siècle, ensuite, le centre des phases d'essor de la conjoncture mondiale s'est déplacé des Etats-Unis vers l'Europe et vice versa, ces deux zones entraînant alternativement la croissance mondiale, à laquelle contribuait en outre l'expansion des pays en développement ; lorsque la haute conjoncture devenait synchrone, aux Etats-Unis et en Europe, les deux moteurs emballaient ensemble l'économie mondiale, comme au début des années septante. Aujourd'hui, les pays européens, conditionnés par l'expérience des déséquilibres de la seconde moitié de la dernière décennie, gênés par les retards structurels auxquels ils se sont laissé aller, attendent de la croissance américaine qu'elle les

entraîne ; les pays du tiers monde, paralysés par leur endettement excessif, sont dans la même dépendance ; le Japon consacre son dynamisme à privilégier l'exportation.

Faute de moyens ou de volonté, aucun autre pays que les Etats-Unis, aucun groupe de pays, ne paraît prêt à donner à sa dépense intérieure une impulsion suffisante pour relayer la demande américaine, dans le rôle de tracteur que cette dernière a joué au cours des dernières années.

La Communauté Economique Européenne, par ses dimensions formelles, pourrait être ce successeur. Mais, morcelée en dix autorités qui agencent dix budgets, manient dix systèmes fiscaux et défendent dix monnaies, divisée par les tensions intestines de neuf balances des paiements et régionalisée par huit langues, la Communauté n'a pas réagi de façon cohérente à la crise. Elle n'a plus pu maintenir le rythme de croissance des premières années de sa création. Sa population active, qui atteint 105 p.c. de celle des Etats-Unis, a produit, en 1984, un revenu équivalent à moins de 70 p.c. de celui de ce pays ; d'ailleurs, après la seconde crise pétrolière, la Communauté s'est laissé distancer : par rapport à la période 1975-1977, son produit national des deux dernières années a accusé une augmentation de 14 p.c., alors que la croissance de l'économie américaine atteignait, dans le même temps, 20 p.c., malgré la sévère récession de 1980 et 1981. Sans doute, depuis le début de 1979, le patrimoine extérieur de l'économie des Etats-Unis a-t-il été grevé, par solde, de 143 milliards de dollars d'endettements nets nouveaux, alors que, pour l'ensemble des pays de la Communauté, l'emprunt net au reste du monde n'atteignait que 57 milliards pendant ces six ans ; mais le financement du déficit cumulé américain n'a posé aucun problème, tant a été ferme la demande pour les actifs bénéficiant de taux d'intérêt élevés et libellés dans la grande monnaie internationale, émise par un pays dont la puissance vient de ses dimensions et de sa cohésion.

L'évolution des toutes dernières années a été marquée par une plus grande convergence entre les divers pays de la Communauté : les disparités entre les rythmes d'inflation et les différences entre les soldes des balances de paiements courants se sont réduites. Mais cette convergence, pour nécessaire qu'elle ait été et pour souhaitable que soit sa continuation, n'a pas encore pu être mise au service d'une politique de l'emploi : en 1984, le chômage touchait encore 11 p.c. de la population active en Europe, alors qu'il était retombé à 7,5 p.c. aux Etats-Unis. La crise de l'emploi a avivé les préoccupations nationales, a fait renaître certaines formes insidieuses de protectionnisme et a stimulé le recours à ces remèdes qui gênent le voisin : obligées de tenir compte de la contrainte de l'équilibre extérieur, ou prétextant de celle-ci, les politiques économiques ont trop généralement cherché à redresser l'activité en réalisant sur les marchés extérieurs, en ce compris ceux des partenaires, une percée que la maîtrise de la demande intérieure devait faciliter. La reprise de cette demande est un effet induit de la conjoncture américaine, bien plus que le résultat d'une volonté de relance. Certes, une politique ayant ce dessein n'aurait eu aucune chance de durer si elle n'avait pas été organisée de façon coordonnée par les autorités des divers pays membres ; l'élaboration d'une telle politique n'a pas été recherchée ; dès lors, séparément mais conjointement, les responsables nationaux se sont

assigné de combattre, chacun chez soi, l'inflation ; ils ont recouru à des actions par la demande ou à des politiques de salaires qui ont en partie les mêmes effets que les précédentes, sans chercher à remédier aux rigidités dans la formation des prix, aux imperfections dans les marchés, aux comportements dans les secteurs abrités qui sous-tendent encore l'inflation par les coûts. Il est vrai aussi qu'une politique de relance qui consisterait à élargir les flux de dépenses pour relever le niveau de l'emploi, n'engrangerait que des résultats précaires, si elle n'était pas accompagnée d'une vigoureuse action volontariste de rénovation et de redéploiement des activités ; et celle-ci, elle-même, serait facilitée par une amélioration durable de la rentabilité de l'effort d'entreprendre. Force est bien de constater que, jusqu'à présent, la politique industrielle des autorités communautaires a dû se limiter à être défensive et teintée de malthusianisme, comme l'ont été aussi, d'ailleurs, les politiques nationales de sauvegarde de l'emploi.

Tant que perdurera en Europe ce pessimisme sur l'avenir, cette tendance des initiatives à s'expatrier, les politiques nationales ne pourront être que conservatoires, veillant à la défense de l'actuel, et s'efforçant de repousser vers le voisin les effets de la crise structurelle. Dès lors, il sera difficile, pour chacun des pays membres, de se dépouiller de sa méfiance vis-à-vis des solutions communautaires ; mais s'ils ne reprennent pas, ensemble, le cheminement lent, difficile, mais combien nécessaire, vers l'intégration économique et monétaire, les pays européens continueront tous, chacun séparément, à s'en remettre passivement, pour leur devenir économique, aux aléas de la conjoncture internationale sur laquelle ils auront renoncé à agir activement.

Aujourd'hui, en ce début de l'année 1985, il paraît à peu près sûr que le mouvement de l'économie mondiale restera fonction, dans l'immédiat, de l'orientation conjoncturelle aux Etats-Unis. Or, laissée à ses seuls ressorts, puisqu'elle n'a pas eu de répondants dynamiques ailleurs, la force expansive de l'économie américaine pourrait s'affaiblir. La conjoncture prochaine de celle-ci échappe encore à un diagnostic formel. Certains indicateurs laissent à penser que le rythme de croissance pourrait se ralentir ; à s'en remettre à d'autres, peut-être plus récents, il semblerait, au contraire, que le creux annoncé serait déjà franchi. Quels que soient les pronostics que permettent les signaux actuels, beaucoup dépendra, dans la suite, de la politique budgétaire des autorités fédérales. Si celle-ci venait à s'orienter vers une réduction du déficit, les revenus disponibles des ménages et des entreprises en seraient affectés au départ ; mais, si la masse des fonds offerts par les ménages et les entreprises ne se réduisait pas avec les revenus, la diminution des besoins de financement de l'Etat fédéral devrait faciliter un abaissement des taux d'intérêt ; celui-ci, au second stade, devrait stimuler la reprise de certaines catégories de dépenses privées assez élastiques aux taux ; au total, l'expansion de celles-ci pourrait compenser les effets, sur la demande globale, de la réduction du déficit budgétaire et du fléchissement de celles des dépenses privées qui réagiraient à la diminution des revenus disponibles. Le maintien à un haut niveau de la conjoncture américaine serait fonction de la résultante de ces forces divergentes.

Une diminution des taux d'intérêt a déjà eu lieu, lorsque la politique monétaire américaine a pris un autre cours. Pendant plusieurs années, les

dirigeants du Federal Reserve System avaient annoncé comme objectif le contrôle de la croissance des agrégats monétaires, dans le but de ralentir l'inflation; depuis quelques mois, il semble que ces autorités prennent de plus en plus en compte, dans leurs décisions, les niveaux de l'activité et de l'emploi; pour soutenir ceux-ci, elles ont facilité un repli des taux d'intérêt. Les autorités officielles s'intéressent aussi plus qu'avant aux cours de change, dont la hausse, auto-entretenu par les entrées de capitaux aux Etats-Unis, a aggravé le déficit du compte extérieur courant, en détériorant la compétitivité des producteurs américains, comme on l'a montré. Or, s'il est vrai que le flottement incontrôlé des cours d'une monnaie assure de façon automatique l'équilibre global des paiements extérieurs, il paraît beaucoup moins assuré que les chefs d'entreprises du pays et leur personnel se satisfassent, en longue période, d'une situation où cet équilibre global résulte de la combinaison d'un déficit courant et d'un excédent des opérations en capital. Le faible degré d'ouverture de l'économie américaine et la puissance de l'essor ont contribué à retarder les réactions à cet état de choses. Ces réactions semblent s'être amorcées récemment.

A l'étranger aussi, l'évolution et la hauteur du cours du dollar ont été observées avec attention. On en a mesuré les effets, sur les prix en monnaie nationale, des importations de produits payables en dollar; on en a ressenti les conséquences sur les charges financières des endettements en dollar qui se sont alourdies; on s'est donc inquiété de cette hausse. Les effets bénéfiques que ce renchérissement a eus sur le volume des exportations des concurrents des producteurs américains ont été généralement moins bien aperçus, le progrès des exportations, dans beaucoup de pays, étant plutôt attribué à la reprise américaine, à la sagesse des politiques internes ou encore au dynamisme des entreprises nationales; les gains en capital sur les placements en dollar n'ont guère été commentés. Une baisse des cours du dollar aurait les avantages et les inconvénients inverses. La perspective qu'un tel mouvement de repli puisse éventuellement coïncider avec un fléchissement de la conjoncture américaine suscite des appréhensions, car les conditions de l'évolution conjoncturelle dans les autres pays en seraient altérées. Répondant à ces préoccupations, les aruspices se sont prononcés. Ils se sont contredits et beaucoup se sont déjà trompés.

Il est difficile de trouver des critères précis qui révéleraient une surévaluation du dollar; la notion même de surévaluation est différente dans une grande économie assez fermée et dans les économies fortement ouvertes et dépendantes; le déficit de la balance commerciale n'est pas un symptôme sûr, car la vigueur particulière de la reprise aux Etats-Unis a contribué à cette dégradation. Au demeurant, jusqu'à tout récemment, les gestionnaires de fonds, de par le monde, n'ont pas paru convaincus de l'imminence d'un mouvement de cours, qui devrait être le correctif inéluctable d'une surévaluation.

Ce sont les mouvements de capitaux qui ont façonné l'évolution du dollar au cours des dernières années. D'ailleurs, les déplacements de capitaux exercent aujourd'hui des effets déterminants sur les marchés des changes où ils peuvent modifier les rapports entre offres et demandes avec intensité en courte période, tandis que les changements plus lents des données économiques comparatives affectent de façon plus graduelle les relations internationales. Comme il est

douteux que des interventions des banques centrales sur le marché des changes soient organisées avec l'intention de renverser de façon durable la direction dans laquelle flotte le dollar, l'évolution de celui-ci restera sans doute fonction, en courte période, de multiples décisions de placement à court terme que prennent des trésoriers. Ces décisions sont incertaines, car si elles peuvent être provoquées par une donnée objective — les écarts de taux —, elles sont aussi déterminées par les attentes subjectives des acteurs quant aux fluctuations des cours elles-mêmes. Bien des événements d'ordre divers peuvent survenir, polarisant ces attentes et infléchissant leur orientation.

Un de ces événements pourrait être sans doute la situation économique aux Etats-Unis elle-même, d'autant plus qu'un ralentissement éventuel de la croissance dans ce pays pourrait inciter les autorités monétaires à accentuer le mouvement de repli des taux intérieurs.

En soi, une baisse des taux américains exercerait évidemment des incidences favorables pour le reste du monde. Parmi les pays industrialisés, les uns pourraient maintenir le niveau, déjà assez bas, de leurs taux, avec moins de risque pour le cours de leur monnaie, et les autres, réaliser les réductions des coûts financiers souhaitées. Les pays en développement, dont les charges de l'endettement extérieur seraient allégées, pourraient consacrer plus de leurs recettes d'exportation à l'amortissement de leurs dettes ou relâcher quelque peu l'effort draconien qu'ils ont dû imposer à leurs populations. Mais si, dans le même temps, cette baisse des taux américains provoquait un reflux des capitaux hors des marchés de fonds américains, elle entraînerait, dans un régime de cours de change flottants, un repli du cours du dollar; ce repli, lui-même, provoquerait une amélioration de la balance des paiements courants des Etats-Unis; ses effets, à cet égard, pourraient se conjuguer avec ceux d'un affaiblissement éventuel de la demande intérieure américaine. Un redressement du compte extérieur américain s'opérerait évidemment au détriment des exportations aussi bien des pays en développement que des autres pays industrialisés. Ceux-ci réagiraient sans doute, chacun séparément; d'aucuns seraient privilégiés par le reflux international des fonds; d'autres, pas; les uns et les autres subiraient cependant les conséquences de l'inversion des données: leur compte extérieur courant se dégraderait. Si cette détérioration n'était pas acceptée et que les politiques nationales deviennent plus restrictives, on voit mal comment serait évitée la propagation d'un ralentissement conjoncturel. Or, en se généralisant, une décélération de la croissance dans les pays industrialisés aggraverait encore les difficultés des pays en développement.

En 1984, on l'a vu, la situation de ces pays s'était améliorée; la crainte, vivace en 1983, que l'insolvabilité de gros débiteurs provoque une crise financière majeure s'est dissipée. Cette amélioration reste fragile et cette fragilité impose des devoirs de prudence aux organismes du marché, aux organes de contrôle et aux banques centrales. L'avertissement donné par les événements des dernières années a été entendu et suivi d'effets. La coopération entre banques centrales a pu pallier l'insuffisance des moyens du Fonds Monétaire International qui exerce des fonctions analogues, dans une certaine mesure, à celles de prêteur en dernier ressort pour le marché mondial. Les banques actives sur ce marché ont pris soin

de se doter en commun des instruments d'information, qui devraient éviter, à l'avenir, les exagérations passées dans la distribution de crédits ; elles ont été amenées à consolider leur propre solvabilité. Les organes de contrôle, partout, y ont veillé ; en même temps, ils ont entrepris de mieux coordonner leurs méthodes de surveillance.

L'économie belge, comme celle de tous les autres pays industrialisés, a bénéficié du soutien de la conjoncture américaine. Mais, plus que d'autres, elle est vulnérable à un ralentissement de la croissance du volume des échanges mondiaux. Au surplus, il lui serait impossible d'organiser, isolée, une action de relance par les dépenses intérieures : en raison de la hauteur du contenu importé de ces dépenses, la balance des opérations sur marchandises, serait sans doute sensiblement affectée.

Au demeurant, l'ampleur du déficit des finances publiques qui subsiste encore, ne laisse guère de marge de manoeuvre à la politique budgétaire. Un progrès a été réalisé en 1984, comme on l'a vu. Ce progrès doit être consolidé et poursuivi. Si, au contraire, pour quelque raison, les besoins de financement des pouvoirs publics reprenaient plus d'importance relativement au produit national brut, la confiance dans l'économie belge et dans la solidité du franc pourrait s'en trouver de nouveau affaiblie, notamment dans le chef des étrangers qui détiennent actuellement d'importants avoirs liquides en francs ; le marché des changes ne pourrait que s'en ressentir. Un retour en arrière dans l'assainissement des finances de l'Etat obligerait les autorités à refaire ensuite un chemin déjà parcouru. Or, la réduction des dépenses de l'Etat est incontestablement une entreprise difficile ; ces dépenses, quelles qu'elles soient, ne représentent pas de simples flux de paiements ; derrière ceux-ci, il y a des revenus de ménages et d'entreprises dont la dépense a des effets dérivés, qui supportent des activités et entretiennent des emplois. C'est une substitution qu'il faut donc réaliser, dans la demande intérieure, en augmentant la contribution des dépenses privées à la formation du produit national brut : en 1984, ce déplacement s'est réalisé, grâce à une reprise des investissements des entreprises.

Certes, l'élargissement des flux d'investissement n'est pas, par lui-même, un facteur suffisant pour assurer, dans l'immédiat, un niveau élevé d'activité : les investissements des entreprises ne représentent qu'une fraction assez faible du produit national et leur contenu importé est important. Mais, dans une perspective à plus long terme, les investissements peuvent renforcer la structure industrielle, permettre de nouvelles productions qui peuvent se substituer à des importations et, de façon générale, améliorer la capacité concurrentielle au sens le plus large. On peut regretter que trop peu ait été fait dans ce sens au cours des dernières années. Beaucoup d'investissements ont servi à des rationalisations, plutôt qu'à des extensions et à la création de nouvelles activités. Et, même sous son aspect quantitatif, l'effort n'a pas été très considérable : dans les années 1970 à 1973, en moyenne, les ressources en capital des entreprises représentaient 11 p.c. environ du produit national et leurs investissements en capital fixe, près de 12 p.c. de ce produit ; pour la moyenne des années 1982 à 1984, les ressources en capital des entreprises équivalent toujours à 11 p.c. du produit national, mais les investissements sont tombés à 8 p.c. environ. Il semble donc que, dans les

dernières années, les entreprises auraient utilisé une plus grande partie de leurs moyens à améliorer leur structure financière qui s'était dégradée, ou, éventuellement, à investir à l'étranger ; dans la plupart des autres pays de la Communauté, l'évolution serait analogue mais elle paraîtrait généralement moins accusée.

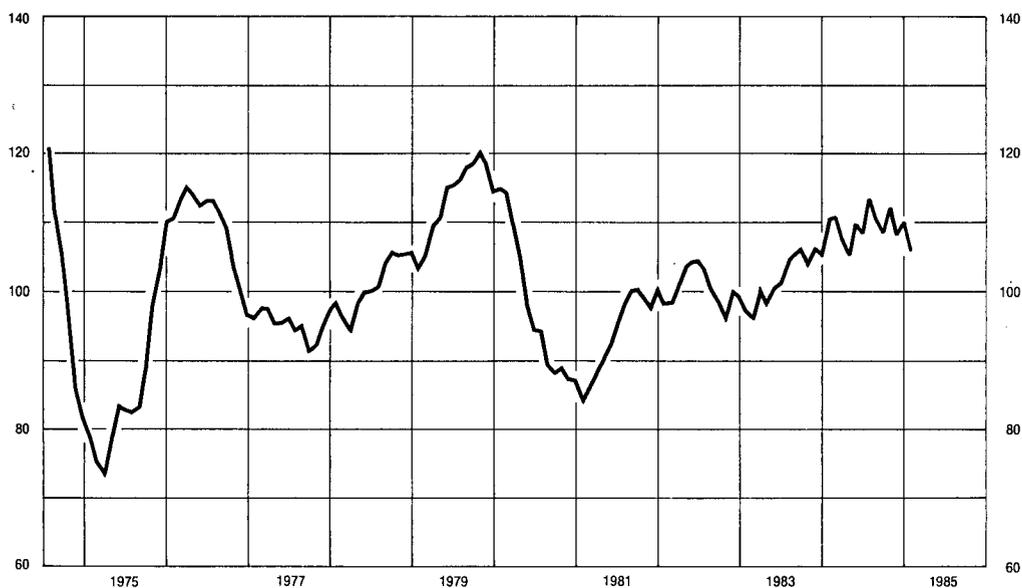
Les investissements d'aujourd'hui donneront les consommations de demain. On ne pourrait perdre cette vérité de vue lorsqu'on souhaite organiser la relance de la consommation en arguant que le but final de l'activité économique est le niveau de vie des citoyens. D'ailleurs, les développements des quinze dernières années ont déjà privilégié la consommation des ménages en Belgique, plus que dans les autres pays de la Communauté Economique Européenne. De 1970-1973 à 1982-1984, la part du revenu disponible des particuliers dans le revenu national est passée de quelque 74 p.c. à plus de 80 p.c., mais leur épargne brute ne représente toujours que 14 p.c. de ce revenu national ; au cours de cette période, la part des dépenses de consommation privée, dans le produit national, dont le volume global s'est cependant accru de 27 p.c., a augmenté de 60 à 66 p.c.

On ne pourrait négliger toutes ces données et leur évolution passée lorsqu'on envisage, dans une perspective à plus long terme, les développements fondamentaux vers lesquels l'action des autorités et de bien d'autres responsables de la vie économique et sociale doit s'efforcer d'orienter l'économie nationale. Au-delà de son rôle d'instrument conjoncturel, la politique des finances publiques, au sens large, peut, si elle est conçue dans une perspective à long terme, contribuer aux réorganisations souhaitables. Certes, les multiples rationalités micro-économiques peuvent entrer en conflit avec les impératifs macro-économiques de renforcement de structures productives. C'est aux autorités qu'il incombe de faire les synthèses, d'influencer les choix et de convaincre.

L'effort de renouvellement de l'économie belge ne serait pas facilité si des perturbations venaient à se produire dans les données financières. La politique monétaire, qui oeuvre davantage dans la courte période, s'efforce de prévenir ces perturbations et d'éviter les désordres : désordre sur les marchés de fonds intérieurs, désordre sur le marché des changes. Dans des circonstances qui restent difficiles, la Banque accomplit la mission qui lui est propre de gardienne des équilibres monétaires.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE JANVIER 1985
(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de conjoncture a baissé en janvier de 3,95 points, s'établissant à 106 points contre 109,95 points en décembre. Le recul de janvier est attribuable aux développements survenus aussi bien dans l'industrie manufacturière, où en particulier les indicateurs concernant les perspectives de la demande et le rythme d'activité ont évolué dans un sens négatif, que dans l'industrie de la construction, où notamment l'indicateur du rythme d'activité a été influencé par les circonstances météorologiques défavorables. Dans le secteur du commerce, par contre, une amélioration s'est manifestée.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population, comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Population	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	5. Orientation géographique	VIII - 5
4. Affectation du produit national :		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
a) Estimations à prix courants	I - 4a	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 4b	— Chiffres annuels	IX - 1
5. Enquêtes sur la conjoncture :		— Soldes trimestriels	IX - 2
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 5a	— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
b) Industrie manufacturière :		4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5b.1	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— résultats bruts par secteur	I - 5b.2	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 5b.3	X. — Marché des changes.	
— résultats bruts par région	I - 5b.4	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
c) Industrie de la construction :		a) Chiffres annuels	X - 1a
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5c.1	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
— résultats bruts par secteur	I - 5c.2	2. Droit de tirage spécial	X - 2
d) Commerce :		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5d	4. Système Monétaire Européen :	
II. — Emploi et chômage.			
Demandes et offres d'emploi	II	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
2. Pêche maritime	III - 2	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	5. Cours de change effectifs	X - 5
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	XI. — Finances publiques.	
3. Energie	IV - 3	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
4. Métallurgie	IV - 4	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
5. Construction	IV - 5	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
V. — Services.			
1. Transports :		5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
b) Navigation maritime	V - 1b	1. Encours :	
c) Navigation intérieure	V - 1c	a) au 31 décembre 1981	XII - 1a
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) au 31 décembre 1982	XII - 1b
3. Commerce intérieur :		2. Mouvements en 1982	XII - 2
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	3. Encours (totaux sectoriels) :	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	a) au 31 décembre 1981	XII - 3a
4. Chambres de compensation	V - 4	b) au 31 décembre 1982	XII - 3b
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	4. Mouvements en 1982 (totaux sectoriels)	XII - 4
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	2. Bilans :	
3. Prix à la consommation en Belgique :		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
Indices 1981 = 100		3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
c) Ventilation en 4 groupes	VII - 3c	4. Stock monétaire :	
d) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3d	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	b) Total	XIII - 4b
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	5. Avoirs extérieurs nets :	
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	a) des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5

6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 8a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Enquêtes sur la conjoncture	I - 5
Demandes d'emploi	II
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-5a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION, COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.823	9.837	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858	9.853
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.327	6.370	6.402	6.446	6.496	6.461 ³		
dont : Hommes	3.172	3.195	3.212	3.236	3.261	3.241 ³		
Femmes	3.155	3.175	3.190	3.210	3.235	3.220 ³		
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹	3.940	3.966	3.987	4.043	4.059	4.065	4.085	
dont : Agriculture	128	122	118	118	112	109	107	
Industries extractives et manufacturières	1.119	1.078	1.036	1.009	989	941	909	
Bâtiments et construction	297	298	294	297	288	258	236	
Transports	265	265	268	272	278	277	275	
Commerce, banques, assurances et services	1.866	1.906	1.954	2.018	2.045	2.046	2.057	
Chômeurs complets ²	224	257	278	292	311	399	467	
Ouvriers frontaliers	41	40	39	37	36	35	34	

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	847,0	930,6	986,7	1.060,6	1.145,0	1.190,3	1.241,7	1.266,6
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	38,7	42,4	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	62,1
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	213,0	236,0	246,5	264,5	286,2	289,8	292,5	326,3
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	356,6	390,9	426,3	464,9	513,4	566,7	606,9	613,6
5. Corrections et compléments	58,0	59,8	64,7	69,3	74,1	79,1	93,6	107,3
Ajustement statistique	12,2	- 3,3	10,8	- 5,2	- 4,3	- 8,5	14,9	55,4
Total ...	1.525,5	1.656,4	1.781,4	1.904,0	2.068,3	2.173,2	2.308,6	2.431,3
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	56,7	44,1	48,2	44,0	45,3	52,9	63,7	65,4
2. Professions libérales ¹	73,1	83,2	92,4	99,3	101,1	105,9	112,4	119,8
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	205,8	218,3	222,8	228,7	228,1	226,9	229,8	246,3
4. Revenu des sociétés de personnes ²	11,4	11,8	13,0	14,3	13,9	13,8	16,3	19,5
Ajustement statistique	2,8	- 0,7	2,2	- 1,1	- 0,8	- 1,6	2,8	10,6
Total ...	349,8	356,7	378,6	385,2	387,6	397,9	425,0	461,6
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	156,8	179,6	196,4	232,3	274,1	317,1	357,1	383,6
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	60,6	66,7	73,7	78,5	85,0	98,9	108,3	123,2
3. Dividendes, tantièmes, dons	57,4	58,5	63,0	61,6	67,0	80,0	103,2	130,9
Total ...	274,8	304,8	333,1	372,4	426,1	496,0	568,6	637,7
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	12,7	11,1	24,6	25,9	21,5	9,9	29,3	42,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	72,7	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	113,9
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	30,2	30,3	31,5
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 13,6	- 17,1	- 23,9	- 21,2	- 7,3	1,8	13,9	- 2,7
Total ...	2,2	2,3	- 1,8	3,4	20,4	32,0	44,2	28,8
G. Intérêts de la dette publique	- 97,4	- 116,2	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,1	- 367,6	- 397,1
Revenu national net au coût des facteurs	2.140,3	2.291,5	2.460,9	2.618,2	2.802,1	2.907,4	3.121,0	3.319,0
H. Amortissements	231,3	262,3	281,4	302,5	312,2	330,3	362,1	393,2
Revenu national brut au coût des facteurs	2.371,6	2.553,8	2.742,3	2.920,7	3.114,3	3.237,7	3.483,1	3.712,2
I. Impôts indirects	307,7	334,3	363,9	387,7	412,0	435,8	475,6	508,2
J. Subventions	- 36,6	- 40,3	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,3	- 53,2	- 66,8
Produit national brut aux prix du marché	2.642,7	2.847,8	3.059,4	3.252,6	3.476,0	3.618,2	3.905,5	4.153,6

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

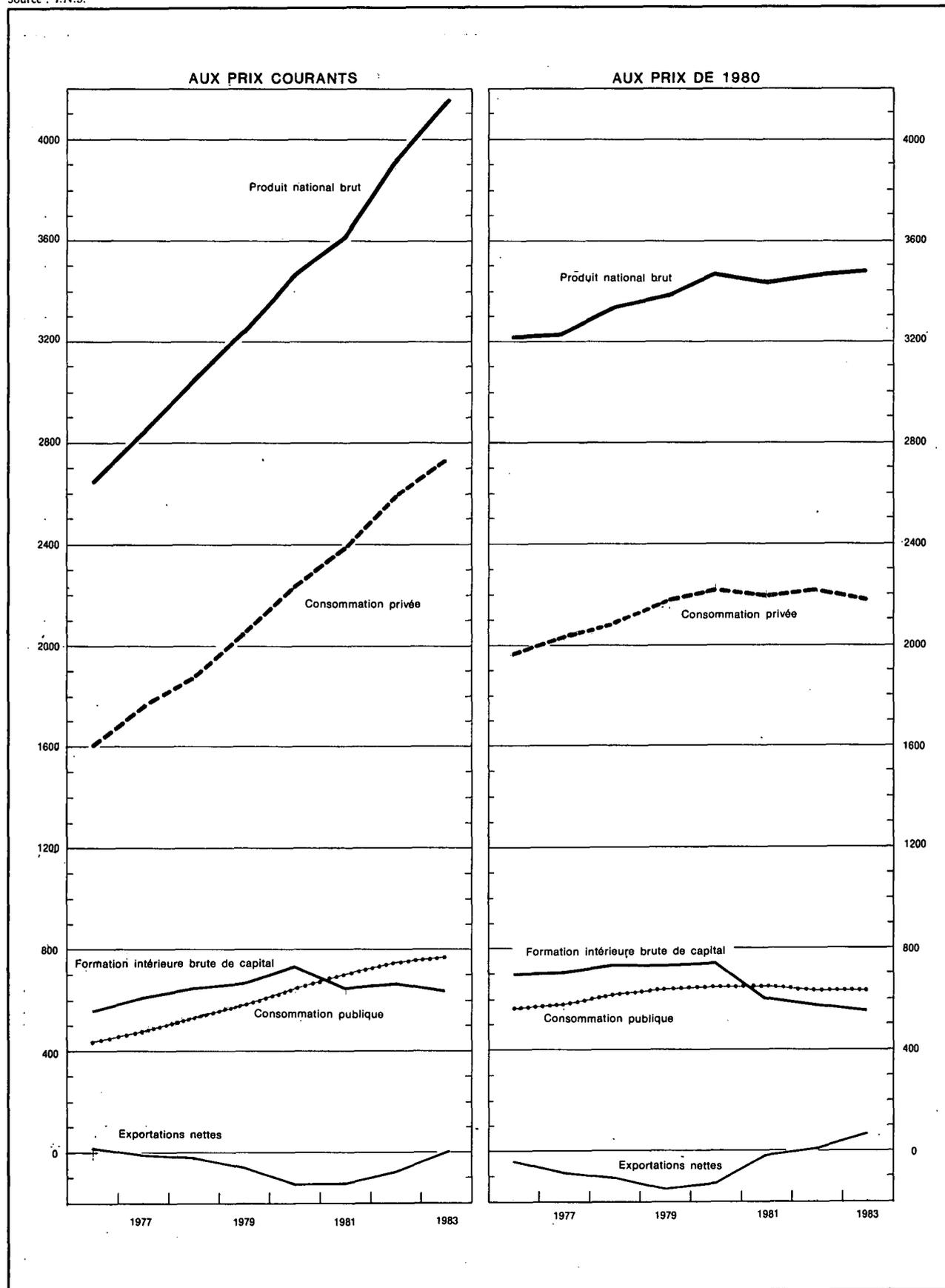
Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
1. Agriculture, sylviculture et pêche	76,9	68,3	76,0	73,2	76,0	84,4	97,0	99,8
2. Industries extractives	19,0	18,2	17,2	16,0	18,7	19,6	20,3	20,1
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	131,7	135,5	147,1	151,1	157,4	165,3	188,3	204,1
b) Textiles	38,3	37,5	37,1	37,7	40,6	44,1	46,1	52,3
c) Vêtements et chaussures	25,7	24,1	23,1	23,4	22,7	22,5	24,5	25,5
d) Bois et meubles	34,1	36,6	36,4	37,6	40,3	39,5	41,8	43,8
e) Papier, impression, édition	36,2	39,4	39,9	44,8	45,0	46,7	49,8	50,8
f) Industrie chimique et activités connexes	65,3	74,2	82,6	101,5	99,7	107,6	119,3	126,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	33,2	37,7	36,5	36,7	39,1	33,4	35,3	34,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux	49,9	41,4	51,4	59,4	54,8	51,4	49,6	48,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales	218,8	236,3	243,5	241,3	247,6	246,2	264,9	285,7
j) Industries non dénommées ailleurs ...	86,9	100,6	108,0	116,0	122,5	123,9	133,9	149,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	<i>720,1</i>	<i>763,3</i>	<i>805,6</i>	<i>849,5</i>	<i>869,7</i>	<i>880,6</i>	<i>953,5</i>	<i>1020,9</i>
4. Construction	193,3	213,0	228,5	233,7	263,0	229,1	237,3	238,0
5. Electricité, gaz et eau	77,6	86,1	93,5	105,7	110,1	119,5	125,9	148,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	502,3	539,1	569,0	609,6	664,8	691,2	765,7	818,0
b) Services financiers et assurances	108,0	119,5	135,2	150,7	160,7	194,5	222,0	234,9
c) Immeubles d'habitation	108,5	122,2	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,3
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	<i>718,8</i>	<i>780,8</i>	<i>840,3</i>	<i>910,5</i>	<i>993,9</i>	<i>1.079,0</i>	<i>1.200,2</i>	<i>1.287,2</i>
7. Transports et communications	200,2	215,7	234,7	255,5	279,5	291,2	310,1	321,9
8. Services	680,3	761,4	836,9	901,8	981,0	1.059,6	1.135,8	1.197,0
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,1	4,1	4,0	4,3	5,0	4,9	5,6	5,1
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	- 35,3	- 39,6	- 45,1	- 48,6	- 45,1	- 53,3	- 61,9	- 59,8
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	- 29,5	- 30,3	- 32,0	- 34,8	- 47,2	- 54,0	- 67,1	- 69,0
Ajustement statistique	- 0,1	- 5,3	- 10,3	- 10,7	- 10,3	- 19,5	- 12,9	- 19,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	2.625,4	2.835,7	3.049,3	3.256,1	3.494,3	3.641,1	3.943,8	4.190,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	17,3	12,1	10,1	- 3,5	- 18,3	- 22,9	- 38,3	- 36,4
Produit national brut aux prix du marché ..	2.642,7	2.847,8	3.059,4	3.252,6	3.476,0	3.618,2	3.905,5	4.153,6

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	335,1	349,2	365,2	379,5	399,0	411,5	471,1	521,5
2. Boissons	75,1	79,4	84,3	89,3	97,6	103,6	114,8	122,9
3. Tabac	28,9	32,1	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2
4. Vêtements et effets personnels	130,5	137,2	143,9	156,1	173,3	174,4	193,0	200,3
5. Loyers, taxes, eau	148,4	167,7	187,2	205,4	228,1	258,8	285,3	313,6
6. Chauffage et éclairage	86,8	91,5	100,4	118,2	138,4	161,3	178,5	183,5
7. Articles ménagers durables	175,3	184,5	186,1	192,2	215,3	218,0	225,0	225,7
8. Entretien de la maison	68,6	75,8	82,1	88,2	94,8	100,3	107,6	115,8
9. Soins personnels et hygiène	160,5	183,5	202,7	215,6	229,7	252,9	280,2	307,6
10. Transports	178,2	194,7	212,1	233,4	254,7	274,4	301,8	331,3
11. Communications : P.T.T.	12,3	14,5	16,2	17,5	18,8	20,2	22,3	24,4
12. Loisirs	136,5	152,2	163,5	177,1	194,8	208,3	230,0	248,0
13. Enseignement et recherches	3,4	3,7	4,0	4,2	4,4	4,9	5,4	6,0
14. Services financiers	55,5	62,2	71,8	81,7	87,1	103,3	118,4	126,2
15. Services divers	13,3	15,3	17,3	19,2	19,3	20,2	21,3	22,2
16. Dépenses personnelles à l'étranger	46,1	56,0	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,6
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 35,4	- 44,3	- 43,4	- 50,6	- 55,9	- 69,7	- 87,5	- 109,2
Ajustement statistique	- 11,0	6,8	- 2,0	12,8	11,7	23,4	- 3,9	- 37,2
Total ...	1.608,1	1.762,0	1.885,1	2.045,8	2.225,0	2.391,6	2.591,0	2.740,4
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	323,1	355,3	391,8	426,5	471,3	517,8	550,5	559,6
2. Achats courants de biens et services	93,2	103,9	117,7	123,4	129,2	139,2	144,0	152,3
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5
4. Loyer payé	2,5	2,8	3,8	4,1	4,9	4,6	5,2	5,3
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	4,1	5,1	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2
6. Amortissement mobilier et matériel	2,3	2,6	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	4,0
Total ...	441,0	489,1	543,9	588,1	643,6	702,8	741,6	760,9
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	13,5	14,7	17,2	16,0	15,3	14,1	15,2	15,3
2. Industries extractives	1,8	2,0	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	3,1
3. Industries manufacturières	93,5	81,2	79,4	83,6	109,2	100,9	126,7	111,6
4. Construction	11,1	12,7	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	9,1
5. Electricité, gaz et eau	33,7	38,4	39,8	41,9	39,6	39,0	42,3	41,2
6. Commerce, banques, assurances	56,4	61,8	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	91,7
7. Immeubles d'habitation	184,7	202,8	228,0	209,6	224,7	139,0	131,1	133,7
8. Transports et communications	57,6	61,7	73,6	75,2	86,3	101,2	103,1	100,0
9. Pouvoirs publics et enseignement	92,3	98,1	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	114,8
10. Autres services	23,9	29,9	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7
11. Variations de stocks	10,0	7,9	8,4	19,9	- 2,6	- 6,9	- 11,7	- 3,7
Ajustement statistique	- 4,0	2,3	- 0,7	4,3	3,9	6,3	- 1,0	- 8,8
Total ...	574,5	613,5	654,6	685,7	729,6	643,5	662,6	647,7
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	92,5	97,0	114,1	134,4	211,9	349,3	405,2	369,0
2. Exportations de biens et services	1.275,9	1.480,2	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.751,6	2.956,0
Exportations totales ...	1.368,4	1.577,2	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.701,8	3.156,8	3.325,0
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	75,2	84,9	104,0	137,9	230,2	372,2	443,5	405,4
4. Importations de biens et services	1.274,1	1.509,1	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.803,0	2.915,0
Importations totales ...	1.349,3	1.594,0	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.821,5	3.246,5	3.320,5
Exportations nettes ...	19,1	- 16,8	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,7	- 89,7	4,6
Produit national brut aux prix du marché	2.642,7	2.847,8	3.059,4	3.252,6	3.476,0	3.618,2	3.905,5	4.153,6

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

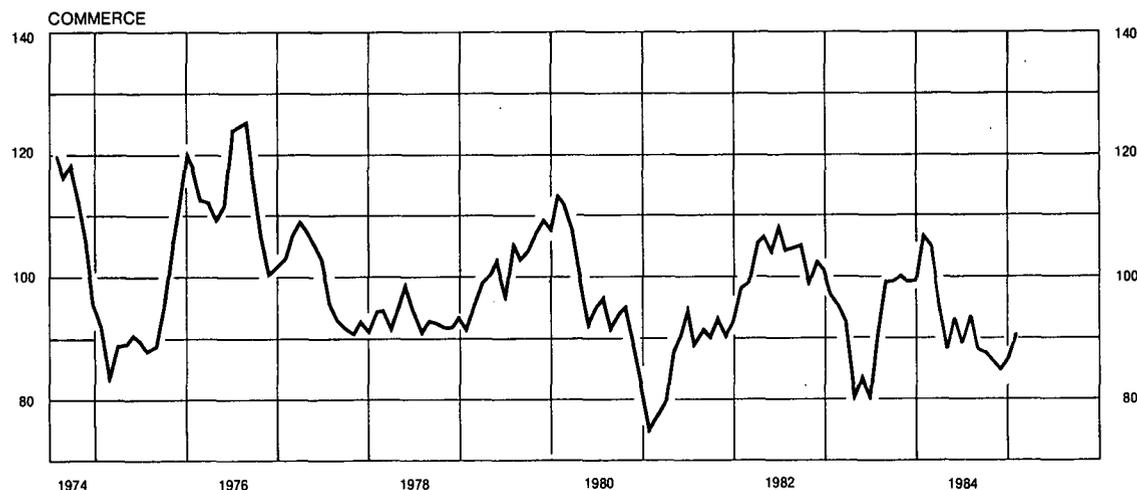
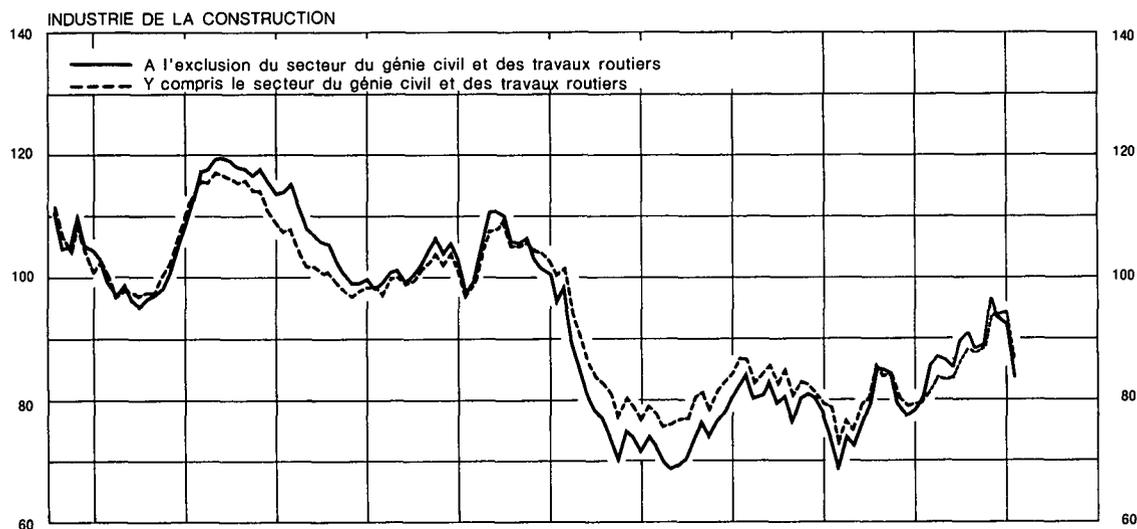
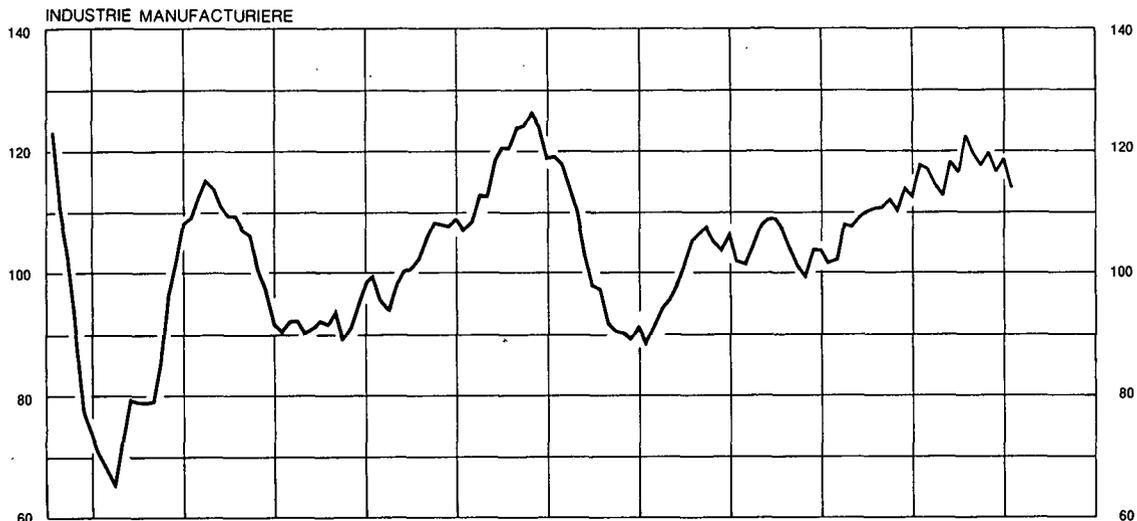
(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	94	93	96	99	100	98	102	103
2. Boissons	89	89	91	94	100	96	98	97
3. Tabac	110	107	96	100	100	98	105	102
4. Vêtements et effets personnels	93	92	90	94	100	97	101	98
5. Loyers, taxes, eau	88	90	93	97	100	104	106	108
6. Chauffage et éclairage	93	93	101	105	100	96	93	91
7. Articles ménagers durables	89	90	89	91	100	98	98	91
8. Entretien de la maison	95	96	97	99	100	100	102	101
9. Soins personnels et hygiène	87	92	96	98	100	104	106	108
10. Transports	91	95	98	102	100	98	99	100
11. Communications : P.T.T.	83	87	89	96	100	107	108	110
12. Loisirs	92	92	91	96	100	101	107	106
13. Enseignement et recherches	92	94	96	98	100	102	104	106
14. Services financiers	74	77	85	94	100	110	115	118
15. Services divers	86	93	99	105	100	98	97	95
16. Dépenses personnelles à l'étranger	77	82	84	95	100	105	93	92
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	83	92	83	94	100	116	139	160
<i>Total ...</i>	89	91	94	98	100	99	100	99
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	89	90	95	98	100	102	101	102
2. Achats courants de biens et services	88	94	103	102	100	101	96	96
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	78	85	91	95	100	97	92	89
<i>Total ...</i>	88	91	96	98	100	101	100	100
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	102	105	119	107	100	88	89	85
2. Industries extractives	68	72	86	103	100	93	107	90
3. Industries manufacturières	97	81	77	78	100	90	107	90
4. Construction	102	112	108	113	100	110	84	64
5. Electricité, gaz et eau	102	108	110	110	100	93	94	88
6. Commerce, banques, assurances	87	90	91	100	100	89	94	100
7. Immeubles d'habitation	108	110	117	101	100	59	55	54
8. Transports et communications	76	78	90	90	100	111	104	98
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	95	91	89	92	100	88	80	70
10. Enseignement	92	100	94	95	100	98	90	86
11. Autres services	79	93	85	101	100	94	87	88
<i>Total ...</i>	96	97	99	99	100	83	81	76
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	53	52	58	66	100	157	170	145
2. Exportations de biens et services	76	86	89	96	100	103	107	107
Exportations totales ...	74	82	86	93	100	108	113	110
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	40	42	49	62	100	154	171	147
4. Importations de biens et services	75	86	90	98	100	99	100	97
Importations totales ...	72	82	86	95	100	104	107	102
Produit national brut aux prix du marché	93	93	96	97	100	99	100	100

I - 5. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.



I - 5a. — ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1982 Février	101,79	84,45	98,82	98,74	86,80
Mars	104,82	80,38	105,27	101,22	82,85
Avril	108,06	81,05	106,89	103,83	84,32
Mai	108,77	83,63	104,49	104,36	85,93
Juin	109,03	79,89	108,48	104,58	83,17
Juillet	107,55	80,69	104,61	103,08	85,06
Août	104,12	76,68	104,97	100,13	81,13
Septembre	101,39	80,23	105,28	98,80	83,10
Octobre	99,58	81,25	99,34	96,79	82,72
Novembre	103,78	80,31	102,73	100,10	81,45
Décembre	103,70	78,45	101,49	99,58	79,80
1983 Janvier	101,93	74,77	97,32	97,16	78,79
Février	102,32	69,26	95,28	96,30	73,14
Mars	108,35	74,06	92,80	100,87	76,70
Avril	107,92	72,82	80,36	98,52	75,54
Mai	109,52	76,54	83,86	100,72	78,98
Juin	110,60	79,18	80,89	101,43	80,16
Juillet	111,15	85,26	91,32	104,29	85,96
Août	111,20	84,98	99,30	105,48	84,16
Septembre	112,48	84,43	99,58	106,34	84,33
Octobre	110,30	79,46	100,54	104,21	80,40
Novembre	114,08	77,66	99,31	106,40	79,31
Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32
Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 5b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1982 Février	100,64	95,64	108,53	99,68	101,23	100,75	106,87	101,79
Mars	100,13	97,48	109,68	102,38	112,82	105,21	112,18	104,82
Avril	106,66	105,16	111,00	106,02	113,43	106,54	110,86	108,06
Mai	110,35	108,52	111,89	111,23	116,47	102,50	104,86	108,77
Juin	110,14	107,22	117,25	109,64	110,23	101,73	109,14	109,03
Juillet	107,58	109,18	111,80	108,41	112,78	103,03	102,96	107,55
Août	104,46	110,39	106,81	100,94	105,71	98,76	102,14	104,12
Septembre	103,73	104,74	105,40	106,68	104,52	95,95	90,23	101,39
Octobre	98,44	106,17	102,42	97,69	103,21	96,94	93,14	99,58
Novembre	102,22	113,46	109,36	94,67	111,13	102,42	92,30	103,78
Décembre	98,85	116,24	102,59	104,39	112,75	101,37	94,96	103,70
1983 Janvier	102,35	103,16	101,65	98,50	107,81	102,15	98,47	101,93
Février	100,23	96,39	104,51	104,55	110,39	104,73	99,81	102,32
Mars	104,19	109,04	115,03	107,59	117,04	107,23	103,20	108,35
Avril	102,67	104,03	108,89	110,12	123,45	106,17	111,13	107,92
Mai	103,79	103,53	124,44	114,17	127,75	102,43	103,71	109,52
Juin	105,28	106,83	120,79	113,93	128,37	102,27	110,23	110,60
Juillet	102,88	105,40	123,44	115,98	127,24	105,81	111,29	111,15
Août	104,50	106,30	120,84	115,64	126,81	107,75	108,54	111,20
Septembre	104,45	108,49	118,92	122,24	131,15	105,23	114,29	112,48
Octobre	104,89	103,28	115,72	117,57	125,93	101,96	118,15	110,30
Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33
Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16

I - 5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1983	1984			1985	1983	1984			1985	1983	1984			1985
	Déc.	Janv.	4 ^e trim.	Déc.	Janv.	Déc.	Janv.	4 ^e trim.	Déc.	Janv.	Déc.	Janv.	4 ^e trim.	Déc.	Janv.
Ensemble des industries	- 28	- 23	- 26	- 25	- 26	- 29	- 24	- 25	- 26	- 28	+ 12	+ 10	+ 7	+ 10	+ 7
I. Biens de consommation	- 28	- 23	- 20	- 22	- 21	- 24	- 14	- 17	- 17	- 16	+ 27	+ 23	+ 7	+ 9	+ 9
II. Biens d'investissement	- 52	- 51	- 37	- 35	- 39	- 40	- 36	- 27	- 29	- 34	+ 7	+ 15	+ 12	+ 15	+ 10
III. Biens intermédiaires	- 14	- 5	- 27	- 26	- 28	- 25	- 19	- 31	- 31	- 41	+ 1	- 6	+ 5	+ 6	0
Industrie textile	- 14	- 21	- 24	- 24	- 26	- 13	- 20	- 24	- 26	- 27	0	+ 3	+ 8	+ 11	+ 14
dont : Laine	- 13	- 18	- 31	- 26	- 25	- 9	- 27	- 33	- 32	- 12	- 3	0	+ 16	+ 16	+ 21
Coton	- 22	- 29	- 34	- 31	- 37	- 41	- 41	- 39	- 41	- 45	+ 4	+ 1	+ 8	+ 10	+ 19
Bonneterie	- 47	- 55	- 28	- 31	- 19	- 43	- 19	- 19	- 28	+ 18	+ 25	+ 21	+ 24	+ 27	+ 7
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 35	- 26	- 18	- 12	- 17	- 41	- 8	- 4	+ 4	- 17	+ 23	+ 25	- 5	- 4	- 1
dont : Chaussures	- 53	- 30	- 64	- 67	- 76	- 90	- 77	- 80	- 72	- 99	+ 17	+ 21	- 46	- 36	- 29
Habillement	- 31	- 26	- 9	- 2	- 5	- 37	- 2	+ 2	+ 10	- 7	+ 24	+ 25	+ 4	+ 4	+ 5
Industrie du bois et du meuble en bois	- 27	- 31	- 19	- 27	- 49	- 26	- 23	- 31	- 34	- 38	+ 27	+ 23	+ 24	+ 25	+ 36
dont : Bois	- 19	- 18	- 23	- 42	- 40	- 9	- 3	- 41	- 50	- 46	+ 5	+ 6	+ 5	+ 11	+ 25
Meubles en bois	- 33	- 41	- 17	- 16	- 56	- 35	- 34	- 26	- 25	- 34	+ 43	+ 35	+ 38	+ 35	+ 44
Papiers et cartons	- 17	- 7	- 23	- 23	- 30	- 28	- 16	- 25	- 35	- 64	- 12	- 11	+ 14	+ 12	+ 7
dont : Production de papier et carton	- 24	- 17	- 9	- 15	- 26	- 24	- 18	- 20	- 37	- 75	+ 2	0	+ 6	+ 6	+ 2
Transformation de papier et carton	- 12	+ 1	- 35	- 29	- 34	- 37	- 11	- 41	- 30	- 31	- 22	- 20	+ 20	+ 16	+ 12
Industrie du cuir	- 60	- 60	- 18	+ 8	+ 8	- 52	- 52	- 25	+ 2	+ 5	+ 53	+ 53	+ 31	- 6	+ 49
Transformation de matières plastiques	+ 33	+ 36	+ 18	+ 22	+ 16	+ 64	+ 70	+ 49	+ 59	+ 23	+ 5	- 18	- 1	+ 5	- 10
Raffinage de pétrole	+ 24	+ 19	- 57	- 57	+ 19	- 14	+ 26	- 56	- 14	- 14	- 12	- 45	- 3	+ 29	- 57
Production et première transformation des métaux	- 29	- 4	- 47	- 45	- 56	- 47	- 37	- 48	- 51	- 66	- 6	- 10	+ 2	0	- 22
dont : Métaux ferreux	- 29	- 1	- 41	- 38	- 54	- 55	- 45	- 49	- 52	- 67	- 8	- 12	- 2	- 4	- 34
Métaux non ferreux	- 29	- 18	- 74	- 75	- 64	- 9	+ 4	- 47	- 50	- 55	0	- 3	+ 12	+ 8	+ 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 33	- 24	- 20	- 19	- 34	+ 12	+ 40	+ 8	+ 7	+ 2	0	+ 16	+ 11	+ 21	+ 11
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 37	- 32	- 20	- 15	- 40	+ 11	+ 35	+ 4	+ 8	+ 2	+ 3	+ 18	+ 15	+ 27	+ 14
Verre creux	- 26	- 26	- 69	- 100	- 53	- 7	+ 26	- 32	- 32	- 62	+ 2	+ 35	+ 27	+ 27	+ 27
Industrie chimique	+ 8	+ 8	+ 4	+ 2	+ 8	+ 11	+ 8	+ 6	+ 4	+ 7	+ 1	+ 1	- 1	- 1	+ 8
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	+ 19	+ 18	+ 18	+ 66	+ 66	- 14	+ 13	- 69	+ 93	0	- 18	- 18	+ 39
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 55	- 58	- 27	- 27	- 14	- 54	- 44	- 21	- 26	- 20	+ 38	+ 61	+ 25	+ 23	- 5
Construction de machines et de matériel mécanique	- 39	- 42	- 29	- 29	- 24	- 45	- 52	- 23	- 23	- 30	- 17	- 7	- 2	- 6	- 5
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 60	- 66	- 61	- 57	- 63	- 53	- 63	- 40	- 27	- 46	- 43	- 1	+ 18	+ 17	+ 18
Machines-outils	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100	+ 43	- 54	- 54	0	0	0
Machines textiles	- 68	- 68	- 51	- 51	- 51	- 71	- 67	- 52	- 52	- 52	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 52	- 53	- 38	- 26	- 28	- 34	- 44	- 12	- 22	- 9	- 2	- 5	- 10	+ 14	+ 14
Construction électrique et électronique	- 72	- 72	- 70	- 67	- 50	- 68	- 72	- 60	- 67	- 54	+ 41	+ 37	+ 32	+ 29	+ 24
dont : Construction électrique d'équipement	- 75	- 80	- 61	- 57	- 57	- 71	- 76	- 45	- 55	- 68	+ 34	+ 30	+ 26	+ 27	+ 21
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 60	- 60	- 87	- 86	- 28	- 61	- 61	- 87	- 87	- 25	+ 100	+ 100	+ 67	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	+ 25	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 41	0	- 13	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 72	- 58	- 78	- 67	- 71	- 88	- 88	- 90	- 87	- 82	+ 49	- 20	+ 51	+ 51	+ 51
dont : Construction navale	- 89	- 76	- 83	- 75	- 91	- 98	- 98	- 99	- 99	- 99	-	0	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 21	+ 56	- 36	0	+ 16	- 12	- 12	- 29	0	+ 44	+ 49	- 20	+ 51	+ 51	+ 51

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1983	1984				1983	1984				1983	1984				1983	1984			
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	4	5	7	8	7	82	84	75	80	81	1	2	2	2	2	6	5	8	6	6
I. Biens de consommation	5	7	15	13	13	81	86	65	76	78	2	2	2	3	2	4	1	3	3	2
II. Biens d'investissement	5	4	0	6	8	88	88	89	85	83	0	2	3	4	3	1	2	6	6	6
III. Biens intermédiaires	3	4	6	5	4	78	76	73	78	79	1	3	1	1	1	11	11	12	9	8
Industrie textile	9	10	9	14	7	70	74	72	67	74	3	3	3	3	2	16	7	12	12	8
dont : Laine	5	11	22	12	6	53	57	57	55	59	2	5	1	1	3	36	17	18	30	14
Coton	9	3	1	20	10	88	88	86	76	84	0	2	3	1	0	3	2	11	3	2
Bonneterie	8	4	7	2	0	72	90	78	81	78	5	1	4	1	3	5	1	5	7	7
Industrie des chaussures et de l'habillement	5	13	21	10	11	68	70	63	72	64	5	8	6	10	9	6	2	0	1	2
dont : Chaussures	0	30	31	0	1	44	57	60	88	90	1	0	0	3	0	4	0	0	0	0
Habillement	6	10	19	12	12	72	73	64	68	59	6	9	7	12	11	6	2	0	1	3
Industrie du bois et du meuble en bois	14	12	18	24	23	74	75	67	65	68	1	0	1	0	1	5	8	11	5	5
dont : Bois	20	17	18	27	28	57	58	56	63	55	3	0	0	0	3	11	15	18	9	11
Meubles en bois	9	7	18	22	19	87	87	75	67	78	0	1	1	0	0	1	3	5	2	1
Papiers et cartons	9	19	21	0	0	63	46	43	71	84	1	1	1	8	4	4	19	17	15	8
dont : Production de papier et carton	12	37	28	0	0	54	33	12	58	78	0	0	0	7	0	3	13	26	30	16
Transformation de papier et carton	5	4	17	0	1	71	56	66	81	88	2	3	2	9	6	4	23	10	4	1
Industrie du cuir	7	7	7	16	0	93	85	76	77	93	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	0	0	0	0	0	67	65	59	65	72	0	0	0	0	0	32	35	41	35	28
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	0	1	0	0	85	82	81	87	83	0	4	2	0	0	7	6	4	1	3
dont : Métaux ferreux	0	0	0	0	0	87	85	83	85	82	0	5	2	0	0	5	1	1	1	3
Métaux non ferreux	0	1	8	0	0	77	68	72	100	89	0	0	0	0	0	20	31	20	0	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	3	0	0	12	11	83	88	76	73	75	0	0	0	1	1	3	6	22	14	14
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	0	0	0	15	14	85	95	80	77	80	0	0	0	1	1	2	5	17	7	6
Verre creux	24	0	0	0	0	76	76	76	73	73	0	0	0	0	0	0	0	24	27	27
Industrie chimique	0	0	0	0	0	97	97	97	95	96	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	2	0	1	33	7	1	19	21	0	27	3	0	0	67	93	97	78	78
Fabrication d'ouvrages en métaux	4	3	7	5	8	86	91	85	80	82	0	0	0	2	1	2	2	3	7	5
Construction de machines et de matériel mécanique	12	9	1	4	5	82	78	89	88	83	0	7	9	6	10	0	0	0	6	6
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	0	10	100	100	99	100	89	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0
Machines-outils	54	42	0	0	0	46	0	42	50	50	0	58	58	50	50	0	0	0	50	50
Machines textiles	0	0	0	18	25	100	95	100	75	75	0	5	0	7	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	7	19	0	0	0	93	81	100	98	100	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	4	3	0	4	4	82	97	100	93	95	0	0	0	2	0	0	0	0	3	1
dont : Construction électrique d'équipement	0	3	1	0	0	98	96	99	95	98	0	1	0	4	0	0	0	0	5	2
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	0	0	0	0	62	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	37	38	38	100	100	0	62	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	6	6	6	0	0	94	94	94	98	100	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	97	100	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	36	36	36	0	0	64	64	64	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1983		1984			1983		1984			1983		1984		1985
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Janvier	4 ^e trim.	Décembre	Janvier
Ensemble des industries	+ 31	+ 34	+ 28	+ 30	+ 29	74,3	75,5	77,4	77,1	77,4	3,31	3,42	3,29	3,27	3,27
I. Biens de consommation	+ 24	+ 36	+ 33	+ 25	+ 28	78,5	79,4	80,4	80,5	79,7	2,72	2,59	2,46	2,49	2,48
II. Biens d'investissement	+ 52	+ 50	+ 42	+ 44	+ 41	65,1	68,0	69,7	70,8	72,8	4,92	5,05	4,87	4,78	4,73
III. Biens intermédiaires	+ 25	+ 27	+ 23	+ 19	+ 31	74,1	77,8	80,4	77,2	75,6	3,38	3,44	3,19	3,24	3,16
Industrie textile	+ 21	+ 23	+ 23	+ 26	+ 26	77,4	78,3	78,5	77,4	77,9	2,29	2,20	2,14	2,09	2,09
dont : Laine	+ 13	+ 11	+ 19	+ 26	+ 14	82,6	85,2	85,1	82,3	83,4	2,24	2,29	1,98	2,14	2,13
Coton	+ 32	+ 34	+ 26	+ 38	+ 36	75,7	78,9	78,1	76,3	76,2	2,39	2,28	2,13	2,05	2,04
Bonneterie	+ 53	+ 38	+ 26	+ 29	+ 36	72,3	68,0	71,5	68,6	71,0	1,88	1,66	2,29	2,18	2,15
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 28	+ 39	+ 39	+ 20	+ 23	79,4	84,0	80,8	82,8	81,8	2,31	2,20	2,10	2,10	1,96
dont : Chaussures	+ 31	+ 53	+ 46	+ 23	+ 53	74,3	78,3	76,0	79,5	78,1	1,81	1,26	1,31	1,39	1,11
Habillement	+ 28	+ 36	+ 38	+ 20	+ 17	80,5	85,2	81,8	83,5	82,5	2,41	2,40	2,26	2,85	2,14
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 27	+ 46	+ 44	+ 32	+ 28	80,9	78,1	80,5	83,5	83,2	1,56	1,50	1,62	1,54	1,44
dont : Bois	+ 5	+ 18	+ 32	+ 26	+ 17	81,9	78,6	82,8	84,1	84,7	1,83	1,74	1,95	1,71	1,78
Meubles en bois	+ 43	+ 64	+ 54	+ 37	+ 35	80,2	77,8	78,9	83,0	82,2	1,36	1,33	1,39	1,43	1,20
Papiers et cartons	+ 26	+ 17	- 17	+ 7	+ 11	82,1	88,3	90,3	87,3	86,3	1,44	1,91	1,41	1,55	1,70
dont : Production de papier et carton	+ 13	+ 9	- 15	- 12	- 12	90,3	95,8	96,8	94,6	94,7	1,57	2,57	1,71	1,93	2,42
Transformation de papier et carton	+ 35	+ 24	+ 4	+ 21	+ 29	75,8	82,5	85,5	81,8	80,0	1,34	1,41	1,18	1,25	1,14
Industrie du cuir	+ 7	+ 7	+ 7	+ 7	+ 14	82,2	84,0	88,2	81,4	87,1	2,15	2,19	2,50	2,72	2,75
Transformation de matières plastiques	- 16	- 10	- 14	- 29	- 12	77,8	80,4	81,7	79,3	75,3	2,66	2,64	2,85	2,77	2,85
Production et première transformation des métaux	+ 39	+ 42	+ 44	+ 28	+ 60	66,8	73,7	76,9	71,4	67,4	1,91	2,02	1,68	1,69	1,73
dont : Métaux ferreux	+ 44	+ 48	+ 50	+ 25	+ 62	63,8	71,7	75,5	70,2	64,9	1,71	1,84	1,57	1,58	1,63
Métaux non ferreux	+ 11	+ 8	+ 13	+ 40	+ 25	81,9	83,9	83,9	77,8	80,0	2,88	2,89	2,21	2,21	2,22
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 30	+ 26	+ 13	+ 19	+ 31	65,0	73,3	77,0	77,0	76,7	1,54	1,70	1,66	1,60	1,71
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 39	+ 39	+ 24	+ 23	+ 38	61,3	71,2	74,5	76,3	75,4	1,25	1,46	1,42	1,34	1,48
Verre creux	+ 2	+ 2	+ 2	+ 25	+ 25	77,3	77,8	84,6	77,4	76,1	2,75	2,75	2,74	2,74	2,74
Industrie chimique	+ 9	+ 17	+ 8	+ 5	+ 7	77,5	77,6	80,7	80,1	80,4	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	- 25	- 18	- 18	96,5	96,5	99,6	99,6	99,6	2,05	2,18	2,14	2,21	2,18
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 57	+ 63	+ 57	+ 59	+ 50	63,9	62,8	67,7	68,3	72,0	3,56	3,28	3,59	3,73	3,76
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 41	+ 32	+ 27	+ 29	+ 26	68,0	74,0	75,3	74,4	74,1	5,38	5,45	5,66	5,57	5,42
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 66	+ 66	+ 65	+ 64	+ 67	58,9	71,8	75,2	72,6	57,9	6,08	6,38	6,55	6,32	6,66
Machines-outils	0	- 58	0	- 50	- 50	86,0	95,8	97,9	87,5	87,5	14,34	14,87	12,33	12,00	11,43
Machines textiles	+ 50	+ 68	+ 18	+ 51	+ 51	75,6	78,1	84,5	85,9	85,9	4,27	4,27	5,48	5,49	5,26
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 62	+ 41	+ 38	+ 28	+ 36	64,8	72,4	69,0	67,5	67,9	3,68	3,55	3,75	3,64	3,55
Construction électrique et électronique	+ 56	+ 65	+ 52	+ 62	+ 57	72,5	68,6	70,1	70,3	72,7	6,09	6,20	5,63	5,56	5,61
dont : Construction électrique d'équipement	+ 71	+ 73	+ 53	+ 56	+ 50	66,7	62,3	64,4	61,4	66,3	5,47	5,62	5,40	5,13	4,96
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 34	+ 51	+ 51	+ 77	+ 76	80,4	80,2	84,0	83,3	81,6	7,76	7,76	6,40	6,80	7,37
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	0	0	87,1	91,1	88,6	86,4	87,2	2,59	2,59	2,60	2,60	2,60
Construction d'autre matériel de transport	+ 83	+ 85	+ 74	+ 88	+ 74	61,8	61,7	65,4	65,7	65,6	11,81	13,13	9,46	9,11	9,38
dont : Construction navale	+ 92	+ 100	+ 79	+ 100	+ 79	58,4	55,1	62,2	68,2	70,3	10,23	11,62	5,87	5,31	5,75
Construction de cycles et motocycles	+ 28	+ 13	+ 13	+ 31	+ 15	77,0	76,2	77,7	75,5	63,2	3,00	3,00	2,07	2,30	2,48

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I -5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1983		1984		1985	1983		1984		1985	1983		1984		1985
	Décembre	Janvier	4 ^e trim.	Décembre	Janvier	Décembre	Janvier	4 ^e trim.	Décembre	Janvier	Décembre	Janvier	4 ^e trim.	Décembre	Janvier
Ensemble des industries	- 5	+ 1	- 4	+ 3	- 3	- 13	- 10	- 11	- 9	- 10	+ 38	+ 32	+ 28	+ 36	+ 28
I. Biens de consommation	- 9	+ 4	- 1	+ 8	- 2	+ 1	- 6	- 3	+ 1	- 7	+ 47	+ 32	+ 35	+ 47	+ 34
II. Biens d'investissement	- 15	- 12	- 6	- 2	+ 5	- 27	- 16	- 18	- 16	- 9	+ 23	+ 20	+ 29	+ 32	+ 25
III. Biens intermédiaires	+ 5	+ 6	- 8	+ 2	- 13	- 12	- 8	- 15	- 16	- 16	+ 50	+ 51	+ 23	+ 34	+ 30
Industrie textile	+ 8	+ 3	- 8	- 7	- 12	+ 3	0	- 5	- 4	- 6	+ 59	+ 59	+ 37	+ 39	+ 24
dont : Laine	- 15	+ 3	+ 2	+ 11	- 21	- 12	- 2	- 2	+ 6	- 7	+ 55	+ 70	+ 37	+ 41	+ 32
Coton	+ 7	- 4	- 15	- 16	- 16	0	- 3	- 6	- 4	- 15	+ 63	+ 58	+ 41	+ 44	+ 25
Bonneterie	- 3	- 15	- 10	- 8	- 14	+ 5	- 4	+ 1	- 2	0	+ 36	+ 41	+ 33	+ 31	+ 30
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 18	- 5	- 14	- 9	- 2	+ 2	- 4	+ 4	+ 5	+ 8	+ 45	+ 34	+ 38	+ 41	+ 42
dont : Chaussures	- 30	+ 13	- 11	- 18	+ 12	+ 3	+ 10	- 25	- 27	- 14	+ 33	+ 33	+ 22	+ 17	+ 27
Habillement	- 15	- 10	- 13	- 7	- 5	+ 2	- 7	+ 11	+ 11	+ 12	+ 48	+ 34	+ 42	+ 46	+ 46
Industrie du bois et du meuble en bois	- 9	- 3	- 4	- 2	- 4	- 13	- 8	- 15	- 20	- 19	+ 38	+ 37	+ 37	+ 37	+ 20
dont : Bois	- 11	+ 1	- 6	- 3	- 11	- 7	+ 7	- 17	- 26	- 11	+ 34	+ 49	+ 43	+ 42	+ 28
Meubles en bois	- 8	- 5	- 5	- 1	0	- 18	- 19	- 15	- 16	- 26	+ 41	+ 30	+ 33	+ 34	+ 15
Papiers et cartons	+ 25	+ 21	- 21	- 8	- 30	+ 10	+ 9	- 2	- 8	- 10	+ 69	+ 78	+ 42	+ 29	+ 22
dont : Production de papier et carton	+ 66	+ 39	- 7	+ 14	- 30	+ 27	+ 21	- 1	- 18	- 9	+ 90	+ 90	+ 47	+ 32	+ 9
Transformation de papier et carton	- 6	+ 7	- 33	- 24	- 30	- 3	+ 1	- 4	+ 1	- 9	+ 52	+ 71	+ 37	+ 26	+ 31
Industrie du cuir	- 7	0	- 8	- 7	- 13	- 6	- 6	- 5	- 7	- 6	+ 24	+ 7	+ 1	0	+ 7
Transformation de matières plastiques	+ 2	+ 17	0	+ 7	+ 7	0	+ 5	- 13	+ 4	- 4	+ 84	+ 58	+ 37	+ 28	+ 11
Raffinage de pétrole	+ 10	0	0	+ 27	- 48	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	+ 9	+ 6	- 11	+ 4	- 19	- 26	- 23	- 28	- 31	- 31	+ 54	+ 62	+ 10	+ 35	+ 44
dont : Métaux ferreux	+ 1	+ 1	- 12	+ 10	- 22	- 31	- 27	- 34	- 37	- 38	+ 57	+ 62	+ 13	+ 40	+ 51
Métaux non ferreux	+ 44	+ 28	- 13	- 30	- 8	0	0	- 3	- 1	+ 6	+ 38	+ 64	- 7	+ 4	+ 9
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 23	+ 9	- 12	0	+ 17	- 14	+ 2	- 26	- 21	- 11	+ 31	+ 21	+ 30	+ 34	+ 28
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 28	+ 9	- 3	+ 12	+ 22	- 19	+ 1	- 28	- 25	- 13	+ 20	+ 17	+ 21	+ 28	+ 21
Verre creux	- 2	- 2	- 84	- 100	- 46	0	0	- 31	+ 2	0	+ 100	+ 26	+ 91	+ 73	+ 73
Industrie chimique	+ 5	+ 10	- 1	+ 2	+ 5	+ 2	+ 1	0	0	+ 1	+ 13	+ 9	+ 5	+ 14	+ 7
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 3	+ 27	+ 6	0	0	+ 6	+ 29	+ 6	0	0	+ 96	+ 30	+ 65	+ 57	+ 18
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 29	- 27	- 13	+ 6	+ 10	- 17	- 24	- 12	- 5	- 6	+ 22	+ 18	+ 32	+ 39	+ 33
Construction de machines et de matériel mécanique	- 12	- 13	- 1	- 5	- 9	- 17	- 7	- 2	- 4	+ 4	+ 21	+ 20	+ 34	+ 35	+ 23
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 51	- 1	- 1	- 1	- 20	+ 25	+ 46	- 6	+ 21	+ 24	+ 51	+ 20	+ 42	+ 40	+ 1
Machines-outils	0	0	0	0	0	0	+ 54	+ 17	0	0	0	0	+ 50	+ 50	+ 13
Machines textiles	- 27	- 27	- 5	- 7	- 51	- 50	- 50	0	0	- 7	+ 23	+ 27	+ 18	+ 18	+ 25
Moteurs, compresseurs, pompes	- 8	+ 2	+ 2	- 9	- 25	- 35	- 19	- 10	- 9	- 6	+ 24	+ 13	+ 40	+ 46	+ 31
Construction électrique et électronique	- 2	- 22	+ 7	+ 18	+ 8	- 32	- 29	- 24	- 17	- 16	+ 47	+ 22	+ 41	+ 52	+ 22
dont : Construction électrique d'équipement	- 3	- 24	+ 4	+ 3	+ 12	- 42	- 42	- 18	- 17	- 12	+ 32	+ 32	+ 41	+ 38	+ 28
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 11	- 11	+ 7	+ 47	- 11	- 11	- 11	- 44	- 28	- 28	+ 77	0	+ 34	+ 80	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	+ 63	+ 38	+ 38	0	0	0	+ 25	+ 38	0	+ 25	+ 25	+ 29	+ 63	+ 63
Construction d'autre matériel de transport	- 19	- 30	- 45	- 41	- 38	- 59	- 13	- 42	- 40	- 50	+ 39	+ 24	+ 23	+ 34	+ 32
dont : Construction navale	- 5	- 26	- 25	- 25	- 21	- 72	+ 28	- 62	- 71	- 82	+ 4	- 4	0	+ 7	+ 13
Construction de cycles et motocycles	+ 15	+ 15	- 22	0	0	+ 36	0	0	+ 36	0	+ 100	+ 36	+ 26	+ 64	+ 49

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».
² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 5b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1982 Février	103,39	100,94	103,95	96,29	104,34	92,29	104,02	100,57
Mars	99,51	104,92	104,17	102,01	107,32	99,41	113,07	103,33
Avril	101,34	105,66	102,83	101,70	102,77	105,69	109,70	103,95
Mai	104,44	114,97	106,88	105,28	105,55	96,38	112,33	105,74
Juin	105,14	107,34	106,04	101,94	104,46	104,44	108,57	105,36
Juillet	104,09	100,54	106,63	104,32	102,97	104,00	109,99	104,54
Août	104,11	101,20	105,00	105,06	102,50	104,25	110,14	104,51
Septembre	100,29	104,93	102,69	103,59	98,61	106,87	105,00	103,08
Octobre	101,59	109,49	104,21	103,79	103,24	104,99	114,56	105,37
Novembre	103,44	112,23	105,31	103,05	101,90	106,84	109,87	105,90
Décembre	102,66	112,58	107,19	104,93	106,72	106,90	104,47	106,09
1983 Janvier	100,74	106,47	105,04	108,69	104,49	101,51	97,79	103,09
Février	101,38	104,81	109,73	115,39	116,34	108,76	107,08	107,87
Mars	101,60	101,81	109,23	111,63	110,31	104,52	106,26	105,64
Avril	101,37	96,61	111,35	119,15	119,35	109,25	109,70	108,15
Mai	105,56	110,25	112,96	119,56	131,16	102,32	112,33	111,36
Juin	107,22	110,49	117,33	117,80	119,53	102,07	116,41	111,47
Juillet	104,86	100,92	117,09	117,01	121,04	109,94	117,83	111,25
Août	104,87	95,67	117,93	117,74	117,56	119,68	116,64	112,04
Septembre	102,60	106,45	116,16	119,45	122,72	115,17	128,50	113,81
Octobre	107,01	107,48	116,86	116,48	119,80	113,29	135,44	114,94
Novembre	106,26	111,80	117,96	134,76	124,49	115,14	135,97	118,35
Décembre	108,61	110,96	119,02	123,97	118,76	106,90	127,95	114,85
1984 Janvier	105,83	117,30	121,64	137,28	125,71	119,38	122,66	119,08
Février	109,23	106,16	117,99	132,86	126,85	109,87	130,83	116,90
Mars	103,30	97,10	110,10	125,96	122,36	107,08	120,47	110,41
Avril	101,51	109,14	111,52	122,15	122,98	108,39	123,25	111,82
Mai	101,56	117,06	108,53	121,34	121,11	109,57	115,75	111,53
Juin	99,64	111,44	109,41	122,85	124,41	116,86	126,31	113,41
Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23

I - 5b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1982 Février	102,79	104,17	101,80	93,67	98,74	110,28	111,79	103,62
Mars	101,42	100,91	102,51	95,11	103,27	104,27	124,53	103,68
Avril	110,39	106,31	108,63	98,69	110,93	101,38	113,38	106,86
Mai	108,13	105,18	106,81	99,76	111,63	102,75	105,15	105,67
Juin	106,89	109,11	119,57	111,44	113,47	101,71	105,96	109,06
Juillet	99,54	113,37	105,80	98,39	104,05	100,72	97,65	102,77
Août	99,07	111,62	97,82	97,34	94,05	104,42	96,29	100,70
Septembre	96,60	82,90	103,78	97,57	101,33	100,79	86,54	96,08
Octobre	92,37	90,80	100,38	93,48	97,62	100,53	82,02	94,51
Novembre	98,97	112,91	107,80	91,17	106,12	100,21	83,34	100,82
Décembre	98,27	103,09	97,01	93,34	93,61	99,09	86,79	96,79
1983 Janvier	106,08	102,33	94,71	102,87	104,14	94,36	94,77	100,18
Février	102,92	107,44	92,34	88,87	102,04	99,70	90,87	98,74
Mars	107,45	113,76	104,03	90,34	105,88	99,05	96,54	103,15
Avril	103,01	109,47	97,39	100,51	105,61	110,50	103,97	104,73
Mai	102,66	111,56	112,60	96,11	100,98	94,93	101,12	102,67
Juin	101,47	121,08	103,55	100,49	101,05	100,40	105,96	104,61
Juillet	100,91	119,74	112,96	100,24	109,35	103,32	101,69	106,60
Août	96,08	113,56	111,30	97,35	97,59	95,30	104,37	101,52
Septembre	99,58	104,76	120,25	119,46	103,09	90,38	114,77	105,36
Octobre	99,69	90,32	108,54	104,40	106,46	92,72	125,04	101,85
Novembre	102,74	104,06	111,82	124,00	107,88	101,52	133,08	109,73
Décembre	104,22	103,00	104,07	137,12	125,54	103,00	135,19	112,88
1984 Janvier	108,11	118,44	120,68	142,71	143,27	95,72	134,79	119,32
Février	108,81	114,87	110,00	133,02	126,77	106,13	138,23	116,89
Mars	102,85	110,02	104,10	136,34	127,58	100,34	120,88	111,89
Avril	97,88	119,80	106,31	143,40	127,16	103,00	125,23	114,20
Mai	113,09	125,96	117,69	137,85	132,20	95,60	135,73	119,32
Juin	105,37	103,30	108,19	153,31	141,23	107,88	133,16	118,08
Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21

I - 5b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1982 Février	109,78	98,52	119,29	142,12	96,62	101,47	121,03	111,36
Mars	112,98	101,83	126,38	86,52	102,56	81,08	110,04	106,03
Avril	109,82	101,69	122,67	108,02	110,27	98,97	119,77	110,57
Mai	112,78	99,82	124,61	150,60	157,76	101,47	111,55	118,11
Juin	107,09	100,07	109,68	101,71	83,62	100,72	107,08	103,23
Juillet	89,69	98,76	92,98	75,18	95,68	87,83	104,48	92,48
Août	100,25	109,56	96,06	75,58	84,03	76,18	98,57	93,80
Septembre	95,71	108,02	97,16	71,97	92,88	105,19	75,26	94,43
Octobre	105,01	114,30	110,12	68,34	73,61	136,29	97,19	105,22
Novembre	97,46	127,52	104,52	77,82	92,33	113,07	98,07	103,07
Décembre	97,51	138,80	100,93	87,62	84,45	109,52	104,94	104,29
1983 Janvier	97,19	120,73	94,63	111,91	106,71	101,44	103,80	103,17
Février	87,11	101,17	76,86	122,22	57,91	110,94	104,98	92,79
Mars	104,95	128,56	87,27	140,86	59,50	109,09	127,06	106,87
Avril	105,19	122,41	92,22	96,20	42,03	97,66	111,88	98,66
Mai	103,93	98,51	96,80	115,12	48,95	111,94	137,84	103,27
Juin	102,55	131,51	99,03	101,71	54,11	105,96	150,46	107,78
Juillet	90,75	154,19	102,10	136,29	62,49	127,10	139,96	113,20
Août	97,31	130,45	91,22	115,00	78,48	99,69	123,51	103,78
Septembre	107,71	111,41	82,69	125,23	41,26	107,75	123,87	101,21
Octobre	106,60	125,98	89,58	119,61	82,85	129,69	166,82	115,78
Novembre	109,19	130,04	90,59	107,43	97,88	123,49	193,99	120,07
Décembre	112,46	124,28	121,99	101,46	102,90	127,80	185,09	125,22
1984 Janvier	122,13	139,22	121,91	84,27	55,15	104,66	150,18	116,57
Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92

I - 5b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1983	1984			1985	1983	1984			1985
	Décembre	Janvier	4 ^e trim.	Décembre	Janvier	Décembre	Janvier	4 ^e trim.	Décembre	Janvier
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 23	- 15	- 22	- 20	- 20	+ 18	+ 12	+ 9	+ 13	+ 13
I. Biens de consommation	- 20	- 6	- 19	- 18	- 16	+ 33	+ 13	+ 7	+ 11	+ 12
II. Biens d'investissement	- 55	- 53	- 46	- 43	- 45	+ 18	+ 29	+ 17	+ 21	+ 25
III. Biens intermédiaires	- 2	+ 8	- 9	- 3	- 5	+ 2	- 3	+ 5	+ 7	+ 4
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 16	- 15	- 17	- 16	- 18	+ 13	+ 8	+ 10	+ 9	+ 13
Industrie de la transformation du bois	- 36	- 41	- 17	- 24	- 49	+ 40	+ 32	+ 30	+ 29	+ 43
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 18	- 3	- 2	- 5	- 6	- 17	- 2	+ 22	+ 15	- 5
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 20	+ 19	+ 6	+ 5	+ 14	+ 1	- 5	- 5	- 2	- 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 33	- 24	- 38	- 51	- 55	+ 24	+ 34	+ 16	+ 16	+ 23
Industrie des fabrications métalliques	- 39	- 26	- 35	- 29	- 24	+ 27	+ 15	+ 10	+ 18	+ 14
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 29	- 23	- 30	- 34	- 37	+ 5	+ 6	+ 9	+ 6	- 1
I. Biens de consommation	- 11	- 25	- 34	- 53	- 38	+ 25	+ 31	+ 3	+ 1	- 2
II. Biens d'investissement	- 39	- 36	- 18	- 22	- 30	- 10	+ 7	+ 12	+ 13	+ 14
III. Biens intermédiaires	- 24	- 12	- 38	- 39	- 43	0	- 4	+ 6	+ 3	- 7
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 33	- 38	- 28	- 49	- 44	+ 3	+ 12	- 9	- 19	- 24
Industrie de la transformation du bois	- 25	- 17	- 58	- 81	- 61	+ 14	0	+ 28	+ 35	+ 35
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 22	- 31	- 32	- 40	- 35	+ 13	+ 12	+ 23	+ 25	- 6
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 6	- 2	- 5	- 3	- 6	- 1	0	+ 1	- 1	+ 19
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 16	- 39	- 20	- 24	- 42	- 34	+ 7	+ 9	+ 13	+ 14
Industrie des fabrications métalliques	- 50	- 35	- 26	- 29	- 27	+ 16	+ 19	+ 21	+ 16	+ 19
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 47	- 60	- 39	- 34	- 24	+ 45	+ 53	+ 19	+ 14	+ 3
I. Biens de consommation	- 58	- 45	- 14	- 4	+ 29	+ 52	+ 56	- 5	- 21	- 31
II. Biens d'investissement	- 48	- 71	- 38	- 33	- 34	+ 45	+ 58	+ 33	+ 37	+ 28
III. Biens intermédiaires	- 33	- 35	- 70	- 72	- 71					
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)	- 26	- 32	- 64	- 47	- 64	- 31	- 32	- 41	- 47	- 47
Industrie des fabrications métalliques	- 49	- 67	- 41	- 38	- 26	+ 55	+ 65	+ 21	+ 13	+ 6

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 5b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1983	1984				1983	1984				1983	1984			1985
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Janvier	4 ^e trim.	Décembre	Janvier
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 35	+ 39	+ 27	+ 28	+ 27	77,9	77,8	80,6	79,9	79,6	3,59	3,69	3,64	3,34	3,38
I. Biens de consommation	+ 23	+ 33	+ 28	+ 28	+ 28	84,6	85,1	84,9	83,6	83,6	3,00	2,98	2,78	2,84	2,85
II. Biens d'investissement	+ 63	+ 64	+ 43	+ 46	+ 41	67,8	67,0	72,9	72,2	72,1	5,50	5,72	5,21	5,06	5,03
III. Biens intermédiaires	+ 23	+ 26	+ 15	+ 17	+ 18	80,8	80,7	82,9	83,1	82,9	4,26	4,32	4,06	4,13	4,09
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 25	+ 26	+ 29	+ 25	+ 26	79,3	81,9	82,3	80,5	80,8	2,25	2,22	2,20	2,17	2,11
Industrie de la transformation du bois	+ 34	+ 54	+ 43	+ 31	+ 26	81,5	76,8	80,5	84,1	83,3	1,62	1,51	1,68	1,62	1,46
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 21	+ 20	- 3	- 8	0	83,0	86,8	87,4	87,7	85,5	1,63	2,44	1,53	1,76	2,37
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 63	+ 56	+ 51	+ 54	+ 62	64,6	67,0	73,5	75,5	69,5	2,34	2,52	2,26	2,01	2,16
Industrie des fabrications métalliques	+ 43	+ 46	+ 31	+ 38	+ 34	77,3	76,7	79,6	77,7	78,4	5,06	5,20	4,70	4,67	4,72
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 40	+ 42	+ 33	+ 37	+ 40	69,7	71,8	74,5	71,0	71,9	3,36	3,46	3,20	3,21	3,05
I. Biens de consommation	+ 34	+ 48	.	+ 34	+ 39	73,5	74,8	.	70,3	72,1	2,21	2,10	1,75	1,73	1,70
II. Biens d'investissement	+ 43	+ 43	+ 34	+ 29	+ 36	69,4	70,0	72,7	73,5	73,8	5,34	5,45	5,28	5,27	4,93
III. Biens intermédiaires	+ 35	+ 38	+ 37	+ 21	+ 61	64,8	74,3	77,8	69,7	65,9	1,69	1,79	1,48	1,53	1,50
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 21	+ 27	- 2	+ 19	- 4	71,2	73,1	77,2	64,7	77,7	2,82	2,71	2,62	2,71	2,52
Industrie de la transformation du bois	+ 27	+ 55	+ 39	+ 49	+ 79	72,9	79,8	80,8	70,0	67,1	1,36	1,34	1,26	1,17	1,13
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 25	+ 3	- 16	+ 25	+ 30	82,7	90,3	92,0	86,8	88,9	1,28	1,44	1,42	1,49	1,37
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 14	+ 5	- 2	+ 9	+ 19	81,0	80,2	84,4	83,8	84,1	1,73	1,80	1,98	2,09	2,07
Industrie des fabrications métalliques	+ 46	+ 49	+ 45	+ 41	+ 45	65,9	66,7	69,7	69,4	69,2	5,55	5,65	5,48	5,43	5,10
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 60	+ 63	+ 56	+ 51	+ 53	71,7	76,6	76,9	75,6	75,0	3,52	3,43	3,78	3,57	3,33
I. Biens de consommation	+ 62	+ 63	.	+ 36	+ 54	62,8	70,8	.	70,1	66,4	2,46	1,64	1,89	2,14	2,30
II. Biens d'investissement	+ 58	+ 60	+ 61	+ 52	+ 50	76,6	81,9	77,9	79,9	81,3	4,56	4,64	5,23	4,78	4,38
III. Biens intermédiaires	+ 67	+ 70	+ 76	+ 63	+ 78	65,1	63,4	74,1	70,5	60,7	1,15	1,09	0,97	1,12	0,94
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	+ 1	+ 12	- 74	+ 11	+ 12	76,7	76,6	81,8	78,6	77,5	1,16	.	1,30	1,34	1,18
Industrie des fabrications métalliques	+ 67	+ 68	+ 65	+ 65	+ 60	72,7	76,9	77,9	74,8	74,9	4,10	3,94	4,40	4,15	3,79

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 5b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1983	1984			1985	1983	1984			1985	1983	1984			1985
	Décembre	Janvier	4 ^e trim.	Décembre	Janvier	Décembre	Janvier	4 ^e trim.	Décembre	Janvier	Décembre	Janvier	4 ^e trim.	Décembre	Janvier
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 4	- 2	- 5	- 1	- 2	- 8	0	- 10	- 10	- 4	+ 43	+ 36	+ 28	+ 35	+ 29
I. Biens de consommation	+ 1	+ 15	- 3	+ 7	- 1	0	- 1	- 8	- 6	- 7	+ 48	+ 28	+ 26	+ 39	+ 24
II. Biens d'investissement	- 17	- 26	- 10	- 10	- 2	- 27	- 2	- 23	- 21	- 5	+ 39	+ 38	+ 40	+ 48	+ 40
III. Biens intermédiaires	+ 1	+ 1	- 3	+ 1	- 3	- 1	+ 4	- 3	- 4	- 2	+ 46	+ 39	+ 20	+ 22	+ 25
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 10	+ 7	- 10	- 3	- 4	+ 6	+ 4	- 2	- 5	- 1	+ 55	+ 45	+ 36	+ 39	+ 25
Industrie de la transformation du bois	- 9	- 2	- 5	- 2	- 5	- 21	- 13	- 15	- 20	- 25	+ 33	+ 33	+ 34	+ 34	+ 18
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 4	+ 4	- 28	- 14	- 16	- 3	+ 6	0	+ 1	- 4	+ 66	+ 66	+ 42	+ 26	+ 35
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 6	+ 10	- 1	+ 4	+ 3	+ 4	+ 3	+ 1	+ 2	+ 3	+ 25	+ 20	+ 12	+ 18	+ 12
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 41	- 6	- 32	- 18	- 17	- 31	0	- 35	- 27	+ 8	+ 21	+ 45	+ 29	+ 42	+ 40
Industrie des fabrications métalliques	- 6	- 7	- 2	+ 1	0	- 14	0	- 17	- 14	- 7	+ 49	+ 34	+ 36	+ 51	+ 36
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	+ 2	+ 6	- 8	+ 3	- 9	- 26	- 26	- 22	- 21	- 19	+ 30	+ 34	+ 21	+ 30	+ 28
I. Biens de consommation	+ 1	- 15	- 21	- 24	- 10	- 4	- 14	- 4	+ 6	- 2	+ 49	+ 28	+ 62	+ 57	+ 48
II. Biens d'investissement	- 8	+ 2	+ 2	+ 5	- 2	- 33	- 27	- 22	- 27	- 11	+ 5	+ 12	+ 11	+ 12	+ 12
III. Biens intermédiaires	+ 10	+ 13	- 14	+ 9	- 20	- 26	- 24	- 31	- 30	- 30	+ 48	+ 54	+ 17	+ 38	+ 32
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 16	- 12	+ 2	+ 5	+ 6	+ 21	- 4	- 7	+ 20	+ 39	+ 90	+ 99	+ 52	+ 41	+ 39
Industrie de la transformation du bois	- 1	+ 8	- 13	- 15	- 10	- 4	+ 4	- 24	- 22	- 13	+ 55	+ 65	+ 73	+ 60	+ 22
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 58	+ 33	+ 3	+ 21	- 22	+ 26	+ 7	0	- 13	- 10	+ 64	+ 92	+ 39	+ 30	+ 1
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 6	+ 15	- 1	+ 1	+ 4	- 10	- 4	- 11	- 4	- 12	+ 27	+ 23	+ 11	+ 17	- 4
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 4	+ 10	- 5	+ 7	- 3	- 7	- 1	- 38	- 43	- 14	+ 38	+ 16	+ 30	+ 27	+ 51
Industrie des fabrications métalliques	- 6	- 3	- 4	- 1	+ 2	- 36	- 35	- 14	- 13	- 10	+ 7	+ 17	+ 19	+ 17	+ 16
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	+ 26	+ 15	+ 15	+ 14	+ 22	- 2	- 18	- 8	- 5	+ 2	+ 65	+ 73	+ 64	+ 68	+ 58
I. Biens de consommation	- 76	- 60	+ 15	+ 19	+ 26	- 7	- 7	- 7	- 4	- 2	+ 87	+ 88	+ 72	+ 86	+ 39
II. Biens d'investissement	+ 73	+ 43	+ 37	+ 31	+ 38	- 1	- 25	+ 2	- 5	- 2	+ 59	+ 70	+ 76	+ 78	+ 61
III. Biens intermédiaires	- 24	- 1	- 56	- 51	- 64	- 7	- 6	- 51	- 6	+ 2	+ 72	+ 60	+ 7	+ 7	+ 57
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	+ 32	+ 22	- 22	- 17	- 51	+ 24	- 32	- 29	- 35	+ 16	- 28	+ 28	+ 22	+ 18	- 33
Industrie des fabrications métalliques	+ 46	+ 23	+ 25	+ 25	+ 30	0	- 20	- 6	- 4	- 2	+ 67	+ 77	+ 70	+ 72	+ 59

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 5c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1982 Février	94,97	81,75	89,05	69,55	82,03	78,81	84,45	94,77	106,96	93,82	63,18	92,30	86,80
Mars	86,93	76,49	77,94	66,02	85,41	83,33	80,38	92,60	98,61	92,51	58,72	88,60	82,85
Avril	87,98	73,20	86,57	62,37	79,48	83,77	81,05	86,77	108,21	100,53	57,92	91,95	84,32
Mai	85,15	86,27	88,62	67,01	85,01	82,20	83,63	85,32	110,78	98,99	55,67	91,30	85,93
Juin	83,05	80,67	91,60	57,48	73,13	78,71	79,89	88,27	104,67	100,02	54,72	90,83	83,17
Juillet	92,02	76,10	92,17	60,89	76,51	71,07	80,69	98,73	105,18	102,55	59,18	95,27	85,06
Août	85,09	76,94	85,05	65,90	71,83	66,03	76,68	89,77	100,71	101,29	59,61	91,50	81,13
Septembre	84,92	80,80	92,71	69,93	78,20	66,32	80,23	88,30	99,88	97,13	61,59	89,81	83,10
Octobre	86,03	78,24	94,73	65,47	77,23	73,16	81,25	89,31	94,32	89,46	61,66	86,15	82,72
Novembre	90,34	66,80	91,08	59,12	84,15	74,84	80,31	89,83	88,95	86,80	61,76	84,12	81,45
Décembre	97,70	61,81	88,59	54,25	74,27	72,85	78,45	96,18	84,25	79,81	65,92	82,94	79,80
1983 Janvier	97,57	62,60	81,14	51,19	69,49	66,79	74,77	101,04	92,17	86,92	63,68	88,17	78,79
Février	81,94	63,76	77,49	52,02	60,09	64,84	69,26	87,69	87,95	87,13	53,99	82,20	73,14
Mars	86,26	74,25	76,70	57,04	66,08	71,89	74,06	85,56	90,74	90,40	50,44	82,85	76,70
Avril	77,97	75,12	74,18	52,59	69,84	77,03	72,82	85,56	91,17	86,69	51,72	81,89	75,54
Mai	86,23	77,28	82,85	46,17	68,41	79,94	76,54	79,82	101,24	92,47	51,44	84,69	78,98
Juin	88,98	85,47	79,80	57,26	71,66	80,12	79,18	81,58	90,88	89,13	56,97	82,45	80,16
Juillet	96,11	89,73	90,18	57,86	82,91	80,54	85,26	97,96	94,61	88,60	57,91	87,59	85,96
Août	95,27	86,23	98,69	51,97	79,90	77,60	84,98	91,15	88,27	81,42	60,37	82,24	84,16
Septembre	96,04	87,35	91,04	63,41	72,90	80,78	84,43	93,36	88,61	84,79	60,63	84,10	84,33
Octobre	93,11	79,20	87,77	43,12	68,42	82,01	79,46	93,11	88,25	83,36	55,12	82,58	80,40
Novembre	92,55	72,27	82,35	58,34	64,20	79,19	77,66	92,18	91,89	84,49	52,46	83,16	79,31
Décembre	97,97	72,58	81,53	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59
1984 Janvier	96,54	74,58	87,19	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84
Février	101,91	80,23	98,19	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43
Mars	99,63	87,69	99,50	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75
Avril	103,26	85,98	93,30	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27
Mai	94,89	96,85	85,16	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32
Juin	96,39	105,06	88,16	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62
Juillet	91,89	103,28	91,71	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53
Août	104,02	93,15	92,80	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74
Septembre	97,96	85,43	97,49	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	93,27	105,28	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	89,97	109,46	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	85,13	103,87	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	78,32	99,07	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70%) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30%).

I - 5c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1983	1984			1985
	Décembre	Janvier	4 ^e trimestre	Décembre	Janvier
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 48	- 52	- 27	- 49	- 70
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 51	- 59	- 28	- 50	- 77
Bâtiments non-résidentiels	- 44	- 37	- 23	- 46	- 59
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	- 55	- 63	- 21	- 48	- 71
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	- 69	- 77	- 61	- 64	- 72
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 60	- 73	- 58	- 60	- 71
Bâtiments non-résidentiels	- 87	- 85	- 68	- 70	- 72
Génie civil et travaux routiers	- 82	- 78	- 65	- 60	- 67
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	- 50	- 35	- 35	- 32	- 28
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 48	- 34	- 33	- 32	- 31
Bâtiments non-résidentiels	- 54	- 35	- 37	- 35	- 22
Génie civil et travaux routiers	- 60	- 56	- 41	- 36	- 37
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 5	+ 1	+ 8	+ 9	+ 14
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 9	+ 3	+ 12	+ 12	+ 16
Bâtiments non-résidentiels	- 3	- 2	+ 2	+ 5	+ 10
Génie civil et travaux routiers	- 27	- 29	- 26	- 30	- 9

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 5d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1982 Février	105,62	101,14	106,98	80,87	98,82
Mars	119,61	119,28	109,68	75,42	105,27
Avril	114,06	122,68	106,28	88,14	106,89
Mai	113,52	110,49	110,68	83,87	104,49
Juin	103,98	105,39	115,90	106,16	108,48
Juillet	94,51	101,71	108,66	111,30	104,61
Août	90,09	103,41	109,52	114,29	104,97
Septembre	95,19	109,93	106,06	109,68	105,28
Octobre	84,39	102,56	106,13	102,11	99,34
Novembre	100,22	109,08	103,67	98,65	102,73
Décembre	100,37	108,23	104,23	93,65	101,49
1983 Janvier	97,34	97,46	98,26	96,04	97,32
Février	91,63	91,80	96,96	99,41	95,28
Mars	88,32	86,41	94,24	100,40	92,80
Avril	66,63	77,06	90,40	83,45	80,36
Mai	88,50	71,68	82,93	90,77	83,86
Juin	70,78	68,28	86,91	93,17	80,89
Juillet	88,39	74,80	93,61	104,78	91,32
Août	101,12	90,10	97,53	107,34	99,30
Septembre	95,48	101,99	96,29	105,28	99,58
Octobre	99,48	101,99	96,34	105,37	100,54
Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14
Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recensement de la population et des logements au 1^{er} mars 1981*. — *Annuaire démographique* (O.N.U.). *Revue internationale du Travail et Annuaire des Statistiques du Travail* (Bureau International du Travail). — *Ministère de l'emploi et du Travail*. — « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1979 ». — *Statistiques de la population active* (OCDE)

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Etudes Statistiques*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Yearbook of national accounts statistics* (O.N.U.). — *Comptes nationaux des pays de l'OCDE* — *Annuaire des comptes nationaux* (Office statistique des Communautés Européennes).

Enquêtes sur la conjoncture : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1983, p. 3-31.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹									Offres d'emploi ²	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ³	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1977	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1978	91,4	141,3	49,5	282,2	28,9	25,9	9,0	8,8	7,6	13,2	4,2
1979	93,4	153,9	47,1	294,4	34,2	27,7	10,8	10,0	8,8	15,0	5,7
1980	102,7	172,6	46,6	321,9	36,6	28,1	12,8	10,3	9,2	14,6	5,9
1981	126,3	218,5	47,0	391,8	35,1	40,1	17,1	12,0	10,7	11,6	4,4
1982	146,1	263,0	47,5	456,6	32,2	51,5	24,5	14,2	13,1	10,4	4,0
1983	156,4	299,4	49,2	505,0	28,6	62,1	35,7	14,0	14,3	10,3	6,2
1984	149,0	313,7	49,7	512,4	28,2	72,9	51,4	11,5	14,4	10,8	8,0
1982 4 ^e trimestre	148,0	278,5	47,9	474,4	32,2	73,1	29,0	15,5	14,4	10,2	4,0
1983 1 ^{er} trimestre	165,0	290,4	48,6	504,0	29,7	43,0	31,2	14,8	14,5	10,9	5,1
2 ^e trimestre	155,2	291,7	49,0	495,9	29,0	31,8	33,8	13,4	14,0	11,3	6,2
3 ^e trimestre	154,8	306,5	49,6	510,9	28,8	87,5	35,8	14,0	13,9	8,0	6,6
4 ^e trimestre	150,8	308,8	49,4	509,0	27,0	86,2	42,2	13,7	14,7	10,9	6,7
1984 1 ^{er} trimestre	160,7	310,0	49,6	520,3	26,5	53,5	45,5	12,5	14,6	11,4	6,7
2 ^e trimestre	146,1	306,7	49,3	502,1	27,7	41,7	49,0	11,2	13,9	11,1	7,0
3 ^e trimestre	148,4	320,2	49,9	518,5	29,4	95,0	51,0	11,2	14,3	10,6	7,9
4 ^e trimestre	140,7	317,8	50,2	508,7	29,1	101,4	60,0	11,2	14,8	10,2	10,4
1984 Janvier	162,0	311,5	49,6	523,1	26,4	62,1	44,2	12,8	14,7	11,9	6,6
Février	162,3	310,6	49,6	522,5	26,4	52,2	45,2	12,7	14,7	10,7	6,8
Mars	157,9	307,9	49,7	515,5	26,6	46,1	47,0	12,1	14,5	11,8	6,9
Avril	152,2	307,0	49,3	508,5	27,1	40,7	47,7	11,4	14,0	10,1	6,8
Mai	146,4	307,7	49,4	503,5	27,7	40,2	49,1	11,2	13,9	12,7	7,1
Juin	139,5	305,5	49,3	494,3	28,5	44,2	50,2	10,9	13,7	10,5	7,0
Juillet	150,8	318,7	50,0	519,5	29,1	76,4	48,6	10,8	13,8	7,8	6,8
Août	150,7	323,0	50,1	523,8	29,6	100,0	49,8	11,3	14,3	7,9	7,7
Septembre	143,6	318,8	49,8	512,2	29,4	108,5	54,6	11,5	14,9	16,2	9,1
Octobre	143,0	317,4	50,3	510,7	29,3	105,7	58,6	11,5	15,2	12,5	9,1
Novembre	141,1	318,6	50,3	510,0	29,1	102,4	60,2	11,1	14,8	9,9	11,1
Décembre	138,1	317,3	50,1	505,5	29,0	96,1	61,3	10,6	14,4	8,4	11,2
1985 Janvier	149,5	329,6	50,9	530,0	28,5	87,2	63,3	10,3	14,1	7,7	12,0

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

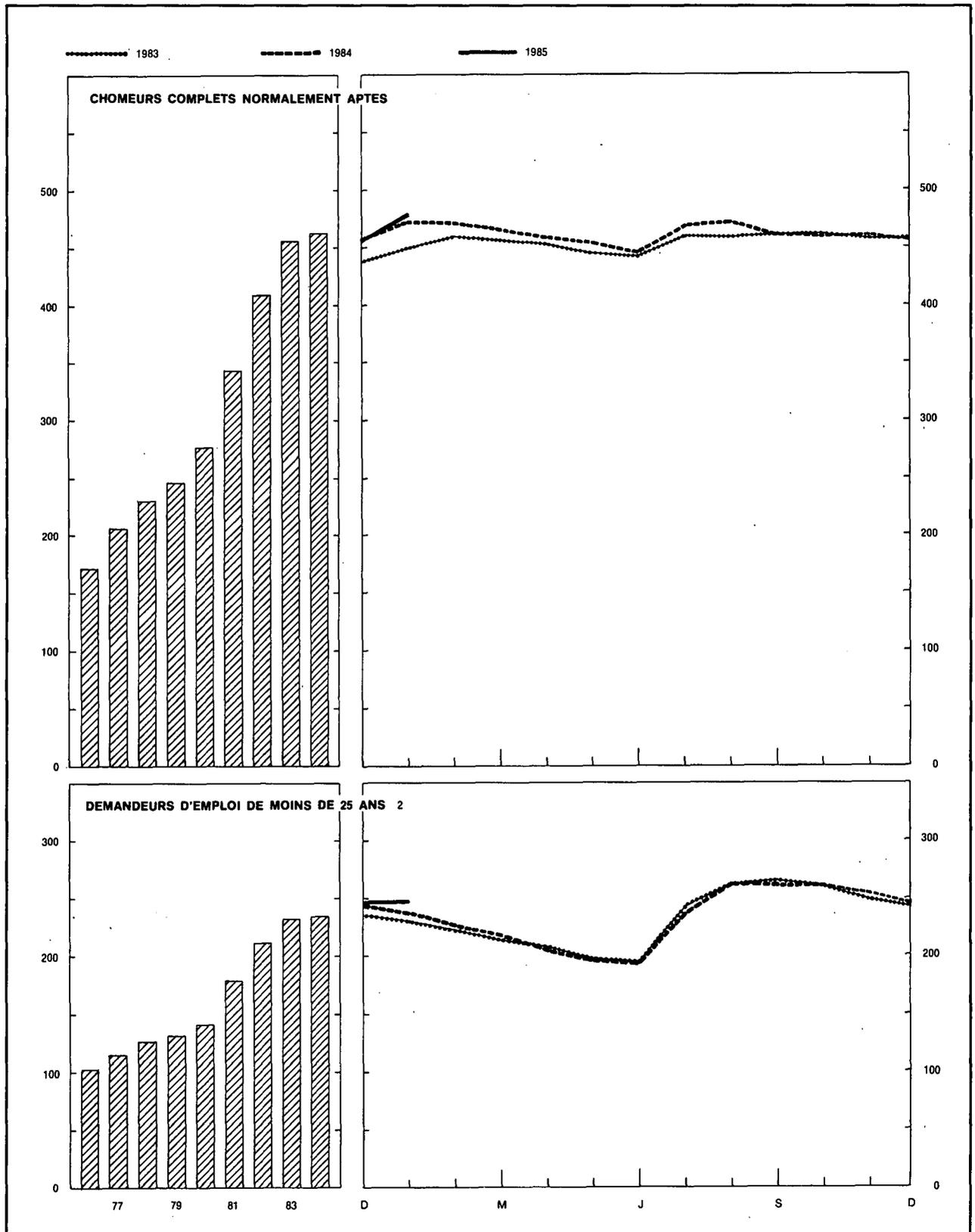
² A partir de 1978, y compris les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, les offres reçues relatives au troisième circuit de travail.

³ Offres reçues pendant le mois. Données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - DEMANDES D'EMPLOI¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel de l'ONEM*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Statistiques de la population active (OCDE)*. — *Eurostatistiques (Office Statistique des Communautés Européennes)*.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. et Institut Economique Agricole.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	* 1984
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	177	178	182	179	166	170	187	175
Autres céréales panifiables	26	24	21	19	15	14	16	} 180
Céréales non panifiables	204	197	195	193	191	177	170	
Betteraves sucrières	94	110	116	117	130	124	109	116
Autres plantes industrielles	13	12	10	10	9	12	14	.
Pommes de terre	41	35	36	38	34	37	34	36
Autres plantes et racines tuberculifères	23	21	19	18	16	17	15	15
Prés et prairies	728	721	710	702	697	691	686	679
Cultures maraichères	29	25	19	18	23	28	25	.
Cultures fruitières	13	13	12	12	11	11	11	.
Divers	111	111	112	112	117	123	133	.
Total ...	1.459	1.447	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.395
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	742	956	953	853	875	1.010	1.003	
Avoine	115	136	119	109	109	153	80	
Orge	676	765	767	807	752	745	670	
Autres céréales	144	155	140	124	120	138	123	
Betteraves sucrières	4.343	5.224	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	
Pommes de terre	1.625	1.536	1.426	1.416	1.459	1.582	978	
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	983	971	981	976	969	968	984	1.006
Autres bovidés	2.007	2.029	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.112
Porcs	4.893	5.076	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.319
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.663	2.818	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	842	879	919	952	974	941	979	

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Poissons de fond	29,4	31,3	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8
Poissons pélagiques	1,5	0,1	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4
Crustacés et mollusques	3,6	2,7	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9
Total ...	34,5	34,1	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1975 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'inves- tissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1984	100,0	97,2	2,8	57,5	17,3	13,1	12,1	—	—
1976	109	109	97	111	105	107	105	100	—
1977	109	109	91	111	108	103	105	100	—
1978	111	112	83	114	108	101	109	100	100
1979	116	118	77	121	112	104	112	100	98
1980	115	116	79	119	111	104	109	100	100
1981	112	113	74	114	112	101	104	94	94
1982	112	113	75	112	116	104	107	93	94
1983	114	115	70	114	119	105	111	91	91
1982 3 ^e trimestre	103	105	66	103	111	96	100	87	85
4 ^e trimestre	114	115	78	115	120	105	111	95	98
1983 1 ^{er} trimestre	116	117	78	115	118	114	114	90	90
2 ^e trimestre	116	118	69	117	119	107	112	95	95
3 ^e trimestre	105	107	60	104	115	95	104	85	84
4 ^e trimestre	118	120	75	121	123	104	115	93	94
1984 1 ^{er} trimestre	121	123	70	122	123	113	118	90	91
2 ^e trimestre	119	120	73	121	123	103	111	94	94
3 ^e trimestre	109	111	63	109	115	96	109	87	85
1983 Novembre	121	122	83	123	128	106	116	96	95
Décembre	112	114	65	114	115	98	111	85	91
1984 Janvier	119	121	65	120	123	108	116	86	85
Février	119	121	69	120	119	113	116	87	89
Mars	125	126	77	127	126	118	122	97	98
Avril	114	116	68	117	117	103	106	90	90
Mai	123	125	84	127	128	105	112	98	99
Juin	119	121	66	121	125	101	115	94	94
Juillet	92	94	45	93	103	72	93	68	66
Août	112	113	74	112	122	96	111	94	90
Septembre	123	125	71	123	121	120	124	100	98
Octobre	135	136	85	136	140	122	132	110	103
Novembre	126	127	82	129	131	108	123	100	98

¹ Non compris la construction.

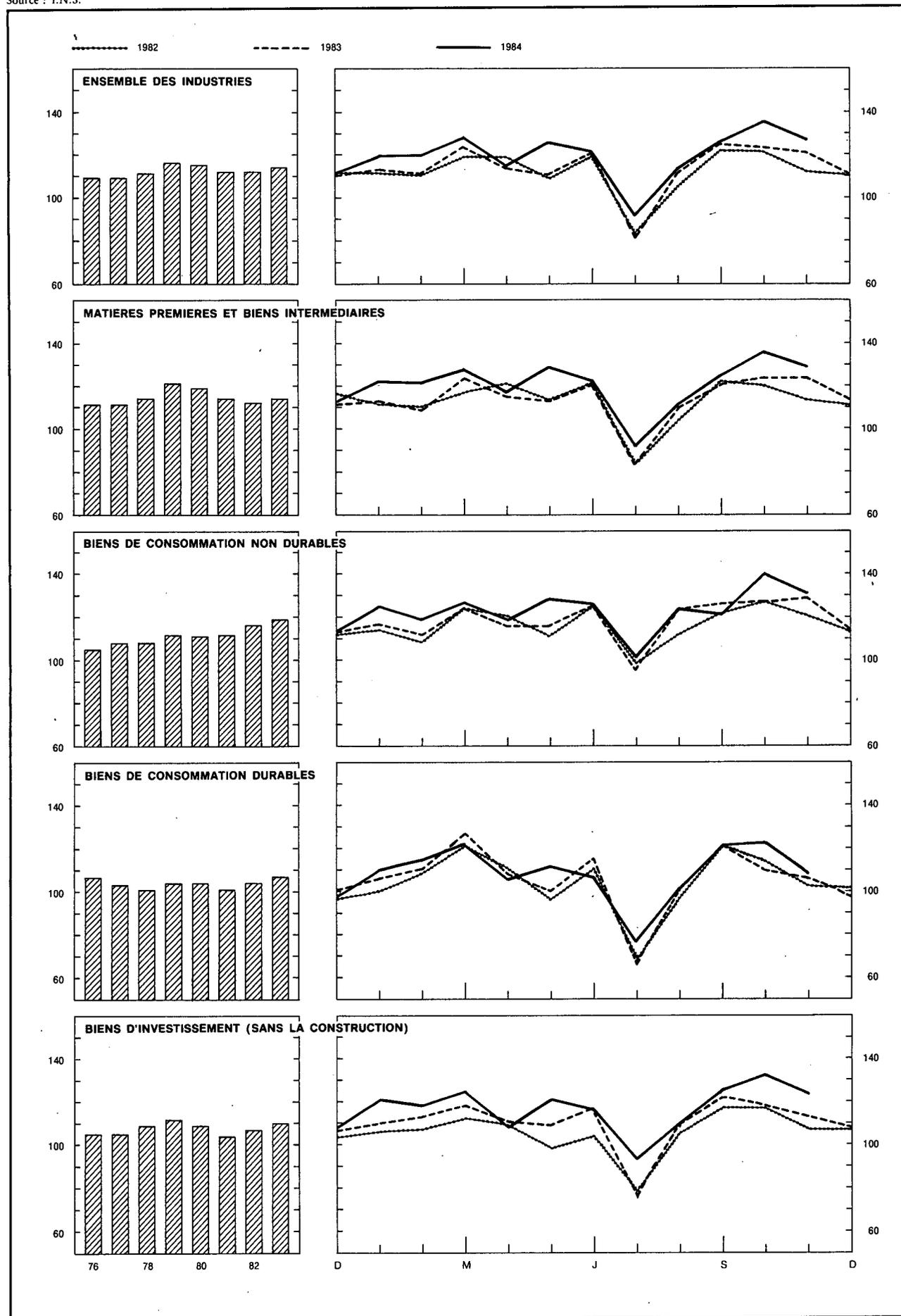
² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.



IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1984 ¹	30,6	15,2	5,8	2,3	2,0	9,2	9,2	5,4	5,4	5,1	2,8	2,4	2,2	1,0
1976	108	114	109	109	123	102	116	110	113	114	96	111	106	101
1977	110	120	101	109	141	104	115	118	98	113	88	108	107	127
1978	112	123	114	106	134	106	124	117	94	109	86	111	109	115
1979	118	133	124	108	140	109	127	117	102	107	86	119	110	117
1980	114	126	115	106	138	111	131	117	105	115	84	118	112	113
1981	110	128	110	102	123	115	124	103	102	113	81	120	112	98
1982	113	130	91	101	130	121	123	96	101	114	83	121	115	83
1983	116	136	95	101	128	123	128	91	109	111	83	124	115	70
1982 3 ^e trimestre	105	120	80	92	104	120	108	96	86	98	81	113	116	84
4 ^e trimestre	116	131	81	97	132	134	137	92	105	122	76	119	112	73
1983 1 ^{er} trimestre	119	138	94	106	134	114	130	76	119	118	99	129	113	67
2 ^e trimestre	116	137	100	100	137	122	124	102	114	121	80	131	113	71
3 ^e trimestre	108	125	81	90	107	124	117	92	89	92	80	112	120	71
4 ^e trimestre	119	142	104	108	132	131	140	94	113	113	72	125	115	73
1984 1 ^{er} trimestre	123	149	107	114	140	118	141	85	121	116	94	137	117	74
2 ^e trimestre	116	148	113	107	135	125	128	107	113	116	76	137	117	70
3 ^e trimestre	113	130	92	90	110	123	120	95	93	93	78	120	118	62
1983 Novembre	121	147	104	111	127	137	143	97	116	115	71	128	112	73
Décembre	115	134	97	106	130	122	139	80	107	110	63	117	115	65
1984 Janvier	121	148	103	118	136	117	149	81	117	107	81	136	118	72
Février	121	145	108	110	134	114	139	80	122	115	97	131	112	72
Mars	127	155	111	113	152	125	135	94	125	126	102	144	121	78
Avril	111	143	102	108	135	117	129	102	107	111	80	127	117	74
Mai	120	154	120	113	141	129	129	111	120	120	73	144	117	70
Juin	116	148	119	99	127	128	125	108	113	116	75	140	117	65
Juillet	94	112	91	74	91	114	113	80	65	63	53	93	118	60
Août	114	134	91	80	112	134	120	99	93	97	78	128	121	60
Septembre	130	144	96	117	129	121	128	105	122	118	104	140	115	64
Octobre	139	165	108	.	144	150	144	107	130	135	85	149	133	54
Novembre	128	157	110	.	145	141	144	92	118	110	71	135	134	58

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,2 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Imports- tions de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consom- mation intérieure	Production		Consom- mation intérieure
		Total ¹	Dont :									
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel								
1976	2.370	1.756	240	737	621	1.003	518	533	603	1.105	3.752	
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731	
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030	
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137	
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251	
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015	
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995	
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159	
1982 3 ^e trimestre	1.971	1.232	225	491	349	433	398	415	474	1.145	3.492	
4 ^e trimestre	1.719	1.450	222	641	400	871	394	384	597	1.186	4.441	
1983 1 ^{er} trimestre	1.576	1.488	209	734	348	1.097	404	412	597	898	4.237	
2 ^e trimestre	1.666	1.188	217	522	266	635	437	443	459	1.052	4.037	
3 ^e trimestre	1.677	999	215	435	196	410	407	370	419	971	3.804	
4 ^e trimestre	1.688	1.455	235	739	275	924	455	437	558	1.223	4.560	
1984 1 ^{er} trimestre	1.740	1.452	211	806	249	1.087	471	476	566	1.126	4.574	
2 ^e trimestre	1.644	1.145	222	548	184	671	500	* 521	506	* 1.290	4.142	
3 ^e trimestre									452		3.903	
1983 Septembre	1.685	1.191	224	540	249	523	387	369	511	1.139	3.967	
Octobre	1.853	1.337	213	667	244	743	442	450	555	1.136	4.528	
Novembre	1.698	1.478	220	723	307	946	454	441	615	1.309	4.630	
Décembre	1.514	1.550	273	827	273	1.082	469	421	504	1.225	4.521	
1984 Janvier	1.686	1.425	204	814	243	1.117	455	447	531	1.133	4.823	
Février	1.694	1.400	206	779	235	1.098	459	472	569	1.082	4.517	
Mars	1.839	1.530	224	824	269	1.047	500	508	598	1.162	4.381	
Avril	1.752	1.198	230	616	177	778	484	463	520	1.161	4.188	
Mai	1.650	1.264	219	614	219	699	519	560	570	1.511	4.197	
Juin	1.530	973	218	413	157	536	498	* 540	427	* 1.197	4.041	
Juillet						411	503	* 470	381	* 1.241	3.680	
Août							481	* 449	493	* 943	3.897	
Septembre									483		4.133	

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites		Total	
			pour le marché intérieur	pour les exportations		
1976	1.012	706	14,5	30,6	45,1	43,6
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	793	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	743	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	825	614	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	839	595	19,0	47,3	66,3	67,7
1982 3 ^e trimestre	724	584	15,7	37,1	52,8	53,6
4 ^e trimestre	710	580	18,1	46,7	64,8	68,8
1983 1 ^{er} trimestre	840	598	20,0	49,3	69,3	68,3
2 ^e trimestre	891	633	17,7	47,5	65,2	70,3
3 ^e trimestre	730	516	18,2	40,9	59,1	59,8
4 ^e trimestre	899	634	20,1	51,9	72,0	72,8
1984 1 ^{er} trimestre	951	682	20,0	55,2	75,2	72,5
2 ^e trimestre	1.009	725	18,5	50,0	68,5	70,2
3 ^e trimestre	* 850		17,7	46,3	64,0	61,1
1983 Novembre	881	669	17,3	52,2	69,5	69,8
Décembre	842	566	26,3	53,3	79,6	79,6
1984 Janvier	916	643	20,2	53,4	73,6	66,5
Février	941	692	19,2	52,8	72,0	72,6
Mars	996	710	20,4	59,6	80,0	78,4
Avril	924	640	17,3	54,4	71,7	67,7
Mai	1.056	773	20,1	54,8	74,9	79,3
Juin	1.047	762	18,4	40,2	58,6	64,5
Juillet	807	469	15,2	33,8	49,0	46,1
Août	831	645	18,5	48,5	67,0	62,9
Septembre	* 911		19,4	56,7	76,1	74,3
Octobre	* 994					
Novembre	* 998					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production indice 1975 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	95
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	89
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	72
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	76
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	62
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	59
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	48
1984 .....	.	.	.	.	.	.	*0,6	.	.	.	.
1982 4 ^e trimestre	1,7	2,0	1.170	1,5	901	0,6	0,4	1.764	0,4	1.288	—
1983 1 ^{er} trimestre	1,8	1,9	1.191	2,0	1.176	0,6	0,4	1.684	0,4	1.434	—
2 ^e trimestre	2,1	2,2	1.292	2,8	1.705	0,8	0,6	1.891	0,5	2.269	—
3 ^e trimestre	1,5	1,7	1.080	2,1	1.284	0,7	0,6	1.805	0,5	1.472	—
4 ^e trimestre	1,6	1,9	1.165	2,5	1.409	0,6	0,5	1.613	0,6	2.215	—
1984 1 ^{er} trimestre .....	.	2,3	1.423	1,9	1.150	.	0,5	1.535	0,4	1.457	—
2 ^e trimestre .....	.	2,5	1.552	2,4	1.482	.	0,6	2.491	0,5	1.903	—
3 ^e trimestre .....	.	2,3	1.453	.	.	.	0,6	1.863	.	.	—
4 ^e trimestre .....	.	.	.	.	.	.	*0,4	.	.	.	—
1983 Décembre	1,6	1,8	1.181	1,9	1.121	0,6	0,5	1.893	0,5	1.466	48
1984 Janvier .....	.	2,3	1.362	1,4	778	.	0,5	1.760	0,4	1.447	47
Février .....	.	2,3	1.449	1,7	1.072	.	0,5	1.398	0,4	1.206	47
Mars .....	.	2,4	1.459	2,5	1.600	.	0,5	1.448	0,5	1.718	47
Avril .....	.	2,5	1.583	2,4	1.566	.	0,6	2.321	0,4	1.093	46
Mai .....	.	2,4	1.464	2,7	1.610	.	0,6	2.817	0,6	2.105	46
Juin .....	.	2,5	1.609	2,2	1.270	.	0,6	2.334	0,4	2.512	145
Juillet .....	.	2,7	1.725	1,4	915	.	0,7	2.163	0,4	948	145
Août .....	.	2,0	1.231	2,1	1.428	.	0,6	1.781	0,5	1.474	145
Septembre .....	.	2,2	1.403	.	.	.	0,5	1.644	.	.	145
Octobre .....	.	.	.	.	.	.	*0,5	.	.	.	46
Novembre .....	.	.	.	.	.	.	*0,4	.	.	.	46
Décembre .....	.	.	.	.	.	.	*0,4	.	.	.	.

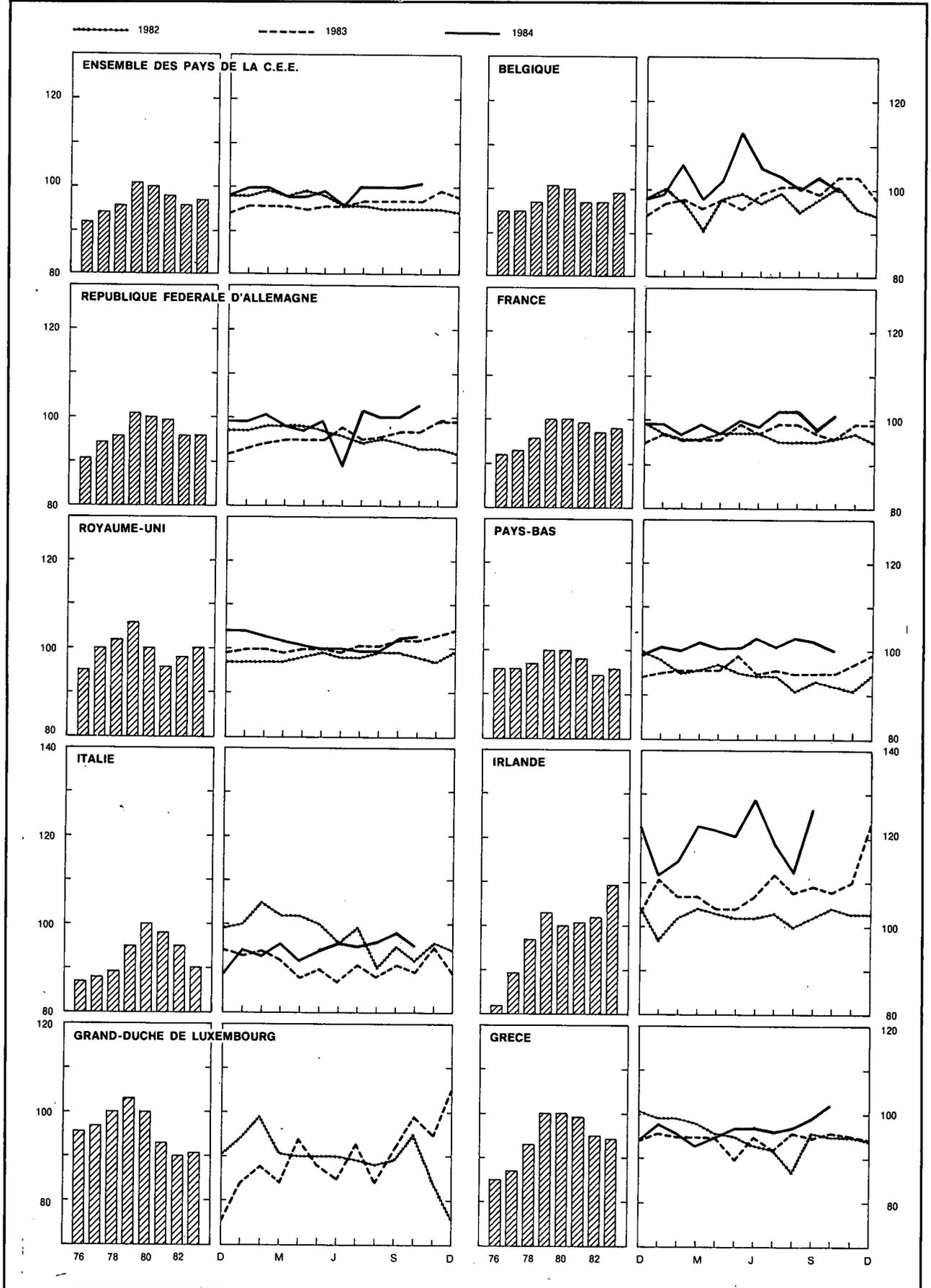
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices généraux 1980 = 100
(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE.



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE

	Ensemble des pays C.E.E. (9 pays ¹)		Belgique		République Fédérale d'Allemagne ²		France		Royaume-Uni		Pays-Bas		Italie		Irlande		Grand-Duché de Luxembourg		Grèce	
	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³
1976	92	+ 8,0	95	+ 9,0	91	+ 7,0	92	+ 9,0	95	+ 3,0	96	+ 8,0	87	+ 12,0	82	+ 9,0	96	+ 3,8	85	+ 11,0
1977	94	+ 1,9	95	0,0	94	+ 2,8	95	+ 2,8	100	+ 4,9	96	0,0	87	0,0	89	+ 9,2	97	+ 0,5	87	+ 1,8
1978	96	+ 1,8	97	+ 1,8	96	+ 1,8	96	+ 0,9	103	+ 3,7	97	+ 0,9	89	+ 1,8	95	+ 6,7	100	+ 3,3	93	+ 7,1
1979	101	+ 5,4	101	+ 4,5	100	+ 4,5	100	+ 4,4	107	+ 3,6	100	+ 2,8	95	+ 6,1	102	+ 6,3	103	+ 3,3	99	+ 6,6
1980	100	- 0,8	100	- 1,3	100	0,0	100	0,0	100	- 6,5	100	0,0	100	+ 5,2	100	- 1,5	100	- 3,4	100	+ 1,0
1981	98	- 2,2	97	- 2,8	99	- 1,5	99	- 1,0	96	- 3,6	98	- 2,0	98	- 2,2	101	+ 1,4	93	- 6,8	99	- 0,7
1982	96	- 1,6	97	- 0,2	96	- 2,9	97	- 2,0	98	+ 1,8	94	- 4,1	95	- 2,7	102	+ 0,7	90	- 3,6	95	- 4,4
1983	97	+ 0,4	99	+ 2,5	96	+ 0,7	98	+ 1,0	101	+ 3,3	96	+ 2,1	92	- 3,2	109	+ 6,9	90	0,0	94	- 0,6
1982 3 ^e trimestre	95	- 2,6	95	+ 0,2	94	- 3,5	96	- 3,0	99	+ 1,9	93	- 3,7	95	- 3,4	102	- 1,7	93	- 5,6	92	- 9,6
4 ^e trimestre	94	- 3,7	96	- 1,7	93	- 5,1	97	- 2,0	98	+ 0,3	92	- 6,5	92	- 6,1	103	+ 1,6	85	- 10,3	95	- 5,6
1983 1 ^{er} trimestre	96	- 2,3	97	+ 0,4	94	- 3,8	98	0,0	100	+ 2,9	95	- 1,7	93	- 7,1	108	+ 7,2	85	- 9,8	95	- 4,0
2 ^e trimestre	96	- 0,7	101	- 0,4	96	- 0,7	97	0,0	100	+ 1,4	97	+ 1,5	90	- 4,7	105	+ 2,6	86	- 2,9	94	- 1,4
3 ^e trimestre	97	+ 1,8	98	+ 3,4	96	+ 2,5	98	+ 2,1	102	+ 3,3	95	+ 2,9	93	- 2,4	110	+ 7,9	93	+ 0,8	95	+ 3,3
4 ^e trimestre	99	+ 4,5	101	+ 4,6	99	+ 6,5	99	+ 2,1	104	+ 5,6	97	+ 5,1	93	+ 1,6	114	+ 9,4	97	+ 13,4	95	0,0
1984 1 ^{er} trimestre	100	+ 4,3	101	+ 3,7	100	+ 6,1	100	+ 2,0	103	+ 2,9	101	+ 7,1	94	+ 1,5	117	+ 7,1	.	.	96	+ 1,1
2 ^e trimestre	98	+ 1,5	106	+ 5,4	95	- 0,9	99	+ 1,0	101	+ 0,9	102	+ 5,2	95	+ 4,8	124	+ 18,1	.	.	97	+ 3,3
3 ^e trimestre	100	+ 3,5	102	+ 4,6	101	+ 4,9	101	+ 3,1	100	- 1,5	102	+ 7,3	97	+ 4,1	119	+ 9,2	.	.	97	+ 2,9
1983 Octobre ...	97	+ 2,3	98	+ 1,2	98	+ 4,3	96	0,0	103	+ 4,6	95	+ 3,3	93	- 1,0	108	+ 3,8	97	+ 4,1	96	+ 0,9
Novembre ..	99	+ 5,2	108	+ 7,0	99	+ 6,5	100	+ 3,1	103	+ 6,6	97	+ 6,6	95	+ 2,4	110	+ 6,8	97	+ 12,3	94	- 0,4
Décembre ..	99	+ 5,9	96	+ 5,5	100	+ 8,7	99	+ 4,2	104	+ 5,5	99	+ 5,3	92	+ 3,5	123	+ 19,4	97	+ 25,9	94	- 0,5
1984 Janvier	100	+ 4,4	100	+ 2,0	100	+ 6,4	100	+ 3,1	103	+ 3,9	101	+ 8,6	94	+ 1,7	112	+ 0,9	.	.	98	+ 3,5
Février	100	+ 4,3	106	+ 3,7	101	+ 8,6	99	+ 3,1	103	+ 2,4	100	+ 5,3	93	- 1,2	115	+ 7,5	.	.	95	+ 1,3
Mars	99	+ 4,0	97	+ 5,4	98	+ 3,2	100	+ 4,1	102	+ 2,5	103	+ 7,3	96	+ 3,9	123	+ 15,0	.	.	93	- 1,5
Avril	98	+ 1,6	102	+ 1,0	98	+ 3,2	97	+ 1,0	101	+ 1,3	101	+ 5,2	92	- 1,0	122	+ 17,3	.	.	95	+ 0,6
Mai	100	+ 3,4	112	+ 6,8	99	+ 4,2	100	+ 1,0	100	- 0,2	101	+ 2,0	96	+ 7,3	121	+ 16,3	.	.	97	+ 7,6
Juin	96	- 0,9	105	+ 8,3	89	- 10,1	98	+ 1,0	101	+ 1,6	103	+ 8,4	96	+ 8,2	129	+ 20,6	.	.	97	+ 1,9
Juillet	100	+ 3,6	103	+ 3,6	102	+ 7,4	102	+ 3,0	100	- 1,8	101	+ 5,2	95	+ 0,3	118	+ 5,4	.	.	96	+ 4,1
Août	100	+ 3,6	100	+ 0,7	100	+ 5,3	102	+ 3,0	100	- 1,7	104	+ 9,5	97	+ 5,1	112	+ 3,7	.	.	97	+ 0,9
Septembre ..	100	+ 3,1	103	+ 9,9	100	+ 3,1	98	+ 1,0	101	- 1,1	102	+ 7,4	98	+ 6,8	127	+ 16,9	.	.	99	+ 3,6
Octobre ...	101	+ 3,5	.	.	102	+ 4,3	100	+ 4,6	102	- 0,6	99	+ 4,2	95	+ 2,7	.	.	.	.	.	.

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Irlande, Grand-Duché de Luxembourg et Grèce. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

³ Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou la période correspondante de l'année précédente.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *L'Echo de la Bourse*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (OCDE)*.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales	minerais		
	(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)	
1977	—	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	374,8	65,9
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	401,7	70,0
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404,3	70,0
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433,5	76,8
1982	573	566	5.200	1.541	949	440,4	80,6
1983	553	572	5.275	1.485	877	441,4	81,6
1984 .....	.	.	.	.	.	456,5	86,2
1982 4 ^e trimestre	570	533	5.055	1.494	816	395,4	77,9
1983 1 ^{er} trimestre	561	537	5.150	1.562	781	371,0	72,9
2 ^e trimestre	580	602	5.561	1.475	981	447,1	82,1
3 ^e trimestre	511	460	4.190	1.169	712	560,5	91,7
4 ^e trimestre	557	689	6.140	1.734	1.034	386,8	79,9
1984 1 ^{er} trimestre	542	653	5.852	1.689	965	370,7	78,2
2 ^e trimestre	542	650	5.908	1.637	992	475,1	88,1
3 ^e trimestre	* 509	619	5.512	1.521	1.015	575,9	94,9
4 ^e trimestre .....	.	.	.	.	.	404,2	83,8
1983 Décembre	545	694	6.136	1.788	957	352,6	75,8
1984 Janvier	540	629	5.621	1.693	898	382,1	76,5
Février	529	637	5.867	1.680	938	329,0	75,1
Mars	557	692	6.069	1.695	1.059	401,1	82,9
Avril	538	633	5.494	1.562	852	470,7	86,6
Mai	543	681	6.367	1.674	1.184	447,9	89,3
Juin	544	635	5.863	1.675	941	506,7	88,4
Juillet	510	594	5.285	1.443	1.000	609,7	98,5
Août	* 493	584	5.303	1.459	932	601,0	97,7
Septembre	* 523	679	5.947	1.661	1.112	517,0	88,4
Octobre	* 575	706	6.399	1.833	1.057	457,5	86,4
Novembre	* 536	754	6.681	1.748	1.010	368,7	82,6
Décembre .....	.	.	.	.	.	386,5	82,4

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ²	
	Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes mé- triques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1976	5.528	3.225	2.222	772	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1977	5.686	3.107	2.729	737	927	300	2.090	651	126	8.410	480
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.707	2.705	1.659	1.275	263	3.384	330	160	7.602	414
1982 3 ^e trimestre ..	9.167	4.049	2.777	1.478	1.375	236	3.294	322	128	7.467	406
4 ^e trimestre ..	8.862	3.560	2.917	1.479	1.565	292	3.445	300	207	7.554	428
1983 1 ^{er} trimestre ..	8.878	3.547	2.687	1.590	1.187	158	3.219	262	163	6.904	398
2 ^e trimestre ..	9.280	3.785	2.796	1.647	1.353	291	3.571	390	164	7.646	425
3 ^e trimestre ..	8.464	3.353	2.366	1.593	1.243	316	3.321	307	141	7.706	389
4 ^e trimestre ..	9.709	4.141	2.971	1.864	1.317	286	3.427	361	174	8.152	445
1984 1 ^{er} trimestre ..	9.256			1.561			3.347			7.475	411
2 ^e trimestre ..	9.974									8.614	457
3 ^e trimestre ..	9.592										* 417
1983 Septembre	6.835	2.930	2.470	1.465	1.152	173	3.543	348	164	7.760	380
Octobre	9.907	4.179	2.775	1.836	1.223	214	3.568	417	173	8.403	422
Novembre	9.290	3.933	3.164	1.628	1.224	256	3.462	358	191	7.656	429
Décembre	9.929	4.310	2.975	2.127	1.504	387	3.251	307	158	8.397	484
1984 Janvier	8.553			1.693			3.290			7.526	405
Février	8.805			1.450			3.265			6.475	369
Mars	10.409			1.539			3.486			8.425	458
Avril	9.586			1.653			3.345			8.572	452
Mai	10.444			1.821			3.064			8.882	431
Juin	9.893									8.389	488
Juillet	9.497									7.583	366
Août	9.308									7.887	422
Septembre	9.972										* 462

¹ Jusqu'en 1977, milliers de tonnes de jauge nettes suivant la méthode de mesure belge; à partir de 1978, milliers de tonnes de jauge brutes.

² Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1977	2.434	1.799	82	170	85	118	46
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.529	1.783	75	256	105	110	50
1982 2 ^e trimestre	2.142	1.512	80	137	112	113	50
3 ^e trimestre	5.525	4.318	104	496	131	205	66
4 ^e trimestre	786	393	41	114	49	42	36
1983 1 ^{er} trimestre	582	266	32	98	35	34	27
2 ^e trimestre	2.207	1.478	68	210	134	117	56
3 ^e trimestre	5.770	4.456	90	547	183	207	73
4 ^e trimestre	829	401	39	129	61	37	41
1984 1 ^{er} trimestre	624	277	34	105	40	38	32
2 ^e trimestre	2.138	1.391	71	211	122	122	68
1983 Juillet	8.380	6.655	89	883	196	259	85
Août	6.752	5.285	121	562	213	243	71
Septembre	2.178	1.428	59	196	139	118	63
Octobre	1.011	426	45	174	98	39	60
Novembre	741	362	41	97	45	41	35
Décembre	735	415	31	117	41	30	27
1984 Janvier	538	236	28	102	29	31	30
Février	542	224	33	93	37	34	30
Mars	791	371	42	119	53	48	35
Avril	1.485	920	63	137	95	88	51
Mai	1.936	1.208	79	186	141	106	68
Juin	2.992	2.046	72	310	130	172	86
Juillet	8.390	6.532	100	905	184	324	95

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises de commerce de détail à succursales ²	Coopératives de consommation	Supermarchés ³	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général en 1981, 1982, 1983 et 1984	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1976	115	115	100	109	113	113	117	115	115	106
1977	121	129	95	117	120	118	125	124	122	107
1978	126	140	87	120	125	124	127	133	128	109
1979	136	154	86	127	132	135	130	152	138	114
1980	148	165	84	136	141	144	145	167	150	115
1981	* 154	178	72	143	* 149	* 151	* 147	* 175	* 157	* 112
1982	* 167	193	65	152	* 160	* 165	* 154	* 194	* 169	* 110
1983	* 162	214	47	161	* 162	* 166	* 137	* 196	* 168	* 101
1982 3 ^e trimestre	* 156	184	64	152	* 158	* 148	* 144	* 178	* 160	* 102
4 ^e trimestre	* 184	219	66	168	* 173	* 196	* 185	* 205	* 187	* 118
1983 1 ^{er} trimestre	* 155	198	52	145	* 155	* 148	* 124	* 194	* 159	* 99
2 ^e trimestre	* 163	214	46	158	* 161	* 173	* 133	* 199	* 168	* 103
3 ^e trimestre	* 155	208	46	163	* 161	* 153	* 136	* 185	* 162	* 97
4 ^e trimestre	* 173	234	45	177	* 171	* 191	* 154	* 206	* 181	* 106
1984 1 ^{er} trimestre	* 160	202	43	150	* 157	* 145	* 129	* 209	* 165	* 95
2 ^e trimestre	* 170	214	43	166	* 167	* 180	* 145	* 203	* 176	* 100
3 ^e trimestre	* 157	210	44	168	* 160	* 159	* 143	* 186	* 164	* 93
1983 Octobre	* 162	224	44	164	* 160	* 189	* 132	* 198	* 170	* 101
Novembre	* 160	205	43	164	* 157	* 176	* 132	* 191	* 165	* 97
Décembre	* 198	274	47	204	* 197	* 210	* 198	* 228	* 207	* 121
1984 Janvier	* 156	199	44	139	* 153	* 155	* 121	* 201	* 161	* 94
Février	* 153	194	39	138	* 152	* 121	* 128	* 205	* 158	* 91
Mars	* 172	213	46	174	* 167	* 160	* 139	* 222	* 177	* 101
Avril	* 165	210	42	159	* 160	* 190	* 134	* 197	* 170	* 97
Mai	* 172	216	43	165	* 165	* 175	* 147	* 214	* 177	* 101
Juin	* 174	215	45	174	* 177	* 176	* 152	* 200	* 179	* 102
Juillet	* 148	211	46	169	* 155	* 161	* 135	* 174	* 158	* 89
Août	* 152	207	46	172	* 165	* 131	* 139	* 181	* 160	* 90
Septembre	* 171	212	40	163	* 161	* 184	* 155	* 204	* 175	* 99
Octobre	* 176	225	43	169	* 166	* 196	* 153	* 213	* 182	* 101

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Grand magasins à rayons multiples et entreprises de commerce de détail à succursales possédant au moins cinq établissements.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1981 2 ^e semestre	1.545	872	306	367	69,0	7,6	35,1	26,3	17,5	3,1	8,0	6,4
1982 1 ^{er} semestre	1.397	755	309	333	69,3	6,8	36,7	25,8	22,0	3,0	10,8	8,2
2 ^e semestre	1.261	638	310	313	67,6	6,2	36,1	25,3	17,8	2,5	9,1	6,2
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9	23,4	3,0	12,1	8,3
2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1981 2 ^e semestre	64	47	6	11	1,4	0,3	0,6	0,5
1982 1 ^{er} semestre	65	50	6	9	1,4	0,3	0,6	0,5
2 ^e semestre	75	59	6	10	1,4	0,3	0,5	0,6
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4
2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, motos, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1981 2 ^e semestre	762	3	1	1	52	10	5	136	139	4	397	14
1982 1 ^{er} semestre	753	3	1	1	73	13	7	143	139	5	355	13
2 ^e semestre	578	3	1	1	48	11	5	126	115	5	248	15
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	222	114
Crédits accordés (milliards de francs)												
1981 2 ^e semestre	17,5	1,1	0,2	0,2	8,8	1,0	0,2	0,2	0,6	1,3	3,2	0,7
1982 1 ^{er} semestre	22,0	1,3	0,3	0,3	13,0	1,2	0,2	0,2	0,7	1,4	2,8	0,6
2 ^e semestre	17,8	1,2	0,2	0,2	9,3	1,2	0,2	0,2	0,6	1,3	2,8	0,6
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7
2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (fin de période)	Opérations compensées									
		Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1977	30	2	289	12.429	3.859	12.431	4.148	2.625	422	15.056	4.570
1978	26	2	286	14.102	3.939	14.104	4.225	2.361	437	16.465	4.662
1979	26	1	312	16.235	4.550	16.236	4.862	2.118	476	18.354	5.338
1980	26	2	318	18.772	5.319	18.774	5.637	2.035	533	20.809	6.170
1981	26	2	341	21.271	6.392	21.273	6.733	1.945	520	23.218	7.253
1982	24	2	337	23.715	7.455	23.717	7.792	1.717	573	25.434	8.365
1983	24	2	338	26.531	7.678	26.533	8.016	1.408	610	27.941	8.626
1984	22	2	336	30.300	8.819	30.302	9.155	1.285	650	31.587	9.805
1982 4 ^e trimestre	24	2	332	25.746	7.300	25.748	7.632	1.617	598	27.365	8.230
1983 1 ^{er} trimestre	24	2	323	24.910	8.213	24.912	8.536	1.430	598	26.342	9.134
2 ^e trimestre	24	1	325	26.617	7.975	26.618	8.300	1.471	610	28.089	8.910
3 ^e trimestre	24	2	368	25.153	6.810	25.155	7.178	1.292	587	26.447	7.765
4 ^e trimestre	24	2	334	29.445	7.714	29.447	8.048	1.439	645	30.886	8.693
1984 1 ^{er} trimestre	24	2	356	29.144	9.098	29.146	9.454	1.338	668	30.484	10.122
2 ^e trimestre	24	1	337	29.815	9.509	29.816	9.846	1.340	661	31.156	10.507
3 ^e trimestre	24	2	318	29.361	9.039	29.363	9.357	1.202	622	30.565	9.979
4 ^e trimestre	22	1	333	32.881	7.631	32.882	7.964	1.262	646	34.144	8.610
1983 Décembre	24	2	355	31.397	8.714	31.399	9.069	1.466	750	32.865	9.819
1984 Janvier	24	2	301	29.837	9.266	29.839	9.567	1.376	659	31.215	10.226
Février	24	2	397	27.971	8.870	27.973	9.267	1.280	679	29.253	9.946
Mars	24	2	370	29.623	9.158	29.625	9.528	1.358	667	30.983	10.195
Avril	24	1	321	27.941	8.687	27.942	9.008	1.369	649	29.311	9.657
Mai	24	2	373	30.971	9.901	30.973	10.274	1.361	664	32.334	10.938
Juin	24	1	316	30.531	9.939	30.532	10.255	1.290	672	31.822	10.927
Juillet	24	2	305	30.492	10.097	30.494	10.402	1.343	623	31.837	11.025
Août	24	2	313	28.988	9.158	28.990	9.471	1.169	655	30.159	10.126
Septembre	24	1	336	28.604	7.863	28.605	8.199	1.093	588	29.698	8.787
Octobre	24	2	348	33.838	8.413	33.840	8.761	1.360	691	35.200	9.452
Novembre	22	1	328	31.438	7.351	31.439	7.679	1.163	604	32.602	8.283
Décembre	22	1	324	33.366	7.129	33.367	7.453	1.262	642	34.629	8.095

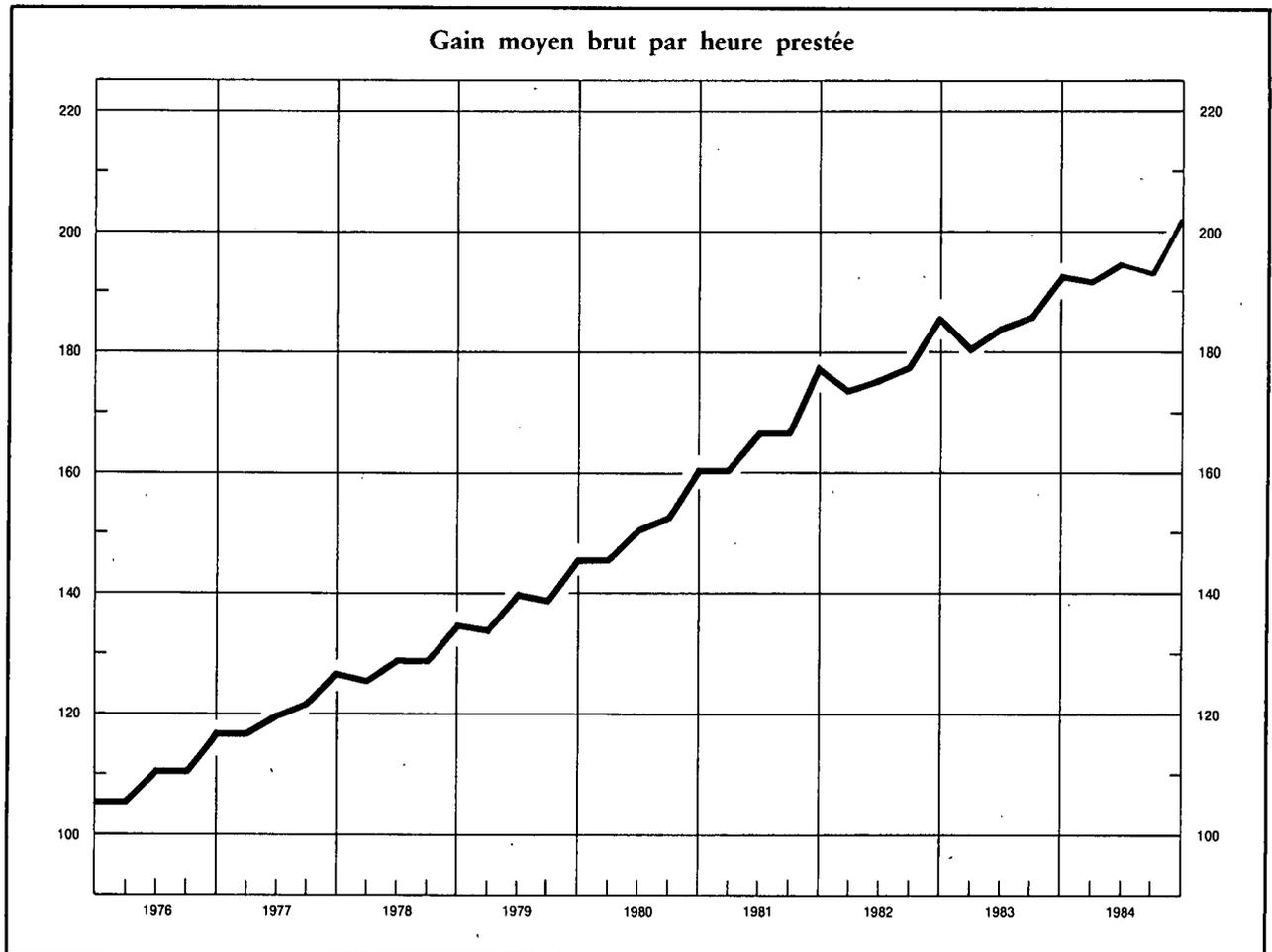
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc..

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les Transports maritimes, Etude Annuelle (OCDE)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Indices 1975 = 100



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ¹				Salaires conventionnels ⁴			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ²		Salaire-coût horaire ³	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1977	121	122	122	121	124,7	123,1	121,5	119,5
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	* 195	* 191	* 198		199,9	196,4	186,4	182,4
1982 Décembre	186	178	184	178	183,9	180,5	173,2	168,5
1983 Mars	181	180	186	180	186,9	183,5	175,8	171,4
Juin	184	182	188	184	188,5	184,9	176,5	172,2
Septembre	186	183	189	186	190,8	187,3	178,7	174,6
Décembre	193	186	193	192	! 194,1	190,8	181,7	177,8
1984 Mars	* 192	190	197	193	198,4	195,0	185,2	181,3
Juin	* 194	190	197	* 200	! 198,4	195,0	185,2	181,3
Septembre	* 193	* 191	* 197	* 199	! 199,9	196,5	185,9	181,6
Décembre	* 203	* 194	* 201		202,7	199,1	189,1	185,4

¹ Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre. Pour convertir les indices base 1975 = 100 en indices base 1970 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 2,161 ; salaire horaire type — ouvrier qualifié : 2,048 — ouvrier non qualifié : 2,144 ; salaire-coût horaire : 2,230.

² Non compris les ouvriers du transport.

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁴ Données trimestrielles : fin de période : données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1981	1981	1982	1982	1983	1981	1981	1982	1982	1983
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs par heure)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs par mois)				
Ensemble de l'industrie	236	245	253	259	267	59,6	61,4	63,5	64,5	65,7
Industrie extractive	269	277	283	289	297	70,1	67,7	70,4	68,4	66,2
Bâtiment et génie civil	246	250	259	263	270	57,0	59,3	61,1	61,7	61,9
Industrie manufacturière	233	243	251	257	265	59,1	61,2	63,2	64,4	66,0
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	241	251	258	266		57,5	60,0	61,7	62,7	
Construction de machines et de matériel mécanique	245	255	261	268		57,5	60,3	62,2	63,3	
Construction électrique et électronique	239	249	255	262		61,1	63,3	65,0	66,5	
Construction d'automobiles et pièces détachées	249	259	264	271		57,5	60,1	62,3	64,2	
Construction d'autre matériel de transport .	247	261	266	268		60,4	63,2	65,9	66,7	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	215	231	231	241		56,1	56,9	58,8	58,6	
Métallurgie de base	288	302	309	318		70,6	73,1	74,6	76,5	
Industrie chimique	275	283	296	300		66,2	69,2	72,1	72,6	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	222	232	238	244		54,1	56,7	58,2	59,8	
Industrie textile	192	205	212	218		51,4	53,5	55,0	57,1	
Industrie des produits minéraux non métalliques	244	252	260	268		61,9	63,7	65,9	67,2	
Industrie du bois	219	224	231	236		48,7	49,9	51,3	52,1	
Industrie des chaussures et de l'habillement .	172	177	185	193		41,3	42,7	44,2	46,2	
Industrie du papier, imprimerie et édition .	248	255	267	276		56,3	58,3	60,7	61,5	
Raffineries de pétrole	383	395	412	410		92,6	93,2	100,3	96,4	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—		70,4	72,4	76,1	77,2	

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES ¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1977	117,3	120,3	134,0	75,3	127,1	169,2	109,8	113,8	116,5	92,4	115,6	103,4	116,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1982 4 ^e trimestre	224,6	111,0	101,6	83,6	96,0	113,5	118,2	114,3	129,5	111,7	291,0	134,8	305,8
1983 1 ^{er} trimestre	221,7	114,9	105,2	92,0	99,7	114,5	122,3	116,1	139,8	112,8	284,0	129,5	298,7
2 ^e trimestre	203,7	121,4	112,7	100,3	108,1	121,3	128,1	124,4	150,4	106,8	251,7	124,5	263,8
3 ^e trimestre	205,6	126,8	122,3	107,9	136,0	125,4	130,2	130,7	149,1	104,6	251,7	123,3	263,8
4 ^e trimestre	206,0	128,0	126,9	107,7	146,2	130,9	128,8	130,9	140,7	108,8	251,6	122,4	263,8
1984 1 ^{er} trimestre	206,7	129,8	128,0	105,6	147,1	133,7	131,2	131,1	142,8	116,3	251,5	121,9	263,8
2 ^e trimestre	207,3	130,5	130,0	109,2	156,8	132,2	130,8	132,0	141,5	114,3	252,1	128,1	263,8
3 ^e trimestre	204,0	122,3	117,9	101,1	129,0	123,4	125,6	131,0	130,6	107,6	251,7	124,0	263,8
4 ^e trimestre	202,2	117,7	114,7	94,2	121,5	123,8	120,0	120,4	128,4	107,8	251,5	121,8	263,8
1984 Janvier	206,1	128,7	128,4	105,8	145,0	135,1	128,9	129,6	140,3	112,4	251,3	119,2	263,8
Février	206,3	128,8	126,1	102,7	145,0	132,5	130,9	131,0	142,0	116,3	251,5	121,7	263,8
Mars	207,6	131,9	129,5	108,2	151,4	133,6	133,8	132,7	146,1	120,1	251,8	124,9	263,8
Avril	207,6	131,2	129,2	109,8	151,3	132,2	132,8	131,6	146,8	117,0	252,2	129,7	263,8
Mai	207,4	130,9	132,8	109,9	163,8	134,6	129,5	129,9	140,4	114,4	252,0	127,2	263,8
Juin	206,8	129,3	128,1	108,0	155,3	129,8	130,2	134,5	137,2	111,5	252,0	127,5	263,8
Juillet	204,7	124,2	120,0	104,7	134,5	123,4	127,3	132,5	132,9	108,8	251,7	123,9	263,8
Août	204,0	122,1	117,0	99,4	128,0	122,9	125,9	131,5	131,8	106,2	251,8	125,5	263,8
Septembre	203,3	120,7	116,8	99,2	124,5	123,9	123,7	129,1	127,1	107,7	251,6	122,5	263,8
Octobre	202,8	119,5	116,2	95,5	126,0	124,3	122,0	125,8	125,8	108,6	251,5	121,5	263,8
Novembre	202,6	118,6	116,0	94,8	122,2	125,7	120,6	119,6	131,7	107,8	251,6	123,2	263,8
Décembre	201,1	115,0	111,9	92,2	116,4	121,3	117,4	115,9	127,8	107,1	251,4	120,8	263,8
1985 Janvier	200,7	114,1	112,6	94,1	114,1	122,4	115,2	111,9	129,9	103,1	251,3	119,4	263,8

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1977	109,7	119,0	110,6	127,6	107,5	107,8	107,7	107,1	107,7	104,8	102,5	103,3	112,5	104,6	117,2
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1982 4 ^e trimestre ..	142,1	141,5	146,2	137,2	142,3	146,8	144,7	137,9	141,4	150,6	168,2	128,0	139,5	157,6	149,2
1983 1 ^{er} trimestre ..	142,5	142,6	145,1	140,2	142,5	147,9	144,0	138,3	141,5	150,7	165,1	128,7	140,3	159,5	149,0
2 ^e trimestre ..	145,3	145,4	140,4	150,0	145,3	154,3	146,4	139,2	143,1	156,1	164,9	131,4	144,9	160,4	150,7
3 ^e trimestre ..	150,6	158,0	146,5	169,5	148,8	162,6	149,3	140,5	145,6	164,7	170,2	133,2	150,4	162,6	151,5
4 ^e trimestre ..	154,9	170,1	153,2	187,2	151,3	168,7	150,8	141,8	147,1	170,9	173,1	134,9	153,2	165,3	152,3
1984 1 ^{er} trimestre ..	157,8	171,1	150,9	192,1	154,6	174,2	155,7	143,0	149,1	177,4	177,3	136,5	159,2	168,0	152,8
2 ^e trimestre ..	160,3	171,1	146,3	197,7	157,7	176,3	162,0	144,6	152,2	178,8	179,9	138,4	166,4	169,2	153,4
3 ^e trimestre ..	159,5	162,0	146,8	177,5	158,8	178,2	162,8	145,3	153,6	178,9	180,9	138,5	168,6	168,9	156,1
4 ^e trimestre ..	159,7	159,0	147,7	170,1	159,9	178,3	164,6	146,6	155,0	179,7	183,8	138,9	169,7	171,8	156,9
1984 Janvier	157,5	172,5	151,6	194,3	153,9	174,6	153,1	142,8	148,3	178,2	177,0	136,1	157,0	167,5	152,7
Février	157,2	171,3	151,7	191,6	153,8	173,8	153,3	142,9	148,3	177,1	177,3	136,3	156,0	168,3	152,8
Mars	158,8	169,7	149,4	190,6	156,2	174,1	160,6	143,4	150,8	176,9	177,6	137,1	164,7	168,2	152,8
Avril	159,7	169,4	146,2	194,1	157,3	176,0	161,6	144,0	151,4	179,4	178,2	138,0	166,5	170,1	152,8
Mai	160,4	170,4	145,4	197,2	157,9	176,3	162,1	144,9	152,7	178,8	180,7	138,2	166,1	168,7	153,7
Juin	160,9	173,4	147,1	201,8	157,9	176,5	162,2	144,8	152,6	178,1	181,0	138,9	166,7	168,7	153,7
Juillet	159,6	165,9	144,9	188,0	158,0	176,7	162,6	144,7	152,6	178,3	179,9	139,0	167,2	167,9	154,5
Août	159,3	161,0	148,0	173,9	158,8	179,3	162,7	145,0	153,7	178,6	180,3	139,0	169,0	168,5	156,9
Septembre	159,5	159,1	147,6	170,5	159,5	178,6	163,2	146,4	154,4	179,7	182,7	138,2	169,6	170,4	156,9
Octobre	159,5	157,8	146,3	169,2	159,9	179,1	164,5	146,3	154,8	180,4	183,9	138,6	169,3	170,8	156,9
Novembre	160,0	160,4	149,2	171,4	159,8	177,8	164,5	146,7	155,0	179,3	183,9	138,9	170,0	172,1	156,9
Décembre	159,7	158,7	147,7	169,6	159,9	177,9	164,9	146,7	155,2	179,3	183,6	139,3	170,0	172,5	156,9
1985 Janvier	161,1	162,6	152,2	172,6	160,7	178,2	165,7	147,5	155,7	180,8	185,9	139,9	170,8	174,6	156,9

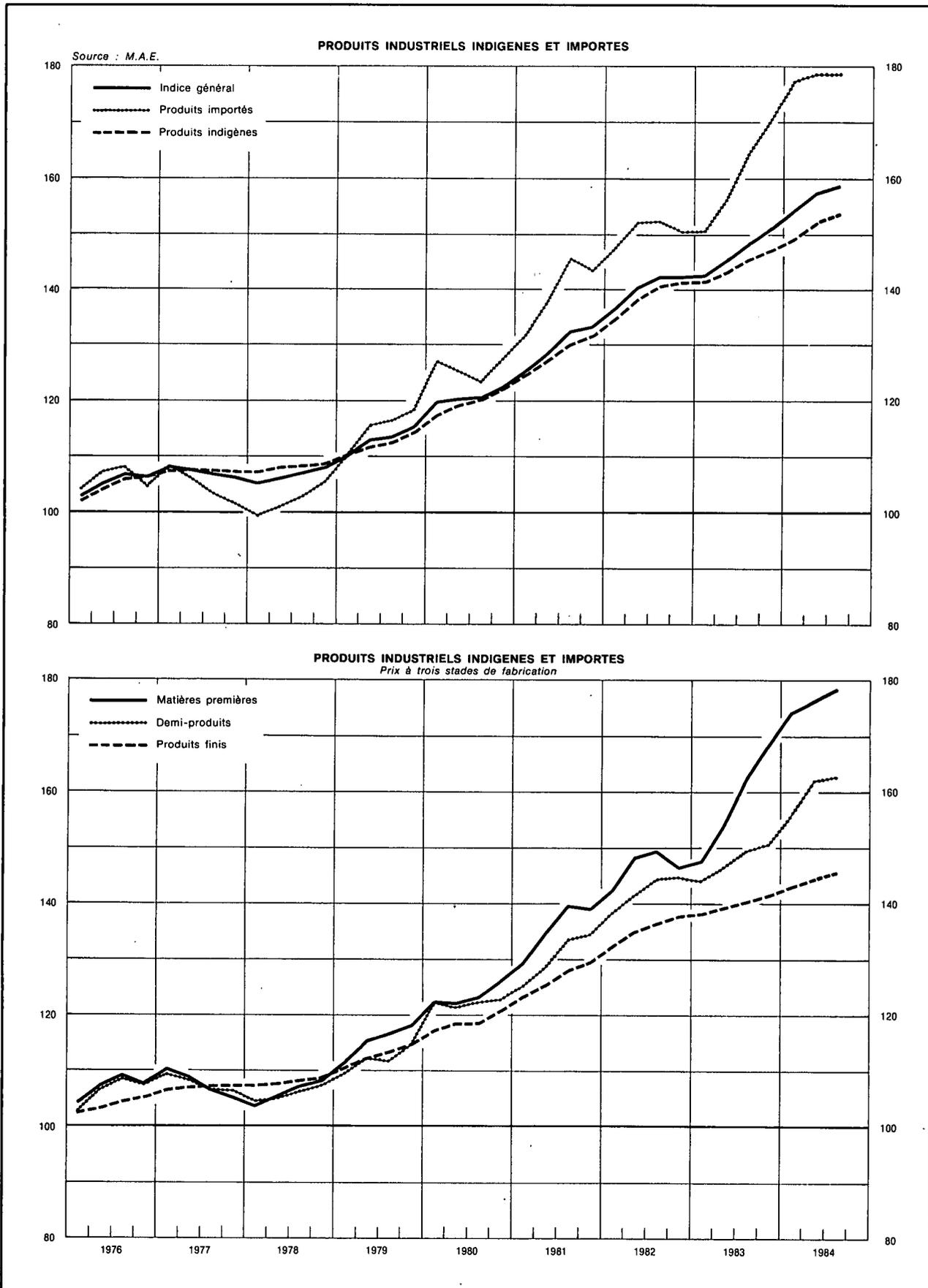
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.



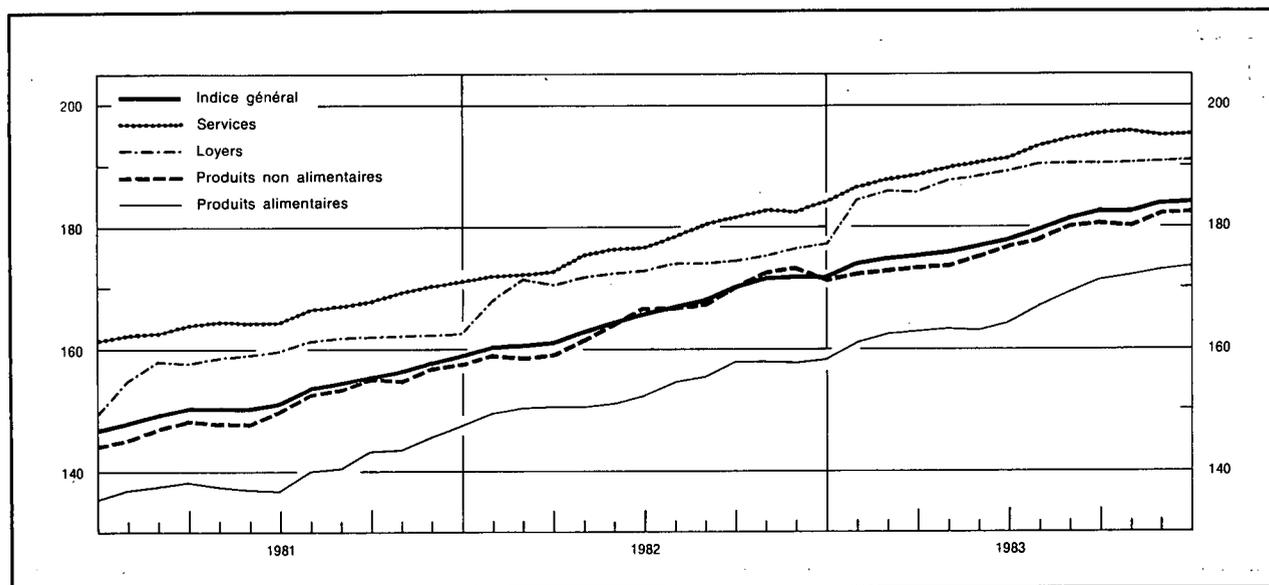
VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services		Loyers	
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général :										
Depuis juin 1976	100,00		25,15		42,79		27,06		5,00	
1976 7 derniers mois	115,89		119,58		112,15		119,69		108,89	
1977	122,30		125,46		116,00		129,94		118,92	
1978	127,77		127,28		119,87		140,75		127,52	
1979	133,48		127,90		127,04		148,52		135,14	
1980	142,35		132,53		138,51		157,01		145,36	
1981	153,21		140,54		151,66		166,24		160,21	
1982	166,58		153,94		166,01		178,01		173,24	
1983	179,35		166,93		177,47		192,09		188,85	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
1 ^{er} trimestre	160,94	174,91	150,23	162,20	158,94	173,02	172,37	187,69	170,07	185,73
2 ^e trimestre	164,69	177,21	151,41	163,54	164,17	175,38	176,41	190,72	172,44	188,40
3 ^e trimestre	168,75	181,55	156,12	169,03	168,30	179,69	180,22	194,52	174,04	190,30
4 ^e trimestre	171,96	183,73	157,98	172,94	172,64	181,81	183,05	195,44	176,41	190,95
Janvier	160,59	174,05	149,68	161,19	158,96	172,47	171,96	186,54	167,98	184,66
Février	160,97	175,02	150,36	162,53	158,77	172,92	172,36	187,86	171,42	186,32
Mars	161,25	175,65	150,64	162,88	159,08	173,68	172,79	188,67	170,80	186,22
Avril	163,22	176,21	150,53	163,31	161,76	173,78	175,71	189,93	171,81	187,58
Mai	164,68	177,13	151,21	163,18	164,08	175,26	176,69	190,92	172,64	188,59
Juin	166,16	178,28	152,49	164,14	166,67	177,09	176,83	191,32	172,87	189,04
Juillet	167,37	179,99	154,69	166,63	166,97	178,03	178,61	193,62	173,79	190,07
Août	168,39	181,70	155,77	169,06	167,64	180,10	180,30	194,40	173,79	190,37
Septembre	170,48	182,97	157,91	171,40	170,28	180,93	181,74	195,54	174,53	190,47
Octobre	171,87	183,00	157,72	172,25	172,86	180,24	182,83	195,92	175,26	190,69
Novembre	172,06	183,92	157,82	172,84	173,31	182,52	182,48	195,12	176,50	190,94
Décembre	171,95	184,26	158,41	173,72	171,76	182,67	183,83	195,27	177,41	191,22

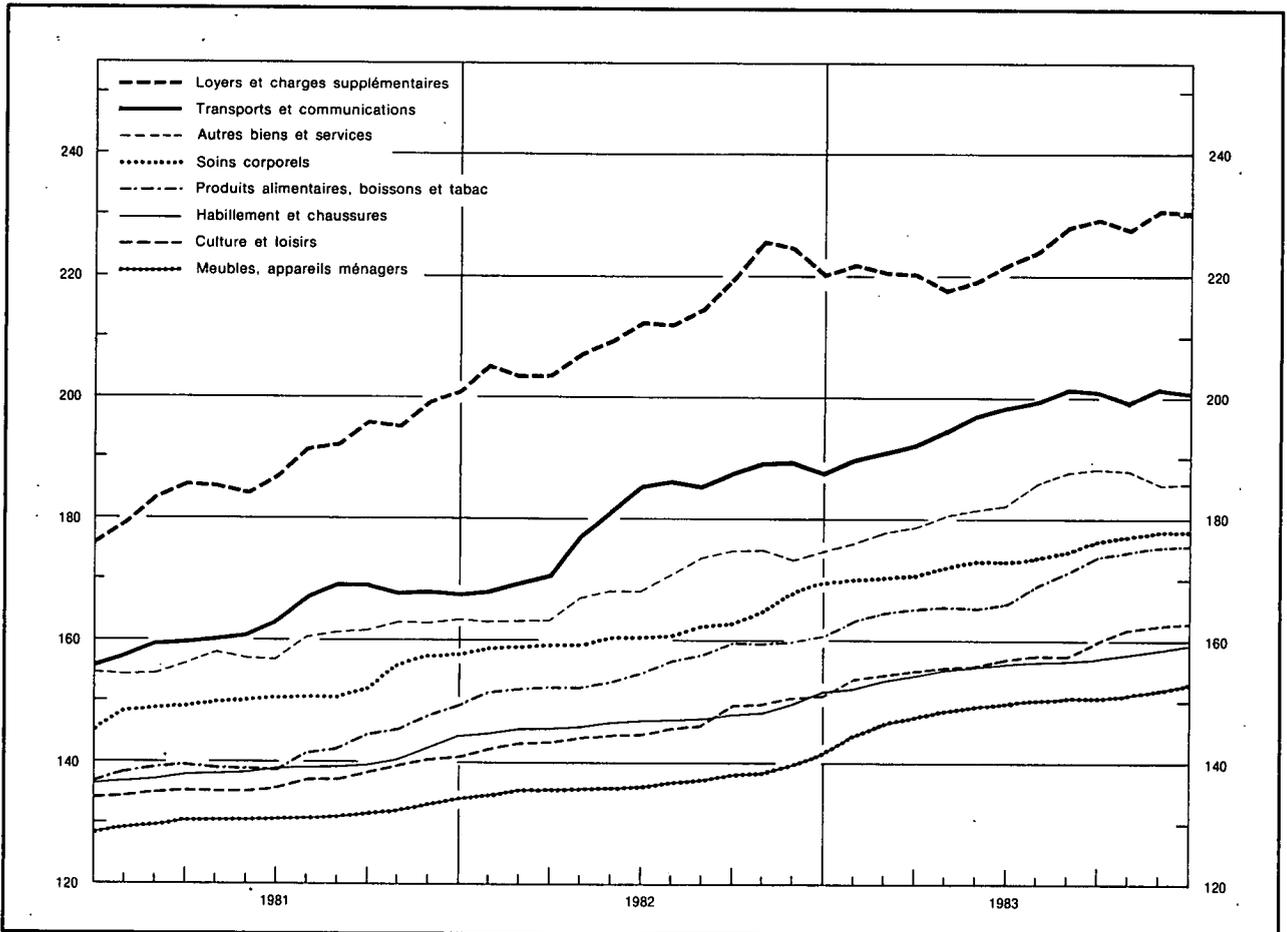


VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général ...	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
1981 4 ^e trimestre	157,88	147,44	142,39	198,47	133,03	157,03	167,81	140,34	163,10
1982 1 ^{er} trimestre	160,94	151,80	145,33	204,12	135,18	158,76	169,59	142,96	163,28
2 ^e trimestre	164,69	153,19	146,31	209,76	135,84	159,96	181,38	144,24	167,64
3 ^e trimestre	168,75	157,96	147,22	215,49	137,35	162,13	186,45	147,12	172,89
4 ^e trimestre	171,96	159,98	149,79	223,67	139,87	167,28	188,57	150,40	174,24
1983 1 ^{er} trimestre	174,91	164,42	153,19	221,02	146,21	170,40	191,09	154,26	177,50
2 ^e trimestre	177,21	165,88	155,80	219,71	149,10	172,82	196,78	156,27	181,51
3 ^e trimestre	181,55	171,33	156,66	227,18	150,32	174,80	200,98	158,46	187,21
4 ^e trimestre	183,73	175,34	158,61	229,91	152,03	177,70	200,87	162,61	186,59
1982 Décembre	171,95	160,65	151,38	220,31	141,28	169,07	187,56	150,94	174,70
1983 Janvier	174,05	163,37	152,18	221,89	144,53	170,03	189,83	153,51	176,01
Février	175,02	164,75	153,36	220,69	146,59	170,30	191,11	154,27	177,71
Mars	175,65	165,15	154,02	220,49	147,52	170,86	192,34	155,01	178,78
Avril	176,21	165,62	155,13	217,76	148,44	172,14	194,50	155,72	180,64
Mai	177,13	165,54	155,92	219,24	149,09	173,10	197,22	156,05	181,63
Juin	178,28	166,48	156,35	222,14	149,77	173,22	198,62	157,03	182,27
Juillet	179,99	168,88	156,48	223,95	150,08	173,64	199,97	157,66	186,04
Août	181,70	171,33	156,56	228,16	150,28	174,22	201,52	157,62	187,46
Septembre	182,97	173,78	156,93	229,44	150,60	176,55	201,46	160,10	188,12
Octobre	183,00	174,68	157,82	227,93	151,26	177,35	199,53	162,05	187,81
Novembre	183,92	175,25	158,60	230,94	152,01	177,70	201,90	162,66	185,92
Décembre	184,26	176,09	159,41	230,86	152,83	178,05	201,18	163,13	186,04

VII - 3c. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général :	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1984 1 ^{er} trimestre	121,54	124,94	122,04	117,97	122,44
2 ^e trimestre	123,28	127,51	123,45	119,69	123,66
3 ^e trimestre	124,72	129,08	124,61	121,53	124,62
4 ^e trimestre	125,84	128,46	127,44	121,58	125,07
1984 Janvier	120,76	123,73	121,51	117,41	120,62
Février	121,67	124,73	122,33	118,00	123,21
Mars	122,18	126,36	122,28	118,50	123,49
Avril	122,99	127,32	123,14	119,31	123,45
Mai	123,26	127,33	123,55	119,56	123,87
Juin	123,60	127,87	123,66	120,20	123,66
Juillet	124,27	128,66	124,04	121,27	124,13
Août	124,76	129,65	124,41	121,52	124,63
Septembre	125,13	128,94	125,39	121,80	125,11
Octobre	125,71	128,78	127,18	121,32	124,84
Novembre	125,76	128,13	127,50	121,45	125,18
Décembre	126,04	128,46	127,65	121,96	125,19
1985 Janvier	126,85	129,50	128,38	122,20	128,28

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3d. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général ¹	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs.	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1984 1 ^{er} trimestre	121,54	125,19	116,20	124,28	118,31	118,63	120,86	122,11	117,58
2 ^e trimestre	123,28	127,80	117,84	125,01	119,81	119,42	121,99	123,86	120,69
3 ^e trimestre	124,72	129,34	118,91	125,41	121,03	120,48	123,60	125,34	123,94
4 ^e trimestre	125,84	128,81	121,81	127,84	122,35	121,43	126,14	126,83	122,64
1984 Janvier	120,76	124,00	115,46	123,63	117,59	118,18	120,42	121,55	116,68
Février	121,67	124,99	116,20	125,06	118,37	118,71	120,97	122,23	117,53
Mars	122,18	126,57	116,95	124,16	118,98	119,00	121,20	122,54	118,53
Avril	122,99	127,59	117,48	124,57	119,42	119,18	122,13	123,50	120,04
Mai	123,26	127,63	117,77	125,04	119,72	119,47	122,54	123,37	120,52
Juin	123,60	128,17	118,28	125,42	120,29	119,61	121,31	124,71	121,52
Juillet	124,27	128,91	118,45	124,73	120,72	120,01	122,86	125,15	123,92
Août	124,76	129,87	118,54	125,12	120,98	120,54	123,65	124,94	124,18
Septembre	125,13	129,23	119,73	126,37	121,40	120,89	124,30	125,92	123,73
Octobre	125,71	129,10	120,62	127,60	121,64	121,09	126,77	126,37	122,38
Novembre	125,76	128,50	122,02	127,97	122,49	121,56	125,88	127,05	122,27
Décembre	126,04	128,83	122,78	127,96	122,93	121,65	125,78	127,06	123,27
1985 Janvier	126,85	129,82	123,06	129,85	123,43	124,04	126,10	128,63	122,11

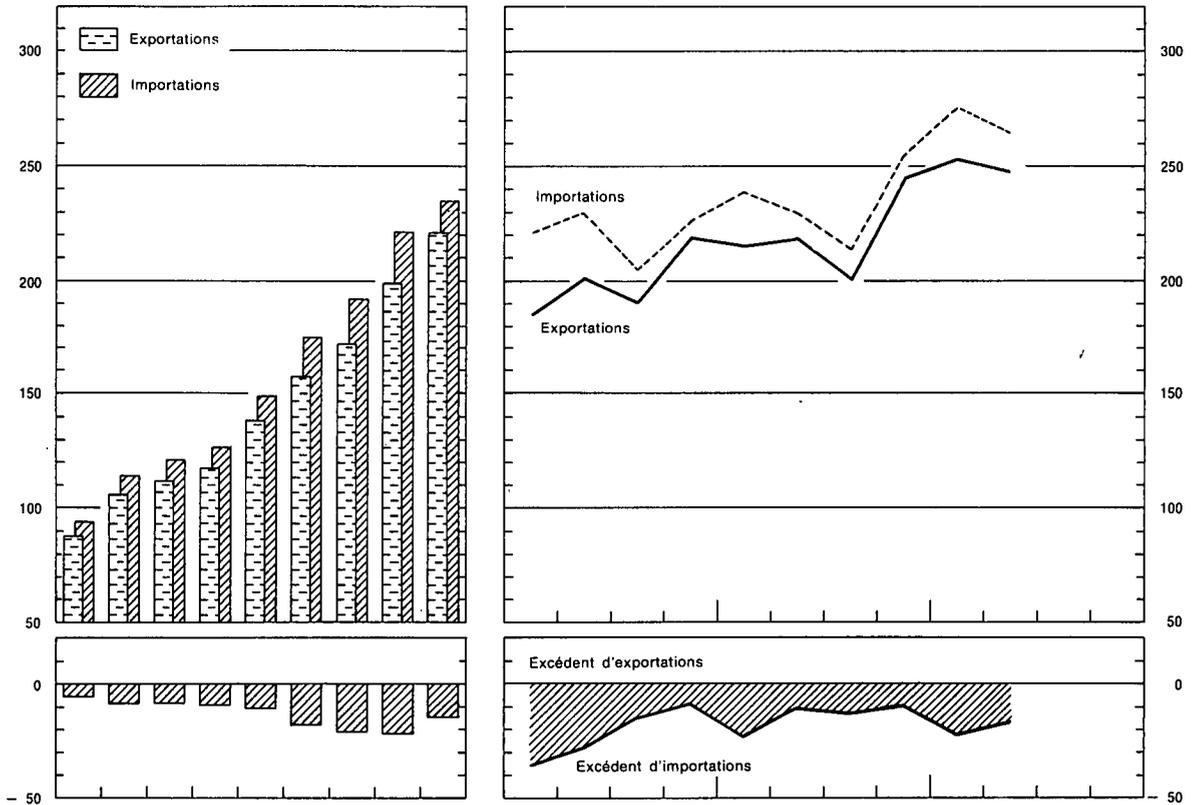
¹ Pour passer de cet indice à l'indice base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,54012.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

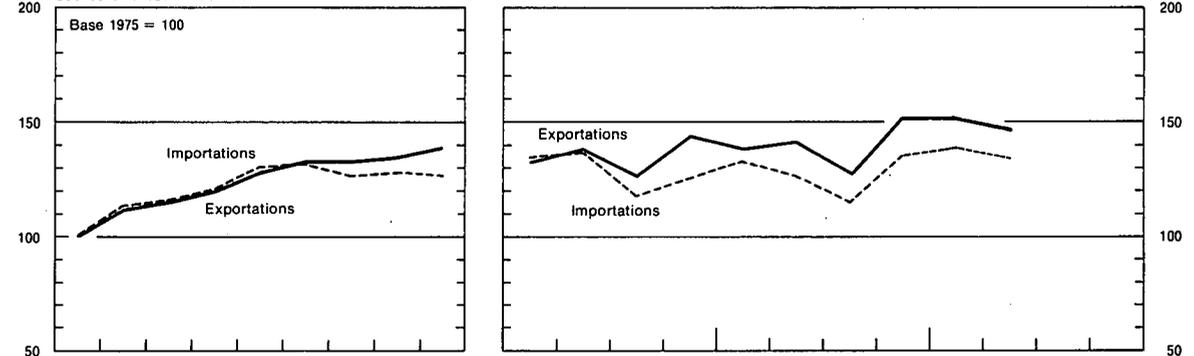
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

Source : I.N.S.

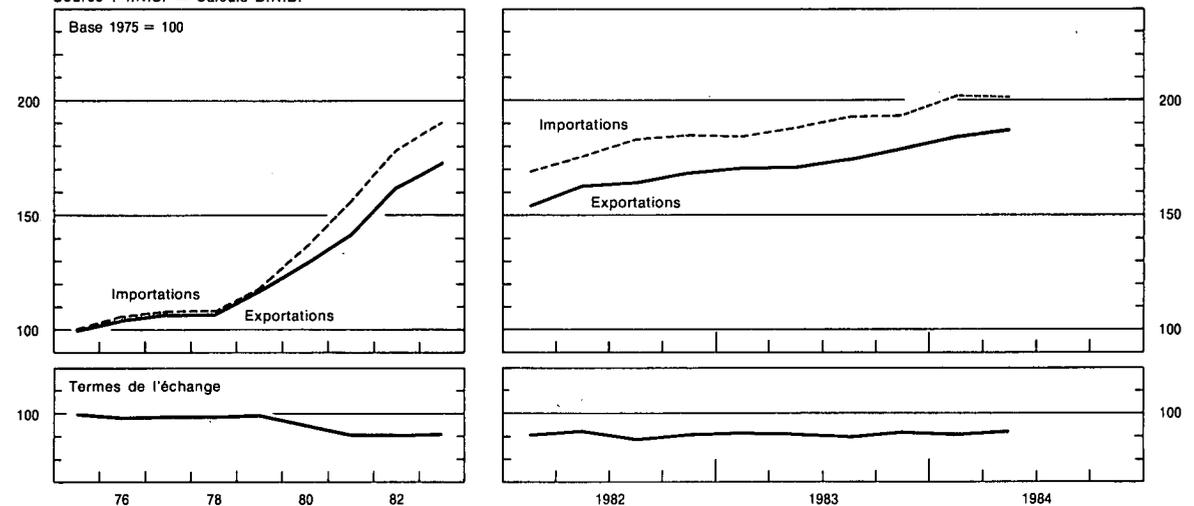


Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	113,5	112,5	106,6	105,7	99,2
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	116,7	116,4	108,2	107,6	99,4
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1982 2 ^e trimestre	229,9	202,2	- 27,7	88	141,6	138,5	175,7	162,8	92,7
3 ^e trimestre	205,7	190,4	- 15,3	93	117,8	127,6	183,2	164,0	89,5
4 ^e trimestre	227,8	219,6	- 8,2	96	125,7	144,1	185,4	168,1	90,7
1983 1 ^{er} trimestre	239,7	216,2	- 23,5	90	133,0	139,4	184,6	170,4	92,3
2 ^e trimestre	230,2	219,9	- 10,3	96	126,6	141,7	187,6	170,7	91,0
3 ^e trimestre	214,2	201,1	- 13,1	94	114,8	128,1	193,0	174,3	90,3
4 ^e trimestre	256,2	246,6	- 9,6	96	135,8	151,8	193,7	179,3	92,6
1984 1 ^{er} trimestre	277,1	254,1	- 23,0	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
2 ^e trimestre	264,7	247,7	- 17,0	95	134,3	146,7	202,5	186,8	92,2
1983 7 premiers mois	229,6	214,3	- 15,3	93					
8 premiers mois	226,4	210,5	- 15,9	93					
9 premiers mois	228,0	212,4	- 15,6	93	124,8	136,4	188,4	171,8	91,2
10 premiers mois	231,1	215,8	- 15,3	93					
11 premiers mois	233,4	219,0	- 14,4	94					
12 mois	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984 1 ^{er} mois	267,2	238,2	- 29,0	89					
2 premiers mois	270,0	244,1	- 25,9	90					
3 premiers mois	277,1	254,1	- 23,0	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
4 premiers mois	273,7	252,0	- 21,7	92					
5 premiers mois	274,4	253,3	- 21,1	92					
6 premiers mois	270,9	250,9	- 20,0	93	137,0	149,2	203,0	185,8	91,5
7 premiers mois	265,0	247,1	- 17,9	93					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1976	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977 (ancienne série)	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1977 (nouvelle série)	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1982 2 ^e trimestre	56,58	15,44	14,55	32,96	9,21	12,94	10,46	11,15	9,38	4,53	3,51	2,38	0,90	2,68	0,77	0,68	0,73	0,86	0,71	0,43	10,28	201,13
3 ^e trimestre	45,80	12,33	12,48	29,01	11,76	12,44	11,75	20,91	7,99	4,05	2,92	2,15	0,69	2,31	0,67	0,56	0,74	0,71	0,61	0,41	9,87	190,18
4 ^e trimestre	59,95	13,89	15,94	33,03	11,89	13,31	12,29	19,03	10,20	4,71	3,98	2,53	0,82	2,74	0,74	0,60	1,26	0,78	0,69	0,45	11,00	219,83
1983 1 ^{er} trimestre	58,47	14,48	16,53	34,26	11,56	11,84	14,18	14,94	9,00	4,61	3,80	2,42	0,87	2,59	0,69	0,58	1,14	0,79	0,62	0,34	12,64	216,35
2 ^e trimestre	62,46	14,94	15,79	33,67	10,24	12,03	13,28	15,68	9,29	4,72	3,93	2,51	0,93	2,98	0,86	0,71	0,82	0,76	0,74	0,45	12,00	218,79
3 ^e trimestre	51,79	13,08	13,94	32,69	8,93	12,00	12,20	20,13	8,16	4,30	3,24	2,27	0,83	2,52	0,76	0,69	0,45	0,79	0,66	0,43	11,79	201,65
4 ^e trimestre	64,61	16,57	18,61	39,52	12,50	12,88	14,85	18,53	11,51	5,22	4,38	2,87	0,96	3,06	0,91	0,76	1,19	0,98	0,73	0,41	15,41	246,45
1984 1 ^{er} trimestre	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
2 ^e trimestre	63,04	18,78	18,41	40,68	12,00	14,27	14,71	17,39	11,27	5,51	4,28	2,91	1,27	3,04	1,01	0,77	0,79	1,15	0,78	0,45	15,15	247,66
1983 7 premiers mois	58,37	14,49	15,97	33,51	10,61	11,84	13,86	15,57	9,01	4,57	3,74	2,39	0,89	2,70	0,76	0,63	0,87	0,81	0,67	0,40	12,27	213,93
8 premiers mois	57,14	14,09	15,33	33,13	10,35	11,74	12,91	16,70	8,86	4,48	3,60	2,36	0,87	2,67	0,76	0,64	0,82	0,80	0,66	0,40	11,97	210,28
9 premiers mois	57,58	14,16	15,42	33,55	10,24	11,96	13,22	16,92	8,82	4,55	3,66	2,40	0,88	2,70	0,77	0,66	0,77	0,78	0,67	0,41	12,12	212,24
10 premiers mois	58,52	14,45	15,82	34,12	10,57	12,01	13,40	16,57	9,11	4,62	3,74	2,47	0,90	2,75	0,79	0,68	0,86	0,79	0,68	0,40	12,49	215,74
11 premiers mois	58,82	14,65	16,09	34,72	10,72	12,13	13,57	17,19	9,36	4,68	3,79	2,52	0,90	2,78	0,79	0,69	0,87	0,82	0,69	0,41	12,76	218,95
12 mois	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984 1 ^{er} mois	60,25	16,10	17,61	40,39	10,77	14,06	15,28	18,27	10,31	5,21	3,70	2,68	0,98	3,14	0,65	0,59	0,91	1,04	0,66	0,41	14,87	237,88
2 premiers mois	62,59	16,93	18,58	41,84	11,44	13,08	17,06	16,44	10,88	5,19	3,98	2,79	1,03	3,12	0,79	0,62	0,87	1,01	0,67	0,37	14,48	243,75
3 premiers mois	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
4 premiers mois	65,52	17,65	19,14	42,52	11,43	13,75	15,43	19,08	11,38	5,31	4,24	2,85	1,13	3,13	0,88	0,69	0,89	1,07	0,76	0,39	14,66	251,90
5 premiers mois	66,43	18,11	18,99	42,10	11,87	13,76	15,68	18,41	11,45	5,37	4,26	2,89	1,16	3,13	0,91	0,71	0,79	1,09	0,77	0,41	14,93	253,22
6 premiers mois	64,22	18,27	18,81	41,73	11,73	13,98	15,68	18,37	11,43	5,42	4,24	2,88	1,19	3,10	0,93	0,72	0,85	1,09	0,77	0,42	15,07	250,90
7 premiers mois	61,98	18,01	18,67	41,30	11,55	13,84	16,07	18,32	11,21	5,39	4,14	2,86	1,16	3,06	0,93	0,71	0,86	1,09	0,77	0,42	14,76	247,10

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés															Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables					dura- bles	
													combustibles		pro- duits chimi- ques	pro- duits métal- liques	autres pro- duits		alimentaires						autres
													liquides	autres					pro- duits ani- maux	pro- duits végé- taux					
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1982 2 ^e trimestre ...	154,42	39,34	4,44	12,28	10,32	1,86	0,67	2,36	0,49	3,96	1,08	23,11	12,80	9,80	17,06	4,19	10,66	46,44	6,87	9,66	4,36	25,55	23,63	4,97	229,46
3 ^e trimestre ...	136,94	33,63	3,40	10,55	9,12	1,47	0,46	2,05	0,50	3,34	0,94	23,13	11,04	7,94	15,05	3,52	10,80	43,24	6,80	8,25	4,10	24,09	20,76	3,60	204,54
4 ^e trimestre ...	152,45	36,16	4,33	11,83	12,66	1,66	0,51	2,04	0,49	3,41	1,12	19,49	15,58	11,25	16,35	3,86	11,71	45,45	8,03	8,45	4,45	24,52	22,99	4,50	225,39
1983 1 ^{er} trimestre ...	160,82	39,51	5,10	12,93	13,69	1,95	0,76	2,13	0,60	2,99	1,17	18,63	16,52	11,90	16,88	3,76	12,30	50,40	7,64	8,00	4,81	29,95	21,64	6,37	239,23
2 ^e trimestre ...	154,14	43,46	5,28	11,14	11,93	1,90	0,70	2,30	0,53	3,49	1,23	17,03	12,56	9,03	18,23	3,71	11,62	45,60	6,59	8,62	4,89	25,50	23,37	5,40	228,51
3 ^e trimestre ...	141,29	37,44	4,18	10,30	10,15	1,63	0,51	2,06	0,53	3,25	1,04	18,18	14,64	7,03	16,94	3,35	10,06	44,71	6,65	8,15	4,79	25,12	21,72	4,87	212,59
4 ^e trimestre ...	175,00	44,06	5,60	14,42	14,33	1,89	0,65	2,39	0,53	3,56	1,31	21,25	16,82	12,15	19,82	3,84	12,38	48,87	7,49	9,81	5,00	26,57	26,35	5,09	255,31
1984 1 ^{er} trimestre ...	188,89	47,81	6,12	16,10	17,00	2,32	0,94	2,71	0,60	3,43	1,47	19,49	17,69	13,79	22,92	4,06	12,44	56,08	7,42	9,79	5,78	33,09	26,10	5,00	276,07
2 ^e trimestre ...	180,39	42,97	6,28	14,15	16,29	2,10	0,89	2,72	0,64	3,89	1,54	21,99	15,99	11,49	21,97	4,36	13,12	50,68	7,23	10,31	5,70	27,44	28,29	5,15	264,51

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.
N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1982			1983				1984	
									2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	106,8	106,9	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	188,0	198,6	201,5	198,2	203,2	207,8	209,9	222,4	221,9
Biens de consommation	107,1	113,2	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	154,1	158,1	161,2	164,2	160,5	168,6	169,0	176,8	173,9
Biens d'équipement	104,4	104,8	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	153,0	157,8	158,6	159,1	163,4	166,7	171,9	169,8	168,4
Ensemble	106,6	108,2	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	175,7	183,2	185,4	184,6	187,6	193,0	193,7	203,4	202,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	102,3	95,7	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	150,4	149,9	150,9	152,4	153,1	154,5	152,1	158,5	163,6
Fabrications métalliques	106,5	109,7	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	158,5	162,7	164,5	167,3	172,9	172,4	175,4	180,2	180,2
Métaux non ferreux	109,4	106,6	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	167,2	176,6	188,5	198,6	203,0	216,7	218,1	225,3	229,9
Textiles	103,2	107,5	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	137,3	139,6	141,0	143,2	142,8	147,5	148,6	153,3	155,2
Produits chimiques	103,9	101,9	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	156,9	157,3	159,9	161,1	162,4	164,0	171,9	181,6	178,5
Industrie houillère	116,9	123,1	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	231,9	231,7	229,6	219,2	221,9	215,3	209,2	217,1	221,4
Industrie pétrolière	118,0	116,6	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	326,9	338,3	372,5	351,8	337,5	355,9	370,2	376,2	377,2
Verres et glaces	99,9	104,2	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	135,7	137,0	135,9	139,0	138,9	140,5	142,4	144,3	144,1
Produits agricoles	108,7	112,6	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	152,8	152,3	153,4	153,5	152,0	155,0	158,1	164,4	169,4
Ciments	104,3	108,4	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	172,3	180,6	189,0	193,6	195,0	198,2	192,7	190,5	199,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,8	116,8	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	181,3	188,9	187,4	197,2	190,7	193,8	199,2	198,8	201,0
Carrières	104,3	107,5	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	183,9	182,6	187,1	190,8	190,6	183,7	191,5	197,9	200,5
Céramiques	107,8	111,9	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	198,1	196,3	196,0	211,7	222,9	235,2	239,2	242,4	241,1
Bois et meubles	103,9	116,0	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	143,9	141,6	144,9	148,4	150,7	152,7	159,3	158,1	158,8
Peaux, cuirs et chaussures ..	116,9	125,4	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	181,6	175,5	170,7	183,6	185,0	196,4	196,4	226,3	237,9
Papier et livres	99,8	99,6	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	145,7	144,5	142,9	145,8	145,0	147,4	150,0	153,7	156,2
Tabacs manufacturés	95,6	101,9	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	173,6	191,2	—	259,0	194,0	193,8	205,8	209,5	204,1
Caoutchouc	102,5	105,0	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	169,0	174,3	172,3	175,2	178,1	181,3	183,5	184,9	186,5
Industries alimentaires	98,3	100,8	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	125,0	129,1	125,9	127,6	126,4	133,4	143,7	148,0	149,0
Divers	112,4	137,5	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	187,1	162,3	184,7	193,6	181,5	203,0	215,8	213,8	239,1
Ensemble	105,7	107,6	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	162,8	164,0	168,1	170,4	170,7	174,3	179,3	184,7	186,8
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ²																	
Ensemble	99,2	99,4	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,3	92,7	89,5	90,7	92,3	! 91,0	! 90,3	! 92,6	90,8	92,2

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1982			1983				1984	
									2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	114,9	116,4	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	135,6	113,9	122,2	130,2	123,4	110,9	134,3	135,7	130,6
Biens de consommation	116,6	121,6	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	143,0	131,0	134,9	148,0	135,7	127,4	138,7	152,7	139,3
Biens d'équipement	100,9	108,5	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	131,8	109,3	119,5	112,9	119,2	106,2	126,6	127,1	135,9
Ensemble	113,5	116,7	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	141,6	117,8	125,7	133,0	126,6	114,8	135,8	139,6	134,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	101,6	100,3	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	103,0	79,8	90,4	92,3	94,7	81,5	106,0	109,1	111,8
Fabrications métalliques	116,0	118,6	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	140,9	109,7	140,3	137,4	142,4	117,3	144,3	145,4	139,2
Métaux non ferreux	116,4	128,9	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	140,0	169,8	160,7	145,4	127,5	105,3	145,3	129,7	134,1
Textiles	112,8	110,5	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	125,2	106,0	133,3	136,2	130,7	111,6	148,0	147,9	140,2
Produits chimiques	117,4	128,0	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	180,2	157,8	176,0	184,3	181,9	173,4	200,3	207,5	200,9
Industrie houillère	75,5	55,2	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	122,0	100,2	112,1	117,6	112,0	120,3	153,6	156,5	170,2
Industrie pétrolière	102,8	127,0	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	86,3	157,1	129,0	107,2	117,3	144,8	127,8	130,3	117,0
Verres et glaces	127,8	130,6	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	173,1	155,8	185,5	172,4	179,1	160,1	199,1	195,5	200,2
Produits agricoles	103,5	106,4	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	164,4	160,6	167,8	151,9	154,0	154,5	159,6	165,4	162,6
Ciments	148,0	216,1	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	270,1	245,4	260,4	188,6	249,5	237,8	231,1	220,8	245,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,8	106,8	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	101,4	89,1	94,9	89,5	114,1	107,1	116,0	103,7	117,1
Carrières	107,2	105,7	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	110,0	96,1	102,5	95,1	118,6	109,7	123,9	112,8	131,1
Céramiques	112,1	130,8	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	159,1	140,6	162,4	132,3	148,4	125,9	137,9	136,6	148,3
Bois et meubles	116,6	106,7	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	143,7	121,2	161,6	149,9	153,4	124,2	161,2	156,1	158,5
Peaux, cuirs et chaussures ..	103,9	96,4	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,8	74,3	89,4	87,0	92,1	77,8	89,3	90,7	98,4
Papier et livres	122,4	125,3	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	158,3	143,0	165,6	160,1	164,6	147,1	175,9	176,2	177,3
Tabacs manufacturés	96,6	100,6	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	116,2	106,3	—	121,6	117,5	88,2	159,8	119,3	107,6
Caoutchouc	99,7	107,1	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	133,2	111,6	133,9	124,4	140,9	116,1	140,3	142,7	136,8
Industries alimentaires	117,2	126,8	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	223,4	184,8	241,4	213,7	222,3	186,5	241,1	236,1	231,1
Divers	115,6	108,1	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	125,6	119,9	132,7	135,3	137,0	143,9	147,9	143,9	130,4
Ensemble	112,5	116,4	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	138,5	127,6	144,1	139,4	141,7	128,1	151,8	151,6	146,7

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1976	25,5	24,5	- 1,0	18,6	22,2	+ 3,6	20,1	17,9	- 2,2
1977	26,8	25,1	- 1,7	19,2	21,4	+ 2,2	20,4	18,8	- 1,6
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1982 2 ^e trimestre	46,1	41,3	- 4,8	32,8	41,0	+ 8,2	38,5	29,8	- 8,7
3 ^e trimestre	42,4	39,6	- 2,8	26,6	33,8	+ 7,2	34,9	27,7	- 7,2
4 ^e trimestre	45,8	44,8	- 1,0	32,5	42,9	+ 10,4	41,9	30,6	- 11,3
1983 1 ^{er} trimestre	47,5	44,4	- 3,1	33,4	41,5	+ 8,1	45,4	29,1	- 16,3
2 ^e trimestre	48,7	48,9	+ 0,2	33,8	41,5	+ 7,7	40,3	31,1	- 9,2
3 ^e trimestre	46,1	44,6	- 1,5	28,9	34,1	+ 5,2	39,1	30,2	- 8,9
4 ^e trimestre	51,8	48,9	- 2,9	36,0	43,8	+ 7,8	45,9	35,4	- 10,5
1984 1 ^{er} trimestre	55,6	52,2	- 3,4	40,0	47,2	+ 7,2	54,1	34,9	- 19,2
2 ^e trimestre	50,5	48,9	- 1,6	40,0	47,1	+ 7,1	47,3	34,4	- 12,9
1983 6 premiers mois	48,1	46,1	- 2,0	33,6	41,5	+ 7,9	42,8	30,1	- 12,7
7 premiers mois	46,7	46,0	- 0,7	32,8	40,3	+ 7,5	41,4	29,6	- 11,8
1984 6 premiers mois	53,1	50,5	- 2,6	40,0	47,1	+ 7,1	50,7	34,6	- 16,1
7 premiers mois	51,5	49,5	- 2,0	39,2	46,4	+ 7,2	49,3	34,0	- 15,3
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1976	4,4	5,0	+ 0,6	7,7	6,4	- 1,3	77,2	77,7	+ 0,5
1977	4,8	4,9	+ 0,1	9,4	7,7	- 1,7	81,6	79,8	- 1,8
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1982 2 ^e trimestre	7,7	10,8	+ 3,1	15,8	18,9	+ 3,1	143,2	145,4	+ 2,2
3 ^e trimestre	8,2	8,4	+ 0,2	14,1	17,6	+ 3,5	128,5	130,6	+ 2,1
4 ^e trimestre	8,2	11,0	+ 2,8	16,7	20,9	+ 4,2	147,4	154,0	+ 6,6
1983 1 ^{er} trimestre	9,2	10,7	+ 1,5	20,0	21,3	+ 1,3	158,4	151,2	- 7,2
2 ^e trimestre	8,1	10,2	+ 2,1	18,8	22,3	+ 3,5	152,3	158,1	+ 5,8
3 ^e trimestre	8,3	8,2	- 0,1	18,9	19,7	+ 0,8	143,7	140,4	- 3,3
4 ^e trimestre	8,9	12,1	+ 3,2	23,5	23,8	+ 0,3	168,9	168,7	- 0,2
1984 1 ^{er} trimestre	10,0	13,1	+ 3,1	23,9	25,5	+ 1,6	186,6	177,0	- 9,6
2 ^e trimestre	9,1	13,3	+ 4,2	24,9	23,8	- 1,1	175,0	171,7	- 3,3
1983 6 premiers mois	8,6	10,5	+ 1,9	19,4	21,8	+ 2,4	155,4	154,6	- 0,8
7 premiers mois	8,6	10,2	+ 1,6	19,1	21,4	+ 2,3	151,3	151,5	+ 0,2
1984 6 premiers mois	9,5	13,1	+ 3,6	24,4	24,6	+ 0,2	180,8	174,4	- 6,4
7 premiers mois	9,6	12,9	+ 3,3	23,2	24,1	+ 0,9	175,8	171,2	- 4,6

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark et, depuis 1981, Grèce.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1976	7,0	3,8	- 3,2	1,8	0,6	- 1,2	8,5	4,2	- 4,3
1977	7,3	4,7	- 2,6	1,9	0,5	- 1,4	10,1	5,5	- 4,6
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1982 2 ^e trimestre	17,3	7,6	- 9,7	4,7	1,4	- 3,3	20,0	10,0	- 10,0
3 ^e trimestre	14,5	9,1	- 5,4	3,4	1,2	- 2,2	20,0	7,7	- 12,3
4 ^e trimestre	14,9	10,6	- 4,3	3,9	1,3	- 2,6	15,9	9,3	- 6,6
1983 1 ^{er} trimestre	15,3	11,0	- 4,3	5,1	1,3	- 3,8	13,7	9,5	- 4,2
2 ^e trimestre	14,7	10,2	- 4,5	5,3	1,6	- 3,7	11,3	8,1	- 3,2
3 ^e trimestre	12,3	11,2	- 1,1	4,5	1,5	- 3,0	11,7	7,0	- 4,7
4 ^e trimestre	17,8	13,1	- 4,7	4,9	1,9	- 3,0	13,0	10,8	- 2,2
1984 1 ^{er} trimestre	17,7	14,5	- 3,2	6,8	2,0	- 4,8	13,3	9,0	- 4,3
2 ^e trimestre	15,0	15,0	0	5,5	2,1	- 3,4	13,2	8,6	- 4,6
1983 6 premiers mois	15,0	10,6	- 4,4	5,2	1,5	- 3,7	12,5	8,8	- 3,7
7 premiers mois	14,4	10,6	- 3,8	5,0	1,5	- 3,5	12,8	8,6	- 4,2
1984 6 premiers mois	16,4	14,8	- 1,6	6,1	2,0	- 4,1	13,2	8,8	- 4,4
7 premiers mois	16,1	14,9	- 1,2	5,9	2,1	- 3,8	13,2	8,6	- 4,6
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1976	95,7	92,5	- 3,2	16,3	9,5	- 6,8	2,1	2,7	+ 0,6
1977	100,5	96,7	- 3,8	17,8	12,0	- 5,8	2,3	2,4	+ 0,1
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1982 2 ^e trimestre	187,3	173,4	- 13,9	34,3	22,7	- 11,6	8,2	4,2	- 4,0
3 ^e trimestre	164,1	163,8	- 0,3	33,9	20,1	- 13,8	7,5	4,1	- 3,4
4 ^e trimestre	188,5	187,9	- 0,6	30,6	24,3	- 6,3	8,6	5,6	- 3,0
1983 1 ^{er} trimestre	202,9	185,6	- 17,3	27,8	23,2	- 4,6	8,8	5,5	- 3,3
2 ^e trimestre	196,8	191,0	- 5,8	26,3	21,1	- 5,2	6,9	5,6	- 1,3
3 ^e trimestre	181,1	173,6	- 7,5	25,7	20,8	- 4,9	7,3	4,9	- 2,4
4 ^e trimestre	218,0	209,7	- 8,3	28,5	27,8	- 0,7	9,4	6,5	- 2,9
1984 1 ^{er} trimestre	237,3	219,6	- 17,7	29,9	27,1	- 2,8	8,3	5,4	- 2,9
2 ^e trimestre	220,8	214,3	- 6,5	31,5	25,5	- 6,0	11,3	5,8	- 5,5
1983 6 premiers mois	199,9	188,3	- 11,6	27,1	22,0	- 5,1	7,9	5,6	- 2,3
7 premiers mois	194,6	185,0	- 9,6	27,2	21,8	- 5,4	7,6	5,3	- 2,3
1984 6 premiers mois	229,1	217,0	- 12,1	30,7	26,3	- 4,4	9,8	5,6	- 4,2
7 premiers mois	223,3	213,8	- 9,5	30,5	25,8	- 4,7	10,1	5,5	- 4,6

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE).* *Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.).* *Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	* 1983		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 110,1	- 86,5	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	2.394,7	2.498,3	- 103,6
1.12 Travail à façon	+ 40,9	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	98,3	39,6	+ 58,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 25,7	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	31,6	—	+ 31,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 7,3	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	125,8	109,6	+ 16,2
1.3 Autres frais de transport	+ 2,5	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	80,1	72,0	+ 8,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 26,1	- 34,2	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	87,6	107,1	- 19,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 19,2	+ 19,6	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	910,8	919,3	- 8,5
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 25,1	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	63,5	13,9	+ 49,6
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,8	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	23,2	18,6	+ 4,6
1.72 Autres	+ 14,4	+ 5,7	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	202,9	212,3	- 9,4
Total 1	+ 4,7	- 0,9	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	4.018,5	3.990,7	+ 27,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 5,8	- 8,8	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	29,3	38,5	- 9,2
2.2 Transferts publics	- 18,8	- 16,7	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	32,4	78,8	- 46,4
Total 2	- 24,6	- 25,5	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	61,7	117,3	- 55,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 19,9	- 26,4	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	4.080,2	4.108,0	- 27,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 1,5	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	245,3	208,1	+ 37,2
3.12 Avoirs	- 1,7	- 4,2	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	0,0	7,2	- 7,2
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	0,4	1,8	- 1,4
Total 3	- 0,2	+ 12,6	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	245,7	217,1	+ 28,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	+ 7,6	- 18,7	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	—	11,1	- 11,1
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 0,6	0,0	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	6,2	3,8	+ 2,4
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 3,7	- 4,3	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	1,4	10,7	- 9,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 18,1	- 24,7	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	—	84,0	- 84,0
4.2312 Investissements directs ..	- 12,7	- 11,4	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	19,1	37,4	- 18,3
4.2313 Immeubles	- 3,9	- 6,1	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	4,4	4,8	- 0,4
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	- 17,1	- 12,1	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	8,5	—	+ 8,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 5,0	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	4,7	—	+ 4,7
4.2322 Investissements directs ..	+ 40,0	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	88,0	23,0	+ 65,0
4.2323 Immeubles	+ 5,7	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	4,8	1,8	+ 3,0
4.2324 Autres (chiffres nets) ..	+ 2,5	+ 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	+ 6,6	8,1	—	+ 8,1
Total 4	+ 12,1	- 32,1	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	145,2	176,6	- 31,4
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 10,8	+ 12,3	- 11,1	+ 20,9	- 1,9	- 9,1	—	3,6	- 3,6
Total 1 à 5	+ 2,8	- 33,6	- 115,5	- 62,8	- 63,8	+ 1,5	4.471,1	4.505,3	- 34,2
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 8,8	- 1,6	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	—	—	+ 5,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 3,7	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	—	—	+ 3,6
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 2,6	- 16,1	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	—	—	+ 40,8
6.2122 Monnaies étrangères	- 4,8	- 10,7	- 60,5	- 27,9	- 34,0	+ 57,2	—	—	- 63,9
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	0,0	+ 0,1	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	—	—	+ 4,3
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	—	—	+ 0,1
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 6,3	+ 5,7	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	—	—	- 2,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 8,6	- 15,9	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	—	—	- 22,1
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1982				* 1983				* 1984
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 76,7	- 35,6	- 22,2	- 21,8	- 47,9	+ 0,5	- 25,5	- 30,7	- 31,0
1.12 Travail à façon	+ 1,2	+ 11,3	+ 23,6	+ 18,1	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0	+ 13,1	+ 14,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 7,2	+ 7,6	+ 10,1	- 0,7	- 0,5	+ 16,7	+ 10,7	+ 4,7	+ 1,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 4,4	+ 4,2	+ 5,5	+ 2,1	+ 3,0	+ 5,5	+ 4,4	+ 3,3	+ 3,2
1.3 Autres frais de transport	- 0,5	+ 2,7	+ 3,1	+ 1,5	+ 1,0	+ 3,2	+ 1,6	+ 2,3	+ 1,6
1.4 Déplacements à l'étranger	- 7,0	- 6,7	- 11,6	- 2,7	- 6,0	- 3,2	- 9,1	- 1,2	- 3,7
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 6,0	- 4,0	- 5,2	+ 5,6	- 11,3	- 3,8	+ 4,4	+ 2,2	- 4,1
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 9,6	+ 9,8	+ 11,3	+ 12,4	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5	+ 13,4	+ 13,1
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,5	+ 0,8
1.72 Autres	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,4	- 8,7	- 2,4	- 0,9	- 0,9	- 5,2	- 5,3
Total 1	- 66,7	- 9,6	+ 15,7	+ 6,7	- 39,0	+ 48,2	+ 16,2	+ 2,4	- 9,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 3,9	- 3,2	- 1,9	- 2,0	- 2,5	- 2,3	- 2,7	- 1,7	- 2,5
2.2 Transferts publics	- 10,1	- 13,3	- 13,4	- 8,5	- 12,7	- 16,6	- 5,2	- 11,9	- 11,8
Total 2	- 14,0	- 16,5	- 15,3	- 10,5	- 15,2	- 18,9	- 7,9	- 13,6	- 14,3
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 80,7	- 26,1	+ 0,4	- 3,8	- 54,2	+ 29,3	+ 8,3	- 11,2	- 23,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 55,5	+ 26,2	+ 39,6	+ 3,3	+ 52,4	+ 0,7	- 18,9	+ 3,0	+ 57,0
3.12 Avoirs	- 0,8	- 0,9	- 1,9	- 2,1	- 1,0	- 2,3	- 1,5	- 2,4	- 1,0
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,8	+ 5,1	0,0	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,4	- 0,9	+ 0,2
Total 3	+ 55,5	+ 30,4	+ 37,7	+ 5,6	+ 51,1	- 1,4	- 20,8	- 0,3	+ 56,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	+ 27,8	- 27,0	+ 5,7	- 12,0	- 21,0	+ 1,8	+ 13,3	- 5,2	+ 1,3
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 11,4	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 2,0	+ 3,4	- 0,8	+ 1,2	- 0,8	+ 0,8	- 4,2	- 5,1	+ 1,6
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 12,7	- 15,2	- 17,5	- 12,2	- 24,1	- 12,8	- 26,0	- 21,1	- 35,7
4.2312 Investissements directs ..	- 0,4	+ 12,5	- 5,8	- 2,8	+ 1,8	- 6,1	- 12,3	- 1,7	+ 2,8
4.2313 Immeubles	- 0,3	- 0,4	- 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,1
4.2314 Autres	- 14,6	- 5,3	- 16,9	+ 1,8	+ 5,9	+ 1,8	+ 4,1	- 3,3	- 3,4
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 2,1	+ 1,3	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,2	+ 0,8	- 0,4	+ 2,1	- 1,0
4.2322 Investissements directs ..	+ 1,8	+ 18,8	+ 10,8	+ 32,1	+ 12,7	- 0,5	+ 12,8	+ 40,0	- 0,6
4.2323 Immeubles	+ 1,4	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,9
4.2324 Autres	+ 7,1	+ 1,2	+ 4,4	- 19,3	+ 28,6	- 13,6	- 10,7	+ 3,8	+ 14,9
Total 4	+ 12,0	- 9,0	- 16,4	+ 5,0	+ 5,7	- 26,5	- 20,5	+ 9,9	- 19,6
5. Erreurs et omissions	- 11,2	- 11,7	+ 8,9	+ 4,9	- 49,2	+ 25,0	+ 13,4	+ 7,2	- 17,5
Total 1 à 5	- 24,4	- 16,4	+ 30,6	+ 11,7	- 46,6	+ 26,4	- 19,6	+ 5,6	- 4,8
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,0	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8	+ 2,3	- 3,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 4,6	- 11,7	+ 4,1	- 2,3	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1	- 8,2	- 1,3
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 1,2	- 5,1	- 34,2	+ 24,4	+ 33,6	- 23,1	- 4,7	+ 35,0	+ 6,9
6.2122 Monnaies étrangères	- 13,2	+ 11,2	+ 14,3	+ 44,9	- 43,7	- 52,4	+ 16,6	+ 15,6	+ 21,7
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	- 0,9	0,0	+ 0,5	0,0	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2	+ 1,6	- 4,7
6.222 Autres	0,0	- 0,5	+ 0,5	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	- 3,5	+ 8,5	- 15,1	+ 10,5	0,0	- 6,1	- 5,0	+ 9,1	+ 12,6
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 10,8	- 20,5	+ 60,3	- 66,5	- 41,4	+ 99,3	- 30,4	- 49,6	- 36,8
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1983			1984		
	* 4 ^e trimestre			* 1 ^{er} trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	651,5	682,2	- 30,7	698,5	729,5	- 31,0
1.12 Travail à façon	21,5	8,4	+ 13,1	23,5	9,0	+ 14,5
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	4,7	—	+ 4,7	1,3	—	+ 1,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	34,0	30,7	+ 3,3	36,2	33,0	+ 3,2
1.3 Autres frais de transport	20,3	18,0	+ 2,3	20,0	18,4	+ 1,6
1.4 Déplacements à l'étranger	19,1	20,3	- 1,2	16,5	20,2	- 3,7
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	248,8	246,6	+ 2,2	245,3	249,4	- 4,1
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	16,2	2,8	+ 13,4	17,1	4,0	+ 13,1
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	5,9	5,4	+ 0,5	5,2	4,4	+ 0,8
1.72 Autres	52,9	58,1	- 5,2	55,4	60,7	- 5,3
Total 1	1.074,9	1.072,5	+ 2,4	1.119,0	1.128,6	- 9,6
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	7,9	9,6	- 1,7	7,0	9,5	- 2,5
2.2 Transferts publics	8,0	19,9	- 11,9	9,3	21,1	- 11,8
Total 2	15,9	29,5	- 13,6	16,3	30,6	- 14,3
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.090,8	1.102,0	- 11,2	1.135,3	1.159,2	- 23,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	50,2	47,2	+ 3,0	81,1	24,1	+ 57,0
3.12 Avoirs	0,0	2,4	- 2,4	0,0	1,0	- 1,0
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,9	- 0,9	0,2	0,0	+ 0,2
Total 3	50,2	50,5	- 0,3	81,3	25,1	+ 56,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	5,2	- 5,2	1,3	—	+ 1,3
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	1,2	0,9	+ 0,3	0,8	1,1	- 0,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	0,6	5,7	- 5,1	1,9	0,3	+ 1,6
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	21,1	- 21,1	—	35,7	- 35,7
4.2312 Investissements directs ..	9,3	11,0	- 1,7	8,0	5,2	+ 2,8
4.2313 Immeubles	1,0	1,2	- 0,2	1,1	1,2	- 0,1
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	—	3,3	- 3,3	—	3,4	- 3,4
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	2,1	—	+ 2,1	—	1,0	- 1,0
4.2322 Investissements directs ..	48,2	8,2	+ 40,0	10,9	11,5	- 0,6
4.2323 Immeubles	0,9	0,6	+ 0,3	1,4	0,5	+ 0,9
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	3,8	—	+ 3,8	14,9	—	+ 14,9
Total 4	67,1	57,2	+ 9,9	40,3	59,9	- 19,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	7,2	—	+ 7,2	—	17,5	- 17,5
Total 1 à 5	1.215,3	1.209,7	+ 5,6	1.256,9	1.261,7	- 4,8
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	+ 2,3	—	—	- 3,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	- 8,2	—	—	- 1,3
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	+ 35,0	—	—	+ 6,9
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	+ 15,6	—	—	+ 21,7
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 1,6	—	—	- 4,7
6.222 Autres	—	—	- 0,2	—	—	+ 0,2
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 9,1	—	—	+ 12,6
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	- 49,6	—	—	- 36,8
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE¹

(Soldes en milliards de francs)

	1982	* 1983	* 1983				* 1984			
	Année		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Octobre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Octobre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 158,9	- 117,2	- 65,5	- 1,5	- 9,8	- 21,1	- 30,4	- 19,8	+ 12,1	- 2,2
1.12 Travail à façon	+ 54,2	+ 58,7	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0	+ 5,2	+ 14,5	+ 21,2	+ 21,3	+ 5,4
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 24,2	+ 31,6	- 0,5	+ 16,7	+ 10,7	- 1,4	+ 1,3	+ 6,5	- 5,9	+ 4,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,2	+ 16,2	+ 3,0	+ 5,5	+ 4,4	+ 1,1	+ 3,2	+ 4,0	+ 3,5	+ 2,1
1.3 Autres frais de transport	+ 6,8	+ 8,1	+ 1,0	+ 3,2	+ 1,6	+ 0,8	+ 1,6	+ 1,1	- 0,3	- 0,4
1.4 Déplacements à l'étranger	- 28,0	- 19,5	- 6,0	- 3,2	- 9,1	- 1,8	- 3,7	- 3,6	- 12,4	+ 2,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 9,6	- 8,5	- 11,3	- 3,8	+ 4,4	+ 2,4	- 4,1	- 11,0	- 3,8	+ 6,5
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 43,1	+ 49,6	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5	+ 4,5	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 4,8
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 2,2	+ 4,6	+ 1,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,5	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,1	+ 1,0
1.72 Autres	- 6,7	- 9,4	- 2,4	- 0,9	- 0,9	- 0,4	- 5,3	- 4,8	- 2,1	- 0,6
Total 1	- 56,5	+ 14,2	- 56,6	+ 46,2	+ 31,9	- 10,2	- 9,0	+ 8,8	+ 27,4	+ 22,9
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 11,0	- 9,2	- 2,5	- 2,3	- 2,7	- 0,7	- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 0,8
2.2 Transferts publics	- 45,3	- 46,4	- 12,7	- 16,6	- 5,2	- 1,4	- 11,8	- 10,3	- 8,2	- 5,2
Total 2	- 56,3	- 55,6	- 15,2	- 18,9	- 7,9	- 2,1	- 14,3	- 13,6	- 11,6	- 6,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 112,8	- 41,4	- 71,8	+ 27,3	+ 24,0	- 12,3	- 23,3	- 4,8	+ 15,8	+ 16,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 124,6	+ 37,2	+ 52,4	+ 0,7	- 18,9	- 2,6	+ 57,0	+ 33,9	+ 12,1	+ 24,3
3.12 Avoirs	- 5,7	- 7,2	- 1,0	- 2,3	- 1,5	- 0,1	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 10,3	- 1,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,4	0,0	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,5
Total 3	+ 129,2	+ 28,6	+ 51,1	- 1,4	- 20,8	- 2,7	+ 56,2	+ 32,2	+ 10,5	+ 24,7
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 2,9	+ 2,5	- 3,4	+ 3,8	- 2,4	+ 1,9	+ 0,7	- 9,8	- 4,2	- 0,3
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 13,9	+ 2,4	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3	- 0,1	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	- 0,6
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 1,8	- 9,3	- 0,8	+ 0,8	- 4,2	+ 0,9	+ 1,6	- 2,3	+ 4,5	- 1,2
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 57,6	- 84,0	- 24,1	- 12,8	- 26,0	- 7,8	- 35,7	- 27,9	- 19,7	- 13,3
4.2312 Investissements directs ..	+ 3,5	- 18,3	+ 1,8	- 6,1	- 12,3	- 0,2	+ 2,8	- 7,7	+ 7,7	+ 1,2
4.2313 Immeubles	- 0,9	- 0,4	+ 0,6	- 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1
4.2314 Autres	- 35,0	+ 8,5	+ 5,9	+ 1,8	+ 4,1	- 2,5	- 3,4	+ 2,2	- 10,5	+ 3,1
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 8,8	+ 4,7	+ 2,2	+ 0,8	- 0,4	+ 0,7	- 1,0	- 2,4	- 0,4	+ 0,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 63,5	+ 65,0	+ 12,7	- 0,5	+ 12,8	+ 9,7	- 0,6	- 2,7	+ 7,5	+ 4,1
4.2323 Immeubles	+ 5,7	+ 3,0	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,5	+ 0,1
4.2324 Autres	- 6,6	+ 8,1	+ 28,6	- 13,6	- 10,7	+ 4,3	+ 14,9	+ 9,3	- 2,1	+ 4,4
Total 4	- 5,8	- 17,8	+ 23,3	- 24,5	- 36,2	+ 6,8	- 20,2	- 40,3	- 29,3	- 2,4
5. Erreurs et omissions	- 9,1	- 3,6	- 49,2	+ 25,0	+ 13,4	- 7,2	- 17,5	- 2,0	+ 3,9	- 11,3
Total 1 à 5	+ 1,5	- 34,2	- 46,6	+ 26,4	- 19,6	- 15,4	- 4,8	- 14,9	+ 0,9	+ 27,9
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 3,5	+ 5,0	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8	- 0,5	- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 4,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	- 5,3	+ 3,6	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1	- 5,2	- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 3,9
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. ..	- 16,1	+ 40,8	+ 33,6	- 23,1	- 4,7	+ 10,4	+ 6,9	- 21,1	- 15,2	+ 3,3
6.2122 Monnaies étrangères	+ 57,2	- 63,9	- 43,7	- 52,4	+ 16,6	- 8,4	+ 21,7	- 36,0	- 29,7	+ 7,5
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	- 0,4	+ 4,3	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2	- 2,5	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 10,7
6.222 Autres	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	0,0	0,0	- 0,5
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	+ 0,4	- 2,0	0,0	- 6,1	- 5,0	+ 5,7	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	+ 5,6
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 37,5	- 22,1	- 41,4	+ 99,3	- 30,4	- 14,9	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 14,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

auprès des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note 1.

³ Voir tableau IX-1, note 2.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1980	1981	1982	* 1983	* 1984			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Octobre
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	-144,4	-155,5	-110,2	- 27,8	- 23,9	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	-164,4	-199,6	-112,8	- 41,4	- 23,3	- 4,8	+ 15,8	+ 16,9
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 25,7	+107,3	+129,2	+ 28,6	+ 56,2	+ 32,2	+ 10,5	+ 24,7
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 64,8	+ 99,7	+103,9	+ 92,4	+ 25,3	+ 17,5	+ 1,9	- 5,9
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 17,2	+ 2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 12,6
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 2,5	- 14,0	+ 1,8	- 10,9	- 3,2	+ 7,9	+ 0,8	- 3,0
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 20,0	- 44,1	- 2,6	- 13,6	+ 0,6	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	+ 1,8	- 2,9	- 2,9	+ 2,5	+ 0,7	- 9,8	- 4,2	- 0,3
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	+ 53,2	+ 33,3	- 2,9	- 20,3	- 20,9	- 30,5	- 25,1	- 2,1
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 68,0	-124,9	- 8,8	- 74,2	-123,1	- 85,1	- 40,5	- 57,5
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 46,2	- 64,6	+ 9,5	- 79,3	-135,8	+ 78,4	+110,7	- 86,8
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 52,0	+ 65,0	- 25,7	+ 93,6	+ 72,6	+102,3	+ 47,6	+ 62,3
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 64,4	+ 66,5	- 13,1	+ 98,9	+157,9	- 72,3	- 97,0	+ 79,0
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+ 64,4	- 51,9	+ 16,4	- 40,9	- 7,1	+ 21,1	+ 15,2	- 2,8
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme ..	- 14,9	+ 12,9	- 22,2	+ 1,3	- 27,7	+ 33,3	+ 14,5	- 2,3
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 16,7	- 10,8	-118,0	- 40,5	- 13,3	+ 3,4	+ 23,5	- 20,8
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 3,3	- 14,8	+ 25,8	- 20,9	+ 5,6	- 39,4	- 28,2	+ 10,1
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+ 20,9	- 1,9	- 9,1	- 3,6	- 17,5	- 2,0	+ 3,9	- 11,3
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 4,2	+ 5,0	- 8,6	- 7,4	+ 16,8	- 2,1	- 2,8	+ 14,4
Total 1 à 7⁴ ...	+ 44,2	- 93,3	- 37,5	- 22,1	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 2,0
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 3,9	- 1,8	- 0,8	- 4,6	- 0,7	+ 0,3	+ 0,6	- 0,2
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	- 27,3	- 78,8	+ 48,5	+ 34,2	- 32,7	- 38,0	+ 58,2	+ 18,1
8.32 Autres	+ 27,8	- 2,7	- 14,3	- 32,6	- 31,3	+ 68,0	+ 12,0	0,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	+ 30,6	- 10,1	- 73,8	- 19,2	+ 28,0	+ 19,6	- 24,3	- 4,5
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 16,6	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 12,6
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	- 0,2	- 2,3	+ 2,9	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 1,2
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	+ 0,6	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1976	26,5	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	70,4	25,1	4,5
1977	27,3	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,7	26,2	4,1
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1982 6 premiers mois	24,1	16,8	9,9	9,1	3,5	1,7	0,3	65,4	30,2	4,4
9 premiers mois	24,1	17,0	10,1	8,8	3,5	1,7	0,3	65,5	30,0	4,5
1983 3 premiers mois	24,8	18,6	9,2	8,9	3,7	1,8	0,4	67,4	27,4	5,2
6 premiers mois	25,4	17,7	10,0	8,9	3,8	1,9	0,3	68,0	26,8	5,2
9 premiers mois	25,3	17,7	10,1	8,5	3,9	2,0	0,3	67,8	27,0	5,2
1984 3 premiers mois	26,1	18,0	10,4	8,8	4,2	1,8	0,3	69,6	25,3	5,1
6 premiers mois	26,7	17,8	10,4	8,9	4,0	1,9	0,3	70,0	24,9	5,1
9 premiers mois	26,5	18,0	10,5	8,8	4,0	1,9	0,3	70,0	25,0	5,0
Recettes d'exportations										
1976	47,8	17,4	11,1	6,6	1,9	1,2	0,2	86,2	12,0	1,8
1977	45,8	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	83,5	14,6	1,9
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1982 6 premiers mois	36,3	17,7	14,7	7,0	3,3	2,5	0,4	81,9	15,3	2,8
9 premiers mois	35,7	17,7	14,6	7,0	3,4	2,5	0,4	81,3	15,9	2,8
1983 3 premiers mois	34,9	17,1	15,3	7,1	3,2	2,8	0,4	80,8	16,2	3,0
6 premiers mois	34,9	18,2	14,4	7,0	3,6	2,5	0,4	81,0	16,1	2,9
9 premiers mois	34,7	18,1	14,3	7,2	3,9	2,4	0,4	81,0	16,0	3,0
1984 3 premiers mois	34,7	18,1	13,6	7,1	4,2	2,3	0,5	80,5	16,5	3,0
6 premiers mois	35,4	17,9	13,6	7,3	4,0	2,3	0,5	81,0	15,9	3,1
9 premiers mois	34,9	17,5	13,5	7,4	4,0	2,5	0,5	80,3	16,6	3,1

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et, depuis le 1^{er} décembre 1977, des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome 1, n^o 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations

de change à terme » ; LIII^e année, tome 1, n^o 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome 1, n^o 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome 1, n^o 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LIX^e année, tome 1, n^o 6, juin 1984 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1982 sur la base des transactions ». *Rapports 1982 de la B.N.B.*

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ²
1976 ¹	38,60	15,33	13,04	8,10	69,85	4,67	39,17	14,61	8,87	15,45	57,82	6,39	215,39	7,08	10,01	128,71	51,29	—	—
1977 ¹	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,03	14,95	47,70	5,97	216,99	6,73	8,92	94,41	41,84	—	—
1978 ¹	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979 ¹	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	—	—
1980 ¹	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981 ¹	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982 ¹	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983 ¹	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984 Année	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
du 1-1 au 16-9 ...	56,20	20,36	24,01	6,63	77,71	3,30	43,75	18,06	6,94	24,65	35,85	5,57	289,47	7,13	9,58	40,36	1,62	62,59	45,15
du 17-9 au 31-12 .	61,67	20,17	25,08	6,58	75,19	3,26	46,79	17,89	7,08	24,50	36,13	5,59	287,18	6,98	9,69	37,83	1,58	62,61	45,05

¹ Pour les périodes composant ces années, veuillez consulter les publications antérieures.

² L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ¹
1982 4 ^e trimestre	48,68	19,49	18,87	6,89	80,25	3,40	39,54	17,79	6,64	22,80	40,63	5,54	277,36	6,82	9,00	54,21	8,27	65,77	
1983 1 ^{er} trimestre	47,34	19,66	20,10	6,87	72,52	3,38	38,57	17,78	6,39	23,49	36,44	5,55	279,86	6,66	8,80	51,40	8,14	64,84	
2 ^e trimestre	49,68	19,96	20,90	6,64	77,28	3,36	40,35	17,76	6,58	23,90	35,70	5,59	283,45	6,92	9,07	49,24	8,42	63,04	
3 ^e trimestre	53,12	20,08	21,91	6,67	80,15	3,37	43,10	17,96	6,80	24,72	35,32	5,58	285,66	7,17	9,36	43,92	7,15	63,23	
4 ^e trimestre	54,49	20,35	23,29	6,67	80,02	3,35	44,02	18,14	6,88	25,24	35,25	5,63	288,99	7,26	9,48	42,68	1,78	63,18	
1984 1 ^{er} trimestre	55,26	20,45	23,94	6,66	79,26	3,32	44,03	18,15	6,93	25,16	35,76	5,61	290,19	7,19	9,56	41,78	1,71	62,99	
2 ^e trimestre	55,30	20,39	24,07	6,63	77,15	3,30	42,77	18,10	6,90	24,61	36,14	5,56	290,05	7,14	9,59	40,24	1,56	62,47	
3 ^e trimestre	58,96	20,21	24,23	6,59	76,49	3,28	44,91	17,92	7,01	24,16	35,73	5,55	287,92	7,05	9,64	38,66	1,59	62,30	45,21
4 ^e trimestre	61,60	20,17	25,05	6,58	74,94	3,26	46,73	17,88	7,07	24,49	36,12	5,60	287,09	6,96	9,68	37,76	1,57	62,60	45,01
1984 Janvier	57,26	20,40	24,51	6,67	80,73	3,36	45,87	18,15	7,01	25,63	35,86	5,63	289,43	7,28	9,65	42,55	1,82	63,22	
Février	55,38	20,48	23,71	6,65	79,68	3,32	44,38	18,15	6,91	25,09	35,90	5,61	290,50	7,19	9,56	41,61	1,74	63,09	
Mars	53,13	20,47	23,58	6,64	77,38	3,29	41,86	18,13	6,87	24,75	35,54	5,58	290,67	7,08	9,46	41,17	1,57	62,67	
Avril	53,97	20,43	23,99	6,64	76,79	3,30	42,19	18,12	6,89	24,68	35,95	5,56	290,41	7,11	9,56	40,62	1,54	62,57	
Mai	55,98	20,35	24,27	6,62	77,74	3,30	43,25	18,09	6,92	24,68	36,37	5,56	289,53	7,16	9,62	40,46	1,58	62,49	
Juin	55,89	20,38	23,93	6,63	76,87	3,29	42,84	18,09	6,89	24,46	36,06	5,56	290,27	7,14	9,59	39,62	1,57	62,36	
Juillet	57,70	20,27	23,78	6,60	76,19	3,30	43,63	17,96	6,95	23,99	35,80	5,54	288,91	7,03	9,59	38,56	1,57	62,16	
Août	58,33	20,20	24,06	6,58	76,54	3,27	44,73	17,91	6,98	24,11	35,49	5,54	287,63	7,02	9,61	38,94	1,58	62,20	
Septembre	61,00	20,17	24,88	6,57	76,74	3,27	46,45	17,89	7,11	24,40	35,92	5,57	287,19	7,09	9,71	38,45	1,62	62,48	45,21
du 1 ^{er} au 14 ..	59,87	20,14	24,48	6,56	76,70	3,27	45,75	17,85	7,06	24,21	35,66	5,55	286,60	7,08	9,66	38,65	1,60	62,30	45,15
du 17 au 30 ..	62,12	20,20	25,28	6,58	76,78	3,26	47,15	17,92	7,16	24,59	36,18	5,58	287,79	7,10	9,75	38,25	1,64	62,67	45,27
Octobre	62,06	20,23	25,16	6,59	75,70	3,27	47,08	17,94	7,14	24,59	36,09	5,60	287,89	6,99	9,73	38,19	1,61	62,61	45,18
Novembre	60,37	20,18	24,82	6,58	74,97	3,25	45,86	17,89	7,03	24,49	35,97	5,59	286,97	6,93	9,64	37,29	1,53	62,54	44,99
Décembre	62,34	20,09	25,17	6,56	73,98	3,26	47,21	17,81	7,04	24,36	36,31	5,61	286,23	6,94	9,65	37,75	1,55	62,65	44,84
1985 Janvier	63,41	20,02	24,98	6,54	71,58	3,26	47,92	17,72	6,99	23,88	36,22	5,60	285,06	6,91	9,56	36,82	1,52	62,36	44,51

¹ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)					Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)	
1977	41,84	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1982 4 ^e trimestre	52,47	48,68	50,43	50,45	+ 3,54	+ 2,42
1983 1 ^{er} trimestre	51,68	47,34	49,54	49,52	+ 5,90	+ 3,27
2 ^e trimestre	53,52	49,68	49,92	49,94	+ 0,86	+ 0,72
3 ^e trimestre	55,98	53,12	53,48	53,51	- 0,91	- 1,04
4 ^e trimestre	57,32	54,49	55,20	55,22	+ 0,29	+ 0,08
1984 1 ^{er} trimestre	57,92	55,26	56,77	56,77	+ 2,07	+ 1,31
2 ^e trimestre	57,81	55,30	56,32	56,30	+ 0,26	+ 0,12
3 ^e trimestre	59,68	58,96	59,49	59,47	- 0,72	- 0,73
4 ^e trimestre	61,25	61,60	61,93	61,92	+ 0,73	+ 0,73
1984 Janvier	59,35	57,26	58,27	58,32	+ 1,38	+ 0,91
Février	57,96	55,38	57,12	57,15	+ 2,37	+ 1,65
Mars	56,53	53,13	54,93	54,92	+ 2,48	+ 1,37
Avril	57,07	53,97	55,44	55,45	+ 0,69	+ 0,48
Mai	58,26	55,98	56,85	56,78	+ 0,22	+ 0,11
Juin	58,07	55,89	56,60	56,61	- 0,14	- 0,22
Juillet	58,87	57,70	58,27	58,23	- 0,60	- 0,62
Août	59,27	58,33	58,88	58,87	- 0,68	- 0,68
Septembre	60,99	61,00	61,55	61,44	- 0,90	- 0,89
Octobre	61,61	62,06	62,61	62,60	- 0,10	- 0,10
Novembre	60,53	60,37	60,68	60,58	+ 1,00	+ 1,00
Décembre	61,57	62,34	62,58	62,51	+ 1,49	+ 1,48
1985 Janvier	61,86	63,41	63,66	63,60	+ 2,10	+ 2,09

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 21 MARS 1983 AU 17 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,3662	2,49587	8,04412	2,21515	1386,78	6,79271	0,717050
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3318,90	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3125,76	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	2943,80	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	58997,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	55563,0	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	52329,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	18305,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	17239,7	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	16236,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		66473,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	62604,3	306,648	32,3703
	1958,50	110,168	355,060		58960,0	299,830	31,6455
100 liras italiennes	3,39700	0,191100	0,615900	0,169600		0,520100	0,0549015
	3,19922	0,179976	0,580057	0,159733	—	0,489818	0,0517061
	3,01300	0,169500	0,546300	0,150400		0,461300	0,0486968
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	21677,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	20415,7	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	19227,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	205353,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	193401,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	182145,0	926,250	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 18 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,9008	2,52595	8,14104	2,24184	1403,49	6,87456	0,725690
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3318,90	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3125,76	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	2943,80	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	58997,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	55563,0	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	52329,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	18305,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	17239,7	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	16236,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		66473,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	62604,3	306,648	32,3703
	1958,50	110,1675	355,060		58960,0	299,850	31,6455
100 lires italiennes	3,39700	0,191100	0,615900	0,169600		0,520100	0,0549015
	3,19922	0,179976	0,580057	0,159733	—	0,489818	0,0517061
	3,01300	0,169500	0,546300	0,150400		0,461300	0,0486968
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	21677,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	20415,7	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	19227,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	205353,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	193401,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	182145,0	926,250	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1979 ³	40,31	+ 0,77	+ 1,09	+ 1,45	+ 2,99	+ 1,35	+ 1,29	+ 63	+ 25	- 9	- 12	- 21	+ 5	- 1
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1982 4 ^e trimestre	45,45	+ 2,06	+ 1,41	+ 1,11	+ 1,93	+ 1,32	+ 1,04	+ 58	- 42	- 9	+ 7	- 15	- 6	+ 7
1983 1 ^{er} trimestre	44,85	+ 1,67	+ 1,38	+ 1,47	+ 2,06	+ 1,55	+ 0,28	+ 53	- 27	- 13	- 24	- 26	- 23	+ 36
2 ^e trimestre	45,22	- 0,09	+ 1,42	- 0,36	+ 4,94	+ 1,68	+ 1,84	+ 29	+ 35	- 38	+ 68	- 62	- 58	- 56
3 ^e trimestre	45,69	+ 1,01	+ 1,24	+ 0,28	+ 5,41	+ 2,09	+ 2,19	+ 55	+ 6	- 5	+ 60	- 63	- 51	- 47
4 ^e trimestre	45,95	+ 2,04	+ 2,04	+ 1,57	+ 4,81	+ 2,15	+ 2,13	+ 86	- 14	- 13	+ 13	- 43	- 21	- 16
1984 1 ^{er} trimestre	45,90	+ 2,07	+ 1,73	+ 2,09	+ 3,87	+ 1,90	+ 1,80	+ 89	- 11	+ 5	- 18	- 28	- 4	+ 1
2 ^e trimestre	45,59	+ 1,79	+ 0,77	+ 1,79	+ 3,08	+ 1,55	+ 0,98	+ 71	- 16	+ 31	- 23	- 27	- 5	+ 21
3 ^e trimestre	45,25	+ 0,82	+ 0,62	+ 0,95	+ 2,61	+ 0,85	+ 0,70	+ 37	- 2	+ 7	- 11	- 31	- 4	+ 4
4 ^e trimestre	45,03	+ 0,60	+ 1,44	+ 0,71	+ 1,82	+ 0,72	+ 1,20	+ 26	- 3	- 40	- 11	- 28	- 10	- 29
1984 Janvier	46,07	+ 2,12	+ 2,15	+ 1,87	+ 5,01	+ 2,17	+ 2,16	+ 92	- 12	- 12	0	- 42	- 16	- 13
Février	45,96	+ 2,08	+ 1,76	+ 2,23	+ 3,70	+ 1,86	+ 1,98	+ 95	- 6	+ 8	- 20	- 23	+ 4	- 1
Mars	45,69	+ 2,00	+ 1,27	+ 2,18	+ 2,88	+ 1,67	+ 1,28	+ 82	- 15	+ 19	- 34	- 20	+ 1	+ 18
Avril	45,61	+ 1,92	+ 0,80	+ 2,02	+ 3,16	+ 1,70	+ 1,15	+ 74	- 19	+ 33	- 35	- 28	- 9	+ 16
Mai	45,59	+ 1,73	+ 0,78	+ 1,60	+ 3,07	+ 1,42	+ 1,01	+ 72	- 12	+ 31	- 9	- 27	+ 3	+ 21
Juin	45,55	+ 1,73	+ 0,73	+ 1,76	+ 3,00	+ 1,54	+ 0,80	+ 67	- 17	+ 30	- 26	- 27	- 8	+ 26
Juillet	45,33	+ 1,02	+ 0,48	+ 1,20	+ 3,14	+ 1,11	+ 0,46	+ 43	- 7	+ 19	- 21	- 39	- 12	+ 19
Août	45,23	+ 0,74	+ 0,44	+ 0,84	+ 2,34	+ 0,74	+ 0,63	+ 35	- 1	+ 13	- 9	- 28	- 1	+ 4
Septembre	45,20	+ 0,61	+ 0,92	+ 0,70	+ 2,09	+ 0,62	+ 0,98	+ 33	+ 3	- 11	- 1	- 26	+ 3	- 14
Octobre	45,19	+ 0,91	+ 1,47	+ 0,98	+ 2,13	+ 0,97	+ 1,26	+ 38	- 6	- 31	- 13	- 27	- 11	- 21
Novembre	45,01	+ 0,64	+ 1,27	+ 0,75	+ 1,43	+ 0,71	+ 1,07	+ 23	- 8	- 36	- 18	- 22	- 13	- 27
Décembre	44,84	+ 0,14	+ 1,61	+ 0,31	+ 1,89	+ 0,41	+ 1,28	+ 16	+ 9	- 57	+ 1	- 36	- 5	- 42
1985 Janvier	44,52	- 0,33	+ 1,55	- 0,07	+ 1,74	+ 0,12	+ 0,77	+ 3	+ 19	- 67	+ 8	- 41	- 3	- 31

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen » Annexe I).

³ A partir du 13 mars 1979.

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu (1)	Cours-pivots bilatéraux en francs belges (2)	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies (3) = (1) × (2)	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu $\frac{(4)}{(3)} \times 100$ 44,9008	
du 18 mai 1983 au 14 septembre 1984					
Mark allemand	0,828	20,0285	16,5836	36,93	1,42
Franc français	1,15	6,53144	7,5112	16,73	1,87
Livre sterling	0,0885	76,4806 ³	6,7685	15,07	—
Lire italienne	109	0,0319922	3,4872	7,77	5,53
Florin des Pays-Bas	0,286	17,7758	5,0839	11,32	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,8	1	3,8	8,46	2,06
Couronne danoise	0,217	5,51536	1,1968	2,67	2,19
Punt irlandais	0,00759	61,8732	0,4696	1,05	2,23
Total ...			44,9008	100,00	
depuis le 17 septembre 1984					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,07	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	76,6236 ³	6,7276	14,98	—
Lire italienne	140	0,0319922	4,4789	9,98	5,40
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,14	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,57	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grècque	1,15	0,51326 ³	0,5902	1,31	—
Total ...			44,9008	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grècques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1977	108,0	107,7	107,1	104,7	113,0	115,2	91,3	81,2	75,5	109,2	96,8	111,5	101,8	102,8
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,2	92,3	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1982 4 ^e trimestre	95,2	93,6	93,7	123,4	126,6	133,0	73,8	89,1	52,9	118,3	69,0	145,9	82,7	88,4
1983 1 ^{er} trimestre	96,7	95,1	94,1	120,0	128,7	145,2	74,2	80,5	53,0	119,2	66,9	151,0	84,1	87,5
2 ^e trimestre	95,6	93,5	93,2	123,5	128,8	146,9	70,2	84,3	51,8	117,6	67,5	150,9	83,1	88,7
3 ^e trimestre	93,9	91,4	91,1	127,8	125,8	147,5	68,4	84,9	50,5	115,8	67,4	151,0	80,0	88,8
4 ^e trimestre	93,8	91,6	89,9	128,3	125,4	154,0	67,2	83,2	49,3	115,3	66,9	151,1	79,3	88,2
1984 1 ^{er} trimestre	94,0	91,5	89,4	129,1	125,4	157,2	66,6	81,6	48,6	114,7	66,9	149,2	78,6	86,5
2 ^e trimestre	95,0	92,5	89,7	130,4	125,5	158,8	66,7	79,7	48,4	114,8	67,1	146,6	78,2	87,1
3 ^e trimestre	95,1	92,5	89,1	138,0	122,9	155,0	65,4	78,0	47,6	112,7	67,1	141,4	77,0	83,9
4 ^e trimestre	95,2	92,4	88,3	141,8	121,0	156,5	64,4	75,0	46,6	111,1	66,7	140,8	76,5	81,5
1984 Janvier	93,3	90,8	88,5	131,6	123,2	157,5	65,8	81,9	48,4	113,3	66,6	149,5	77,6	86,2
Février	94,3	91,8	89,4	129,3	125,6	155,4	66,6	82,1	48,4	114,7	66,6	148,9	78,6	86,6
Mars	95,6	93,2	90,4	126,3	127,4	158,7	67,5	80,9	48,8	116,2	67,6	149,2	79,6	86,9
Avril	95,5	93,0	90,0	127,7	126,4	160,2	67,2	79,8	48,7	115,8	67,4	147,7	78,8	86,7
Mai	95,0	92,2	89,4	131,3	124,6	158,9	66,3	79,9	48,2	114,5	66,9	146,6	77,9	88,2
Juin	95,3	92,5	89,6	132,1	125,5	157,4	66,7	79,5	48,3	114,1	66,9	145,5	78,0	86,4
Juillet	95,5	92,6	89,5	136,5	124,1	153,9	66,0	78,3	48,2	113,6	67,1	141,6	77,6	84,5
Août	95,6	92,7	89,4	136,9	123,3	155,0	65,6	78,4	47,7	113,0	67,1	141,9	77,2	84,0
Septembre	95,0	92,0	88,4	140,7	121,3	156,1	64,5	77,2	46,9	111,4	67,2	140,8	76,2	83,2
Octobre	94,9	91,8	88,0	142,3	120,8	156,4	64,3	75,5	46,5	111,1	67,1	140,7	76,1	81,5
Novembre	95,9	92,7	88,7	139,8	122,0	156,8	64,9	75,6	46,8	111,8	66,8	141,9	77,0	81,8
Décembre	95,8	92,6	88,3	143,2	120,3	156,3	64,1	73,8	46,6	110,4	66,3	139,7	76,5	81,1
1984 Janvier	* 96,3	* 93,2												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome I, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e Année, tome II, n° 4,

octobre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données contenues dans l'article paru dans le bulletin de juillet-août 1979 », LVI^e année, tome I, n° 4, avril 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », tome II, n° 4, octobre 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVII^e année, tome I, n° 2, février 1982 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ». — *International Financial Statistics (F.M.I.)*, *Bulletin du F.M.I.*

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³				Solde (5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	Opérations en capital			Solde budgétaire total (9) = (5) + (8)
	Recettes		Dépenses			Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	(1)	(2)	(3)	(4)		(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	
1976	696,2	708,4	750,5	762,7	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	- 131,6
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982 9 premiers mois	841,0	868,6	1.195,7	1.223,3	- 354,7	9,4	142,2	- 132,8	- 487,5
12 mois	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983 3 premiers mois	269,0	275,2	453,6	459,8	- 184,6	3,1	47,0	- 43,9	- 228,5
6 premiers mois	575,5	594,3	878,6	897,4	- 303,1	6,2	99,8	- 93,6	- 396,7
9 premiers mois	875,1	903,1	1.233,5	1.261,5	- 358,4	10,0	138,6	- 128,6	- 487,0
11 premiers mois	1.089,5	1.124,3	1.443,0	1.477,8	- 353,5	12,2	168,1	- 155,9	- 509,4
12 mois	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 1 ^{er} mois	118,9	122,3	154,2	157,6	- 35,3	1,0	20,2	- 19,2	- 54,5
2 premiers mois	203,0	210,2	316,3	323,5	- 113,3	2,1	33,9	- 31,8	- 145,1
3 premiers mois	305,3	316,3	479,5	490,5	- 174,2	3,1	51,7	- 48,6	- 222,8
4 premiers mois	444,1	458,8	638,7	653,4	- 194,6	4,0	68,8	- 64,8	- 259,4
5 premiers mois	529,5	547,8	769,4	787,7	- 239,9	5,0	93,6	- 88,6	- 328,5
6 premiers mois	638,5	660,6	954,8	976,9	- 316,3	6,6	109,6	- 103,0	- 419,3
7 premiers mois	794,2	819,9	1.116,2	1.141,9	- 322,0	7,8	125,4	- 117,6	- 439,6
8 premiers mois	893,4	922,7	1.222,5	1.251,8	- 329,1	9,1	146,0	- 136,9	- 466,0
9 premiers mois	976,1	1.009,0	1.334,1	1.367,0	- 358,0	10,0	158,1	- 148,1	- 506,1
10 premiers mois	1.113,7	1.150,2	1.459,2	1.495,7	- 345,5	11,2	169,3	- 158,1	- 503,6
11 premiers mois	1.195,9	1.236,3	1.560,2	1.600,6	- 364,3	12,4	190,4	- 178,0	- 542,3

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles

sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement de la dette ²	Résultat de caisse	Placements spéciaux ³	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement							
							Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵				Total (13) = (8) à (12)		
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères		Divers ⁶	
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)				
1976	-131,6	+ 0,5	- 47,5	-178,6	0,0	-178,6	+126,7	+ 16,4	+ 27,6	+ 7,4	0,0	+ 0,5	+ 51,9	
1977	-161,7	- 1,5	- 48,6	-211,8	0,0	-211,8	+178,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 3,1	0,0	- 12,4	+ 33,2	
									Fonds des Rentes	Autres ⁷				
1978	-178,7	+ 1,8	- 56,9	-233,8	0,0	-233,8	+194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	-204,8	- 0,7	- 79,3	-284,8	0,0	-284,8	+209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	-292,0	+ 1,0	- 80,4	-371,4	0,0	-371,4	+212,0	0,0	+ 24,7	+106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+159,4
1981	-435,0	- 2,1	- 89,6	-526,7	0,0	-526,7	+177,2	0,0	+ 74,8	+134,8	+ 3,0	+135,6	+ 1,3	+349,5
1982 9 premiers mois	-487,5	+ 3,0	- 82,3	-566,8	0,0	-566,8	+193,0	0,0	+ 24,6	+248,0	+ 9,7	+ 92,4	- 0,9	+373,8
12 mois	-486,8	- 8,8	-110,1	-605,7	0,0	-605,7	+277,4	0,0	+ 40,5	+183,6	- 1,0	+104,3	+ 0,9	+328,3
1983 3 premiers mois	-228,5	+ 5,9	- 29,6	-252,2	0,0	-252,2	+131,5	0,0	+ 13,7	+ 22,6	+ 4,4	+ 80,4	- 0,4	+120,7
6 premiers mois	-396,7	- 3,8	- 52,1	-452,6	0,0	-452,6	+237,3	0,0	- 26,6	+160,6	+ 5,3	+ 77,0	- 1,0	+215,3
9 premiers mois	-487,0	+ 3,9	- 75,2	-558,3	0,0	-558,3	+319,9	0,0	+ 3,7	+155,3	+ 14,1	+ 66,7	- 1,4	+238,4
11 premiers mois	-509,4	+ 4,6	- 90,8	-595,6	0,0	-595,6	+335,1	0,0	+ 16,6	+179,7	- 3,3	+ 67,5	0,0	+260,5
12 mois	-510,0	+ 4,8	- 96,0	-601,2	0,0	-601,2	+409,3	0,0	- 4,0	+122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+191,9
1984 1 ^{er} mois	- 54,5	- 1,4	- 10,3	- 66,2	0,0	- 66,2	+ 26,9	0,0	- 12,5	+ 57,0	+ 14,0	- 19,2	0,0	+ 39,3
2 premiers mois	-145,1	+ 4,8	- 17,2	-157,5	0,0	-157,5	+ 95,1	0,0	+ 21,5	+ 47,5	+ 2,1	- 8,2	- 0,5	+ 62,4
3 premiers mois	-222,8	+ 7,9	-23,5	-238,4	0,0	-238,4	+107,1	0,0	+ 25,5	+ 97,6	- 2,2	+ 10,7	- 0,3	+131,3
4 premiers mois	-259,4	0,0	- 31,0	-290,4	0,0	-290,4	+160,0	0,0	+ 43,3	+ 38,4	+ 15,7	+ 33,0	0,0	+130,4
5 premiers mois	-328,5	+ 6,0	- 39,7	-362,2	0,0	-362,2	+166,3	0,0	+ 43,0	+ 98,1	+ 12,2	+ 42,8	- 0,2	+195,9
6 premiers mois	-419,3	+ 9,9	- 48,5	-457,9	0,0	-457,9	+243,2	0,0	+ 44,3	+133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+214,7
7 premiers mois	-439,6	+ 2,6	- 56,5	-493,5	0,0	-493,5	+259,8	0,0	+ 36,1	+178,3	+ 7,5	+ 10,1	+ 1,7	+233,7
8 premiers mois	-466,0	+ 3,0	- 65,6	-528,6	0,0	-528,6	+266,8	0,0	+ 56,5	+184,5	+ 9,8	+ 9,4	+ 1,6	+261,8
9 premiers mois	-506,1	+ 2,4	- 71,8	-575,5	0,0	-575,5	+282,0	0,0	+ 47,1	+242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+293,5
10 premiers mois	-503,6	+ 4,4	- 79,5	-578,7	0,0	-578,7	+396,2	0,0	+ 18,0	+158,7	+ 4,6	- 0,4	+ 1,6	+182,5
11 premiers mois	-542,3	+ 7,2	- 86,3	-621,4	0,0	-621,4	+399,1	0,0	+ 38,8	+189,9	- 1,7	- 5,8	+ 1,1	+222,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

³ Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

⁷ Y compris, à partir de mai 1983, l'emprunt spécial de trésorerie de 37 milliards.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3 4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1976	- 131,6	- 1,5	- 133,1	+ 82,3	+ 34,9	+ 117,2	+ 16,3	+ 0,7	- 1,1	+ 15,9
1977	- 161,7	- 5,7	- 167,4	+ 134,7	+ 17,6	+ 152,3	+ 16,4	- 0,8	- 0,5	+ 15,1
1978	- 178,7	- 4,2	- 182,9	+ 143,7	+ 14,4	+ 158,1	0,0	+ 13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	- 204,8	- 7,0	- 211,8	+ 126,1	+ 6,9	+ 133,0	0,0	+ 36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	- 292,0	- 4,7	- 296,7	+ 69,6	+ 110,1	+ 179,7	0,0	+ 24,7	+ 92,3	+ 117,0
1981	- 435,0	- 19,6	- 454,6	+ 26,6	+ 141,5	+ 168,1	0,0	+ 72,4	+ 214,1	+ 286,5
1982 9 premiers mois	- 487,5	- 8,8	- 496,3	+ 24,5	+ 266,4	+ 290,9	0,0	+ 15,0	+ 190,4	+ 205,4
12 mois	- 486,8	- 22,0	- 508,8	+ 65,0	+ 192,5	+ 257,5	0,0	+ 31,5	+ 219,8	+ 251,3
1983 3 premiers mois	- 228,5	- 9,5	- 238,0	+ 108,0	+ 24,1	+ 132,1	0,0	+ 16,2	+ 89,7	+ 105,9
6 premiers mois	- 396,7	- 21,9	- 418,6	+ 178,6	+ 157,7	+ 336,3	0,0	- 19,4	+ 101,7	+ 82,3
9 premiers mois	- 487,0	- 15,6	- 502,6	+ 220,9	+ 156,7	+ 377,6	0,0	+ 15,0	+ 110,0	+ 125,0
11 premiers mois	- 509,4	- 16,9	- 526,3	+ 212,4	+ 165,1	+ 377,5	0,0	+ 27,9	+ 120,9	+ 148,8
12 mois	- 510,0	- 14,4	- 524,4	+ 274,4	+ 108,9	+ 383,3	0,0	+ 7,3	+ 133,8	+ 141,1
1984 1 ^{er} mois	- 54,5	+ 8,3	- 46,2	- 29,7	+ 71,0	+ 41,3	0,0	- 12,5	+ 17,4	+ 4,9
2 premiers mois	- 145,1	+ 0,7	- 144,4	+ 18,3	+ 59,5	+ 77,8	0,0	+ 11,0	+ 55,6	+ 66,6
3 premiers mois	- 222,8	+ 4,1	- 218,7	+ 8,3	+ 110,4	+ 118,7	0,0	+ 10,3	+ 89,7	+ 100,0
4 premiers mois	- 259,4	- 5,5	- 264,9	+ 45,7	+ 82,9	+ 128,6	0,0	+ 14,5	+ 121,8	+ 136,3
5 premiers mois	- 328,5	+ 0,5	- 328,0	+ 37,1	+ 144,5	+ 181,6	0,0	+ 8,6	+ 137,8	+ 146,4
6 premiers mois	- 419,3	+ 0,8	- 418,5	+ 92,8	+ 188,7	+ 281,5	0,0	- 2,6	+ 139,6	+ 137,0
7 premiers mois	- 439,6	- 13,6	- 453,2	+ 87,3	+ 221,4	+ 308,7	0,0	+ 2,2	+ 142,3	+ 144,5
8 premiers mois	- 466,0	- 14,3	- 480,3	+ 79,7	+ 237,0	+ 316,7	0,0	+ 15,5	+ 148,1	+ 163,6
9 premiers mois	- 506,1	- 20,6	- 526,7	+ 79,2	+ 287,9	+ 367,1	0,0	+ 3,1	+ 156,5	+ 159,6
10 premiers mois	- 503,6	- 21,9	- 525,5	+ 172,7	+ 198,4	+ 371,1	0,0	- 15,5	+ 169,9	+ 154,4
11 premiers mois	- 542,3	- 19,4	- 561,7	+ 177,6	+ 222,5	+ 400,1	0,0	+ 5,6	+ 156,0	+ 161,6

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie (colonne (2) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

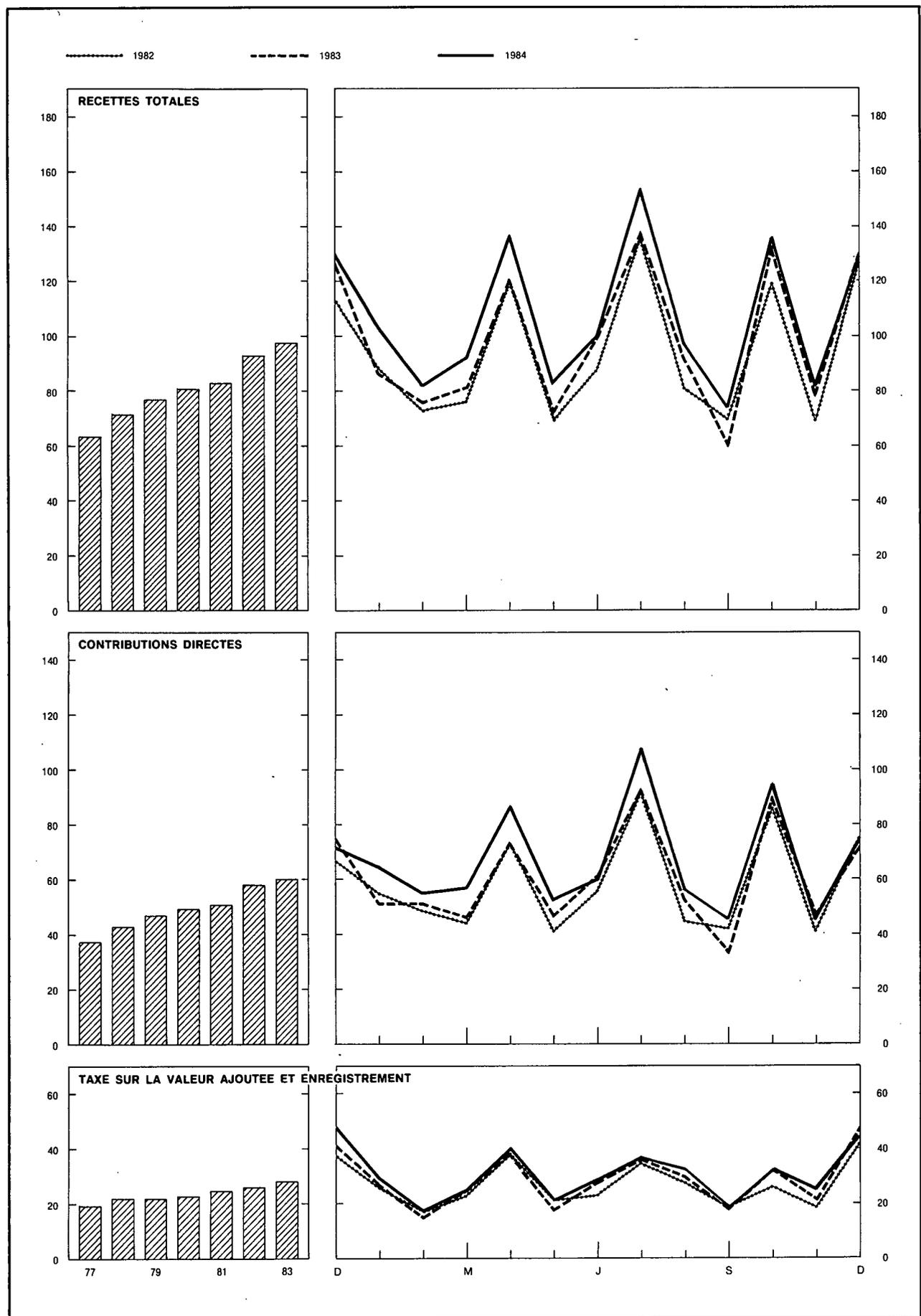
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est cédé à la B.N.B. contre francs belges par le Trésor, cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales (7) = (5) + (6)	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes (11) = (6) + (10)
	Contributions directes ² (1)	dont : versements anticipés (2)	Douanes et accises (3)	T.V.A. et enregistrement (4)	Total (5) = (1) + (3) + (4)			Douanes et accises (8)	T.V.A. et enregistrement (9)	Total (10) = (8) + (9)	
1977	448,2	104,0	72,2	236,6	757,0	7,9	764,9	84,7	236,6	769,5	777,4
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1982 4 ^e trimestre	202,2	63,2	23,6	86,5	312,3	2,9	315,2	28,2	91,2	321,6	324,5
1983 1 ^{er} trimestre	149,4	2,5	24,3	67,5	241,2	2,9	244,1	26,0	72,0	247,4	250,3
2 ^e trimestre	181,9	33,5	25,5	84,6	292,0	2,8	294,8	33,6	89,1	304,6	307,4
3 ^e trimestre	179,2	38,5	25,6	83,9	288,7	2,7	291,4	30,2	88,5	297,9	300,6
4 ^e trimestre	209,5	68,9	26,7	102,5	338,7	3,2	341,9	31,9	107,6	349,0	352,2
1984 1 ^{er} trimestre	177,4	2,5	25,9	72,5	275,8	2,9	278,7	31,2	78,2	286,8	289,7
2 ^e trimestre	199,8	35,8	26,4	91,0	317,2	2,9	320,1	31,9	96,7	328,4	331,3
3 ^e trimestre	208,6	40,0	26,2	87,5	322,3	3,1	325,4	31,3	93,2	333,1	336,2
4 ^e trimestre	215,6	68,5	25,4	101,6	342,6	3,5	346,1	30,9	107,2	353,7	357,2
1983 Décembre	71,8	28,5	9,4	47,9	129,1	1,1	130,2	11,2	49,6	132,6	133,7
1984 Janvier	65,1	1,8	8,2	29,7	103,0	1,0	104,0	9,7	31,6	106,4	107,4
Février	55,4	0,1	8,3	17,5	81,2	1,0	82,2	10,1	19,4	84,9	85,9
Mars	56,9	0,6	9,4	25,3	91,6	0,9	92,5	11,4	27,2	95,5	96,4
Avril	86,8	34,7	8,9	40,4	136,1	0,9	137,0	10,7	42,3	139,8	140,7
Mai	52,9	0,7	8,2	21,4	82,5	1,0	83,5	10,0	23,3	86,2	87,2
Juin	60,1	1,8	9,3	29,2	98,6	1,0	99,6	11,2	31,1	102,4	103,4
Juillet	107,8	37,8	8,2	36,8	152,8	1,2	154,0	9,9	38,7	156,4	157,6
Août	55,3	0,4	9,2	31,9	96,4	1,1	97,5	11,0	33,8	100,1	101,2
Septembre	45,5	1,8	8,8	18,8	73,1	0,8	73,9	10,4	20,7	76,6	77,4
Octobre	95,2	39,7	7,7	32,5	135,4	1,1	136,5	9,5	34,4	139,1	140,2
Novembre	45,7	0,3	9,4	25,0	80,1	1,2	81,3	11,3	26,9	83,9	85,1
Décembre	74,7	28,5	8,3	44,1	127,1	1,2	128,3	10,1	45,9	130,7	131,9

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de

douane et à partir de 1979 une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1984			1983 : Décembre			1984 : Décembre		
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes² :									
Contributions directes	801,4	.		71,8	.		74,7	.	
précompte immobilier	2,5	.		0,2	.		0,8	.	
précompte mobilier	114,2	122,0	+ 2,2	5,7	.		6,1	.	
versements anticipés	146,8	150,0	- 3,2	28,5	.		28,5	.	
impôts de sociétés (rôles)	- 2,6	1,6	- 4,2	0,2	.		- 0,6	.	
impôts de personnes physiques (rôles)	25,1	13,7	+ 11,4	2,9	.		0,2	.	
précompte professionnel	492,4	488,0	+ 4,4	31,6	.		36,7	.	
divers	23,0	.		2,7	.		3,0	.	
II. Douanes et accises	103,9	.		9,4	.		8,3	.	
III. T.V.A. et enregistrement	352,6	.		47,9	.		44,1	.	
B. Recettes en capital³	12,4	.		1,1	.		1,2	.	
Total² ...	1.270,3	.		130,2	.		128,3	.	
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.314,4	.		133,7	.		131,9	.	

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n° 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n° 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome I, n° 5, mai 1974, I^{er} année, tome I, n° 4, avril 1975 et I.V^e année, tome II, n° 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,4	—			1,5	222,8	—	34,9	12,6	0,1	4,0	277,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,4						755,3	—	17,4	16,5		0,0	810,6
Obligations	86,0	0,0	0,0	0,0	0,1	9,0	12,7	—	28,7	0,0	46,5	0,0	183,0
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	598,5	678,6	160,5	0,0	1.440,5
Divers	0,0	15,7	87,5		180,2		0,0	—	1,4	0,3	4,6	0,0	289,7
(Actions et parts)	(720,2)	(8,7)	(29,6)	(.)	(0,3)	(0,0)	(2,6)	(—)	(4,2)	(0,0)	(16,3)	(0,0)	(781,9)
Total ...	107,4	17,5	87,5	0,0	182,8	10,5	990,8	—	680,9	708,0	211,7	4,0	3.001,1
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	4,5	—	0,4	0,8		0,0	5,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	0,0	0,0		0,0	1,2	9,5	—	0,8	14,7	0,0	0,0	26,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	1,6	—	0,0	0,0	0,0	—	1,6
Obligations accessibles à tout placeur	38,5	2,0	0,0	0,3	0,2	0,0	16,3	1,9	20,0	1,5	10,0	0,0	90,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	35,3	36,2	0,0	8,6	26,2	6,9	0,6	114,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0		0,0		11,5	5,6	—	0,8	79,8	0,2	0,0	97,9
Divers	26,0	2,8	15,2	0,8	1,1	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	16,4	67,5
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(38,5)	(24,7)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(66,2)
Total ...	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	53,2	73,7	1,9	30,6	123,0	17,1	17,0	404,1
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,6	0,0	—	5,1	0,0	1,9	89,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,3	173,9
Certificats à un an au plus	—	9,2	—	3,2	0,7	212,8	273,6	152,0	94,6	67,3	0,0	0,0	813,4
Obligations accessibles à tout placeur	499,6	10,2	—	7,7	12,7	14,2	355,2	16,9	196,9	53,8	120,0	0,0	1.287,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	117,5	119,9	0,0	11,3	0,2	1,3	0,0	250,4
Divers	—	15,7	—	0,0	21,3	0,7	6,2	0,0	16,3	6,5	2,3	0,0	69,0
Total ...	511,2	35,3	—	16,0	34,7	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	66,3	2.593,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	48,9	—	—	46,9	0,0	0,0	95,8
Obligations accessibles à tout placeur	79,1	0,1	0,0	0,6	0,6	0,1	47,4	4,5	27,8	10,6	16,2	0,0	187,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	9,7	21,1	0,0	17,2	14,2	2,2	1,4	65,8
Autres emprunts à plus d'un an	—	9,8	—	—	—	—	0,0	—	48,1	354,9	0,0	0,0	412,8
Divers	8,9	1,5	25,8	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,8	0,0	0,0	37,0
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,0)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,0)
Total ...	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	9,8	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	1,4	798,6
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	7,0	—	1,7	—	—	—	8,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3	15,1	0,0	5,8	0,0	3,7	0,0	26,4
Réserves de sécurité sociale	21,9	—	—	—	—	15,6	—	—	—	—	—	—	37,5
Divers	96,9	0,0	14,7	0,0	0,0	0,1	4,3	—	2,6	0,0	5,7	47,6	171,9
Total ...	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	47,6	244,5
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,7	—	—	—	4,6	117,9	—	13,7	22,7	—	0,8	160,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	568,5	—	1,1	0,0	—	0,0	569,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.182,7	—	—	—	—	—	2.182,7
Obligations	24,7	0,0	0,0	0,3	0,0	—	69,8	0,0	3,0	0,1	5,4	0,0	103,3
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	65,5	—	—	—	15,3	—	—	—	—	—	80,8
Divers	—	10,8	20,1	—	2,3	—	22,1	—	38,0	1,3	0,0	0,0	94,6
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,0)	(.)	(.)	(—)	(20,1)	(—)	(0,5)	(—)	(5,7)	(0,0)	(28,6)
Total ...	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	0,8	3.192,5

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	751,8	8,5	1,9	32,8	5,4	—	—	0,0	15,6	2,2	6,8	0,0	825,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,6	9,9	0,0	0,4	0,0	—	0,0	17,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.200,7	—	—	—	0,0	—	—	3.200,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	103,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	103,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	377,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	377,5
Autres dépôts à un an au plus	330,0	0,1	—	0,0	3,4	—	—	—	3,9	0,1	0,0	0,0	337,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	323,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	323,1
Dépôts à plus d'un an	22,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	0,7	—	0,0	0,0	23,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	242,7	—	—	0,2	—	—	0,3	—	1,2	0,0	1,0	0,0	245,4
Divers	0,3	—	0,4	0,0	0,0	—	0,0	0,0	26,3	3,0	0,0	392,3	422,3
(Actions et parts)	(44,4)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(4,7)	(0,0)	(1,0)	(.)	(1,1)	(.)	(51,4)
Total	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	392,3	5.876,6
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	149,6	—	0,0	0,0	—	—	149,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	10,4	—	7,6	0,3	—	—	28,0
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total	—	—	2,8	0,0	—	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	0,9	181,3
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	59,1	0,2	0,0	0,4	6,2	0,2	0,1	—	0,0	2,3	9,2	0,1	77,8
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	10,7	—	0,0	0,0	1,8	0,0	12,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	599,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	599,6
Autres dépôts à un an au plus	59,0	2,4	0,3	1,4	10,1	2,1	0,0	—	0,2	1,5	6,3	0,0	83,3
Dépôts à plus d'un an	79,7	0,0	—	—	0,0	0,4	—	—	—	—	—	—	80,1
Bons de caisse à un an au plus	27,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	27,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	350,6	0,0	—	0,0	0,0	—	4,2	—	1,0	0,5	0,4	0,0	356,7
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	38,5	0,0	0,7	21,1	0,0	34,2	27,3	0,0	3,2	0,3	0,0	34,2	159,5
(Actions et parts)	(4,6)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,2)	(.)	(0,8)	(.)	(7,6)
Total	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	36,9	42,4	0,0	4,4	4,6	17,7	34,3	1.398,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	11,8	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,0	0,3	0,0	12,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,8	0,5	0,0	1,9	0,9	—	0,0	4,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,3	2,1	—	0,0	13,2	0,0	0,0	15,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	124,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	124,3
Autres dépôts à un an au plus	32,1	8,8	—	21,6	7,3	3,7	0,6	—	0,6	0,1	2,5	0,0	77,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,9	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	47,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	18,5	—	1,5	0,0	0,0	0,0	20,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	562,1	0,7	0,0	0,5	5,3	3,5	78,5	1,8	62,7	15,0	29,1	0,0	759,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	106,0	25,8	—	62,0	2,1	18,1	15,5	230,1
Divers	2,4	0,2	66,2	0,0	0,0	7,6	20,6	—	1,5	4,6	0,0	97,6	200,7
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	113,1	1.491,1
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	61,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	61,6
Réserves mathématiques	472,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	472,1
Divers	7,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	1,3	8,5
(Actions et parts)	(3,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,2)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,3)
Total	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	542,2
Secteurs indéterminés et ajustements	—	20,5	0,0	0,0	5,8	—	224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	—	355,6
Total des créances	5.280,3	122,0	301,1	96,3	266,2	3.818,7	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	679,0	20.079,5

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,9	—			0,7	218,5	—	35,4	10,9	0,1	1,8	269,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,5						770,8	—	18,5	20,8		0,0	828,6
Obligations	85,5	0,0	0,0	0,0	0,1	7,5	11,6	—	29,2	0,0	54,9	0,0	188,8
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	588,3	722,7	170,2	0,0	1.484,1
Divers	0,0	10,0	86,0		201,3		0,0	—	2,0	0,4	4,5	0,0	304,2
(Actions et parts)	(846,1)	(9,4)	(35,5)	(.)	(0,2)	(0,0)	(3,1)	(—)	(4,5)	(0,1)	(14,1)	(0,0)	(913,0)
Total ...	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	1,8	3.075,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	6,9	—	0,2	0,6		0,0	7,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4	9,0	—	0,0	9,3	0,0	0,0	25,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	2,3
Obligations accessibles à tout placeur	38,8	1,9	0,0	0,3	0,2	0,0	17,7	1,6	20,4	2,3	11,1	0,0	94,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	59,2	39,9	0,0	15,2	29,5	8,2	3,2	155,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0		14,0	5,8	—	0,8	87,3	0,5	0,0	108,5
Divers	27,0	1,2	17,7	1,0	1,7	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	12,9	66,7
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(42,0)	(26,6)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(71,6)
Total ...	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	16,1	460,1
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,7	0,0	—	1,0	0,0	3,2	86,8	0,0	0,0	0,0	0,0	47,0	149,7
Certificats à un an au plus	—	5,0	—	0,5	0,5	293,6	374,0	192,4	146,2	140,2	0,0	0,0	1.152,4
Obligations accessibles à tout placeur	546,9	11,2	—	9,2	15,5	3,9	415,1	11,2	227,4	61,6	138,7	0,0	1.440,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	236,1	147,8	0,0	16,4	3,1	1,2	0,0	404,8
Divers	—	19,0	—	0,0	33,1	0,6	3,9	0,0	17,3	7,9	2,5	0,0	84,3
Total ...	558,6	35,4	—	10,7	49,1	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	47,0	3.231,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	67,4	—	0,0	35,2	0,0	0,0	102,6
Obligations accessibles à tout placeur	37,5	0,1	0,0	0,5	0,6	0,1	20,9	1,9	13,4	5,3	9,1	0,0	89,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	22,9	48,7	0,0	17,7	8,3	2,0	2,4	102,0
Autres emprunts à plus d'un an	—	10,2	—	—	—	—	0,0	—	48,6	398,6	0,0	0,0	457,4
Divers	10,4	1,7	24,5	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,7	0,0	0,0	37,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	2,4	788,8
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,6	—	0,0	—	—	—	4,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,7	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	13,7	0,0	17,4	5,0	4,4	0,0	42,7
Réserves de sécurité sociale	21,0	—	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	38,2
Divers	116,2	0,0	14,1	0,0	0,0	0,2	4,5	—	3,6	0,0	1,6	51,6	191,8
Total ...	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	51,6	277,3
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	—	—	—	2,6	117,5	—	15,4	26,3	—	2,3	164,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	687,6	—	0,5	0,0	—	0,0	688,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.430,2	—	—	—	—	—	2.430,2
Obligations	34,1	0,0	0,0	0,6	0,0	—	75,0	0,0	12,8	0,2	8,0	0,0	130,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	77,7	—	—	—	14,6	—	—	—	—	—	92,3
Divers	—	11,0	22,5	—	2,6	—	20,9	—	36,5	2,4	0,0	0,0	95,9
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,7)	(.)	(.)	(—)	(25,1)	(—)	(0,3)	(—)	(7,3)	(0,0)	(35,7)
Total ...	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	2,3	3.604,1

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	777,4	9,6	2,0	35,5	4,7	—	0,0	17,7	4,2	6,2	0,0	857,3	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,8	12,0	0,0	0,0	—	0,0	19,9	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.694,6	—	—	0,0	—	—	3.694,6	
Autres dépôts en devises à un an au plus	125,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	125,9	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	384,6	
Autres dépôts à un an au plus	378,7	0,1	—	0,0	2,7	—	—	4,2	2,1	0,0	0,0	387,8	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	409,1	0,0	0,0	0,0	0,0	409,1	
Dépôts à plus d'un an	23,9	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,5	—	0,0	25,8	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	297,8	—	—	0,2	—	—	0,4	—	0,9	0,0	1,3	300,6	
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	24,7	12,5	0,0	473,1	
(Actions et parts)	(46,5)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(6,1)	(0,0)	(1,2)	(.)	(1,1)	(55,1)	
Total	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	435,0	6.678,7
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	181,0	—	0,0	0,0	—	181,0	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	6,1	10,0	—	6,0	6,8	—	28,9	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	4,1	
Total	—	—	2,8	0,0	—	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	1,3	214,0
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	61,2	0,1	0,0	0,4	8,0	0,3	0,0	—	0,0	1,7	14,2	0,9	86,8
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,1	—	—	—	—	—	9,1	—	0,0	0,1	0,0	0,0	9,3
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	1,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	604,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	604,8
Autres dépôts à un an au plus	66,9	3,2	0,3	1,3	10,7	1,7	0,0	—	0,3	0,9	10,3	0,0	95,6
Dépôts à plus d'un an	86,9	0,0	—	—	0,0	0,6	—	—	—	—	—	—	87,5
Bons de caisse à un an au plus	26,6	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	429,5	0,0	—	0,0	0,0	—	2,9	—	1,2	0,0	0,7	0,0	434,3
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	43,8	0,1	0,7	21,1	0,0	26,8	39,3	0,0	2,8	0,1	0,0	41,5	176,2
(Actions et parts)	(5,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,3)	(.)	(0,8)	(.)	(8,1)
Total	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	42,4	1.523,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	13,0	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,1	0,5	0,0	14,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	1,3	1,4	—	0,0	3,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,6	0,6	—	0,0	14,5	0,0	0,0	15,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	132,4	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	132,4
Autres dépôts à un an au plus	37,7	10,3	—	19,5	6,5	3,6	0,5	—	0,6	0,0	4,0	0,0	82,7
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	46,7
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	653,8	0,7	0,0	0,4	5,1	3,5	82,6	1,8	77,5	21,6	37,2	0,0	884,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	128,0	31,1	—	71,9	1,7	17,3	16,6	267,2
Divers	2,0	0,3	78,6	0,0	0,0	6,5	30,6	—	0,8	2,5	0,0	115,7	237,0
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	132,3	1.699,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	66,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,7
Réserves mathématiques	516,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	516,9
Divers	6,7	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,9	0,0	—	1,9	9,7
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,5)
Total	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	1,9	593,3
Secteurs indéterminés et ajustements	—	19,4	0,0	0,0	9,4	—	298,5	4,9	45,1	60,8	26,1	—	464,2
Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	4.553,9	6.743,3	213,8	1.540,7	1.709,8	534,8	734,1	22.610,9

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes	
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹			
Secteurs nationaux non financiers														
<i>Entreprises privées et particuliers</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses		+ 0,5	—			- 0,8	- 4,3	—	+ 0,5	- 1,7	0,0	- 2,2	- 8,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 2,9						- 12,9	—	+ 1,1	+ 4,3		0,0	- 10,4	
Obligations	- 0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,5	- 1,1	—	+ 0,5	0,0	+ 8,4	0,0	+ 5,8	
Autres emprunts à plus d'un an		0,0		0,0	0,0		0,0	—	- 10,2	+ 44,1	+ 9,7	0,0	+ 43,6	
Divers	0,0	- 5,7	- 1,5		+ 21,1	+ 78,5	0,0	—	+ 0,6	+ 0,1	- 0,1	0,0	+ 93,0	
(Actions et parts)	(+ 103,0)	(+ 0,7)	(+ 5,9)	(.)	(- 0,1)	(+ 0,3)	(+ 0,5)	(-)	(+ 0,3)	(+ 0,1)	(- 2,2)	(0,0)	(+ 108,5)	
Total ...	- 3,4	- 5,2	- 1,5	0,0	+ 21,1	+ 76,2	- 18,3	—	- 7,5	+ 46,8	+ 18,0	- 2,2	+ 124,0	
<i>Organismes publics d'exploitation</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	+ 2,4	—	- 0,2	- 0,2		0,0	+ 2,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,2	- 0,5	—	- 0,8	- 5,4	0,0	0,0	- 1,6	
Certificats à un an au plus		0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 0,7	—	0,0	0,0	0,0		+ 0,7	
Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,3	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,4	- 0,3	+ 0,4	+ 0,8	+ 1,1	0,0	+ 3,6	
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	+ 0,1	+ 23,9	+ 3,7	0,0	+ 6,6	+ 3,3	+ 1,3	+ 2,6	+ 41,5	
Autres emprunts à plus d'un an	+ 0,1	0,0		0,0		+ 2,5	+ 0,2	—	0,0	+ 7,5	+ 0,3	0,0	+ 10,6	
Divers	+ 1,0	- 1,6	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,6	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 3,5	- 0,8	
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(+ 3,5)	(+ 1,9)	(0,0)	(.)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 5,4)	
Total ...	+ 1,3	- 1,7	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 31,6	+ 7,9	- 0,3	+ 6,0	+ 6,0	+ 2,7	- 0,9	+ 56,0	
<i>Etat (Trésor)</i>														
Fonds de tiers	+ 0,1	0,0	—	- 4,1	0,0	+ 1,3	- 2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	- 19,3	- 24,2	
Certificats à un an au plus		- 4,2	—	- 2,7	- 0,2	+ 73,4	+ 100,4	+ 40,4	+ 51,6	+ 72,9	0,0	0,0	+ 331,6	
Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,8	+ 1,0	—	+ 1,5	+ 2,8	- 10,3	+ 35,0	- 7,4	+ 16,9	- 1,8	+ 12,5	0,0	+ 58,0	
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	—	0,0	0,0	+ 96,3	+ 16,1	0,0	+ 5,1	+ 2,9	- 0,1	0,0	+ 120,3	
Divers		+ 3,3	—	0,0	+ 11,8	- 0,1	- 2,3	0,0	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,2	0,0	+ 15,3	
Total ...	+ 7,9	+ 0,1	—	- 5,3	+ 14,4	+ 160,6	+ 147,0	+ 33,0	+ 74,6	+ 75,4	+ 12,6	- 19,3	+ 501,0	
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 18,5	—	0,0	- 11,7	0,0	0,0	+ 6,8	
Obligations accessibles à tout placeur	- 2,1	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 1,6	- 0,9	- 0,8	+ 4,3	- 0,9	0,0	- 2,1	
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	0,0	+ 13,2	+ 27,6	0,0	+ 0,5	- 5,9	- 0,2	+ 1,0	+ 36,2	
Autres emprunts à plus d'un an		+ 0,4	—	—	—		0,0	—	+ 0,5	+ 43,7	0,0	0,0	+ 44,6	
Divers	+ 1,5	+ 0,2	- 1,3	—	0,0		0,0	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,3	
(Actions et parts)	(-)	(-)	(+ 0,2)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(+ 0,2)	
Total ...	- 0,6	+ 0,6	- 1,3	- 0,1	0,0	+ 13,2	+ 44,4	- 0,9	+ 0,2	+ 30,3	- 1,1	+ 1,0	+ 85,7	
<i>Sécurité sociale</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 2,4	—	- 1,7	—	—	—	- 4,1	
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,4	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	0,0	+ 11,6	+ 5,0	+ 0,7	0,0	+ 16,3	
Réserves de sécurité sociale	- 0,9	—	—	—	—	+ 1,6 ²	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	
Divers	+ 19,3	0,0	- 0,6	0,0	0,0	+ 0,1	+ 0,2	—	+ 1,0	0,0	- 4,1	+ 4,0	+ 19,9	
Total ...	+ 18,8	0,0	- 0,6	0,0	+ 0,1	+ 1,6	- 3,6	0,0	+ 10,9	+ 5,0	- 3,4	+ 4,0	+ 32,8	
<i>Etranger</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	+ 1,4	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 1,4	
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,4	—	—	—	- 2,0	- 0,4	—	+ 1,7	+ 3,6		+ 1,5	+ 4,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances			0,0				+ 124,2	—	- 0,6	0,0		0,0	+ 123,6	
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³							+ 246,4	—	—	—		—	+ 246,4	
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 24,6	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 24,6	
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 52,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 52,0	
Obligations	+ 63,6 ⁴	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	—	+ 5,2	0,0	+ 9,8	+ 0,1	+ 2,6 ⁴	0,0	+ 81,6	
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 4,7	—	—	—	- 0,7	—	—	—	—	+ 7,5	+ 11,5	
Divers	+ 3,2	+ 0,2	+ 2,4	—	+ 0,3	—	- 1,2	—	- 1,5	+ 1,1	0,0	+ 68,7	+ 73,2	
(Actions et parts)	(- 10,2) ⁴	(0,0)	(+ 0,7)	(.)	(.)	(-)	(+ 5,0)	(-)	(- 0,2)	(-)	(+ 1,6) ⁴	(0,0)	(- 3,1)	
Total ...	+ 143,4	- 0,2	+ 7,1	+ 0,3	+ 0,3	- 2,0	+ 374,9	0,0	+ 9,4	+ 4,8	+ 2,6	+ 77,7	+ 618,3	

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 25,6	+ 1,1	+ 0,1	+ 2,7	- 0,7	-	-	0,0	+ 2,1	+ 2,0	- 0,6	0,0	+ 32,3
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 0,2	+ 2,1	0,0	- 0,3	0,0	-	0,0	+ 2,0
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 463,7	-	-	-	0,0	-	-	+ 463,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 6,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 16,0	+ 22,1
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 7,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 7,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 48,7	0,0	-	0,0	- 0,7	-	-	-	+ 0,3	+ 2,0	0,0	0,0	+ 50,3
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 86,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 86,0
Dépôts à plus d'un an	+ 1,6	-	-	0,0	0,0	-	0,0	-	+ 0,8	-	0,0	0,0	+ 2,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 55,1	-	-	0,0	-	-	+ 0,1	-	- 0,3	0,0	+ 0,3	0,0	+ 55,2
Divers	+ 0,1	-	+ 0,1	0,0	0,0	-	0,0	0,0	- 1,6	+ 9,5	0,0	+ 69,8	+ 77,9
(Actions et parts)	(+ 2,1)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(+ 1,4)	(0,0)	(+ 0,2)	(.)	(0,0)	(.)	(+ 3,7)
Total ...	+ 144,3	+ 1,1	+ 0,2	+ 2,7	- 1,4	+ 463,9	+ 88,2	0,0	+ 1,0	+ 13,5	- 0,3	+ 85,8	+ 799,0
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 31,4	-	0,0	0,0	-	-	+ 31,4
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	- 4,3	+ 2,4	-	- 3,7	+ 6,5	-	-	+ 0,9
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	+ 0,4	+ 0,4
Total ...	-	-	0,0	0,0	-	- 4,3	+ 33,8	-	- 3,7	+ 6,5	-	+ 0,4	+ 32,7
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 2,1	- 0,1	0,0	0,0	+ 1,8	+ 0,1	- 0,1	-	0,0	- 0,6	+ 5,0	+ 0,8	+ 9,0
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 0,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,1	-	-	-	-	-	- 1,6	-	0,0	+ 0,1	- 1,8	0,0	- 3,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 1,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	+ 1,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 5,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 5,2
Autres dépôts à un an au plus	+ 7,9	+ 0,8	0,0	- 0,1	+ 0,6	- 0,4	0,0	-	+ 0,1	- 0,6	+ 4,0	0,0	+ 12,3
Dépôts à plus d'un an	+ 7,2	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,2	-	-	-	-	-	-	+ 7,4
Bons de caisse à un an au plus	- 0,7	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 78,9	0,0	-	0,0	0,0	-	- 1,3	-	+ 0,2	- 0,5	+ 0,3	0,0	+ 77,6
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers	+ 5,3	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	- 7,4	+ 12,0	0,0	- 0,4	- 0,2	0,0	+ 7,3	+ 16,7
(Actions et parts)	(+ 0,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(+ 0,1)	(.)	(0,0)	(.)	(+ 0,5)
Total ...	+ 107,5	+ 0,8	0,0	- 0,1	+ 2,4	- 7,5	+ 9,1	0,0	- 0,1	- 1,8	+ 7,5	+ 8,1	+ 125,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 1,2	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	+ 0,1	+ 0,2	0,0	+ 1,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	-	- 0,6	- 0,5	0,0	- 0,6	+ 0,5	-	0,0	- 1,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,3	- 1,5	-	0,0	+ 1,3	0,0	0,0	+ 0,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 8,1	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 8,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 5,6	+ 1,5	-	- 2,1	- 0,8	- 0,1	- 0,1	-	0,0	- 0,1	+ 1,5	0,0	+ 5,4
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	- 0,2	+ 0,2	0,0	0,0	- 0,4
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,9	-	+ 1,5	0,0	0,0	0,0	- 3,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 91,7	0,0	0,0	- 0,1	- 0,2	0,0	+ 4,1	0,0	+ 14,8	+ 6,6	+ 8,1	0,0	+ 125,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 22,0	+ 5,3	-	+ 9,9	- 0,4	- 0,8	+ 1,1	+ 37,1
Divers	- 0,4	+ 0,1	+ 12,4	0,0	0,0	- 1,1	+ 10,0	-	- 0,7	- 2,1	0,0	+ 18,1	+ 36,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+ 105,8	+ 1,6	+ 12,4	- 2,2	- 1,0	+ 20,5	+ 15,4	0,0	+ 21,7	+ 6,1	+ 9,0	+ 19,2	+ 208,5
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 5,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 5,1
Réserves mathématiques	+ 44,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 44,8
Divers	- 0,4	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 0,9	0,0	0,0	+ 0,6	+ 1,2
(Actions et parts)	(+ 0,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(+ 0,1)	(-)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)
Total ...	+ 49,5	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	0,0	+ 0,6	+ 51,1
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
		- 1,1	0,0	0,0	+ 3,6	+ 7,5	+ 107,3	+ 0,1	+ 7,9	+ 22,6	+ 1,4	-	+ 149,3
Total des créances	+ 574,5	- 4,0	+ 18,9	- 4,5	+ 40,2	+ 761,3	+ 806,1	+ 31,9	+ 121,3	+ 215,2	+ 49,0	+ 174,4	+ 2.784,3

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	107,4	17,5	87,5	0,0	182,8	395,2	10,5	990,8	—	680,9	708,0	211,7	2.591,4	4,0	3.001,1
2. Organismes publics d'exploitation	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	87,6	53,2	73,7	1,9	30,6	123,0	17,1	246,3	17,0	404,1
3. Etat (Trésor)	511,2	35,3	—	16,0	34,7	597,2	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	1.583,3	66,3	2.593,9
4. Secteur public non compris ailleurs	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	126,4	9,8	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	661,0	1,4	798,6
5. Sécurité sociale	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	135,0	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	45,9	47,6	244,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	891,7	69,1	143,2	17,8	219,6	1.341,4	436,6	2.052,4	175,3	1.133,8	1.386,2	380,2	5.127,9	136,3	7.042,2
7. Etranger	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	124,4	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	3.062,7	0,8	3.192,5
8. Organismes principalement monétaires	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	1.881,1	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	394,9	392,3	5.876,6
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	167,2	0,9	181,3
10. Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	1.257,7	36,9	42,4	0,0	4,4	4,6	17,7	69,1	34,3	1.398,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	891,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	364,8	113,1	1.491,1
12. Autres institutions ¹	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	540,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	542,2
13. Total des intermédiaires financiers	4.363,9	20,9	72,3	78,2	38,5	4.573,8	3.377,5	680,0	1,8	192,6	46,1	75,5	996,0	541,9	9.489,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	20,5	0,0	0,0	5,8	26,3	.	224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	329,3	—	355,6
15. Total des créances	5.280,3	122,0	301,1	96,3	266,2	6.065,9	3.818,7	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	9.515,9	679,0	20.079,5
Solde des créances et des dettes ...	2.279,2	- 282,1	- 2.292,8	- 702,3	21,7	- 976,3	626,2	57,6	0,6	21,4	3,5	- 56,4	26,7	323,4	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	406,2	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	2.658,8	1,8	3.075,0
2. Organismes publics d'exploitation	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	90,6	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	268,6	16,1	460,1
3. Etat (Trésor)	558,6	35,4	—	10,7	49,1	653,8	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	1.993,7	47,0	3.231,9
4. Secteur public non compris ailleurs	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	85,5	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	677,9	2,4	788,8
5. Sécurité sociale	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	153,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	54,8	51,6	277,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	915,7	62,9	142,3	12,6	255,9	1.389,4	671,0	2.270,0	207,1	1.218,0	1.549,7	409,0	5.653,8	118,9	7.833,1
7. Etranger	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	148,8	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	3.450,4	2,3	3.604,1
8. Organismes principalement monétaires	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	2.044,0	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	497,3	435,0	6.678,7
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	203,8	1,3	214,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	1.368,3	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	83,8	42,4	1.523,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	1.007,9	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	417,0	132,3	1.699,6
12. Autres institutions ¹	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	590,5	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,9	1,9	593,3
13. Total des intermédiaires financiers	4.787,0	24,4	85,0	78,6	38,5	5.013,5	3.880,3	826,5	1,8	212,4	70,4	91,7	1.202,8	612,9	10.709,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	—	19,4	0,0	0,0	9,4	28,8	—	298,5	4,9	45,1	60,8	26,1	435,4	—	464,2
15. Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	6.580,5	4.553,9	6.743,3	213,8	1.540,7	1.709,8	534,8	10.742,4	734,1	22.610,9
Solde des créances et des dettes ..	2.661,8	- 342,1	- 2.904,4	- 697,0	29,1	- 1.252,6	949,8	64,6	- 0,2	16,8	10,2	- 58,5	32,9	269,9	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	- 3,4	- 5,2	- 1,5	0,0	+ 21,1	+ 11,0	+ 76,2	- 18,3	—	- 7,5	+ 46,8	+ 18,0	+ 39,0	- 2,2	+ 124,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 1,3	- 1,7	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 3,0	+ 31,6	+ 7,9	- 0,3	+ 6,0	+ 6,0	+ 2,7	+ 22,3	- 0,9	+ 56,0
3. Etat (Trésor)	+ 7,9	+ 0,1	—	- 5,3	+ 14,4	+ 17,1	+ 160,6	+ 147,0	+ 33,0	+ 74,6	+ 75,4	+ 12,6	+ 342,6	- 19,3	+ 501,0
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,6	+ 0,6	- 1,3	- 0,1	0,0	- 1,4	+ 13,2	+ 44,4	- 0,9	+ 0,2	+ 30,3	- 1,1	+ 72,9	+ 1,0	+ 85,7
5. Sécurité sociale	+ 18,8	0,0	- 0,6	0,0	+ 0,1	+ 18,3	+ 1,6	- 3,6	0,0	+ 10,9	+ 5,0	- 3,4	+ 8,9	+ 4,0	+ 32,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 24,0	- 6,2	- 0,9	- 5,2	+ 36,3	+ 48,0	+ 283,2	+ 177,4	+ 31,8	+ 84,2	+ 163,5	+ 28,8	+ 485,7	- 17,4	+ 799,5
7. Etranger	+ 143,4	- 0,2	+ 7,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 150,9	- 2,0	+ 374,9	0,0	+ 9,4	+ 4,8	+ 2,6	+ 391,7	+ 77,7	+ 618,3
8. Organismes principalement monétaires	+ 144,3	+ 1,1	+ 0,2	+ 2,7	- 1,4	+ 146,9	+ 463,9	+ 88,2	0,0	+ 1,0	+ 13,5	- 0,3	+ 102,4	+ 85,8	+ 799,0
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	- 4,3	+ 33,8	—	- 3,7	+ 6,5	—	+ 36,6	+ 0,4	+ 32,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 107,5	+ 0,8	0,0	- 0,1	+ 2,4	+ 110,6	- 7,5	+ 9,1	0,0	- 0,1	- 1,8	+ 7,5	+ 14,7	+ 8,1	+ 125,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 105,8	+ 1,6	+ 12,4	- 2,2	- 1,0	+ 116,6	+ 20,5	+ 15,4	0,0	+ 21,7	+ 6,1	+ 9,0	+ 52,2	+ 19,2	+ 208,5
12. Autres institutions ¹	+ 49,5	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	+ 49,6	0,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	0,0	+ 0,9	+ 0,6	+ 51,1
13. Total des intermédiaires financiers	+ 407,1	+ 3,5	+ 12,7	+ 0,4	0,0	+ 423,7	+ 472,6	+ 146,5	0,0	+ 19,8	+ 24,3	+ 16,2	+ 206,8	+ 114,1	+ 1.217,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	- 1,1	0,0	0,0	+ 3,6	+ 2,5	+ 7,5	+ 107,3	+ 0,1	+ 7,9	+ 22,6	+ 1,4	+ 139,3	—	+ 149,3
15. Total des créances	+ 574,5	- 4,0	+ 18,9	- 4,5	+ 40,2	+ 625,1	+ 761,3	+ 806,1	+ 31,9	+ 121,3	+ 215,2	+ 49,0	+ 1.223,5	+ 174,4	+ 2.784,3
Solde des créances et des dettes ..	+ 450,5	- 60,0	- 482,1	- 90,2	+ 7,4	- 174,4	+ 143,0	+ 7,1	- 0,8	- 4,6	+ 6,7	- 2,1	+ 6,3	+ 25,1	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, novembre 1973, XLIX^e année, tome II, juillet-août 1974, L^e année, tome II, décembre 1975, LII^e an-

née, tome I, janvier 1977, LII^e année, tome II, décembre 1977, LIII^e année, tome II, octobre 1978, LIV^e année, tome II, septembre 1979, LV^e année, tome I, juin 1980, LVI^e année, tome I, mai-juin 1981, LVII^e année, tome II, juillet-août 1982, LIX^e année, tome I, février 1984. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total ^{(5) = (1) à (4) = (6) à (15)}	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1975	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	2,9	6,3	57,1	- 47,4
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9
1977 (anc. série)	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9
1977 (nouv. sér.) ¹² ..	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982 Juin	880,6	751,7	295,8	125,8	2.053,9	- 340,8	995,7	136,3	1.049,0	1.050,3	50,9	174,3	5,6	170,2	- 187,3
Septembre	851,8	783,2	310,2	126,2	2.071,4	- 354,4	1.031,5	142,4	1.025,7	1.031,9	50,5	164,5	7,7	188,5	- 185,0
Décembre	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983 Mars	842,0	787,1	350,5	121,6	2.101,2	- 422,7	1.147,2	137,5	1.034,3	1.041,2	49,6	197,3	5,4	154,1	- 201,5
Juin	914,7	787,7	373,9	121,8	2.198,1	- 398,7	1.227,9	142,9	1.031,9	1.037,3	51,7	161,7	4,4	181,2	- 204,9
Septembre	894,7	823,9	383,4	124,9	2.226,9	- 455,6	1.284,9	127,6	1.039,3	1.053,0	50,5	196,1	8,1	191,8	- 215,8
Décembre	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,8	1.303,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 201,1
1984 Mars	891,2	899,5	398,6	148,2	2.337,5	- 532,5	* 1.351,0	* 150,7	1.056,5	1.062,1	* 57,5	198,7	17,1	* 226,9	* - 188,4
Juin	963,0	888,7	405,0	145,7	2.402,4	- 559,6	* 1.447,0	* 164,0	1.089,3	1.094,1	* 56,0	185,9	21,4	* 203,6	* - 205,2
Septembre	911,5	929,0	412,6	147,3	2.400,4	- 580,3	1.464,1	* 174,1	1.085,4	1.090,9	* 55,2	191,5	23,2	* 205,5	* - 218,3

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,8	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0
— Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,8	32,7	31,0	29,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1
— Autres	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,7	2,3	1,8	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8
3. Ecus	—	—	61,1	110,7	33,6	43,8	73,0	103,7	134,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4
4. Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,2	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	20,0	25,8	22,1	6,9	31,1	21,0	31,6	31,7	25,5	20,6	29,6	42,1	36,1	11,6	10,7
9. Autres : a) en monnaies étrangères	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	100,7	49,4	65,4	67,2	45,6	47,5	67,8	79,9	60,2	40,0
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	258,1	254,4	265,7	339,4	286,3	275,2	262,9	307,6	332,9	313,4	321,3	315,8	285,6	309,0	323,8
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	5,0	4,4	4,5	4,8	4,9	4,6	4,9	4,9	4,4	4,4
c) sur les banques de dépôts	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,5	0,1	0,0	2,2
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	3,8	4,2	4,9	5,5	6,3	8,0	8,0	9,5	9,7	9,7	9,7	10,9	10,9	10,8	10,8
— autres	37,9	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	0,9	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	7,6	12,1	12,0	5,7	13,2	4,4	10,5	7,6	4,1	2,0	7,3	9,5	5,3	0,8	—
b) effets commerciaux	32,1	41,2	46,4	34,4	41,2	16,3	42,3	39,8	19,0	7,5	46,2	45,5	40,2	6,8	—
c) avances	0,4	0,1	0,3	0,5	0,1	0,3	0,4	0,5	0,0	0,0	0,4	0,5	0,2	0,0	0,1
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	164,5	181,1	197,3	161,7	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6
b) autres	7,4	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	15,2	35,5	93,1	83,5	63,1	60,5	76,5	61,0	67,0	68,8	63,0	78,1	86,7	86,2	80,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	611,0	663,0	705,2	675,8	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	0,0	18,1	79,0	0,0	6,3	48,2	80,5	12,0	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	3,7	5,9	6,0	7,0	9,3	8,3	6,5	6,8	10,1	7,1	6,6	6,7	6,3	6,7	6,2
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	27,2	32,7	33,5	7,1	12,2	8,5	24,8	86,0	10,3	13,6	55,1	87,5	18,6	7,1	6,5
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	8,0	10,2	12,8	11,9	12,1	10,7	12,7	10,9	11,6	11,6	12,6	11,4	12,9	11,8	* 12,4
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,0	* 0,4
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	327,4	349,7	359,0	364,2	370,1	367,1	369,5	358,4	385,8	380,5	383,3	372,4	395,0	379,4	* 385,8
— monnaie scripturale ⁵	0,5	0,8	0,7	0,4	0,9	1,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	43,3	64,6	172,0	253,2	246,0	222,8	254,6	248,8	267,0	277,6	278,8	269,9	268,5	286,7	* 292,2
TOTAL DU PASSIF ...	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	611,0	663,0	705,2	675,8	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-84	29-2-84	31-3-84	30-4-84	31-5-84	30-6-84	31-7-84	31-8-84	30-9-84	31-10-84	30-11-84	31-12-84	31-1-85
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	23,7	23,4	23,4	23,4	23,2	24,0	24,0	23,9	23,9	23,7	24,2	25,0	25,0
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,1	19,1	19,1	18,2	18,8	18,8	17,9	19,3	19,3	19,3	21,6	22,1	22,1
— Autres	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	0,7	0,8	0,8
3. Ecus	132,4	130,1	101,5	81,4	67,6	65,1	69,0	76,6	131,8	145,0	163,6	165,4	184,1
4. Accords internationaux	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1	1,1	1,7	1,7	1,7	1,6	1,3
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	37,9	39,3	42,1	30,6	33,0	36,1	33,7	27,9	11,6	17,2	11,0	10,7	19,6
9. Autres : a) en monnaies étrangères	50,3	62,5	67,8	78,0	77,9	79,9	77,4	76,8	60,2	60,5	40,4	40,0	30,4
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	325,3	336,3	315,8	293,5	282,3	285,6	283,6	286,1	309,0	328,0	321,4	323,8	341,5
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	1,1	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,5	4,5	4,9	4,7	5,3	4,9	4,6	4,5	4,4	4,1	4,1	4,4	4,2
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,1	2,0	1,7	0,0	3,0	0,0	2,2	4,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	10,8	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,8	10,8	10,8	10,8	12,2
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	5,7	8,7	9,5	7,6	2,6	5,3	4,0	2,1	0,8	0,3	—	—	—
b) effets commerciaux	39,1	48,3	45,5	33,0	38,4	40,2	32,7	15,8	6,8	2,2	—	—	0,3
c) avances	0,4	0,5	0,5	0,1	0,2	0,2	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	175,9	199,4	198,7	202,9	197,1	185,9	190,6	203,9	191,5	172,9	194,0	200,6	147,2
b) autres	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	66,2	77,3	78,1	80,1	84,6	86,7	90,0	90,2	86,2	93,1	77,0	80,1	65,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	710,2	762,7	742,1	709,4	698,0	696,3	696,3	692,1	686,0	690,9	683,8	698,4	652,3

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-84	29-2-84	31-3-84	30-4-84	31-5-84	30-6-84	31-7-84	31-8-84	30-9-84	31-10-84	30-11-84	31-12-84	31-1-85
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	50,5	99,2	80,5	40,7	15,5	12,0	2,3	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	6,2	6,5	6,7	7,1	7,5	6,3	7,8	7,0	6,7	5,5	6,6	6,2	6,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	57,0	106,0	87,5	48,1	23,3	18,6	10,4	7,3	7,1	5,8	6,9	6,5	6,7
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	12,6	11,6	11,4	14,2	12,6	12,9	12,2	11,1	11,8	12,4	11,5	* 12,4	* 12,4
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,4	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	369,1	368,3	372,4	374,7	388,9	395,0	382,2	379,3	379,4	379,1	376,1	* 385,8	* 363,5
— monnaie scripturale ⁵	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,7	0,6	0,7	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	270,5	275,7	269,9	271,5	272,1	268,5	290,5	293,5	286,7	292,6	288,4	* 292,2	* 268,7
TOTAL DU PASSIF ...	710,2	762,7	742,1	709,4	698,0	696,3	696,3	692,1	686,0	690,9	683,8	698,4	652,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,3	0,4	0,4	0,0	2,4	1,0	0,5	0,4	0,7	0,0	3,2	4,7	0,0	0,0	10,7
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,3	0,9	0,4	0,0	2,7	1,0	0,5	0,4	1,0	0,0	3,4	4,8	0,0	0,0	10,7
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,3	0,1	1,2	1,4	1,5	1,6	1,3	1,8	1,4	1,5	2,0	1,6	1,4	1,6	1,5
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	1,1	1,4	2,3	2,5	2,9	4,8	0,3	2,2	2,6	5,5	7,6	3,0	0,8	1,1	2,8
c) sur les banques de dépôts	1,4	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	2,8	4,1	5,1	3,8	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	77,5	80,3	84,0	81,1	86,0	89,0	97,5	86,8	91,7	92,1	101,5	84,3	82,8	92,5	84,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,0	10,3	10,7	11,3	12,5	13,3	14,6	14,5	14,8	14,7	14,5	15,0	*15,0	*14,9	*14,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	28,3	35,7	38,5	44,7	44,5	34,7	36,0	39,2	32,3	43,5	24,9	42,4	38,1	47,6	38,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,4	1,5	0,6	0,0	0,4	0,8	0,3	0,1	0,4	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,1
b) effets commerciaux	1,7	1,6	2,7	0,0	1,0	1,9	0,2	0,8	1,2	0,0	6,3	0,6	0,0	0,0	1,5
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,5	1,6	0,3	0,1	1,8	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	23,1	12,2⁶	11,6	13,2	10,9	11,5	12,8	13,3	13,8	14,6	15,3	13,9	15,4	15,0	14,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	145,7	145,1⁶	152,7	161,6	164,2	161,7	168,6	164,1	164,9	178,0	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,9	0,8	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,5	2,5	2,0	3,4	4,3	4,4	5,0	4,4	4,5	4,8	4,9	4,6	4,2	4,8	4,4
b) envers les organismes publics	1,1	1,3	2,3	2,5	2,8	4,8	1,6	2,2	2,6	5,5	7,6	3,0	1,5	1,1	2,8
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,2	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	6,9	5,8	8,7	7,5	12,9	5,6	5,9	5,2	10,9
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	11,3	11,7	12,2	12,7	14,7	15,7	15,4	15,4	15,2	15,2	15,4	15,5	15,2	15,5	15,5
— monnaie scripturale	81,1	86,0	91,3	91,3	91,8	95,2	104,5	97,3	94,3	97,8	108,6	96,2	92,1	106,1	94,0
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,1	36,8 ⁵	39,6	43,6	41,3	34,7	34,3	37,9	38,5	46,2	32,6	40,1	38,4	44,4	40,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	—	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	145,7	145,1 ⁵	152,7	161,6	164,2	161,7	168,6	164,1	164,9	178,0	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	30-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	35,5	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	86,0	75,0	88,8	94,3	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	16,6	19,3	16,4	18,8	17,9	18,9	22,9	17,8	18,2	22,6	21,3	16,4	15,3	16,0	26,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	656,7	803,8	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.904,5	2.852,1	2.938,7	3.018,9	3.151,3	3.360,3	3.395,0	3.597,4	3.906,9
b) en francs belges	65,0	82,6	77,4	83,1	100,2	116,1	150,9	140,0	159,9	160,8	172,9	167,5	175,2	177,1	186,2
Total des créances sur l'étranger	773,8	940,2	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.164,3	3.084,9	3.205,6	3.296,6	3.455,9	3.683,5	3.758,2	3.985,2	4.331,7
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	7,6	7,9	10,0	11,4	10,4	10,5	9,4	10,8	9,5	10,1	9,6	11,0	10,0	11,3	10,3
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0
b) sur les organismes publics	6,2	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	6,9	5,8	8,7	7,4	12,9	5,6	5,8	5,1	10,9
c) sur les banques de dépôts	135,5	164,5	172,5	195,5	239,6	309,5	388,7	399,5	448,5	402,0	424,7	469,5*	492,6*	452,5*	450,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	28,7	11,6	23,7	62,3	135,9	239,3	346,0	337,4	415,0	448,5	471,8	481,1	512,2	538,4	561,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	247,0	282,6	317,5	341,2	355,4	335,6	377,0	392,5	418,5	447,0	463,5	483,0*	476,4*	501,3*	484,5
— autres	24,9	19,4	18,2	20,4	51,5	85,9	114,0	113,8	123,1	141,5	149,5	156,3	179,3	214,5	233,6
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	12,7	9,1	10,5	18,4	21,1	20,7	27,8	24,1	19,0	20,0	22,0	23,3	30,7	16,8	23,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	31,8	36,8	41,2	45,1	44,0	45,8	20,2	20,0	18,1	9,9	9,9	9,9*	9,9*	6,2*	16,7
— autres	12,5	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	57,5	62,4	67,6	69,2	70,4	74,0*	71,6*	93,1*	94,4
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	11,9	9,9	13,0	14,1	16,2	15,5	22,0	16,6	14,3	20,2	16,8	13,5	16,9	14,5	18,5
b) effets commerciaux	136,2	148,8	149,2	162,4	172,0	160,6	179,5	160,6	160,4	182,1	170,9	167,0	165,9	170,1	191,4
c) avances	371,7	452,1	517,3	642,5	718,1	790,0	802,8	821,1	810,1	806,5	834,9	863,0	818,1	859,0	866,3
d) autres créances à un an au plus	9,1	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	4,2	2,3	1,6	2,0	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	15,4	16,0	20,0	16,8	14,4	15,5	14,0	17,0	16,7	16,1	15,3	23,3*	22,7*	22,4*	22,1
— autres	22,8	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,6	31,7	30,6	32,9	32,6	34,5*	34,4*	33,1*	32,6
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	10,2	0,4	0,8	1,4	2,4	7,7	7,6	10,0	5,4	4,4	2,5	2,6	17,1	21,4	23,2
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	13,6	10,2	10,9	9,6	17,8	62,8	88,8	73,9	54,3	67,9	87,2	96,4	139,6	101,1	95,7
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	39,9	68,9	70,6	65,5	68,2	70,9	71,0	75,4	71,3	74,1	69,0	64,8*	63,1*	64,4*	62,1
— autres	12,3	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	38,8	40,9	48,9	51,0	51,2	51,7*	51,9*	55,6*	55,6
D. Autres	139,1	158,2	182,9	212,3	218,9	311,2	376,3	377,4	373,5	399,2	408,2	437,5*	447,2*	450,9*	491,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.148,8	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	680,6	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.417,1	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0
b) en francs belges ¹	179,9	207,2	218,9	297,9	353,8	348,7	368,7	360,5	371,3	371,9	394,1	368,7	398,5	411,1	445,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	860,5	1.049,2	1.282,0	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.785,8	3.677,3	3.850,9	4.017,9	4.214,7	4.462,1	4.519,0	4.811,8	5.224,6
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,1	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,6	0,2	—
b) envers les organismes publics	1,4	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	1,5	4,1	5,1	3,8	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8
— autres	135,4	164,2	172,1	195,2	239,3	309,2	388,4	399,1	448,1	401,6	424,4	468,8	491,9	* 451,6	* 449,5
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	248,1	278,6	291,7	296,8	293,7	306,9	328,1	334,6	333,4	367,5	355,2	393,7	370,8	399,8	379,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,1	0,4	0,6	0,5	0,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,1	1,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	369,2	384,5	381,9	391,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1
— autres dépôts	236,0	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	414,0	404,5	405,1	396,2	420,8	431,5	466,5	449,8	* 486,5
— à plus d'un an :															
— dépôts	28,9	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	24,9	25,4	27,9	29,8	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8
— bons de caisse et obligations	74,3	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	285,3	300,2	322,6	344,1	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	31,4	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	126,2	125,8	121,6	121,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	2,5	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	12,0	13,0	20,8	13,9	17,6	15,8	27,2	17,8	8,2
D. Autres	191,1	221,6	244,7	274,1	286,7	364,5	411,9	408,2	401,0	418,8	430,4	436,8	459,2	* 489,3	* 522,4
TOTAL DU PASSIF ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.148,8	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	Colonne du tableau XIII-1 - Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,8	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	23,9
— Prêts	—	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,8	32,7	31,0	29,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	19,3
— Autres	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,7	2,3	1,8	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	2,3
3. Ecus	—	—	—	61,1	110,7	33,6	43,8	73,0	103,7	134,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	131,8
4. Accords internationaux	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,2	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,7
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	35,5	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	86,0	75,0	88,8	94,3	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4	212,4
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	30,6	39,7	42,6	40,9	27,2	51,0	44,4	49,8	50,6	48,1	45,1	50,7	57,4	52,1	48,5	48,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères	740,8	905,0	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.597,2	3.005,2	2.901,5	3.004,1	3.086,1	3.196,9	3.407,8	3.462,8	3.677,3	3.967,1	3.967,1
b) en francs belges	65,0	83,1	77,4	83,1	100,5	116,1	150,9	140,0	160,2	160,8	173,1	167,6	175,2	177,1	186,2	186,2
Total des créances sur l'étranger	1.009,3	1.199,2	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.440,0	3.348,2	3.514,2	3.629,5	3.772,7	4.009,6	4.074,0	4.270,8	4.651,4	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,3	8,4	11,6	13,2	12,5	12,8	11,6	13,5	12,0	12,6	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	9,8	10,2	9,2	13,5	15,9	15,4	12,2	12,4	15,8	17,7	25,4	13,2	11,5	11,1	18,1	18,1
c) sur les banques de dépôts	137,0	165,1	174,6	202,4	240,6	311,8	391,5	403,6	454,1	405,8	429,3	469,7	499,4	457,6	450,4	450,4
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	126,8	128,9	144,7	180,4	258,9	365,3	480,5	461,2	543,7	! 577,6	! 610,3	! 602,4	! 632,0	! 667,9	! 682,9	(7)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	260,2	296,7	332,4	357,4	373,4	355,2	399,6	415,0	442,8	471,4	487,7	507,7	502,3	527,1	510,1	(7)
— autres	63,0	57,3	55,7	57,9	89,0	123,4	151,5	151,3	160,6	! 179,0	! 187,0	! 193,8	! 216,8	! 252,0	! 271,1	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	41,0	44,8	49,0	63,1	65,6	55,4	63,8	63,3	51,3	63,5	46,9	65,7	68,8	64,4	62,6	(8)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	32,9	37,9	42,3	46,3	45,3	47,4	21,2	21,0	18,9	10,5	10,5	10,5	10,5	6,8	17,4	(8)
— autres	12,5	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	57,5	62,4	67,6	69,2	70,4	74,0	71,6	93,1	94,4	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	18,7	19,0	25,7	26,1	22,3	29,5	26,7	27,2	22,3	24,3	19,6	20,8	26,4	19,8	19,4	(9)
b) effets commerciaux	164,1	182,5	193,1	208,8	207,4	203,7	196,0	203,7	201,4	201,1	184,7	213,8	211,4	210,3	199,7	(9)
c) avances	372,1	452,5	517,4	642,8	718,6	790,1	803,1	821,5	810,6	806,5	834,9	863,4	818,6	859,2	866,3	(9)
d) autres créances à un an au plus	9,1	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	4,2	2,3	1,6	2,0	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	16,3	16,7	21,0	17,8	15,4	16,4	14,7	17,7	17,4	16,8	15,8	23,8	23,2	22,9	22,6	(11)
— autres	22,8	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,6	31,7	30,6	32,9	32,6	34,5	34,4	33,1	32,6	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	3,6	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	164,5	181,1	197,3	161,7	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	(12)
b) autres	10,3	7,8	14,8	24,6	12,3	7,7	7,7	10,0	5,4	4,4	8,1	16,2	17,1	21,4	23,2	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	13,6	10,4	11,6	9,6	17,9	63,3	90,4	74,3	54,4	69,7	88,9	96,5	139,6	101,1	95,7	(14)
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	40,2	69,2	70,8	65,7	68,4	71,1	71,3	75,7	71,6	74,4	69,3	65,1	63,4	64,7	62,4	(14)
— autres	12,4	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	38,8	40,9	48,9	51,0	51,2	51,7	51,9	55,6	55,6	(14)
D. Autres	174,3	185,6 ⁵	230,0	318,6	313,3	385,8	449,6	467,2	448,3	480,8	492,3	514,4	540,7	552,6	591,4	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.559,4	2.968,5⁵	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.928,4	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	0,0	18,1	79,0	0,0	6,3	48,2	80,6	12,0	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	680,6	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.417,1	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	
b) en francs belges ¹	183,2	210,9	224,8	303,9	360,8	358,0	377,0	367,3	378,1	382,0	401,2	375,5	405,1	417,4	452,3	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	863,9	1.076,4	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.794,3	3.702,4	3.936,9	4.028,2	4.228,3	4.517,4	4.606,5	4.830,4	5.231,7	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,1	8,4	10,6	13,3	12,5	12,8	11,6	13,5	12,0	12,6	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	2,6	2,5	4,1	3,6	4,3	4,9	5,0	4,4	5,0	4,8	4,9	4,6	5,8	5,0	4,4	
b) envers les organismes publics	2,5	1,9	2,3	9,2	3,8	6,6	3,1	6,3	7,7	9,3	12,2	3,2	6,8	6,1	2,9	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8	
— autres	142,3	171,1	177,4	203,1	248,4	315,8	395,7	405,3	456,8	409,1	437,3	474,7	497,8	457,0	460,4	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	310,8	339,1	361,9	371,7	378,9	385,8	382,5	384,9	373,6	401,0	395,9	398,8	387,6	410,5	394,9	(1)
— monnaie scripturale ³	330,4	365,1	383,8	388,8	385,9	403,0	434,0	432,3	428,0	465,7	464,3	490,1	463,2	506,2	473,9	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,2	37,2	40,2	44,1	41,9	36,1	35,3	39,6	40,4	48,0	34,5	42,1	40,3	46,3	42,7	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	369,2	384,5	381,9	391,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1	(2)
— autres dépôts	236,0	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	414,0	404,5	405,1	396,2	420,8	431,5	466,5	449,8	486,5	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	28,9	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	24,9	25,4	27,9	29,8	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8	(3)
— bons de caisse et obligations	74,3	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	285,3	300,2	322,6	344,1	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	31,4	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	126,2	125,8	121,6	121,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	2,5	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	12,0	13,0	20,8	13,9	17,6	15,8	27,9	17,8	8,2	(14)
D. Autres	228,3	264,9	309,3	446,1	539,9	610,5	634,7	662,8	649,8	685,8	708,0	715,6	729,1	757,8	809,1	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	2.559,4	2.968,5 ⁶	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.928,4	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

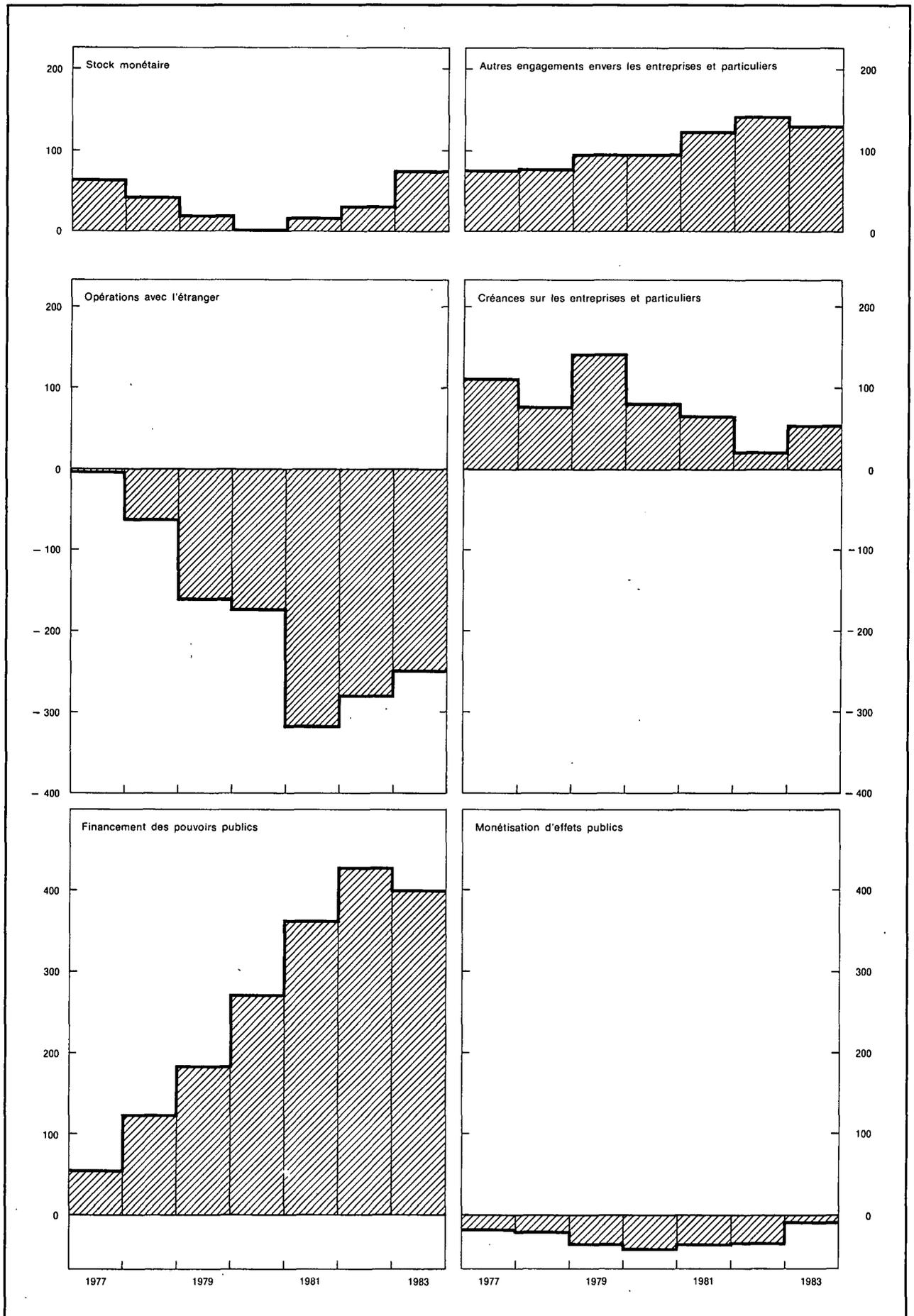
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1976	+ 43,8	+ 87,1	+ 13,6	+ 8,4	+ 152,9	- 23,5	+ 84,6	+ 5,4	- 2,7	+ 4,0	+ 85,1	+ 10,2	- 15,6	+ 0,9	+ 7,1	- 2,6
1977	+ 64,8	+ 39,5	+ 32,0	+ 4,4	+ 140,7	- 5,9	+ 101,9	+ 10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+ 14,7	- 21,0	+ 0,8	+ 30,6	- 19,6
1978	+ 43,4 ¹²	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6 ¹²	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹²
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 399,3	+ 2,7	- 27,7	+ 10,9	+ 25,9	- 4,8
1982 3 ^e trimestre	- 28,8	+ 31,6	+ 14,3	+ 0,4	+ 17,5	- 69,4	- 18,3	0,0	- 0,2	- 4,8	+ 81,2	+ 6,6	- 7,8	- 5,2	+ 41,3	- 5,9
4 ^e trimestre	+ 5,0	+ 5,8	+ 15,5	- 0,5	+ 25,8	- 10,8	+ 23,7	+ 2,0	- 0,8	+ 3,0	- 0,8	+ 9,3	- 6,9	- 1,3	- 10,3	+ 18,7
1983 1 ^{er} trimestre	- 14,7	- 1,9	+ 24,8	- 4,2	+ 4,0	- 126,2	- 14,3	- 1,9	- 2,4	- 3,8	+ 159,6	- 7,0	- 4,0	- 1,8	- 23,8	+ 29,6
2 ^e trimestre	+ 72,7	+ 0,5	+ 23,4	+ 0,3	+ 96,9	- 26,5	- 4,0	+ 2,7	+ 0,3	+ 1,6	+ 101,4	+ 4,7	- 5,2	- 1,2	+ 28,4	- 5,3
3 ^e trimestre	- 20,0	+ 36,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 28,8	- 56,7	+ 15,7	- 0,5	- 0,6	- 8,4	+ 103,2	- 16,2	- 11,0	+ 7,0	+ 14,0	- 17,7
4 ^e trimestre	+ 36,3	+ 31,2	+ 5,0	+ 3,8	+ 76,3	- 40,6	+ 49,1	+ 9,0	- 2,4	+ 9,6	+ 35,1	+ 21,2	- 7,5	+ 6,9	+ 7,3	- 11,4
1984 1 ^{er} trimestre	- 39,8	+ 44,3	+ 10,2	+ 19,6	+ 34,3	* - 33,6	- 40,0	* - 0,2	+ 3,3	- 1,5	* + 81,3	* + 1,4	* - 4,5	- 15,3	* + 30,6	* + 12,8
2 ^e trimestre	+ 71,8	- 10,8	+ 6,4	- 2,5	+ 64,9	* - 109,2	+ 32,0	* - 1,5	+ 1,1	+ 0,9	* + 168,9	* + 14,7	* - 6,6	- 4,6	* - 23,4	* - 7,4
3 ^e trimestre	- 51,4	* + 40,9	+ 7,6	+ 1,5	* - 1,4	* - 38,2	- 3,2	* - 0,5	- 0,9	- 0,7	* + 84,1	* + 11,5	* - 19,9	0,0	* + 3,6	* - 37,2

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			Total (8) = (3) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1975	10,2	288,4	292,1	0,9	74,8	236,3	312,0	604,1	36,2	640,3
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1977 (nouvelle série) ⁷	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982 Juin	15,5	395,9	400,0	1,0	106,9	335,2	443,1	843,1	37,5	880,6
Septembre	15,4	377,8	382,5	1,4	104,5	328,1	434,0	816,5	35,3	851,8
Décembre	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983 Mars	15,1	369,3	373,6	0,3	94,3	333,4	428,0	801,6	40,4	842,0
Juin	15,3	397,4	401,0	0,4	97,8	367,5	465,7	866,7	48,0	914,7
Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,6	355,2	464,3	860,2	34,5	894,7
Novembre	15,4	385,0	389,0	0,3	89,3	366,9	456,5	845,5	38,5	884,0
Décembre	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Janvier	15,2	381,7	384,3	0,2	104,0	367,6	471,8	856,1	39,6	895,7
Février	15,1	379,9	383,5	0,3	96,3	357,9	454,5	838,0	32,0	870,0
Mars	15,2	383,7	387,6	0,3	92,1	370,9	463,3	850,9	40,3	891,2
Avril	15,3	388,9	390,0	0,2	110,9	372,9	484,0	874,0	35,6	909,6
Mai	15,4	401,5	404,2	0,3	100,8	376,4	477,5	881,7	38,6	920,3
Juin	15,5	407,9	410,5	0,3	106,1	399,8	506,2	916,7	46,3	963,0
Juillet	15,5	394,4	397,6	0,3	102,8	386,6	489,7	887,3	51,2	938,5
Août	15,5	390,4	394,9	0,2	103,4	368,4	472,0	866,9	39,9	906,8
Septembre	15,5	391,2	394,9	0,2	94,0	379,7	473,9	868,8	42,7	911,5
Octobre	15,5	391,5	394,6	0,3	98,4	377,2	475,9	870,5	44,6	915,1
Novembre	15,5	387,6	391,6	0,3	94,9	382,4	477,6	869,2	35,2	904,4

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers		Total
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1975	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 (ancienne série)	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	44,7	5,2	49,9	791,8
1977 (nouvelle série) ³	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982 Juin	385,9	437,6	89,5	527,1	913,0	37,5	14,2	51,7	964,7
Septembre	374,5	428,4	92,4	520,8	895,3	35,3	12,7	48,0	943,3
Décembre	374,2	425,2	92,6	517,8	892,0	39,6	8,8	48,4	940,4
1983 Mars	366,0	421,8	88,0	509,8	875,8	40,4	9,8	50,2	926,0
Juin	392,3	459,8	96,6	556,4	948,7	48,0	15,9	63,9	1.012,6
Septembre	388,3	457,6	101,1	558,7	947,0	34,5	15,2	49,7	996,7
Décembre	386,5	477,2	95,9	573,1	959,6	42,1	12,4	54,5	1.014,1
1984 Mars	376,1	449,3	105,9	555,2	931,3	40,3	11,7	52,0	983,3
Juin	396,1	488,8	112,4	601,2	997,3	46,3	21,5	67,8	1.065,1
Septembre	382,8	456,0	109,1	565,1	947,9	42,7	15,9	58,6	1.006,5

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ³							Variations	
	B.N.B. ²	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁵	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁶ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁷ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁸	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁹	
				B.N.B. ⁴	Autres organismes principalement monétaires	Total						(10)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)		
1976	231,8	- 86,3	145,5	- 22,7	+ 4,7	- 18,0	+ 8,2	- 2,7	- 23,5	+ 13,5	- 4,5	
1977	230,9	- 108,1	122,8	- 2,3	- 18,8	- 21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+ 15,1	- 6,0	
1978	221,7	- 145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0	
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5	
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 29,0	- 72,9	
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 114,3	- 60,4	
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 92,2	- 2,0	
1983	266,2	- 774,0	- 507,8	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0	+ 115,1	- 39,2	
1982 3 ^e trimestre	266,7	- 621,1	- 354,4	+ 45,2	- 50,7	- 5,5	+ 64,1	- 0,2	- 69,4	+ 35,9	+ 30,4	
4 ^e trimestre	238,1	- 592,3	- 354,2	- 56,0	+ 26,8	- 29,2	- 17,6	- 0,8	- 10,8	+ 39,9	+ 10,7	
1983 1 ^{er} trimestre	221,6	- 644,3	- 422,7	- 41,4	- 62,6	- 104,0	+ 24,6	- 2,4	- 126,2	+ 55,3	- 48,7	
2 ^e trimestre	322,6	- 721,3	- 398,7	+ 93,2	- 67,4	+ 25,8	+ 52,0	+ 0,3	- 26,5	+ 0,8	+ 26,6	
3 ^e trimestre	299,8	- 755,4	- 455,6	- 35,4	- 14,7	- 50,1	+ 7,2	- 0,6	- 56,7	+ 29,7	- 20,4	
4 ^e trimestre	266,2	- 774,0	- 507,8	- 40,6	+ 14,6	- 26,0	+ 17,0	- 2,4	- 40,6	+ 29,3	+ 3,3	
1984 1 ^{er} trimestre	228,3	- 760,8	- 532,5	- 24,2	- 0,7	- 24,9	* + 5,4	+ 3,3	* - 33,6	+ 36,8	+ 11,9	
2 ^e trimestre	267,0	- 826,6	- 559,6	+ 44,2	- 80,7	- 36,5	* + 71,6	+ 1,1	* - 109,2	+ 30,7	- 5,8	
3 ^e trimestre	301,9	- 882,2	- 580,3	+ 21,9	- 17,9	+ 4,0	* + 43,1	- 0,9	* - 38,2			

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Cf. tableau XIII-5b, colonne (9), en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

³ Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des divers secteurs vis-à-vis de l'étranger ont été calculés en convertissant en francs aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

⁴ Cf. tableau XIII-5b, colonne (12), et notamment la note ⁵, en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

⁵ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paratitiques administratifs.

⁶ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁷ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁸ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— *moins*, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁹ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période									Variations après ajustement statistique ⁵		
	Réserves de change							Acceptations en francs belges représentatives d'exportation	Avoirs extérieurs nets	Réserves de change	Acceptations en francs belges représentatives d'exportation	Avoirs extérieurs nets recensés à la balance de paiements ⁶
	Encaisses en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	Ecus	Avoirs ou engagements nets vis-à-vis du F.E.C.O.M.	Monnaies étrangères au comptant ³	Francs belges au comptant ⁴	Total					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) à (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	
1977	72,3	57,7	—	-23,4	107,7	- 3,4	210,9	20,0	230,9	- 8,6	+ 6,3	- 2,3
1978	72,5	49,6	—	-26,7	106,1	- 5,6	195,9	25,8	221,7	-15,9	+ 5,7	-10,2
1979	58,3	48,7	61,1	-27,4	75,5	- 6,1	210,1	22,1	232,2	-31,5	- 3,6	-35,1
1980	58,2	48,0	110,7	0,0	114,8	- 6,3	325,4	6,9	332,3	+27,0	-15,2	+11,8
1981	58,2	50,4	33,6	- 2,8	112,0	- 8,4	243,0	31,1	274,1	-95,7	+24,2	-71,5
1982	58,2	49,6	73,0	-18,1	49,4	- 5,6	206,5	31,6	238,1	-37,5	+ 0,4	-37,1
1983	58,2	45,5	139,2	-48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	-22,1	- 2,1	-24,2
1984	58,2	47,9	165,4	—	40,0	- 4,9	306,6	10,7	317,3	+67,2	-18,9	+48,3
1982 4 ^e trimestre ...	58,2	49,6	73,0	-18,1	49,4	- 5,6	206,5	31,6	238,1	-66,5	+10,6	-55,9
1983 1 ^{er} trimestre ...	58,2	47,4	103,7	-79,0	65,4	- 5,8	189,9	31,7	221,6	-41,4	0,0	-41,4
2 ^e trimestre ...	58,2	46,8	134,0	0,0	67,2	- 9,1	297,1	25,5	322,6	+99,3	- 6,1	+93,2
3 ^e trimestre ...	58,2	46,7	141,2	- 6,3	45,6	- 6,2	279,2	20,6	299,8	-30,4	- 5,0	-35,4
4 ^e trimestre ...	58,2	45,5	139,2	-48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	-49,6	+ 9,0	-40,6
1984 1 ^{er} trimestre ...	58,2	44,9	101,5	-80,5	67,8	- 5,7	186,2	42,1	228,3	-36,8	+12,6	-24,2
2 ^e trimestre ...	58,2	45,1	65,1	-12,0	79,9	- 5,4	230,9	36,1	267,0	+50,1	- 5,9	+44,2
3 ^e trimestre ...	58,2	45,5	131,8	—	60,2	- 5,4	290,3	11,6	301,9	+46,6	-24,7	+21,9
4 ^e trimestre ...	58,2	47,9	165,4	—	40,0	- 4,9	306,6	10,7	317,3	+ 7,3	- 0,9	+ 6,4
1984 Janvier	58,2	45,2	132,4	-50,5	50,3	- 5,2	230,4	37,9	268,3	0,0	+ 8,4	+ 8,4
Février	58,2	44,9	130,1	-99,2	62,5	- 5,5	191,0	39,3	230,3	-30,8	+ 1,4	-29,4
Mars	58,2	44,9	101,5	-80,5	67,8	- 5,7	186,2	42,1	228,3	- 6,0	+ 2,8	- 3,2
Avril	58,2	44,0	81,4	-40,7	78,0	- 6,1	214,8	30,6	245,4	+33,0	-11,6	+21,4
Mai	58,2	44,4	67,6	-15,5	77,9	- 6,6	226,0	33,0	259,0	+11,6	+ 2,5	+14,1
Juin	58,2	45,1	65,1	-12,0	79,9	- 5,4	230,9	36,1	267,0	+ 5,5	+ 3,2	+ 8,7
Juillet	58,2	44,2	69,0	- 2,3	77,4	- 7,0	239,5	33,7	273,2	+ 3,6	- 2,5	+ 1,1
Août	58,2	45,5	76,6	0,0	76,8	- 6,2	250,9	27,9	278,8	+11,3	- 5,8	+ 5,5
Septembre	58,2	45,5	131,8	—	60,2	- 5,4	290,3	11,6	301,9	+31,7	-16,4	+15,3
Octobre	58,2	45,4	145,0	—	60,5	- 4,1	305,0	17,2	322,2	+14,6	+ 5,6	+20,2
Novembre	58,2	46,5	163,6	—	40,4	- 5,2	303,5	11,0	314,5	-10,9	- 6,2	-17,1
Décembre	58,2	47,9	165,4	—	40,0	- 4,9	306,6	10,7	317,3	+ 3,6	- 0,3	+ 3,3
1985 Janvier	58,2	47,9	184,1	—	30,4	- 5,4	315,2	19,6	334,8	+ 9,4	+ 8,9	+18,3

¹ Non compris les avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprend a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969 à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au F.M.I., au titre du « mécanisme pétrolier » et de la « facilité de crédit supplémentaire », en vertu d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouvernement.

³ Y compris le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adopté le 17 décembre 1974 et dont la B.N.B. a assuré le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la B.N.B.

⁴ Différence entre les avoirs sur l'étranger (autres que les acceptations représentatives d'exportation) et les engagements envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales.

⁵ Non compris les variations comptables, à savoir celles qui résultent a) des modifications dans les cours de change qui ont pu affecter la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères b) de l'allocation de droits de tirages spéciaux à la Belgique en 1979, 1980 et 1981 c) de l'entrée en vigueur au 13 mars 1979 du Système Monétaire Européen ainsi que, ultérieurement, de certaines de ses modalités d'application. Compte tenu, de plus, depuis 1976, d'un ajustement résultant d'opérations entre la B.N.B. et les autres organismes principalement monétaires et qui ne sont pas comptabilisés le même jour dans les deux organismes concernés.

⁶ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.23.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers					Crédits à l'étranger				Total général	
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total		
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations			Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits de caisse ⁴			Autres
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)	
1975	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982 Juin	106,9	171,1	103,4	33,9	635,0	1.050,3	152,4	704,4	13,7	870,5	1.920,8
Septembre ..	108,2	169,5	101,1	32,3	620,5	1.031,6	143,5	713,9	11,1	868,5	1.900,1
Décembre ...	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 Mars	114,0	168,3	99,3	30,0	629,1	1.040,7	154,5	712,2	15,6	882,3	1.923,0
Juin	116,2	168,8	101,2	31,6	619,5	1.037,3	152,6	725,8	14,1	892,5	1.929,8
Septembre ..	117,1	169,4	101,1	25,8	639,6	1.053,0	153,3	753,2	12,7	919,2	1.972,2
Décembre ...	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Mars	125,7	170,3	103,9	31,8	629,9	1.061,6	160,6	793,9	15,2	969,7	2.031,3
Juin	131,4	172,3	106,1	26,0	658,0	1.093,8	156,6	816,3	15,0	987,9	2.081,7
Septembre *	135,9	170,9	104,2	23,5	656,4	1.090,9	157,3	897,6	16,3	1.071,2	2.162,1

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11) (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6) (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10) (11) = (8) à (10)		(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1975	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982 Juin	33,2	204,4	812,7	1.050,3	18,2	43,2	61,4	15,0	161,2	812,7	988,9	0,0
Septembre ..	32,3	196,5	802,8	1.031,6	10,3	17,3	27,6	22,0	179,2	802,8	1.004,0	0,2
Décembre ...	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 Mars	30,0	200,6	810,1	1.040,7	15,7	40,7	56,4	14,3	159,9	810,1	984,3	0,5
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	11,4	17,7	29,1	20,2	181,5	806,5	1.008,2	0,5
Septembre ...	25,8	192,3	834,9	1.053,0	9,0	21,9	30,9	16,8	170,4	834,9	1.022,1	0,5
Décembre ...	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,1	1.061,6	14,8	46,6	61,4	16,9	165,2	818,1	1.000,2	0,7
Juin	26,1	208,8	858,9	1.093,8	11,5	39,2	50,7	14,6	169,6	858,9	1.043,1	0,5
Septembre ..	23,5	201,1	866,3	1.090,9	5,1	10,2	15,3	18,4	190,9	866,3	1.075,6	0,5
B. Crédits à l'étranger												
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982 Juin	39,7	124,7	706,1	870,5	23,7	56,8	80,5	16,0	67,9	706,1	790,0	11,4
Septembre ..	31,8	120,0	716,7	868,5	8,4	57,9	66,3	23,4	62,1	716,7	802,2	12,5
Décembre ...	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	20,8	59,4	80,2	18,7	69,5	713,9	802,1	8,4
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	14,6	58,4	73,0	23,1	71,2	725,2	819,5	7,2
Septembre ...	35,5	131,4	752,3	919,2	13,9	58,0	71,9	21,6	73,4	752,3	847,3	7,4
Décembre ...	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	28,0	59,7	87,7	15,6	73,6	792,8	882,0	7,1
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	20,9	60,0	80,9	16,5	73,7	816,8	907,0	5,8
Septembre ..	37,0	134,3	899,9	1.071,2	10,5	58,9	69,4	26,5	75,4	899,9	1.001,8	5,5
C. Total												
1975	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982 Juin	72,9	329,1	1.518,8	1.920,8	41,9	100,0	141,9	31,0	229,1	1.518,8	1.778,9	11,4
Septembre ..	64,1	316,5	1.519,5	1.900,1	18,7	75,2	93,9	45,4	241,3	1.519,5	1.806,2	12,7
Décembre ...	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,0	1.923,0	36,5	100,1	136,6	33,0	229,4	1.524,0	1.786,4	8,9
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	26,0	76,1	102,1	43,3	252,7	1.531,7	1.827,7	7,7
Septembre ...	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	22,9	79,9	102,8	38,4	243,8	1.587,2	1.869,4	7,9
Décembre ...	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Mars	75,3	345,1	1.610,9	2.031,3	42,8	106,3	149,1	32,5	238,8	1.610,9	1.882,2	7,8
Juin	63,5	342,5	1.675,7	2.081,7	32,4	99,2	131,6	31,1	243,3	1.675,7	1.950,1	6,3
Septembre ..	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	15,6	69,1	84,7	44,9	266,3	1.766,2	2.077,4	6,0

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)		(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1975	1,3	0,4	1,7	0,0	8,7	8,7	0,0	10,0	0,4	10,4	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982 Juin	0,0	0,0	0,0	12,0	39,7	51,7	12,0	39,7	0,0	51,7	8,4
Septembre ..	0,0	0,3	0,3	3,3	13,4	16,7	3,3	13,4	0,3	17,0	3,9
Décembre ...	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	7,2	33,7	40,9	7,2	33,7	0,5	41,4	6,5
Juin	0,0	0,0	0,0	3,2	15,3	18,5	3,2	15,3	0,0	18,5	4,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	2,0	6,4	8,4	2,0	6,4	0,0	8,4	1,2
Décembre ...	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	9,0	38,4	47,4	9,0	38,4	0,5	47,9	7,9
Juin	0,0	0,3	0,3	5,2	35,4	40,6	5,2	35,4	0,3	40,9	4,9
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,7	4,9	5,6	0,7	4,9	0,0	5,6	2,0
B. Crédits à l'étranger											
1975	0,0	0,0	0,0	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	0,0	11,8	0,0
1976	0,0	0,0	0,0	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	0,0	13,7	0,0
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982 Juin	0,0	0,0	0,0	19,4	16,5	35,9	19,4	16,5	0,0	35,9	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	4,7	16,3	21,0	4,7	16,3	0,0	21,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 Mars	0,0	0,0	0,0	15,5	16,0	31,5	15,5	16,0	0,0	31,5	0,2
Juin	0,0	0,0	0,0	9,1	16,2	25,3	9,1	16,2	0,0	25,3	0,2
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	6,0	14,3	20,3	6,0	14,3	0,0	20,3	0,2
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Mars	0,0	0,0	0,0	22,7	17,5	40,2	22,7	17,5	0,0	40,2	1,9
Juin	0,0	0,0	0,0	16,8	17,8	34,6	16,8	17,8	0,0	34,6	1,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	1,2	10,4	11,6	1,2	10,4	0,0	11,6	0,0
C. Total											
1975	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982 Juin	0,0	0,0	0,0	31,4	56,2	87,6	31,4	56,2	0,0	87,6	8,5
Septembre ..	0,0	0,3	0,3	8,0	29,7	37,7	8,0	29,7	0,3	38,0	3,9
Décembre ...	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	22,7	49,7	72,4	22,7	49,7	0,5	72,9	6,7
Juin	0,0	0,0	0,0	12,3	31,5	43,8	12,3	31,5	0,0	43,8	4,8
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	8,0	20,7	28,7	8,0	20,7	0,0	28,7	1,4
Décembre ...	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	31,7	55,9	87,6	31,7	55,9	0,5	88,1	9,8
Juin	0,0	0,3	0,3	22,0	53,2	75,2	22,0	53,2	0,3	75,5	6,5
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	1,9	15,3	17,2	1,9	15,3	0,0	17,2	2,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) = (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1975	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982 Juin	33,2	204,4	812,7	1.050,3	6,2	3,5	9,7	27,0	200,9	812,7	1.040,6	8,4
Septembre ..	32,3	196,5	803,1	1.031,9	6,7	3,7	10,4	25,6	192,8	803,1	1.021,5	4,1
Décembre ...	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 Mars	30,0	200,6	810,6	1.041,2	8,1	5,8	13,9	21,9	194,8	810,6	1.027,3	7,0
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	8,2	2,3	10,5	23,4	196,9	806,5	1.026,8	5,1
Septembre ..	25,8	192,3	834,9	1.053,0	6,2	9,2	15,4	19,6	183,1	834,9	1.037,6	1,7
Décembre ...	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,6	1.062,1	5,8	8,2	14,0	25,9	203,6	818,6	1.048,1	8,6
Juin	26,1	208,8	859,2	1.094,1	6,3	3,8	10,1	19,8	205,0	859,2	1.084,0	5,4
Septembre ..	23,5	201,1	866,3	1.090,9	4,1	3,9	8,0	19,4	197,2	866,3	1.082,9	2,5
B. Crédits à l'étranger												
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982 Juin	39,7	124,7	706,1	870,5	4,3	40,3	44,6	35,4	84,4	706,1	825,9	11,5
Septembre ..	31,8	120,0	716,7	868,5	3,6	41,2	44,8	28,2	78,8	716,7	823,7	12,5
Décembre ...	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	5,1	43,0	48,1	34,4	85,9	713,9	834,2	8,6
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	5,5	42,3	47,8	32,2	87,3	725,2	844,7	7,4
Septembre ..	35,5	131,4	752,3	919,2	6,1	42,2	48,3	29,5	89,1	752,3	870,9	7,6
Décembre ...	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	5,3	42,2	47,5	38,3	91,1	792,8	922,2	9,0
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	4,1	42,2	46,3	33,3	91,5	816,8	941,6	7,4
Septembre ..	37,0	134,3	899,9	1.071,2	5,0	42,2	47,2	32,0	92,1	899,9	1.024,0	5,5
C. Total												
1975	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982 Juin	72,9	329,1	1.518,8	1.920,8	10,5	43,8	54,3	62,4	285,3	1.518,8	1.866,5	19,9
Septembre ..	64,1	316,5	1.519,8	1.900,4	10,3	44,9	55,2	53,8	271,6	1.519,8	1.845,2	16,6
Décembre ...	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,5	1.923,5	13,2	48,8	62,0	56,3	280,7	1.524,5	1.861,5	15,6
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	13,7	44,6	58,3	55,6	284,2	1.531,7	1.871,5	12,5
Septembre ..	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	12,3	51,4	63,7	49,1	272,2	1.587,2	1.908,5	9,3
Décembre ...	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Mars	75,3	345,1	1.611,4	2.031,8	11,1	50,4	61,5	64,2	294,7	1.611,4	1.970,3	17,6
Juin	63,5	342,5	1.676,0	2.082,0	10,4	46,0	56,4	53,1	296,5	1.676,0	2.025,6	12,8
Septembre ..	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	9,1	46,1	55,2	51,4	289,3	1.766,2	2.106,9	8,0

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.
Encaisse en or	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0
Prêts	0,0	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1
Ecus	—	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4
Monnaies étrangères	84,1	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0
Monnaies étrangères et or à recevoir :	0,0	0,0	0,0						
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2
Autres	—	—	—	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6
Avance au F.M.I.	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs pour change et or à terme .	0,0	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	45,3	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	4,1	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—
Banques	0,1	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1
Effets publics :									
Effets publics belges	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	—	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,6	0,4	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	0,9	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6
Fonds publics	5,5	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0
Comptes transitoires	0,9	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1
Total de l'actif	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.
Billets en circulation	307,2	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,3	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—
Banques de Belgique	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,9	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,6	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—
Valeurs à payer	2,1	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9
Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords d'aide financière	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3
Autres accords	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9
Réserve monétaire :									
Belgique	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0
Comptes transitoires	10,5	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,3	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8
Réserve extraordinaire	2,3	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0
Bénéfice net à répartir	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0
Total du passif	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1983 7 novembre	1984 5 novembre	1983 5 décembre	1984 10 décembre	1984 9 janvier	1985 7 janvier	1984 6 février	1985 4 février
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	14,6	23,7	14,6	24,2	23,7	25,0	23,7	25,0
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	29,8	19,3	29,9	22,1	19,4	22,1	18,9	22,1
Ecus	140,1	145,0	139,7	165,6	133,2	152,9	132,4	184,1
Monnaies étrangères	49,2	60,5	47,8	40,1	52,7	45,0	44,6	31,0
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	26,7	30,2	26,7	30,2	26,2	25,6	26,2	25,6
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	1,2	1,7	1,3	1,5	1,3	1,5	1,3	1,3
Avances au F.M.I.	2,4	2,5	2,4	0,7	2,4	0,8	2,4	0,8
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	0,0	12,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	50,2	18,5	61,0	11,2	89,2	11,4	79,2	10,9
Avances sur nantissement	6,5	0,0	5,1	0,0	12,8	0,0	2,8	0,0
Effets publics ^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	195,1	178,7	208,8	192,2	166,0	186,3	193,9	165,3
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,0	0,8	1,0	0,8	0,9	0,7	1,1	0,8
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,7	4,2	5,0	4,0	4,6	4,3	4,4	4,1
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	11,6	12,8	11,6	12,8	11,6	12,8	12,7	14,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,4	2,9	2,4	2,9	2,4	2,9	2,9	3,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	16,8	18,3	16,7	18,2	17,2	18,6	17,6	18,8
Divers	20,3	28,3	25,9	26,0	27,6	31,5	24,6	17,5
	705,3	692,7	732,6	685,2	723,9	674,1	721,4	657,6
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	16,7	13,9	27,0	13,1	25,3	12,1	24,4	22,7
PASSIF								
Billets en circulation	390,7	393,1	391,7	388,5	390,8	389,6	385,0	380,1
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationa- les, comptes ordinaires	2,8	1,5	4,2	2,2	2,6	1,6	3,0	2,3
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	13,3	12,3	12,2	14,6	14,4	17,3	12,8	14,8
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	4,7	4,2	5,0	4,0	4,6	4,3	4,4	4,1
Autres accords	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	28,0	0,0	48,3	0,0	48,9	0,0	55,2	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	198,6	197,9	198,6	197,9	192,9	184,1	192,9	184,1
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	8,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	1,1
Caisse de Pensions du Personnel	16,8	18,3	16,7	18,2	17,2	18,6	17,6	18,8
Divers	15,2	20,5	20,7	23,4	17,2	22,1	14,0	14,4
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	11,2	12,4	11,2	12,4	11,2	12,4	12,5	13,9
	705,3	692,7	732,6	685,2	723,9	674,1	721,4	657,6
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	16,7	13,9	27,0	13,1	25,3	12,1	24,4	22,7
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1982 4 ^e trimestre	1.271	242,7	86,1	440,2	806,7	427,5	806,7	2.481,1	95
1983 1 ^{er} trimestre	1.266	249,5	86,4	442,8	872,8	434,7	872,8	2.623,1	97
2 ^e trimestre	1.265	277,2	89,6	478,2	914,3	432,9	914,3	2.739,7	97
3 ^e trimestre	1.266	270,4	88,6	411,0	784,0	444,0	784,0	2.423,1	94
4 ^e trimestre	1.268	267,8	83,4	456,8	849,5	610,9	849,5	2.766,7	96
1984 1 ^{er} trimestre	1.258	247,7	83,8	478,9	947,3	479,8	947,3	2.853,3	97
2 ^e trimestre	1.254	262,8	89,2	512,9	964,2	503,7	964,2	2.945,0	97
3 ^e trimestre	1.255	241,4	85,7	448,1	846,5	463,2	846,5	2.604,3	97
4 ^e trimestre	1.261	236,2	82,0	468,8	818,8	448,9	818,8	2.555,3	96
1983 Décembre	1.268	240,2	79,8	478,9	860,4	476,8	860,4	2.676,6	96
1984 Janvier	1.268	248,7	81,6	468,7	891,7	448,1	891,7	2.700,1	97
Février	1.259	252,2	87,6	508,3	1.048,4	509,3	1.048,4	3.114,4	97
Mars	1.258	242,3	82,3	459,6	901,9	482,1	901,9	2.745,5	97
Avril	1.256	261,6	85,0	483,5	869,3	437,2	869,3	2.659,3	97
Mai	1.255	276,1	90,5	540,4	1.022,0	570,1	1.022,0	3.154,5	96
Juin	1.254	250,8	92,2	514,9	1.001,3	503,7	1.001,3	3.021,3	97
Juillet	1.255	274,3	87,4	505,1	922,4	523,3	922,4	2.873,2	97
Août	1.255	241,9	86,4	434,5	841,8	451,8	841,8	2.569,9	97
Septembre	1.256	208,0	83,4	404,6	775,2	414,6	775,2	2.369,6	96
Octobre	1.258	256,9	82,4	501,8	891,9	481,3	891,9	2.766,9	97
Novembre	1.260	223,7	84,2	455,5	886,8	460,6	886,8	2.689,7	97
Décembre	1.261	228,0	79,3	448,9	677,8	404,8	677,8	2.209,3	95

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 31 oct.	1984 31 oct.	1983 30 nov.	1984 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,1	13,6	14,0	14,2	13,6	13,3	12,2	12,4
Prêts au jour le jour	38,9	49,4	63,2	90,4	90,5	129,9	91,4	139,7
Banquiers	1.133,5	1.517,9	1.790,2	2.119,0	1.998,8	2.352,5	2.030,9	2.470,4
Maison-mère, succursales et filiales	460,1	703,9	795,6	949,9	858,6	1.050,7	829,5	1.053,8
Autres valeurs à recevoir à court terme	39,9	45,0	41,9	49,4	45,7	54,6	50,8	62,0
Portefeuille-effets	428,8	535,3	663,6	823,5	822,9	918,9	837,6	898,6
a) Effets publics	161,0	281,1	408,4	562,9	554,4	612,5	570,4	590,6
b) Effets commerciaux ^a	267,8	254,2	255,2	260,6	268,5	306,4	267,2	308,0
Reports et avances sur titres	5,3	1,4	1,5	2,1	2,6	2,7	2,2	2,8
Débiteurs par acceptations	59,6	77,0	68,9	69,5	64,5	62,6	67,8	62,9
Débiteurs divers	1.141,9	1.478,9	1.678,6	1.844,4	1.804,0	2.041,8	1.818,1	2.015,8
Valeurs mobilières	626,5	657,4	713,2	914,7	875,7	1.084,3	909,6	1.105,6
a) Fonds publics belges	560,4	567,2	612,3	735,6	713,6	828,6	737,3	833,4
b) Autres titres d'emprunt	65,3	89,3	99,7	177,2	160,8	252,3	171,1	268,5
c) Actions et parts de sociétés	0,5	0,6	0,9	1,6	1,0	1,9	0,9	2,1
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	1,5	0,3	1,6
Valeurs de la réserve légale	2,2	2,5	2,8	3,3	3,2	3,7	3,2	3,7
Participations	22,9	28,6	35,3	43,3	39,7	47,3	40,9	47,6
a) Filiales	11,9	16,0	21,5	28,8	26,4	31,4	27,2	31,7
b) Autres participations	11,0	12,6	13,8	14,5	13,3	15,9	13,7	15,9
Frais de constitution et de premier établissement	1,4	1,4	1,5	1,6	1,6	2,0	1,7	2,0
Immeubles	22,3	23,1	23,5	24,4	24,6	24,9	24,7	25,0
Participations dans les filiales immobilières	1,6	1,6	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Matériel et mobilier	3,7	4,1	5,4	6,9	7,0	8,9	7,3	9,1
Divers	103,2	150,3	177,3	193,2	184,6	242,5	192,9	262,4
Total de l'actif	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	6.839,5	8.042,6	6.922,7	8.175,8
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	101,3	114,4	122,3	123,9	105,3	85,6	107,7	84,4
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,8	1,5	0,1	0,1	0,2	0,1	0,6	0,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

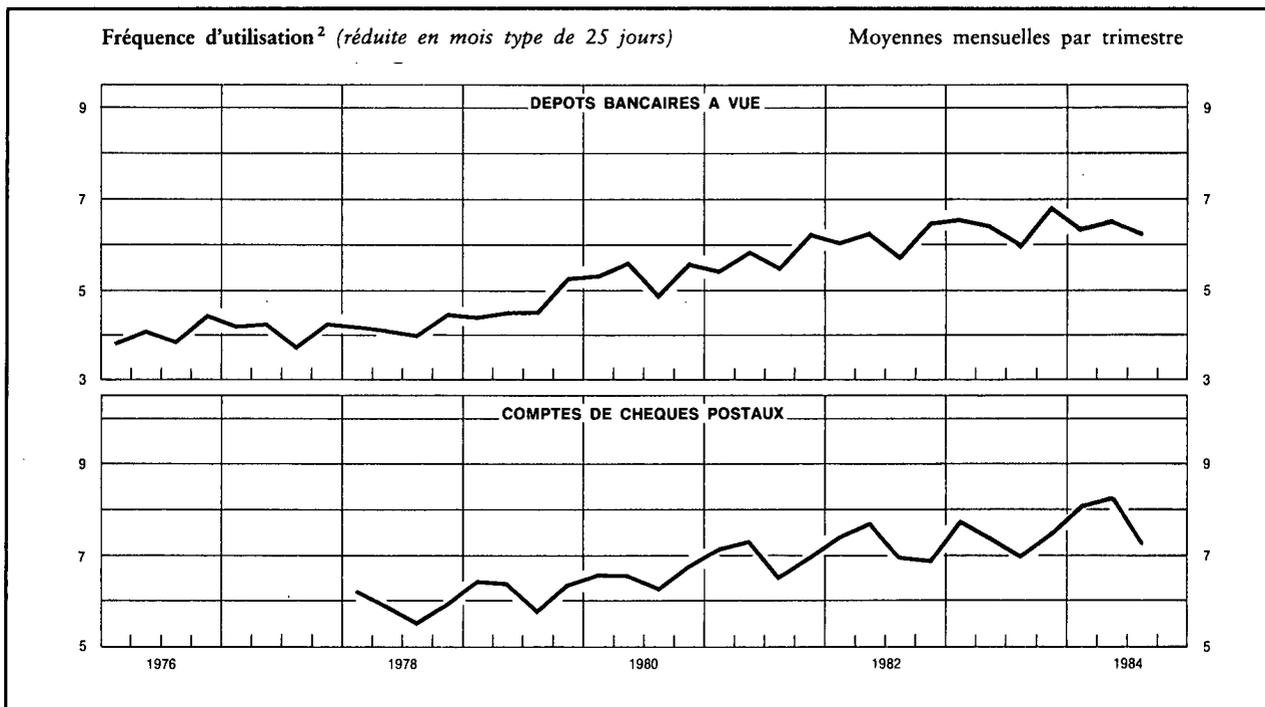
Passif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 31 oct.	1984 31 oct.	1983 30 nov.	1984 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	4,9	5,6	7,5	7,5	4,7	8,2	21,9	5,5
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	4,3	5,1	5,8	7,3	4,5	5,1	4,3	5,1
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,6	0,5	1,7	0,2	0,2	3,1	17,6	0,4
Emprunts au jour le jour	88,7	94,2	130,9	168,1	195,7	224,4	193,2	248,7
a) Couverts par des sûretés réelles	7,5	7,9	10,4	8,1	9,1	5,2	4,5	3,0
b) Non couverts par des sûretés réelles	81,2	86,3	120,5	160,0	186,6	219,2	188,7	245,7
Banquiers	1.903,5	2.656,9	3.062,7	3.595,4	3.388,8	3.969,2	3.398,2	4.065,4
Maison-mère, succursales et filiales	328,2	445,9	526,6	701,7	654,2	895,5	670,5	893,2
Acceptations	59,6	77,0	68,9	69,5	64,5	62,6	67,8	62,9
Autres valeurs à payer à court terme	27,5	28,2	34,7	39,3	41,5	51,9	45,3	46,9
Créditeurs pour effets à l'encaissement	3,7	4,6	4,8	6,2	5,4	6,8	6,0	7,5
Dépôts et comptes courants	1.281,4	1.452,1	1.620,8	1.845,5	1.762,0	1.987,5	1.792,4	1.996,9
a) A vue	356,1	388,2	422,7	489,6	464,9	487,1	476,1	495,6
b) A un mois au plus	198,2	272,7	347,9	403,1	378,7	486,3	396,5	495,5
c) A plus d'un mois	323,1	376,7	419,9	469,5	457,8	516,5	459,2	506,8
d) A plus d'un an	13,6	8,2	14,0	10,6	12,3	10,3	10,9	11,1
e) A plus de deux ans	23,3	25,0	27,9	44,4	40,2	42,5	41,6	42,4
f) Carnets de dépôts	365,6	380,0	387,1	426,8	406,6	443,3	406,6	444,0
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,5	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Obligations et bons de caisse	193,7	238,4	293,9	352,3	346,7	380,2	349,1	383,1
Montants à libérer sur titres et participations	1,7	1,5	1,6	1,5	1,6	1,5	1,6	1,7
Divers	114,6	170,9	195,4	201,1	217,4	270,6	218,4	279,0
<i>Total de l'exigible</i>	4.007,5	5.175,3	5.947,8	6.988,1	6.682,5	7.858,4	6.764,4	7.990,8
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	15,9	24,1	27,1	40,7	41,9	56,8	41,3	57,1
<i>Non exigible :</i>								
Capital	47,9	51,0	54,7	65,8	61,0	66,3	62,2	66,8
Fonds indisponible par prime d'émission	2,4	2,5	2,4	5,1	3,5	5,6	3,7	5,6
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,2	2,5	2,8	3,3	3,2	3,7	3,2	3,7
Réserve disponible	20,9	23,2	26,8	29,5	29,2	31,4	29,3	31,4
Autres réserves	6,5	6,8	9,5	11,3	10,4	11,7	10,7	11,7
Provisions	2,7	6,1	7,4	8,0	7,8	8,7	7,9	8,7
<i>Total du non exigible</i>	82,6	92,1	103,6	123,0	115,1	127,4	117,0	127,9
<i>Total du passif</i>	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	6.839,5	8.042,6	6.922,7	8.175,8

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type ¹ de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1976	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1982 3 ^e trimestre	1.540,7	675,6	2.216,3	5,92	5,76	6,97
1982 4 ^e trimestre	1.763,7	669,4	2.433,1	6,59	6,49	6,91
1983 1 ^{er} trimestre	1.751,0	756,3	2.507,3	6,65	6,57	7,79
1983 2 ^e trimestre	1.822,3	752,8	2.575,1	6,40	6,40	7,40
1983 3 ^e trimestre	1.750,7	709,8	2.460,5	6,16	6,00	7,02
1983 4 ^e trimestre	2.055,8	703,2	2.759,0	6,95	6,84	7,49
1984 1 ^{er} trimestre	1.871,2	778,7	2.649,9	6,60	6,36	8,13
1984 2 ^e trimestre	2.017,2	847,4	2.864,6	6,50	6,58	8,25
1984 3 ^e trimestre	1.887,0	713,0	2.600,0	6,28	6,20	7,22
1983 Novembre	1.860,5	755,4	2.615,9	6,17	6,43	7,98
1983 Décembre	2.430,0	703,7	3.133,7	8,13	7,82	7,81
1984 Janvier	1.885,5	703,1	2.588,6	6,53	6,28	7,61
1984 Février	1.947,2	935,7	2.882,9	6,63	6,63	9,38
1984 Mars	1.780,9	697,2	2.478,1	6,65	6,16	7,33
1984 Avril	2.040,3	762,6	2.802,9	6,48	6,75	7,77
1984 Mai	2.025,9	907,7	2.933,6	6,77	6,77	8,71
1984 Juin	1.985,5	871,8	2.857,3	6,24	6,24	8,24
1984 Juillet	2.035,4	761,6	2.797,0	6,46	6,46	7,57
1984 Août	1.822,5	701,0	2.523,5	6,33	6,09	7,05
1984 Septembre	1.803,1	676,5	2.479,6	6,05	6,05	7,04
1984 Octobre	2.078,2	677,2	2.755,4	7,37	6,82	7,10
1984 Novembre	1.984,6	781,4	2.766,0	6,69	6,69	8,10

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

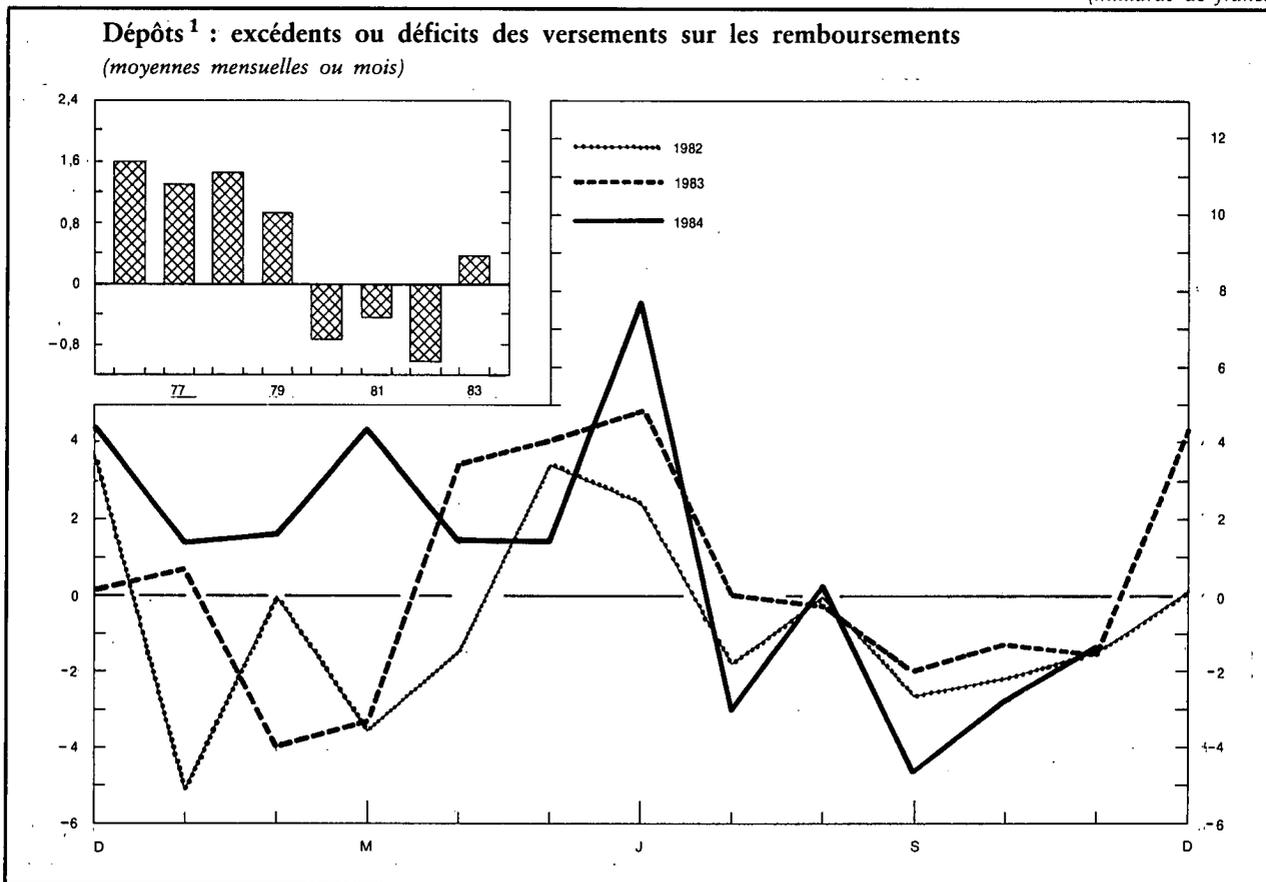
Fin de période	ACTIFS					PASSIFS			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale								
1975	17,9	6,0	0,0	0,0	2,8	20,1	0,3	2,9	
1976	14,9	6,0	1,4	0,0	0,0	15,7	0,0	3,6	
1977	17,5	—	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	—	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	—	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	—	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981 Septembre	27,7	—	134,5	0,0	0,0	24,1	0,0	0,0	132,9
Décembre	25,2	—	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 Mars	23,8	—	167,1	0,0	0,0	27,2	0,0	0,0	159,1
Juin	22,7	—	175,0	0,0	0,0	24,7	0,0	0,0	174,3
Septembre	19,3	—	176,5	0,0	0,0	26,1	0,0	0,0	164,6
Décembre	16,6	—	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Janvier	16,0	—	176,7	0,0	0,0	25,2	0,0	0,0	166,8
Février	18,7	—	210,9	0,0	0,0	23,2	0,0	0,0	203,5
Mars	18,5	—	206,1	0,0	0,0	22,6	0,0	0,0	197,3
Avril	15,4	—	174,4	0,0	0,0	23,4	0,0	0,0	159,9
Mai	16,8	—	167,3	0,0	0,0	23,5	0,0	0,0	152,3
Juin	16,6	—	165,8	0,0	0,0	21,2	0,0	0,0	161,6
Juillet	16,0	—	171,8	0,0	0,0	18,5	0,0	0,0	168,6
Août	17,9	—	175,9	0,0	0,0	12,8	0,0	3,3	175,9
Septembre	19,0	—	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Octobre	19,1	—	186,7	0,0	0,0	6,4	0,0	7,5	186,7
Novembre	24,2	—	209,0	0,0	0,0	12,2	0,0	5,3	209,0
Décembre	27,3	—	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ¹			Solde ⁴ (fin de période)	Bons d'épargne ²	Total
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Montant en circulation	
					(4)		(5)	(6) = (4) + (5)
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1982 3 ^e trimestre	264,6	269,3	- 4,7	423,4	172,4	595,8
4 ^e trimestre	317,9	321,5	- 3,6	439,8	180,8	620,6
1983 1 ^{er} trimestre ⁵	319,6	326,2	- 6,6	433,2	194,1	627,3
2 ^e trimestre	330,8	318,6	12,2	445,4	202,5	647,9
3 ^e trimestre	285,4	287,7	- 2,3	443,1	207,8	650,9
4 ^e trimestre	346,0	344,1	1,9	465,6	211,5	677,1
1984 1 ^{er} trimestre	379,5	372,2	7,3	472,3	215,7	688,0
2 ^e trimestre	432,6	422,1	10,5	482,8	218,7	701,5
3 ^e trimestre	345,7	353,2	- 7,5	475,3	223,6	698,9
1983 Novembre	107,7	109,3	- 1,6	440,2	208,4	648,6
Décembre	129,8	125,0	4,8	465,6	211,5	677,1
1984 Janvier	120,7	119,3	1,4	466,4	211,9	678,3
Février	123,1	121,5	1,6	468,0	213,8	681,8
Mars	135,7	131,4	4,3	472,3	215,7	688,0
Avril	145,4	144,0	1,4	473,7	216,5	690,2
Mai	148,1	146,7	1,4	475,1	217,8	692,9
Juin	139,1	131,4	7,7	482,8	218,7	701,5
Juillet	114,0	117,1	- 3,1	479,7	220,1	699,8
Août	114,1	113,9	0,2	479,9	221,9	701,8
Septembre	117,6	122,2	- 4,6	475,3	223,6	698,9
Octobre	131,3	134,1	- 2,8	472,5	225,4	697,9
Novembre	119,6	121,0	- 1,4	471,1	227,1	698,2

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour

l'année 1983, les intérêts capitalisés s'élèvent à 20,6 milliards.

⁵ Depuis 1983, les données mensuelles et trimestrielles ne sont plus revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est plus assurée et il faut utiliser avec prudence les chiffres mensuels et trimestriels.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels de la CGER.*

	1982 31 décembre	1983 31 décembre
ACTIF		
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,0	6,2
Prêts au jour le jour	0,8	0,4
Banquiers	47,9	60,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	5,9	4,3
Portefeuille-effets	132,8	134,7
a) effets publics	(119,7)	(121,7)
b) effets commerciaux	(13,1)	(13,0)
Reports et avances sur titres	0,7	0,7
Débiteurs par acceptation	0,2	0,3
Débiteurs divers	345,1	361,3
Valeurs mobilières	206,0	238,6
a) fonds publics belges	(196,2)	(227,1)
b) autres titres d'emprunts	(9,8)	(11,5)
c) autres valeurs mobilières	(0,0)	(—)
Participations	0,8	1,6
a) filiales	(0,1)	(0,7)
b) autres participations	(0,7)	(0,9)
Immeubles	7,3	8,3
Matériel et mobilier	0,7	0,8
Divers	28,3	36,2
Compte de résultats : perte de l'exercice ²	0,1	0,8
Total de l'actif ...	782,6	854,5
PASSIF		
EXIGIBLE		
Créanciers couverts par des sûretés	0,7	1,0
a) créanciers garantis par des privilèges	(0,7)	(1,0)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(—)
Banquiers	51,2	56,7
Acceptations	0,2	0,3
Autres valeurs à payer à court terme	0,3	0,9
Dépôts et comptes courants	497,1	521,0
a) à vue et à un mois au plus	(431,9)	(445,3)
b) à plus d'un mois	(65,2)	(75,7)
Obligations et bons de caisse	180,8	211,5
Divers	33,2	44,0
Total de l'exigible ...	763,5	835,4
NON EXIGIBLE		
Fonds de réserve	19,1	19,1
Total du passif ...	782,6	854,5

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

² Pour l'appréciation du résultat il faut tenir compte du manque à gagner provenant des missions sociales de la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre
ACTIF		
Frais d'établissement	0,0	0,0
Immeubles et titres de placement :		
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,1	1,6
— Titres à revenu fixe	32,4	33,1
Part des réassureurs dans les provisions techniques :		
Provisions mathématiques	0,0	0,0
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0
Créances :		
Crédits : — Prêts hypothécaires	19,5	21,1
— Avances sur contrats	0,1	0,2
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,6	1,5
— autres	0,1	0,5
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances ..	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1
— Créances diverses	1,1	1,0
Valeurs disponibles	0,0	0,1
Comptes de régularisation :		
Produits financiers acquis et non échus	1,8	2,0
Total de l'actif ...	56,9	61,3
PASSIF		
Réserves :		
Réserves indisponibles	0,0	0,0
Réserves disponibles	11,7	12,8
Perte reportée	0,0	0,0
Provisions techniques :		
Provisions mathématiques	29,7	31,9
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,1
Provisions pour prestations à régler	0,1	0,3
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,5	13,5
Autres provisions techniques	0,0	—
Provisions pour risques et charges	0,2	0,1
Dépôts des réassureurs	0,0	0,1
Dettes :		
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,3	0,5
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,2	0,3
Compte courant	0,0	0,0
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1
autres	1,0	1,6
Comptes de régularisation	0,0	0,0
Total du passif ...	56,9	61,3

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
ACTIF									
IMMOBILISE	0,2	0,2	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	22,1	16,2	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	40,8	50,1	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0
2. garantis par banques et organismes financiers ..	44,9	51,2	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8
3. dont le risque est à charge de l'Institution	63,2	66,9	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1
Crédits commerciaux	5,3	6,4	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	7,4	11,7	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour la sidérurgie	—	—	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5
Autres ¹	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4
2. autres ²	1,4	1,6	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8
Débiteurs divers	2,2	2,5	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1
Fonds publics et participations	2,7	3,0	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5
Divers	1,8	1,5	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2
Total de l'actif ...	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	1,6	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8
EXIGIBLE :									
Obligations	119,7	133,6	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9
Bons de caisse	27,4	28,3	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5
Dépôts et emprunts divers	22,7	26,7	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5
Effets réescomptés	7,4	6,1	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5
Créditeurs divers		3,9	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8
Provisions pour charge et risques divers	4,6	2,3	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4
2. Autres ³	1,2	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8
Divers	8,0	8,0	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9
Total du passif ...	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 31 oct.	1984 31 oct.	1983 30 nov.	1984 30 nov.
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	3,4	3,0	2,8	2,5	2,7	2,5	2,6	2,5
Prêts au jour le jour	2,0	1,8	0,8	2,3	2,0	1,0	1,1	1,0
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	13,4	23,3	31,9	36,3	26,3	37,8	28,2	37,7
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	3,9	3,8	5,6	4,6	4,1	4,2	3,4	4,3
Effets de commerce et factures	6,0	7,5	8,2	7,7	5,0	4,6	5,9	5,5
Débiteurs par acceptations	0,1	1,5	0,8	1,4	0,4	1,0	0,6	0,7
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	54,9	59,2	69,2	87,1	78,8	98,9	79,9	99,1
Portefeuille-titres et participations	226,8	274,3	340,7	442,8	418,7	510,9	419,1	517,9
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(6,7)	(29,2)	(33,8)	(48,3)	(47,2)	(66,7)	(46,9)	(70,6)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(99,2)	(113,8)	(132,0)	(187,1)	(173,3)	(221,3)	(171,8)	(219,2)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(96,0)	(102,1)	(140,9)	(155,9)	(152,7)	(167,1)	(152,2)	(169,1)
c) Obligations de sociétés belges	(17,5)	(19,6)	(20,5)	(23,2)	(23,3)	(24,2)	(23,4)	(24,0)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(4,8)	(5,3)	(5,9)	(12,6)	(7,7)	(11,7)	(8,8)	(11,9)
e) Autres valeurs	(2,6)	(4,3)	(7,6)	(15,7)	(14,5)	(19,9)	(16,0)	(23,1)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	255,6	255,7	254,0	262,3	249,8	258,0	249,9	257,6
Actionnaires ou sociétaires	3,4	3,4	3,3	3,1	3,2	2,9	3,2	2,9
Débiteurs divers	3,2	2,9	3,4	5,2	4,7	7,3	4,4	7,1
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total du disponible et réalisable	573,1	636,8	721,1	855,7	796,1	929,5	798,7	936,7
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporel- les	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Immeubles et terrains	6,1	6,8	7,5	7,9	7,9	8,3	7,9	8,3
Leasing immobilier	0,9	0,8	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,4
Matériel et mobilier	0,6	0,7	0,8	1,2	1,0	1,6	1,1	1,7
Leasing mobilier	0,3	0,5	0,8	1,4	1,4	0,2	1,4	0,2
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	8,0	9,0	9,8	11,1	11,1	10,6	11,2	10,7
Comptes transitoires ¹	15,3	18,5	24,0	33,0	29,1	36,6	31,9	41,5
Total de l'actif	596,4	664,3	754,9	899,8	836,3	976,7	841,8	988,9
dont : affectés par privilège à la garantie du rembourse- ment des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	553,8	613,1	696,8	825,7	771,3	903,0	772,1	911,3
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	542,4	602,0	684,4	812,1	757,5	888,2	759,4	897,2

¹ Y compris les comptes de résultats

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 31 oct.	1984 31 oct.	1983 30 nov.	1984 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	348,6	380,3	416,7	475,3	442,8	514,4	444,1	521,6
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	44,2	61,3	85,5	112,6	100,8	124,5	101,5	125,8
c) de cinq ans ou plus	141,8	155,5	174,6	216,8	196,6	224,9	197,0	226,1
Réserves techniques	0,8	0,8	0,8	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Fonds de reconstitution	4,8	5,2	6,1	6,5	6,5	6,3	6,5	6,3
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,1	1,2	1,4	1,9	0,6	0,9	0,6	0,8
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	0,1	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,2
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	2,8	1,0	1,2	2,3	3,1	3,1	1,8	2,3
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs	2,2	5,0	4,8	5,0	0,8	0,6	1,9	0,0
Mobilisation d'actifs	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,1	2,1	2,3	2,9	1,5	1,6	1,5	1,6
Créditeurs divers	1,8	1,7	1,8	1,7	2,0	1,9	2,0	1,8
Provisions pour charges	3,5	3,5	4,1	5,3	4,0	5,8	4,1	6,0
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Total de l'exigible	554,7	618,5	700,3	831,3	760,1	884,8	762,0	893,2
Fonds propres :								
a) capital	8,9	9,1	9,6	14,1	10,0	15,5	11,1	15,7
b) réserve légale	0,8	0,8	0,8	1,0	0,9	1,2	0,9	1,2
c) autres réserves	10,7	11,5	12,6	13,9	13,5	14,5	13,4	14,4
Comptes de redressements d'actifs	4,1	4,5	5,8	6,6	5,4	6,6	5,4	6,7
Comptes transitoires ¹	17,2	19,9	25,8	32,9	46,4	54,1	49,0	57,7
Total du passif	596,4	664,3	754,9	899,8	836,3	976,7	841,8	988,9

¹ Y compris les comptes de résultats

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »									Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs			débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'État et les provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total							
(1)	(2)	(3)	(4)	(2)+(3)+(4)=(5)	(6)	(7)	(6)+(7)=(8)	(1)+(5)-(8)=(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3
1979	22,3	42,8	10,2	15,1	68,1	4,4	60,0	64,4	26,0	366,9	35,3	14,4	38,4	361,2
1980	26,0	46,9	12,8	26,1	85,8	1,8	84,1	85,9	25,9	403,4	37,3	21,9	49,0	590,3
1981	25,9	45,0	12,3	22,9	80,2	1,4	81,2	82,6	23,5	461,8	36,7	16,8	62,2	618,1
1982	23,5	40,7	10,0	20,2	70,9	1,9	71,5	73,4	21,0	514,4	32,3	13,9	66,3	645,1
1983	21,0	37,7	8,3	16,7	62,7	1,4	63,2	64,6	19,1	539,9	25,5	14,8	70,2	710,7
1984	19,1	27,4	6,5	20,2	54,1	2,0	54,5	56,5	16,7	567,3	21,2	19,7	83,6	897,3
1982 4 ^e trimestre	22,3	9,8	1,9	5,3	17,0	0,3	18,0	18,3	21,0	514,4	32,3	13,7	62,7	153,7
1983 1 ^{er} trimestre	21,0	11,7	2,0	4,5	18,2	0,4	17,1	17,5	21,7	526,9	26,5	14,4	65,9	195,6
2 ^e trimestre	21,7	8,9	2,3	5,3	16,5	0,4	15,1	15,5	22,7	533,3	29,1	14,5	63,9	164,1
3 ^e trimestre	22,7	8,4	1,9	3,6	13,9	0,2	15,4	15,6	21,0	536,0	23,7	15,9	70,4	180,4
4 ^e trimestre	21,0	8,7	2,1	3,3	14,1	0,4	15,6	16,0	19,1	539,9	25,5	14,5	80,7	170,6
1984 1 ^{er} trimestre	19,1	9,6	1,7	5,7	17,0	0,6	16,5	17,1	19,0	560,5	20,8	17,9	85,8	235,9
2 ^e trimestre	19,0	6,0	1,7	5,2	12,9	0,4	13,4	13,8	18,1	564,3	21,2	18,0	94,1	208,4
3 ^e trimestre	18,1	6,7	1,5	4,7	12,9	0,3	11,9	12,2	18,8	561,7	18,7	20,1	97,0	240,9
4 ^e trimestre	18,8	5,1	1,6	4,6	11,3	0,7	12,7	13,4	16,7	567,3	21,2	22,7	57,7	212,1
1983 Décembre ...	19,2	3,2	0,7	1,4	5,3	0,2	5,2	5,4	19,1	539,9	25,5	17,9	80,4	61,2
1984 Janvier	19,1	3,9	0,7	2,5	7,1	0,1	6,1	6,2	20,0	537,2	23,2	21,6	87,3	84,9
Février	20,0	2,8	0,4	1,9	5,1	0,3	5,8	6,1	19,0	549,5	22,3	16,1	91,3	64,6
Mars	19,0	2,9	0,6	1,3	4,8	0,2	4,6	4,8	19,0	560,5	20,8	16,0	78,7	86,4
Avril	19,0	2,0	0,5	1,9	4,4	0,1	3,8	3,9	19,5	558,3	20,7	16,6	87,9	66,6
Mai	19,5	1,8	0,5	1,2	3,5	0,2	4,1	4,3	18,7	560,8	20,4	17,3	98,1	75,3
Juin	18,7	2,2	0,7	2,1	5,0	0,1	5,5	5,6	18,1	564,3	21,2	20,0	96,2	66,5
Juillet	18,1	2,0	0,5	1,5	4,0	0,1	3,8	3,9	18,2	558,7	20,6	22,2	103,6	103,8
Août	18,2	2,3	0,6	2,2	5,1	0,1	4,4	4,5	18,8	561,3	19,5	18,9	99,2	61,1
Septembre ..	18,8	2,4	0,4	1,0	3,8	0,1	3,7	3,8	18,8	561,7	18,7	19,2	88,2	76,0
Octobre	18,8	1,8	0,5	1,9	4,2	0,2	4,4	4,6	18,4	564,0	18,0	18,1	61,2	71,9
Novembre ..	18,4	1,4	0,8	1,6	3,8	0,3	4,5	4,8	17,4	565,5	20,7	18,9	57,1	63,2
Décembre ...	17,4	1,9	0,3	1,1	3,3	0,2	3,8	4,0	16,7	567,3	21,2	31,1	54,8	77,0

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Sociétés belges									
ACTIF									
Immeubles	15,9	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2	28,5	29,9
Prêts hypothécaires	30,2	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7	91,7	101,1
Prêts sur polices	3,3	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8	7,7	8,5
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	26,7	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1	62,4	68,3
Valeurs étrangères	4,0	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1	6,4	7,7
Obligations de sociétés belges	17,9	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6	36,1	37,9
Actions de sociétés belges	6,5	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8	14,2	17,2
Total des valeurs mobilières ...	55,0	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6	119,1	131,1
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,9	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	104,0	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0	259,4	286,0
Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immeubles	3,5	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8	3,3	3,4
Prêts hypothécaires	7,9	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2	10,2	10,9
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	9,3	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0	11,5	12,5
Valeurs étrangères	0,9	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5	0,7	1,0
Obligations de sociétés belges	2,7	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1
Actions de sociétés belges	1,4	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1
Total des valeurs mobilières ...	14,3	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6	15,2	16,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	26,3	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7	31,4	34,4

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux — Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER.

— Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total (4) = (2) + (3)				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)		(5)	(7)	(8)			
1976	+ 8,8	- 2,4	- 0,3	- 2,7	+ 2,0	+ 8,1	+ 479,7	+ 487,8	
1977	- 0,5	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,4	+ 3,3	* + 481,4	* + 484,7	
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	* + 472,9	* + 484,5	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	* + 484,7	* + 499,9	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	* + 489,9	* + 481,5	
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	* + 585,7	* + 579,1	
1982	+ 5,4	- 3,5	0,0	- 3,5	+ 5,1	+ 7,0	* + 569,4	* + 576,4	
1983	+ 6,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 1,2	+ 5,5	* + 670,8	* + 676,3	
1982 3 ^e trimestre ...	- 3,7	- 7,2	- 0,4	- 7,6	+ 0,2	- 11,1	* + 146,5	* + 135,4	
4 ^e trimestre ...	+ 0,4	- 9,3	- 0,1	- 9,4	+ 3,1	- 5,9	* + 152,5	* + 146,6	
1983 1 ^{er} trimestre ...	+ 1,8	+ 16,3	+ 1,0	+ 17,3	- 0,2	+ 18,9	* + 144,7	* + 163,6	
2 ^e trimestre ...	+ 13,7	- 2,8	+ 0,1	- 2,7	- 0,9	+ 10,1	* + 227,9	* + 238,0	
3 ^e trimestre ...	- 14,2	- 9,8	- 0,2	- 10,0	- 0,7	- 24,9	* + 108,9	* + 84,0	
4 ^e trimestre ...	+ 4,8	- 3,3	- 0,7	- 4,0	+ 0,6	+ 1,4	* + 189,3	* + 190,7	
1984 1 ^{er} trimestre ...	- 2,5	+ 24,5	+ 5,7	+ 30,2	+ 1,9	+ 29,6	* + 178,1	* + 207,7	
2 ^e trimestre ...	+ 15,8	+ 4,2	- 4,8	- 0,6	+ 1,2	+ 16,4	* + 235,2	* + 251,6	
3 ^e trimestre ...	- 9,2	- 8,8	+ 5,8	- 3,0	- 0,1	- 12,3	* + 88,6	* + 76,3	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5 6}	Actifs à plus d'un an ^{5 7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1976	+ 37,2	+ 192,7	+ 154,4	+ 384,3	+ 19,6	+ 14,2	+ 33,8	+ 61,6	+ 479,7
1977	+ 72,8	+ 114,7	* + 224,3	* + 411,8	+ 18,3	+ 16,7	+ 35,0	* + 34,6	* + 481,4
1978	+ 48,3	+ 176,5	* + 171,3	* + 396,1	0,0	+ 20,2	+ 20,2	* + 56,6	* + 472,9
1979	+ 25,8	+ 152,3	* + 207,8	* + 385,9	+ 16,5	+ 11,3	+ 27,8	* + 71,0	* + 484,7
1980	+ 4,2	+ 111,8	* + 261,1	* + 377,1	+ 46,4	+ 20,8	+ 67,2	* + 45,6	* + 489,9
1981	+ 32,9	+ 108,1	* + 207,6	* + 348,6	+ 115,3	+ 41,9	+ 157,2	* + 79,9	* + 585,7
1982	+ 38,9	+ 138,4	* + 298,6	* + 475,9	+ 30,7	+ 47,6	+ 78,3	* + 15,2	* + 569,4
1983	+ 67,6	+ 150,4	* + 349,5	* + 567,5	- 13,8	+ 63,7	+ 49,9	* + 53,4	* + 670,8
1982 3 ^e trimestre	- 17,7	+ 58,9	* + 61,2	* + 102,4	+ 3,5	+ 17,5	+ 21,0	* + 23,1	* + 146,5
4 ^e trimestre	- 3,3	+ 41,6	* + 104,1	* + 142,4	+ 3,6	+ 5,2	+ 8,8	* + 1,3	* + 152,5
1983 1 ^{er} trimestre	- 16,2	+ 7,1	* + 140,4	* + 131,3	- 3,9	+ 11,8	+ 7,9	* + 5,5	* + 144,7
2 ^e trimestre	+ 72,9	+ 8,3	* + 95,6	* + 176,8	- 10,2	+ 12,9	+ 2,7	* + 48,4	* + 227,9
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 42,1	* + 50,2	* + 90,6	- 7,4	+ 18,7	+ 11,3	* + 7,0	* + 108,9
4 ^e trimestre	+ 12,6	+ 92,9	* + 63,3	* + 168,8	+ 7,7	+ 20,3	+ 28,0	* - 7,5	* + 189,3
1984 1 ^{er} trimestre	- 28,3	+ 97,6	* + 44,1	* + 113,4	+ 23,5	+ 33,1	+ 56,6	* + 8,1	* + 178,1
2 ^e trimestre	+ 66,0	+ 19,4	* + 51,4	* + 136,8	- 11,6	+ 28,2	+ 16,6	* + 81,8 ¹⁰	* + 235,2
3 ^e trimestre	- 49,4	+ 74,4	* + 50,6	* + 75,6	- 3,2	+ 14,8	+ 11,6	* + 1,4 ¹⁰	* + 88,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.
³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

La série des Autres actifs [colonne (8)] a été revue de manière à éliminer de son contenu des écarts statistiques qui ne peuvent, avec certitude, être identifiés comme actifs financiers.

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges						En monnaies étrangères ³				Total général	
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}						Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4,6}	A l'étranger		Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Après des organismes principalement monétaires ⁷							(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1976	+ 106,0	+ 69,7	+ 4,5	- 4,2	+ 176,0	+ 88,7	+ 16,7	+ 192,7	+ 10,4	+ 9,2	+ 19,6	+ 212,3
1977	+ 102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+ 107,8	+ 38,1	+ 6,9	+ 114,7	+ 5,7	+ 12,6	+ 18,3	+ 133,0
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,7	- 3,6	+ 2,0	+ 91,4	+ 56,0	+ 47,0	+ 138,4	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,1
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,2	+ 1,3	+ 159,4	+ 76,1	- 9,0	+ 150,4	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 136,6
1982 3 ^e trimestre .	- 7,5	+ 40,6	+ 0,9	- 2,1	+ 31,9	+ 24,3	+ 27,0	+ 58,9	- 3,4	+ 6,9	+ 3,5	+ 62,4
4 ^e trimestre .	+ 56,1	- 14,8	+ 1,3	- 3,2	+ 39,4	+ 5,7	+ 2,2	+ 41,6	+ 1,0	+ 2,6	+ 3,6	+ 45,2
1983 1 ^{er} trimestre .	- 12,8	+ 33,6	+ 2,1	- 0,4	+ 22,5	+ 9,7	- 15,4	+ 7,1	- 5,5	+ 1,6	- 3,9	+ 3,2
2 ^e trimestre .	+ 24,0	- 22,9	+ 2,2	+ 1,8	+ 5,1	- 3,6	+ 3,2	+ 8,3	- 4,2	- 6,0	- 10,2	- 1,9
3 ^e trimestre .	+ 19,8	+ 20,1	+ 3,1	+ 0,7	+ 43,7	+ 34,6	- 1,6	+ 42,1	- 0,8	- 6,6	- 7,4	+ 34,7
4 ^e trimestre .	+ 80,6	+ 4,5	+ 3,8	- 0,8	+ 88,1	+ 35,4	+ 4,8	+ 92,9	+ 1,9	+ 5,8	+ 7,7	+ 100,6
1984 1 ^{er} trimestre .	+ 19,1	+ 60,3	+ 3,5	+ 1,3	+ 84,2	+ 35,7	+ 13,4	+ 97,6	+ 23,3	+ 0,2	+ 23,5	+ 121,1
2 ^e trimestre .	+ 25,5	- 18,5	+ 1,4	+ 3,4	+ 11,8	- 3,0	+ 7,6	+ 19,4	- 5,3	- 6,3	- 11,6	+ 7,8
3 ^e trimestre .	+ 3,7	+ 50,2	+ 0,3	- 0,5	+ 53,7	+ 41,0	+ 20,7	+ 74,4	- 3,1	- 0,1	- 3,2	+ 71,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)
1975	678,6	236,6	69,8	7,8	992,8	389,8	23,0	1.015,8
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982 Juin	1.086,5	487,0	68,5	14,9	1.656,9	733,6	125,8	1.782,7
Septembre	1.079,0	527,6	69,4	12,8	1.688,8	757,9	126,2	1.815,0
Décembre	1.135,1	512,8	70,7	9,6	1.728,2	763,6	125,9	1.854,1
1983 Mars	1.122,3	546,4	72,8	9,2	1.750,7	773,3	121,7	1.872,4
Juin	1.146,3	523,5	75,0	11,0	1.755,8	769,7	121,9	1.877,7
Septembre	1.166,1	543,6	78,1	11,7	1.799,5	804,3	125,0	1.924,5
Décembre	1.246,7	548,1	81,9	10,9	1.887,6	839,7	129,7	2.017,3
1984 Mars	1.265,8	608,4	85,4	12,2	1.971,8	875,4	149,9	2.121,7
Juin	1.291,3	589,9	86,8	15,6	1.983,6	872,4	147,3	2.130,9
Septembre	1.295,0	640,1	87,1	15,1	2.037,3	913,4	148,8	2.186,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²,

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8)=(4)+(7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4)= (1)+(2)+(3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7)=(5)+(6)	
1976	+ 149,2	+ 2,2	+ 3,0	+ 154,4	+ 13,5	+ 0,7	+ 14,2	+ 168,6
1977	* + 207,2	+ 10,0	+ 7,1	* + 224,3	+ 17,7	- 1,0	+ 16,7	* + 241,0
1978	* + 160,1	+ 10,3	+ 0,9	* + 171,3	+ 18,6	+ 1,6	+ 20,2	* + 191,5
1979	* + 203,1	+ 3,8	+ 0,9	* + 207,8	+ 15,2	- 3,9	+ 11,3	* + 219,1
1980	* + 258,3	+ 1,8	+ 1,0	* + 261,1	+ 27,7	- 6,9	+ 20,8	* + 281,9
1981	* + 204,0	+ 1,2	+ 2,4	* + 207,6	+ 46,4	- 4,5	+ 41,9	* + 249,5
1982	* + 279,7	+ 20,1	- 1,2	* + 298,6	+ 56,2	- 8,6	+ 47,6	* + 346,2
1983	* + 285,9	+ 50,7	+ 12,9	* + 349,5	+ 63,3	+ 0,4	+ 63,7	* + 413,2
1982 3 ^e trimestre ...	* + 60,0	+ 1,0	+ 0,2	* + 61,2	+ 19,4	- 1,9	+ 17,5	* + 78,7
4 ^e trimestre ...	* + 98,6	+ 7,7	- 2,2	* + 104,1	+ 7,1	- 1,9	+ 5,2	* + 109,3
1983 1 ^{er} trimestre ...	* + 133,5	+ 2,8	+ 4,1	* + 140,4	+ 10,5	+ 1,3	+ 11,8	* + 152,2
2 ^e trimestre ...	* + 78,4	+ 11,5	+ 5,7	* + 95,6	+ 14,2	- 1,3	+ 12,9	* + 108,5
3 ^e trimestre ...	* + 44,0	+ 4,7	+ 1,5	* + 50,2	+ 18,7	0,0	+ 18,7	* + 68,9
4 ^e trimestre ...	* + 30,0	+ 31,7	+ 1,6	* + 63,3	+ 19,9	+ 0,4	+ 20,3	* + 83,6
1984 1 ^{er} trimestre ...	* + 40,9	+ 2,5	+ 0,7	* + 44,1	+ 33,3	- 0,2	+ 33,1	* + 77,2
2 ^e trimestre ...	* + 47,0	+ 4,9	- 0,5	* + 51,4	+ 28,2	0,0	+ 28,2	* + 79,6
3 ^e trimestre ...	* + 49,8	- 0,6	+ 1,4	* + 50,6	+ 16,3	- 1,5	+ 14,8	* + 65,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1976	+ 16,8	+ 7,2	+ 110,1	+ 14,1	+ 54,1	+ 46,9	+ 35,4	+ 13,7	+ 3,8	+ 223,6	+ 78,5	+ 302,1
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,3	+ 32,1	+ 52,1	+ 85,5	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+ 186,3	+ 135,4	+ 321,7
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,1	+ 56,9	+ 33,8	+ 144,6	+ 13,7	+ 44,5	+ 5,1	+ 136,3	+ 251,1	+ 387,4
1983	+ 12,2	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 49,0	+ 107,1	+ 38,5	+ 71,4 ⁴	* - 27,2 ⁴	+ 218,5	* + 212,7	* + 431,2
1982 3 ^e trimestre	- 10,9	- 3,2	+ 14,5	+ 14,3	+ 11,3	+ 57,3	- 0,9	+ 13,1	+ 1,1	+ 10,8	+ 85,8	+ 96,6
4 ^e trimestre	- 1,3	- 7,0	+ 11,4	+ 15,6	+ 19,2	+ 30,8	+ 14,7	+ 10,7	+ 1,0	+ 37,0	+ 58,1	+ 95,1
1983 1 ^{er} trimestre	- 8,0	- 2,5	+ 2,9	+ 23,8	+ 11,3	+ 41,7	- 2,9	+ 16,7	* + 2,3	+ 0,8	* + 84,5	* + 85,3
2 ^e trimestre	+ 26,3	+ 3,7	+ 26,7	+ 23,6	+ 5,2	+ 40,2	+ 11,9	+ 11,4	* + 1,9	+ 73,8	* + 77,1	* + 150,9
3 ^e trimestre	- 4,0	+ 9,8	+ 21,8	+ 9,1	+ 11,7	+ 13,5	+ 2,0	+ 8,8	* + 1,2	+ 41,3	* + 32,6	* + 73,9
4 ^e trimestre	- 2,1	- 12,3	+ 68,7	+ 4,9	+ 20,8	+ 11,7	+ 27,5	+ 34,5 ⁴	* - 32,6 ⁴	+ 102,6	* + 18,5	* + 121,1
1984 1 ^{er} trimestre	- 10,0	- 3,0	+ 33,0	+ 10,3	+ 50,1	+ 16,4	+ 9,1	+ 6,2	* + 0,1	+ 79,2	* + 33,0	* + 112,2
2 ^e trimestre	+ 19,5	+ 13,7	+ 18,0	+ 6,0	+ 5,7	+ 11,7	+ 15,5	+ 3,6	* 0,0	+ 72,4	* + 21,3	* + 93,7
3 ^e trimestre	- 13,3	- 11,9	+ 17,2	+ 7,4	+ 8,2	+ 17,3	+ 1,2	+ 8,0	* 0,0	+ 1,4	* + 32,7	* + 34,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)		(12) = (10) + (11)
1975	278,8	83,3	645,7	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.647,7	550,0	2.197,7
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982 Juin	371,3	119,7	1.191,9	293,0	664,4	839,9	348,4	247,8	40,9	2.695,7	1.421,6	4.117,3
Septembre	360,4	116,5	1.210,2	307,3	675,7	897,2	347,5	260,9	42,0	2.710,3	1.507,4	4.217,7
Décembre	359,1	109,5	1.220,3	322,9	694,9	928,0	362,2	271,6	43,0	2.746,0	1.565,5	4.311,5
1983 Mars	351,1	107,0	1.224,5	346,7	706,2	969,7	359,3	288,3	* 45,3	2.748,1	* 1.650,0	* 4.398,1
Juin	377,4	110,7	1.255,6	370,3	711,4	1.009,9	371,2	299,7	* 47,2	2.826,3	* 1.727,1	* 4.553,4
Septembre	373,4	120,5	1.281,3	379,4	723,1	1.023,4	373,2	308,5	* 48,4	2.871,5	* 1.759,7	* 4.631,2
Décembre	371,3	108,2	1.352,8	384,3	743,9	1.035,1	400,7	343,0 ³	* 15,8 ³	2.976,9	* 1.778,2	* 4.755,1
1984 Mars	361,3	105,2	1.382,7	394,6	794,0	1.051,5	409,8	349,2	* 15,9	3.053,0	* 1.811,2	* 4.864,2
Juin	380,8	118,9	1.403,4	400,6	799,7	1.063,2	425,3	352,8	* 15,9	3.128,1	* 1.832,5	* 4.960,6
Septembre	367,5	107,0	1.425,2	408,0	807,9	1.080,5	426,5	360,8	* 15,9	3.134,1	* 1.865,2	* 4.999,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : Bulletin de la B.N.B. : LII^e année, tome 1, n^o 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
		(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)			(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique- ment)	1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	0,0	5,4	- 5,4	66,3	53,0
	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5	42,5
	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
* 1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	64,7	1,2	63,5	260,6	106,9	
2. Fonds autonomes et orga- nismes de sécurité sociale	1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	11,4	1,7	9,7	20,5	- 1,7
	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0	1,0
	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,3	7,7	33,6	44,2	- 3,5
* 1983	125,9	76,2	49,7	—	49,7	49,4	6,7	42,7	92,4	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1976	0,0	2,1	- 2,1	33,2	31,1	11,4	5,1	6,3	37,4	- 4,5
	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0	1,6
	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,3	74,5	36,4	16,8	19,6	94,1	- 0,9
* 1983	16,0	4,1	11,9	35,7	47,6	17,9	4,5	13,4	61,0	3,1	
4. Pouvoirs subordonnés, Inter- communales pour la construction des Autorou- tes et Crédit Communal de Belgique	1976	21,0	8,6	12,4	28,1	40,5	0,2	0,6	- 0,4	40,1	1,9
	1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	0,0	1,1	- 1,1	54,9	2,2
	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
* 1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,1	3,8	2,3	18,2	- 0,5
	1977	6,0	7,6	- 1,6	—	- 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1	0,0
	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	0,0
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	0,0
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	0,0
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	0,0
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	0,0
* 1983	25,0	10,1	14,9	—	14,9	15,1	10,7	4,4	19,3	0,0	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1976	196,0	87,3	108,7	61,3	170,0	29,1	16,6	12,5	182,5	
	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5	
	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	29,2	23,2	6,0	114,9	
	1982	286,2	170,6	115,6	101,0	216,6	100,6	41,6	59,0	275,6	
* 1983	489,4	222,8	266,6	91,9	358,5	147,5	23,2	124,3	482,8		

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1980	Janvier ..	24	Etat belge 1980-89	11,00	100,00	9 ans	60,0	—	11,00
	Avril	11	Fonds des Routes 1980-83-88	13,00—11,50 ⁴	99,50	3 ou 8 ans	40,5 ⁵	13,21	12,33
	Mai	27	Etat belge 1980-88	12,75	100,00	8 ans	44,2	—	12,75
	Septembre	1	Ville d'Anvers 1980-87	12,75	100,00	7 ans	6,0	—	12,75
	Septembre	1	Ville de Liège 1980-87	12,75	100,00	7 ans	6,0	—	12,75
	Septembre	29	Etat belge 1980-84-89	12,50—13,00 ⁴	100,00	4 ou 9 ans	50,6	12,50	12,81
	Novembre	12	S.N.L. 1980-87	12,75	99,00	7 ans	15,0	—	12,98
							222,3		
1981	Janvier ..	15	Etat belge 1981-85-89	13,00—13,25 ⁴	99,30	4 ou 8 ans	66,0	13,24	13,24
	Février ..	19	Fonds des Routes 1981-85-89	13,00	99,30	4 ou 8 ans	47,0 ⁶	13,24	13,15
	Juin	11	Emprunt special 1981 ⁷						
			Tranche 1 — 1981-1991	13,00	100,00	10 ans	55,3	—	13,00 ⁸
			Tranche 2 — 1981-1988	13,00	97,00	7 ans	22,7	—	13,69
	Septembre	10	Crédit Communal de Belgique 1981-85-89	13,50	98,00	4 ou 8 ans	30,0	14,19	14,23
	Décembre	9	R.T.T. 1981-88	14,25	99,00	7 ans	21,5	—	14,49
							242,5		
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75—14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75—14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50—13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00—11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Mai .....	.	Fonds pour la Restructuration des Secteurs Nationaux en Région Wallonne (F.S.N.W.) 1984-2007	12,675	100,00	23 ans	10,0	—	12,67
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
	Novembre	.	Fonds pour la Restructuration des Secteurs Nationaux en Région Wallonne (F.S.N.W.) 1984-2007	12,275	100,00	23 ans	10,0	—	12,27
							409,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Dont 11 milliards de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.

⁶ Dont 12 milliards de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.

⁷ Vu les avantages fiscaux accordés à l'emprunt spécial 1981, les taux de rendement ne sont pas entièrement comparables à ceux des autres émissions.

⁸ Calculé sur base d'un taux de remboursement de 100 %.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ¹	Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dettes reprises de la République du Zaïre ²	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ¹
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)	
1975	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	0,0	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	0,0	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,8	1.426,9	—	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,6	1.639,0	—	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	207,3	1.956,8	—	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	225,7	2.439,1	—	2.439,1
1982 Juin	1.158,8	5,7	743,5	95,9	2.003,9	239,5	325,0	564,5	2.568,4	349,0	2.917,4	—	2.917,4
Septembre ..	1.138,1	4,2	889,0	97,2	2.128,5	315,5	297,3	612,8	2.741,3	335,8	3.077,1	—	3.077,1
Décembre ..	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	330,1	3.085,0	—	3.085,0
1983 Mars	1.266,5	3,5	879,1	90,8	2.239,9	344,6	389,5	734,1	2.974,0	356,0	3.330,0	—	3.330,0
Juin	1.368,0	30,5	949,2	91,7	2.439,4	373,7	386,1	759,8	3.199,2	351,2	3.550,4	—	3.550,4
Septembre ..	1.345,0	35,5	972,1	100,5	2.453,1	406,9	375,8	782,7	3.235,8	416,8	3.652,6	—	3.652,6
Décembre ..	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	412,5	3.716,0	—	3.716,0
1984 Janvier	1.395,1	35,5	1.007,4	97,7	2.535,7	479,1	365,6	844,7	3.380,4	390,3	3.770,7	—	3.770,7
Février	1.444,0	35,5	1.031,6	85,9	2.597,0	484,4	376,6	861,0	3.458,0	389,4	3.847,4	—	3.847,4
Mars	1.435,3	35,5	1.086,1	81,5	2.638,4	499,0	395,4	894,4	3.532,8	388,2	3.921,0	—	3.921,0
Avril	1.432,9	35,5	1.044,9	99,5	2.612,8	519,9	417,8	937,7	3.550,5	427,9	3.978,4	—	3.978,4
Mai	1.427,0	113,1	1.026,7	95,9	2.662,7	527,2	427,6	954,8	3.617,5	425,2	4.042,7	—	4.042,7
Juin	1.484,5	113,1	1.062,8	92,1	2.752,5	547,4	413,2	960,6	3.713,1	423,3	4.136,4	—	4.136,4
Juillet	1.481,4	113,1	1.101,0	91,2	2.786,7	576,3	394,9	971,2	3.757,9	420,9	4.178,8	—	4.178,8
Août	1.475,8	113,1	1.127,7	93,5	2.810,1	583,6	394,1	977,7	3.787,8	419,2	4.207,0	—	4.207,0
Septembre ..	1.476,9	113,1	1.183,7	83,9	2.857,6	617,8	387,3	1.005,1	3.862,7	417,7	4.280,4	—	4.280,4
Octobre	1.572,0	113,1	1.071,6	88,3	2.845,0	632,7	384,3	1.017,0	3.862,0	416,0	4.278,0	—	4.278,0
Novembre ..	1.568,1	113,1	1.122,4	82,0	2.885,6	630,8	378,9	1.009,7	3.895,3	424,9	4.320,2	—	4.320,2
Décembre ..	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	414,4	4.264,9	—	4.264,9

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) à (4)	(6) = (1) - (5)
1976	+ 129,9	- 3,2	0,0	0,0	- 3,2	+ 133,1
1977	+ 170,0	+ 2,6	0,0	0,0	+ 2,6	+ 167,4
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1983 11 premiers mois	+ 598,9	+ 3,3	+ 43,2	+ 26,1	+ 72,6	+ 526,3
1984 11 premiers mois	+ 604,2	+ 7,3	+ 35,2	0,0	+ 42,5	+ 561,7

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1976	788,7	88,0	—	139,0	458,9	1.474,6
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,3	—	89,4	1.052,5	2.676,4
1983 *	1.717,9	109,2	—	55,9	1.151,7	3.034,7
Titres non accessibles à tout placeur						
1976	72,5	37,2	11,2	32,1	81,0	234,0
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982	72,5	77,4	42,5	62,7	133,3	388,4
1983 *	137,5	81,9	57,9	89,0	146,6	512,9
Total						
1976	861,2	125,2	11,2	171,1	539,9	1.708,6
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982	1.512,7	171,7	42,5	152,1	1.185,8	3.064,8
1983 *	1.855,4	191,1	57,9	144,9	1.298,3	3.547,6

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1976	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.459,1	14,0	10,4	21,3	537,5	16,6	338,9	187,7	90,9	2.676,4
1983 *	1.595,3	15,1	10,5	20,2	617,4	27,3	404,2	198,4	146,3	3.034,7
Titres non accessibles à tout placeur										
1976	10,6	0,3	0,2	3,1	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,0
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982	27,8	0,3	0,1	1,0	143,3	—	136,1	33,2	46,6	388,4
1983 *	49,1	0,3	0,1	3,7	178,6	—	171,1	37,6	72,4	512,9
Total										
1976	702,5	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.708,6
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982	1.486,9	14,3	10,5	22,3	680,8	16,6	475,0	220,9	137,5	3.064,8
1983 *	1.644,4	15,4	10,6	23,9	796,0	27,3	575,3	236,0	218,7	3.547,6

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

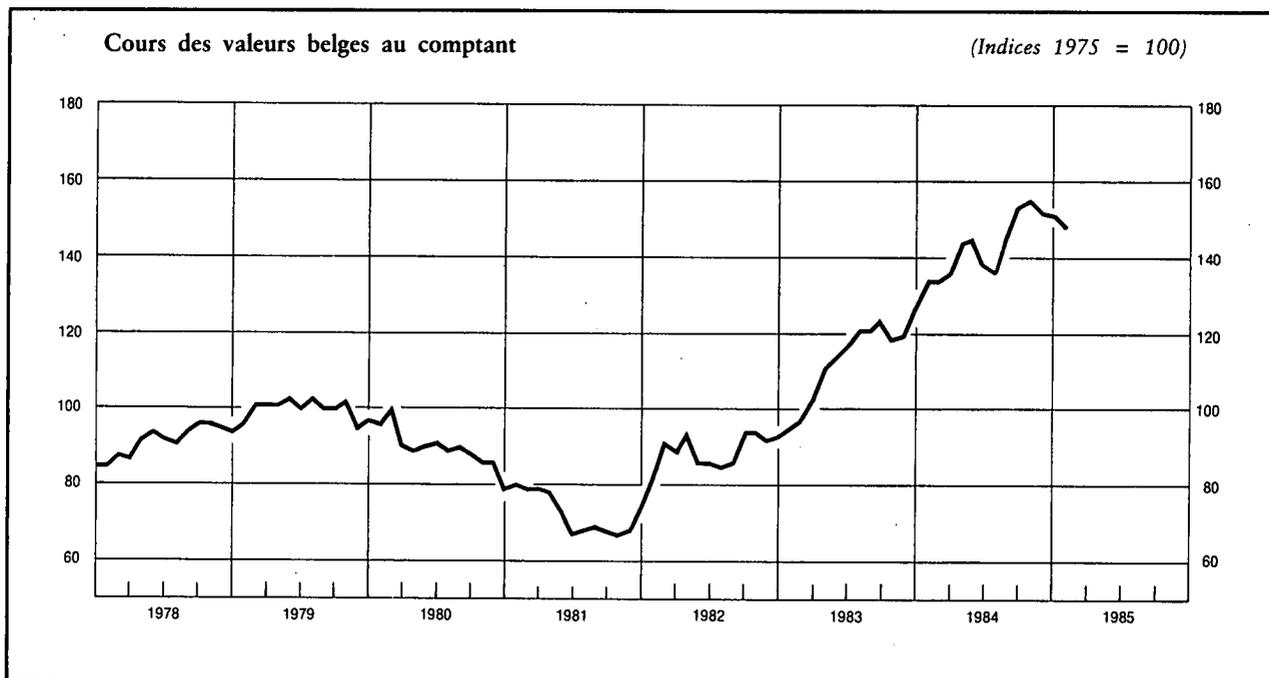
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., L'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères ⁵		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1977	89	89	85	5,9	5,4	77	92
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	6,6	5,4	156	202
1983	308	114	113	5,6	4,3	254	288
1984	367	144	144	4,8	3,5	272	349
1982 4 ^e trimestre	227	93	93	6,4	4,8	234	223
1983 1 ^{er} trimestre	229	98	97	5,9	4,5	278	250
2 ^e trimestre	339	114	113	5,5	4,3	274	279
3 ^e trimestre	281	121	121	5,3	4,1	235	307
4 ^e trimestre	382	122	121	5,5	4,1	227	314
1984 1 ^{er} trimestre	387	135	134	4,9	3,5	311	343
2 ^e trimestre	377	143	144	4,9	3,5	219	339
3 ^e trimestre	324	145	146	4,8	3,4	278	344
4 ^e trimestre	378	153	153	4,6	3,3	279	368
1984 Janvier	493	134	134	4,8	3,4	312	347
Février	332	134	133	5,1	3,6	370	342
Mars	337	136	136	4,9	3,5	251	341
Avril	426	144	146	4,6	3,4	213	345
Mai	398	145	147	4,9	3,6	250	342
Juin	308	138	137	5,2	3,7	195	330
Juillet	193	136	135	5,1	3,8	199	322
Août	336	146	147	4,7	3,3	286	351
Septembre	444	153	155	4,6	3,2	348	360
Octobre	361	155	157	4,5	3,2	312	368
Novembre	369	152	152	4,6	3,4	255	369
Décembre	403	151	150	4,6	3,4	269	367
1985 Janvier	260	148	147	4,8	3,5	334	374

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

⁵ Y compris les valeurs zairoises.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
Banques⁴									
1969	52	14,5	8,8	2,4	0,0	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	0,0	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	0,0	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	0,0	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	0,0	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,8	3,0
1976	47	21,7	20,2	4,3	0,0	2,3	0,1	72,6	3,9
Sociétés financières et immobilières⁵									
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,9	5,5
1976	2.491	87,8	53,3	11,0	5,1	7,3	0,2	107,4	7,1
Industries des fabrications métalliques									
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,9	0,4
1976	1.589	54,4	39,8	9,2	4,2	3,0	0,1	5,9	0,4
Métallurgie du fer									
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	0,0	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	0,0	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	0,0	2,5	0,1	1,3	0,1
1976	87	28,9	26,0	0,4	8,4	0,3	0,0	1,1	0,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p.134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
<i>(milliards de francs)</i>									
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie textile									
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	0,0
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	0,0
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	0,0
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,0
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	0,0
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	0,0
1976	928	15,9	16,2	1,2	2,3	0,3	0,0	0,8	0,0
Industrie alimentaire									
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,3	0,1
1976	723	25,5	18,7	3,8	1,9	1,1	0,0	1,6	0,1
Industrie chimique									
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	0,0
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	0,0
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,7	0,4
1976	722	59,9	50,8	8,0	4,9	4,9	0,1	7,8	0,6
Electricité									
1969	17	27,2	5,3	2,6	0,0	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	0,0	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	0,0	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	0,0	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	0,0	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	0,0	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	0,0	5,0	0,1	51,7	3,4
1976	17	42,5	10,5	5,7	0,0	5,0	0,1	60,3	4,2

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p. 134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie du charbon									
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1973	21	4,6	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
1975	16	4,0	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1976	14	4,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}									
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,4	18,2
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁷									
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
C. — Total général^{6 7}									
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,3	18,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4	11,3
1975 3 premiers mois	2.160	52,5	40,2	10,2	2,9	5,4	2,8
6 premiers mois	15.957	409,9	271,0	73,0	17,1	35,8	5,8
9 premiers mois	17.680	442,9	294,6	77,6	21,8	37,3	8,3
12 mois	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9	13,2
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	535	20,0	13,8	3,8	2,1	0,9	2,0
3 premiers mois	2.135	55,9	39,4	9,2	3,6	4,0	3,2
4 premiers mois	5.371	126,1	90,3	19,8	9,7	8,7	4,6
5 premiers mois	11.765	318,9	208,7	40,2	30,6	19,3	6,2
6 premiers mois	16.689	439,3	299,3	56,9	41,2	28,4	7,8
7 premiers mois	17.604	459,1	310,9	59,1	43,6	29,3	9,2
8 premiers mois	17.932	462,9	314,3	59,9	44,0	29,6	10,0
9 premiers mois	18.464	469,0	320,5	61,3	44,9	30,0	11,2
10 premiers mois	19.011	477,7	330,0	62,3	46,1	30,4	12,8
11 premiers mois	19.482	486,1	340,2	63,8	46,9	31,0	13,8
12 mois	20.043	498,3	348,8	65,8	47,4	32,2	16,9

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975 3 premiers mois	18	1,0	0,4	0,0	0,2	0,0	0,1
6 premiers mois	142	37,9	30,5	10,7	0,5	5,0	0,2
9 premiers mois	161	40,0	32,6	10,8	0,6	5,1	0,3
12 mois	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3
1976 1 ^{er} mois	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 premiers mois	4	0,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
3 premiers mois	13	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2
4 premiers mois	24	1,2	0,6	0,1	0,0	0,0	0,2
5 premiers mois	71	22,5	16,9	4,8	0,3	3,3	0,3
6 premiers mois	132	37,6	35,0	6,2	0,5	4,4	0,4
7 premiers mois	146	39,5	36,2	6,3	0,5	4,5	0,5
8 premiers mois	149	39,9	36,7	6,3	0,5	4,6	0,5
9 premiers mois	151	40,0	36,8	6,3	0,5	4,6	0,5
10 premiers mois	162	41,1	37,2	6,4	0,6	4,6	0,5
11 premiers mois	170	43,6	38,1	6,4	0,7	4,6	0,5
12 mois	174	44,0	38,2	6,5	0,7	4,7	0,5

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite)

C. — Total général⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975 3 premiers mois	2.178	53,5	40,6	10,2	3,1	5,4	2,9
6 premiers mois	16.099	447,8	301,5	83,7	17,6	40,8	6,0
9 premiers mois	17.841	482,9	327,2	88,4	22,4	42,4	8,6
12 mois	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	539	20,8	14,0	3,8	2,1	0,9	2,2
3 premiers mois	2.148	56,9	39,8	9,3	3,6	4,0	3,4
4 premiers mois	5.395	127,2	90,9	19,9	9,7	8,7	4,8
5 premiers mois	11.836	341,2	225,6	45,0	30,9	22,6	6,5
6 premiers mois	16.821	476,7	334,3	63,1	41,7	32,8	8,2
7 premiers mois	17.750	498,3	347,1	65,4	44,1	33,3	9,7
8 premiers mois	18.081	502,5	351,0	66,2	44,5	34,2	10,5
9 premiers mois	18.615	508,8	357,3	67,6	45,4	34,6	11,7
10 premiers mois	19.173	518,6	367,2	68,7	46,7	35,0	13,3
11 premiers mois	19.653	529,5	378,3	70,2	47,6	35,6	14,3
12 mois	20.217	542,1	387,0	72,3	48,1	36,9	17,4

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre

date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	* 21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	* 53,0	* 58,1
1976	* 50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,1
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 77,6	* 73,6
1978 *	64,4	41,2	9,9	7,7	2,2	12,5	14,7	55,9	51,9
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	- 1,4	0,0	- 1,4	1,2	1,2
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	0,0	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	* 0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	* 1,8	* 1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 *	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
C. — Total général									
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	* 21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	* 54,8	* 59,9
1976	* 50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,5
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	77,3	73,3
1978 *	64,4	41,2	9,9	8,0	1,9	12,5	14,4	55,6	51,6

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions ² nettes	émissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1977	91,9	50,5	13,2	63,7
1978	64,4	37,2	6,6	43,8
1979 ³	66,7	30,4	33,6	64,0
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	331,6	241,6	27,3	268,9
1982 1 ^{er} trimestre	20,2	13,2	0,0	13,2
2 ^e trimestre	41,3	24,2	2,1	26,3
3 ^e trimestre	22,0	12,5	1,7	14,2
4 ^e trimestre	68,6	52,4	2,3	54,7
1983 1 ^{er} trimestre	28,7	22,0	16,0	38,0
2 ^e trimestre	41,3	30,9	5,0	35,9
3 ^e trimestre	50,9	30,9	1,3	32,2
4 ^e trimestre	210,7	157,8	5,0	162,8
1984 1 ^{er} trimestre	14,2	7,9	1,5	9,4
1983 Avril	9,2	7,8	0,0	7,8
Mai	11,0	10,2	1,0	11,2
Juin	21,1	12,9	4,0	16,9
Juillet	15,3	7,7	1,0	8,7
Août	15,6	9,2	0,3	9,5
Septembre	20,0	14,0	0,0	14,0
Octobre	17,8	10,2	5,0	15,2
Novembre	33,6	35,9	0,0	35,9
Décembre	159,3	111,7	0,0	111,7
1984 Janvier	1,2	0,7	0,0	0,7
Février	5,0	1,9	1,5	3,4
Mars	8,0	5,3	0,0	5,3
Avril	5,1	2,2	0,0	2,2

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1975	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	199,4	182,5	1,8	772,0	1.298,9	72,6
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	230,3	218,3	1,8	893,0	1.509,6	68,3
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979 ⁵	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	458,2	273,4	349,5	336,0	1,9	1.419,0	2.507,0	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	467,9	300,5	349,7	344,9	1,6	1.464,6	2.571,9	111,9
1983	0,6	0,3	1.158,7	1.159,6	459,3	323,5	360,1	368,2	2,4	1.513,5	2.673,1	122,0
1982 Mars	0,5	0,5	1.101,7	1.102,7	460,5	286,1	351,0	334,8	1,8	1.434,2	2.536,9	103,1
Juin	0,3	0,5	1.099,6	1.100,4	464,6	295,5	352,0	339,1	1,7	1.452,9	2.553,3	100,3
Septembre	0,5	0,5	1.081,3	1.082,3	463,9	302,1	350,8	339,3	1,7	1.457,8	2.540,1	98,9
Décembre	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	467,9	300,5	349,7	344,9	1,6	1.464,6	2.571,9	111,9
1983 Mars	0,7	0,5	1.089,6	1.090,8	468,7	309,1	351,0	344,5	1,6	1.474,9	2.565,7	107,0
Juin	0,2	0,5	1.088,6	1.089,3	477,1	314,4	348,5	346,8	1,5	1.488,3	2.577,6	108,4
Septembre	0,2	0,3	1.103,0	1.103,5	469,7	319,6	349,3	345,8	1,6	1.486,0	2.589,5	106,5
Décembre	0,6	0,3	1.158,7	1.159,6	459,3	323,5	360,1	368,2	2,4	1.513,5	2.673,1	122,0
1984 Mars	0,7	0,3	1.118,5	1.119,5	442,3	326,7	371,0	370,2	2,6	1.512,8	2.632,3	120,9
Juin	0,4	0,3	1.149,2	1.149,9	440,8	333,7	368,1	371,6	2,2	1.516,4	2.666,3	118,7
Septembre	0,2	0,3	1.145,6	1.146,1	437,9	339,3	367,1	369,7	2,0	1.516,0	2.662,1	118,5

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1977	16,2
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1982 4 ^e trimestre	13,3
1983 1 ^{er} trimestre	10,7
2 ^e trimestre	11,8
3 ^e trimestre	12,5
4 ^e trimestre	12,8
1984 1 ^{er} trimestre	13,5
2 ^e trimestre	15,5
3 ^e trimestre	14,2
4 ^e trimestre	13,3

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. L1^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	27,9	29,8	31,4	35,6	23,0	24,3	26,2	29,2
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	9,9	11,3	12,5	13,2	5,8	6,1	6,8	7,8
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	147,7	158,4	174,3	200,7	75,0	80,7	89,7	97,3
Textile, habillement et cuir	82,6	84,0	83,4	89,8	48,0	51,0	47,1	47,9
Industrie chimique ⁴	200,9	227,9	240,5	252,6	92,7	95,1	91,6	85,8
Métallurgie de base	203,3	182,1	186,9	158,6	140,1	129,5	123,3	101,1
Fabrications métalliques	325,3	352,7	349,5	362,4	161,3	191,7	174,5	173,4
Produits minéraux non métalliques et bois	95,2	95,9	96,6	102,7	57,7	56,6	56,1	60,4
Papier, carton et imprimerie	37,0	40,3	41,4	42,6	23,1	25,7	25,1	25,7
Pétrole	60,8	64,3	77,4	81,2	13,1	18,6	17,6	17,8
Diamant et orfèvrerie	53,7	60,2	65,0	70,1	35,9	42,7	45,3	49,9
Autres	1,8	2,0	1,9	1,9	1,2	1,3	1,2	1,2
Construction et affaires immobilières de génie civil	117,6	113,6	109,5	108,2	78,0	76,3	70,2	69,3
Production et distribution d'énergie et d'eau	85,1	107,6	122,8	115,1	40,6	41,0	53,6	45,0
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	43,5	50,6	61,4	72,1	20,2	30,0	35,3	45,2
Commerce de détail	73,7	74,4	74,7	81,8	45,2	45,7	46,7	52,3
Transports, entrepôts et communications	104,9	133,4	150,5	158,0	68,5	88,1	106,1	105,4
Services financiers ⁵	123,5	136,1	128,4	149,3	50,7	53,7	44,8	55,6
Autres services aux entreprises ⁶	50,2	45,4	48,2	48,3	32,1	27,9	27,7	29,6
Autres services aux particuliers ⁷	140,6	145,3	153,4	174,5	118,5	124,6	129,8	148,9
Total	1.985,3	2.115,3	2.209,7	2.318,7	1.131,0	1.210,6	1.218,7	1.248,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers : contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Communauté Economique Européenne ...	256,8	419,4	477,0	511,8	124,4	248,5	271,2	263,4
Royaume-Uni	53,1	75,1	97,7	127,7	23,6	27,8	36,5	29,3
République Fédérale d'Allemagne	101,8	201,0	181,3	137,8	46,8	132,6	105,1	78,1
France	40,3	47,0	73,0	90,5	20,6	24,4	42,1	60,6
Pays-Bas	21,3	33,1	42,6	48,4	8,0	13,4	18,4	18,7
Italie	18,2	30,5	43,1	55,3	13,5	25,1	35,8	41,9
Luxembourg	8,1	9,9	10,1	19,5	3,6	6,8	6,8	8,5
Danemark	11,8	14,9	17,5	18,7	6,5	11,2	15,5	14,4
Irlande	2,2	3,0	6,1	8,0	1,8	3,0	5,5	6,9
Grèce	—	4,9	5,6	5,9	—	4,2	5,5	5,0
Autre pays d'Europe ²	95,2	134,9	155,4	187,7	70,1	95,0	118,3	137,9
dont : Espagne	36,6	52,3	58,7	81,7	32,6	49,9	55,9	73,7
Suisse	21,4	32,8	38,3	40,4	10,9	9,3	12,4	11,1
Norvège	7,0	7,1	6,2	6,1	5,3	5,5	4,9	3,0
Suède	11,1	14,9	18,2	21,3	7,9	10,5	13,8	15,7
Etats-Unis et Canada	60,6	84,9	97,7	133,7	21,6	28,3	31,9	34,1
Pays exportateurs de pétrole	78,8	83,9	92,8	84,0	51,7	61,8	71,0	71,2
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	137,7	191,4	244,5	273,2	114,6	149,0	191,0	231,4
dont : Brésil	41,0	53,1	55,0	59,6	38,0	48,2	51,0	54,7
Mexique	30,8	59,6	64,6	78,4	26,4	49,0	59,4	72,7
Autres pays d'Afrique	37,8	40,7	50,0	58,9	30,2	32,8	37,7	41,8
dont : Afrique du Sud	3,8	3,3	6,6	6,1	2,7	2,2	3,1	4,3
République du Zaïre	7,6	9,1	8,7	8,5	6,7	8,8	8,7	6,3
Australie et Nouvelle Zélande	15,9	27,3	38,6	54,0	5,4	12,5	23,5	34,7
Autres pays d'Asie	31,1	41,2	58,5	78,9	21,1	26,6	35,1	43,5
dont : Japon	10,9	8,1	9,2	29,9	10,3	7,3	8,3	10,4
Total	713,9	1.023,7	1.214,5	1.382,2	439,1	654,5	779,7	858,0

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

² 1980 : y compris la Grèce.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total ⁽⁸⁾ = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1982 4 ^e trimestre	6,9	0,0	4,0	5,8	0,0	3,5	1,6	10,9
1983 1 ^{er} trimestre	6,7	0,1	3,5	5,7	0,0	3,3	1,3	10,3
2 ^e trimestre	7,2	0,0	4,1	5,7	0,0	4,1	1,5	11,3
3 ^e trimestre	8,0	0,0	3,9	5,6	0,1	4,7	1,5	11,9
4 ^e trimestre	7,8	0,0	3,8	5,8	0,1	4,2	1,5	11,6
1984 1 ^{er} trimestre	7,8	0,0	3,4	5,5	0,3	3,7	1,7	11,2
2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,2	6,1	0,0	2,8	1,7	10,6
3 ^e trimestre	6,9	0,0	3,1	5,8	0,0	2,9	1,3	10,0
4 ^e trimestre	7,0	0,0	3,4	5,8	0,2	2,9	1,5	10,4
1984 Janvier	6,6	0,0	3,7	4,9	0,0	4,4	1,0	10,3
Février	9,3	0,0	4,1	4,6	1,0	6,1	1,7	13,4
Mars	7,7	0,0	2,5	7,0	0,0	0,8	2,4	10,2
Avril	5,7	0,1	3,5	7,4	0,0	0,5	1,4	9,3
Mai	8,6	0,0	3,3	5,7	0,0	4,4	1,8	11,9
Juin	7,8	0,0	2,7	5,3	0,0	3,3	1,9	10,5
Juillet	6,2	0,0	3,1	5,7	0,0	2,2	1,4	9,3
Août	5,9	0,0	2,5	5,8	0,0	1,3	1,3	8,4
Septembre	8,6	0,0	3,8	5,9	0,0	5,3	1,2	12,4
Octobre	6,9	0,0	3,4	5,1	0,0	3,5	1,7	10,3
Novembre	6,2	0,0	3,4	6,3	0,1	1,9	1,3	9,6
Décembre	8,0	0,0	3,3	5,9	0,6	3,4	1,4	11,3
1985 Janvier	6,9	0,0	3,0	5,2	0,4	3,3	1,0	9,9

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1976	184,9	4,3	33,8	35,8	258,8
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1982 3 ^e trimestre	245,9	2,2	46,3	70,1	364,5
4 ^e trimestre	254,9	3,3	48,8	57,7	364,7
1983 1 ^{er} trimestre	244,3	6,6	46,8	73,6	371,3
2 ^e trimestre	257,3	5,1	45,9	64,3	372,6
3 ^e trimestre	276,0	7,6	46,9	28,6	359,1
4 ^e trimestre	252,6	9,9	48,5	50,5	361,5
1984 1 ^{er} trimestre	242,4	8,4	47,8	80,4	379,0
2 ^e trimestre	250,0	7,8	46,2	70,2	374,2
3 ^e trimestre	258,8	5,3	46,5	50,7	361,3

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles			
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Septembre ..	101,9	32,5	69,4	13,9	2,7	11,2	7,9	2,4	5,5	157,6	47,6	16,2
Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Mars	105,0	63,4	41,6	14,4	3,4	11,0	8,2	2,3	5,9	163,7	49,4	16,7
Juin	105,9	37,7	68,2	14,8	2,7	12,1	8,2	2,2	6,0	168,6	49,9	16,8
Septembre ..	106,3	41,4	64,9	14,9	1,9	13,0	8,3	0,4	7,9	170,8	50,0	16,8
Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Janvier	107,5	75,0	32,5	15,2	4,5	10,7	8,4	5,6	2,8	173,0	50,5	17,3
Février	107,5	89,4	18,1	15,2	5,4	9,8	8,4	5,2	3,2	173,0	50,5	17,3
Mars	109,5	89,7	19,8	15,4	5,3	10,1	8,6	4,9	3,7	177,3	51,3	17,9
Avril	109,5	63,1	46,4	15,4	4,4	11,0	8,6	4,8	3,8	177,3	51,3	17,9
Mai	109,5	70,5	39,0	15,4	4,7	10,7	8,6	4,2	4,4	177,3	51,3	17,9
Juin	111,3	71,1	40,2	15,5	4,0	11,5	9,0	2,6	6,4	181,5	52,0	18,5
Juillet	111,2	60,8	50,4	15,5	4,0	11,5	9,1	2,7	6,4	181,5	52,0	18,5
Août	111,2	39,6	71,6	15,5	3,2	12,3	9,1	1,9	7,2	181,3	52,0	18,7
Septembre ..	113,4	26,1	87,3	18,6	2,7	15,9	9,6	0,8	8,8	185,4	55,3	19,4
Octobre	113,4	18,4	95,0	18,6	1,4	17,2	9,6	0,6	9,0	185,4	55,1	19,4
Novembre ..	112,6	15,2	97,4	18,6	0,6	18,0	9,6	0,0	9,6	185,4	55,1	19,4
Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Janvier	114,6	15,4	99,2	19,0	0,1	18,9	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
	données mensuelles		données trimestrielles		
			à court terme	à long terme	
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond : Voir *Bulletin de la Banque Nationale*

de Belgique, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLIII^e année, tome II, n^o 3 septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque

Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n^o 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — I^{er} année, tome I, n^o 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n^o 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n^o 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1977 6 janvier ..	8,00	8,00
17 février ...	7,00	7,00
5 mai	6,50	6,50
23 juin	6,00	6,00
2 décembre ..	7,00	7,00
14 décembre ..	9,00	9,00
1978 5 janvier ..	8,50	8,50
19 janvier ...	7,50	7,50
2 février ...	6,50	6,50
16 mars	6,00	6,00
30 mars	5,50	5,50
27 juillet ...	6,00	6,00
12 octobre ..	6,00	8,50
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre ..	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre ..	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre ..	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre ..	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre ..	10,00	11,00
1984 16 février ..	11,00	12,00

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1978	8,50	9,50
1979 18 janvier ..	8,00	8,50
1 ^{er} février ..	7,50	8,00
8 mars	7,00	7,00
3 mai	—	7,00
31 mai	—	8,00
14 juin	—	9,00
29 juin	11,00	12,00
28 septembre ..	11,00	13,00
4 octobre ..	12,00	13,00
13 décembre ..	12,50	13,50
1980 28 février ...	13,50	14,50
14 mars	13,50	18,00
20 mars	15,00	18,00
29 avril	15,00	17,00
21 mai	15,00	16,50
30 mai	15,00	16,00
5 juin	14,50	15,50
26 juin	—	14,00
31 juillet ...	—	13,00
1981 5 mars	—	14,00
25 mars	—	16,00
31 mars	—	20,00
16 avril	—	19,00
30 avril	—	18,00
28 mai	—	17,00
12 juin	—	16,00
11 décembre ..	—	18,00
30 décembre ..	—	17,50
1982 7 janvier ..	—	16,00
4 mars	—	15,00
8 avril	—	15,50
29 juillet ...	—	15,00
19 août	—	14,50
3 septembre ..	—	14,00
9 septembre ..	—	13,50
21 octobre ..	—	13,00
12 novembre ..	—	12,50
1983 9 mars	—	15,00
24 mars	—	12,00
14 avril	—	11,00
5 mai	—	10,50
23 juin	—	10,00
24 novembre ..	—	11,00
1984 16 février ...	—	12,00

Fin de période	Taux
1976	9,06
1977	7,73
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1982 3 ^e trimestre	11,25
4 ^e trimestre	11,35
1983 1 ^{er} trimestre	11,16
2 ^e trimestre	8,99
3 ^e trimestre	8,92
4 ^e trimestre	9,49
1984 1 ^{er} trimestre	10,38
2 ^e trimestre	10,67
3 ^e trimestre	9,61
4 ^e trimestre	9,20
1984 Janvier	9,70
Février	9,98
Mars	10,38
Avril	10,47
Mai	10,63
Juin	10,67
Juillet	10,68
Août	10,46
Septembre ..	9,61
Octobre	9,93
Novembre ..	8,59
Décembre ...	9,20
1985 Janvier	10,16

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes ¹	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ²			Périodes ¹	Taux de négociation d'effets non bancables ³ à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1977 Octobre 12	5,55	—	5,55	1977 Novembre 15	6,50	6,75	6,75
1978	5,90	8,50	5,90	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
1979	10,40	12,50	10,25	1978	9,50	9,50	9,50
1980	11,80	—	11,40	1979	13,20	13,75	13,75
1981	14,90	—	—	1980	11,55	12,00	12,20
1982 Septembre	12,40 ⁴	—	12,00	1981	15,20	15,45	—
				1982 Décembre	11,65	11,75	11,85
				1983 Mars	11,35	11,80	11,75
				Juin	8,90	—	—
				Septembre	—	8,45	—
				Novembre	9,75	—	9,95
				Décembre	9,80	—	—
Décembre	10,15	11,40	11,00	1984 Janvier	9,75	10,15	10,30
1983 Mars	9,65	10,90	10,50	Février	11,60	—	—
Juin	7,65	8,90	8,75	Mars	—	11,25	—
Septembre	7,65	8,90	8,75	Avril	10,80	—	—
Décembre	8,65	9,90	9,75	Mai	11,00	11,05	11,30
1984 Janvier	9,15	9,90	9,75	Juin	10,90	—	—
Février	10,15	10,90	10,50	Juillet	10,80	—	—
Mars	10,15	10,90	10,50	Août	—	—	—
Avril	10,40	10,90	10,50	Septembre	10,40	—	—
Mai	10,40	10,90	10,50	Octobre	10,45	10,50	10,50
Juin	10,40	10,90	10,50	Novembre	—	10,30	10,30
Juillet	10,40	10,90	10,50	Décembre	10,15	—	—
Août	10,40	10,90	10,50	1985 Janvier	10,20	10,30	10,30
Septembre	10,40	10,90	10,50				
Octobre	10,40	10,90	10,50				
Novembre	10,40	10,90	10,50				
Décembre	9,90	10,90	10,50				
1985 Janvier	9,90	10,90	10,50				

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

⁴ Taux pour les opérations de 31 à 120 jours.

XIX 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1977	5,58	1982 4 ^e trimestre	10,16	1984 Janvier	7,92
1978	5,17	1983 1 ^{er} trimestre	10,30	Février	7,17
1979	7,96	2 ^e trimestre	7,91	Mars	10,93
1980	11,11	3 ^e trimestre	6,86	Avril	11,13
1981	11,41	4 ^e trimestre	7,46	Mai	9,03
1982	11,41	1984 1 ^{er} trimestre	8,74	Juin	9,55
1983	8,07	2 ^e trimestre	9,87	Juillet	10,03
1984	9,45	3 ^e trimestre	9,72	Août	10,62
		4 ^e trimestre	9,52	Septembre	8,68
				Octobre	9,43
				Novembre	10,07
				Décembre	9,12
				1985 Janvier	9,22

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du

protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 décembre ...	10,75	6	10,50
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55				
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1977 13 décembre ...	7,75	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07				
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1978 12 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49				
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02				
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1980 9 décembre ...	6	6	6
1982 3 ^e trimestre ...	12,75	12,75	12,75	13,00	14,14				
4 ^e trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,72	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1983 1 ^{er} trimestre ...	12,00	12,00	12,00	12,25	12,58				
2 ^e trimestre ...	9,25	9,25	9,25	9,50	10,54	1982 14 septembre ..	13,50	6	6
3 ^e trimestre ...	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	14 décembre ...	12,35	12,35	6
4 ^e trimestre ...	10,50	10,75	10,85	11,00	10,02				
1984 1 ^{er} trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,05	1983 8 mars	6	6	6
2 ^e trimestre ...	11,75	11,75	11,75	11,90	11,96	14 juin	9,75	6	6
3 ^e trimestre ...	11,00	11,00	11,00	11,00	11,70	13 septembre ..	9,50	6	6
4 ^e trimestre ...	10,75	10,75	10,75	10,70	10,80	13 décembre ...	11,00	6	6
1984 Janvier	10,50	10,75	10,85	11,00	11,00	1984 10 janvier	11,10	6	6
Février	12,50	12,25	12,25	12,50	12,26	14 février	11,35	6	6
Mars	12,25	12,25	12,25	12,35	12,46	13 mars	12,25	12,35	6
Avril	11,75	11,75	11,75	11,90	12,08	10 avril	12,20	12,25	6
Mai	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90	8 mai	12,10	12,25	6
Juin	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90	12 juin	12,10	12,10	6
Juillet	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90	10 juillet	12,00	12,00	6
Août	11,45	11,45	11,45	11,45	11,66	14 août	11,75	11,75	6
Septembre	11,00	11,00	11,00	11,00	11,25	11 septembre ..	11,10	11,10	6
Octobre	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	9 octobre	11,10	6	6
Novembre	10,75	10,75	10,75	10,75	10,83	13 novembre ...	10,75	10,75	6
Décembre	10,75	10,75	10,75	10,70	10,73	11 décembre ...	10,75	6	6
1985 Janvier	10,70	10,70	10,70	10,70	10,70	1985 8 janvier	10,75	10,75	6
						12 février	6	6	6

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation. Les taux indiqués étaient également valables

pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1975	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 ^{er} mars	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1975	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	—	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45 [↔]	—	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	—	11,34
1982 Octobre	12,77	12,57	13,20	13,23	—	12,86
1983 Janvier	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
Avril	11,57	11,72	12,49	12,19	—	11,81
Juillet	10,58	11,02	11,55	11,32	—	10,90
Octobre	10,46	10,79	11,39	11,11	—	10,78
1984 Janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
Février	11,40	11,44	11,97	11,93	—	11,63
Mars	11,76	11,78	12,40	12,35	—	12,02
Avril	11,58	11,75	12,20	12,16	—	11,86
Mai	11,52	11,59	12,08	12,03	—	11,76
Juin	11,66	11,76	12,19	12,19	—	11,90
Juillet	11,44	11,74	12,13	12,07	—	11,77
Août	11,38	11,72	12,05	11,95	—	11,72
Septembre	11,30	11,58	11,82	11,81	—	11,59
Octobre	11,35	11,52	11,85	11,80	—	11,61
Novembre	11,13	11,39	11,74	11,68	—	11,45
Décembre	10,88	11,17	11,47	11,42	—	11,22
1985 Janvier	11,06	11,27	11,56	11,52	—	11,34
Février	11,23	11,30	11,56	11,65	—	11,41

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an			3 ans			5 ans			10 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel
Taux en vigueur au 31-12-1974	8,25	100,00	8,25	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00
1975 16 février	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	8,60	100,00	8,60	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00
20 avril	7,25	100,00	7,25	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	8,50	100,00	8,50	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41
10 septembre ..	7,75	100,00	7,75	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
29 novembre ...	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88
1980 28 janvier	8,00	100,00	8,00	9,50	100,00	9,50	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00
14 mars	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75
28 avril	9,00	100,00	9,00	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50
1981 26 janvier	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00
1 ^{er} octobre ...	9,00	100,00	9,00	13,00	100,00	13,00	13,75	100,00	13,75	13,75	100,00	13,75
1982 23 septembre ..	9,00	100,00	9,00	12,75	100,00	12,75	13,50	100,00	13,50	13,50	100,00	13,50
15 novembre ...	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,25	100,00	13,25	13,25	100,00	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	100,00	9,00	12,00	100,00	12,00	12,75	100,00	12,75	13,00	100,00	13,00
14 février	9,00	100,00	9,00	11,50	100,00	11,50	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50
25 avril	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	12,00	100,00	12,00
1 ^{er} juin	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
22 août	8,50	100,00	8,50	10,00	100,00	10,00	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1984 15 février	9,00	100,00	9,00	10,75	100,00	10,75	11,50	100,00	11,50	11,50	100,00	11,50
22 décembre ...	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE ¹

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne ²		Etats-Unis ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ⁵		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1983 ...		4,00		8,50		9,50		20,00		5,00		9,96		4,00
1984 Janvier											5	9,97		
Janvier											12	9,99		
Janvier											19	9,98		
Février							16	19,00			9	10,00		
Février											23	10,04		
Mars											1	10,07		
Mars											8	10,20		
Mars											15	10,56		
Mars											22	10,76		
Mars											29	10,78		
Avril			9	9,00							5	10,81		
Avril											12	10,78		
Avril											19	10,82		
Avril											26	10,84		
Mai							5	18,50			3	11,13		
Mai											10	11,72		
Mai											17	11,63		
Mai											24	11,60		
Mai											31	11,54		
Juin											7	11,77		
Juin											14	11,84		
Juin	29	4,50									21	11,98		
Juin											28	12,36		
Juillet											5	12,76		
Juillet											12	13,26		
Juillet											19	13,24		
Juillet											26	12,98		
Août											2	12,65		
Août											9	12,44		
Août											16	12,43		
Août											23	12,39		
Août											30	12,38		
Septembre ...							4	19,50			6	12,39		
Septembre ...											13	12,38		
Septembre ...											20	12,28		
Septembre ...											27	12,27		
Octobre											4	12,25		
Octobre											11	12,23		
Octobre											18	12,11		
Octobre											25	11,71		
Novembre ...											1	11,67		
Novembre ...											8	11,45		
Novembre ...											15	11,20		
Novembre ...			21	8,50							22	10,78		
Novembre ...											29	10,75		
Décembre ...											6	10,71		
Décembre ...											13	10,56		
Décembre ...											20	10,16		
Décembre ...			24	8,00							27	10,09		
1985 Janvier							4	18,50			3	9,96		
Janvier											10	9,74		
Janvier											17	9,72		
Janvier											24	9,66		
Janvier											31	9,75		
Février									1	5,50 ⁶	7	10,31		

¹ Définitions des taux d'escompte officiels : voir « *International Financial Statistics* » (F.M.I.)

² Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

³ Federal Reserve Bank of New-York.

⁴ Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 % de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

⁵ La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée excède une limite imposée.

⁶ Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 6,00 %.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 8 décembre	1984 6 décembre	1984 5 janvier	1985 10 janvier
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	354,2	320,5	331,9	381,6	380,5	407,9	382,2	410,2
Or	226,9	194,6	247,0	259,0	260,7	258,1	259,0	256,9
Disponibilités à vue à l'étranger	42,8	36,2	13,6	27,4	26,6	59,2	28,0	63,3
Ecus	70,5	76,5	58,2	80,1	79,1	73,6	80,1	71,7
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	14,0	13,2	13,1	15,1	14,1	17,0	15,1	18,3
Créances sur le Trésor	18,9	4,9	5,8	11,9	12,0	18,3	12,1	18,7
Monnaies divisionnaires	0,2	0,5	0,6	0,8	1,0	1,0	1,0	1,1
Comptes courants postaux	0,3	0,7	0,8	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2
Concours au Trésor Public ²	15,5	0,0	0,0	5,8	5,8	11,5	5,8	11,5
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ³	2,9	3,7	4,4	5,0	5,0	5,6	5,2	5,9
Créances provenant d'opérations de refinancement	121,4	153,2	286,8	253,7	204,1	183,5	221,7	212,1
Effets escomptés ⁴	59,8	72,8	86,0	86,1	85,8	88,7	87,2	87,7
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	35,0	49,8	167,8	119,3	97,9	74,8	98,7	102,9
Avances sur titres	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2
Effets en cours de recouvrement	26,5	30,5	32,8	48,0	20,0	19,7	35,5	21,3
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	65,8	56,3	66,1	77,6	76,9	73,6	77,6	75,2
Divers	5,7	7,4	6,8	7,5	6,9	7,8	6,9	7,7
Total ..	566,0	542,3	697,4	732,3	680,4	691,1	700,5	723,9
PASSIF								
Billets en circulation	144,0	163,3	180,6	195,8	188,1	195,4	192,7	199,1
Comptes créditeurs extérieurs	8,2	9,0	10,3	12,6	11,9	13,7	12,4	14,1
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	3,1	1,8	2,3	3,1	3,1	4,2	2,9	3,9
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	5,1	7,2	8,0	9,5	8,8	9,5	9,5	10,2
Compte courant du Trésor public	33,3	31,7	81,6	46,8	8,0	10,4	24,4	45,0
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	42,6	36,2	67,2	77,3	71,3	81,2	70,8	75,8
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	38,8	23,2	32,2	21,0	17,6	15,8	15,3	9,8
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	0,0	4,7	18,4	27,6	27,1	36,5	28,3	37,3
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	3,8	8,3	16,6	28,7	26,6	28,9	27,2	28,7
Ecus à livrer au FECOM	60,0	58,5	53,6	79,5	78,5	73,6	79,5	71,7
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	263,8	223,4	289,0	303,9	306,1	302,8	303,9	301,3
Capital et fonds de réserve	1,8	1,9	2,2	2,6	2,6	2,8	2,6	2,8
Divers	12,3	18,3	12,9	13,8	13,9	11,2	14,2	14,1
Total ..	566,0	542,3	697,4	732,3	680,4	691,1	700,5	723,9
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	4,9	6,0	6,5	11,4	7,4	11,7	11,4	12,2
Acquisition de droits de tirage spéciaux	4,3	7,2	6,6	3,7	6,7	5,3	3,7	6,1
Autres opérations	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	25,5	3,2	0,0	5,8	5,8	11,5	5,8	11,5
dont : non rémunérés	15,5	—	—	—	—	—	—	—
³ Loi du 27 décembre 1974.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	11,9	2,2	33,4	56,7	36,0	19,7	34,0	44,3
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,5	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	61,3	75,0	87,1	87,4	87,1	89,6	88,4	88,6
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	59,8	72,8	86,0	86,1	85,8	88,7	87,2	87,7
— Autres crédits	1,5	2,2	1,1	1,3	1,3	0,9	1,2	0,9
Crédits à court terme	21,1	45,4	123,1	61,3	60,6	54,2	63,5	57,7
— Crédits à l'exportation	7,0	13,9	21,5	6,4	12,8	17,2	15,6	21,0
— Autres crédits	14,1	31,5	101,6	54,9	47,8	37,0	47,9	36,7

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1981 February 28	1982 February 28	1983 February 28	1984 February 29	1983 December 7	1984 December 5	1984 January 4	1985 January 9
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	10.3	10.8	11.0	11.5	11.8	12.4	11.9	12.2
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	10.3	10.8	11.0	11.5	11.8	12.4	11.9	12.2
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	6.7	4.2	3.3	2.0	4.1	1.9	4.1	2.2
Other Securities	3.6	6.6	7.7	9.5	7.7	10.5	7.8	10.0
Total ...	10.3	10.8	11.0	11.5	11.8	12.4	11.9	12.2
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	0.2	0.6	0.2	0.0	0.1	0.1	1.8
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.5	0.6	0.7	0.8	0.6	0.9	0.7	0.7
Reserves and Other Accounts	1.5	1.9	2.2	1.5	1.7	1.7	1.4	1.8
Total ...	2.2	2.7	3.5	2.5	2.3	2.7	2.2	4.3
Government Securities	0.9	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5
Advances and Other Accounts	1.0	1.2	1.4	0.5	0.9	0.9	0.5	1.1
Premises, Equipment and Other Securities	0.3	1.2	1.8	1.6	1.0	1.4	1.2	2.7
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.2	2.7	3.5	2.5	2.3	2.7	2.2	4.3

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1980 December 31	1981 December 31	1982 December 31	1983 December 31	1983 December 7	1984 December 5	1984 January 4	1985 January 9
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.2	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	2.5	3.3	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6
Coin	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Loans and securities	133.2	142.1	151.0	162.2	158.7	166.9	168.2	170.6
<i>Loans</i>	1.8	1.6	0.7	0.9	0.5	5.1	1.2	1.4
<i>Acceptances</i>	0.8	0.2	1.5	0.4	0.0	0.0	0.5	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.3	9.4	9.5	8.9	8.7	8.4	9.0	8.5
<i>U.S. Government securities</i>	121.3	130.9	139.3	152.0	149.5	153.4	157.5	160.7
Cash items in process of collection	15.5	10.6	13.0	11.6	10.2	8.2	12.9	6.4
Other assets	8.7	9.2	9.9	8.7	8.2	11.5	8.8	11.8
Total assets ...	171.5	176.8	190.1	198.6	193.2	202.7	206.0	204.9
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	124.2	131.9	142.0	157.1	154.3	164.7	157.3	166.4
Deposits	31.6	30.7	34.3	26.1	26.1	25.0	32.5	25.9
<i>Depository institutions</i>	27.5	25.2	26.5	21.4	21.1	21.4	28.8	21.0
<i>U.S. Treasury-general account</i>	3.1	4.3	5.0	3.7	4.2	2.9	3.1	4.2
<i>Foreign-official accounts</i>	0.4	0.5	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2	0.3
<i>Other</i>	0.6	0.7	2.5	0.8	0.5	0.4	0.4	0.4
Deferred availability cash items	11.0	8.9	8.8	10.0	7.3	6.8	10.6	6.4
Other liabilities	2.3	2.7	2.3	2.5	2.3	2.6	2.5	2.6
Capital accounts	2.4	2.6	2.7	2.9	3.2	3.6	3.1	3.6
Total liabilities and capital accounts.....	171.5	176.8	190.1	198.6	193.2	202.7	206.0	204.9

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1982 dicembre	1983 dicembre	1983 aprile	1984 aprile	1983 maggio	1984 maggio
ATTIVO						
Oro	23,5	31,5	27,5	30,5	27,5	30,5
Crediti in oro (FECOM)	8,1	10,9	10,1	10,4	10,1	10,4
Cassa	2,4	2,4	1,2	1,4	1,7	2,0
Risconti e anticipazioni:						
risconto di portafoglio: ordinario	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3
ammassi	1,7	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8
anticipazioni: in conto corrente	1,4	1,4	1,5	2,1	0,4	1,5
a scadenza fissa	0,0	0,0	0,0	1,9	0,0	0,0
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,5	3,3	1,9	4,9	1,9	3,5
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta: ECU	8,2	13,1	11,7	12,4	11,7	12,4
altre attività	3,0	1,8	1,5	1,5	1,5	1,5
Crediti in dollari (FECOM)	1,4	2,2	1,7	2,0	1,7	2,0
Ufficio Italiano Cambi:						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	10,8	18,3	12,2	16,5	13,4	17,9
conti speciali	2,3	3,5	2,3	3,5	2,3	3,4
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	—	8,0	8,0	—	8,0	—
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	31,9	23,3	28,8	32,7	27,9	33,2
Crediti diversi verso lo Stato	0,6	0,8	0,6	0,9	0,6	0,9
Titoli di proprietà:						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	35,7	38,2	33,9	40,3	39,8	40,4
altri titoli, azioni e partecipazioni	0,5	0,6	0,5	0,7	0,5	0,7
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	0,0	1,6	0,0	1,6	0,0	1,6
Altri conti e partite varie	1,2	1,4	1,9	1,9	1,2	1,6
Ratei e risconti	1,4	1,4	0,1	0,4	0,1	0,2
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	0,6	0,7	0,6	1,0
Totale attivo	135,3	166,2	148,4	168,8	153,4	167,3
PASSIVO						
Circolazione	34,3	38,4	31,9	36,3	31,4	35,8
Vaglia cambiari	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3
Altri debiti a vista	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	0,3	0,4	0,2	0,4	0,5	0,3
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	46,6	54,8	53,3	60,7	53,2	59,8
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,4	0,1	0,4	0,1	0,4	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	1,9	3,4	2,0	3,4	2,0	3,4
Passività verso l'estero	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	9,6	13,1	11,7	12,4	11,8	12,4
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	1,1	1,1	0,6	1,0	0,3	0,6
Accantonamenti diversi	38,6	50,3	44,2	48,8	44,3	48,8
Fondi ammortamento diversi	0,1	0,4	0,1	0,4	0,1	0,4
Partite varie	0,4	0,7	2,2	2,0	7,5	2,2
Ratei e risconti	0,8	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Fondo di riserva straordinario	0,3	0,3	0,2	1,6	0,2	1,7
Utile netto da ripartire	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0
Rendite dell'esercizio	0,0	1,3	0,7	0,7	0,7	1,1
Totale passivo e patrimonio	135,3	166,2	148,4	168,8	153,4	167,3
Depositanti di titoli e altri valori	252,6	334,6	316,0	399,3	260,6	371,3

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1980 31. Dez.	1981 31. Dez.	1982 31. Dez.	1983 31. Dez.	1983 7. Dez.	1984 7. Dez.	1984 7. Jan.	1985 7. Jan.
AKTIVA								
Währungsreserven	96,1	100,1	84,4	81,5	83,1	80,8	81,6	81,5
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	8,1	9,2	12,2	14,6	15,7	14,9	14,3	16,2
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	31,7	39,9	19,6	15,4	15,5	14,4	15,6	14,4
Devisen und Sorten	42,6	37,3	38,9	37,8	38,2	37,8	38,0	37,2
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4,0	3,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	57,6	68,1	74,8	85,5	75,3	87,9	81,3	92,6
Inlandswechsel	39,3	44,8	46,7	46,6	47,7	49,2	47,3	47,8
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	6,2	11,9	9,1	16,2	16,2	17,6	15,1	27,5
Auslandswechsel	4,4	5,4	7,0	9,4	9,0	14,4	9,4	14,4
Lombardforderungen	7,7	6,0	12,0	13,3	2,4	6,7	9,5	2,9
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11,1	13,4	10,1	9,6	15,4	15,4	10,9	15,0
Kassenkredite (Buchkredite)	2,4	4,7	1,4	0,9	6,7	6,7	2,2	6,3
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	3,9	3,7	5,4	7,8	7,8	4,4	7,9	4,3
Deutsche Scheidemünzen	0,7	0,9	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Postgiroguthaben	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Sonstige Aktiva	12,0	6,2	7,8	9,0	5,0	4,8	7,1	7,6
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Wäh- rungsreserven und sonstigen Fremdwährungsposi- tionen	5,8	—	—	—	—	—	—	—
Ingesamt ...	191,5	196,3	186,3	197,1	190,3	197,0	192,5	204,8
PASSIVA								
Banknotenumlauf	83,7	83,8	88,6	96,1	97,8	102,8	96,2	100,3
Einlagen von Kreditinstituten	53,9	50,6	51,9	52,7	49,5	46,7	50,2	51,0
auf Girokonten	53,9	50,6	51,9	52,7	49,5	46,7	50,2	51,0
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	1,0	0,8	1,3	2,1	1,3	1,0	0,6	0,8
Bund	0,4	0,3	0,7	1,5	0,1	0,1	0,1	0,2
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Länder	0,5	0,4	0,3	0,6	1,1	0,8	0,4	0,5
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	1,7	2,1	3,5	3,2	2,6	3,2	2,8	3,2
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	1,1	1,5	2,9	2,6	2,0	2,7	2,2	2,6
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstiten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,2	4,9	4,6	6,3	6,4	6,2	6,2	6,4
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	7,7	8,9	12,0	9,8	10,5	11,5	9,6	11,4
Einlagen ausländischer Einleger	7,6	8,8	9,5	9,8	10,5	11,5	9,5	11,4
Sonstige	0,1	0,1	2,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	—	—	—
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewer- tung des in den Europäischen Fonds für wäh- rungspolitische Zusammenarbeit vorläufig einge- brachten Gold- und Dollarreserven	22,5	23,4	—	—	—	—	—	—
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonderziehungs- rechte	2,5	3,2	3,2	3,5	3,2	3,5	3,5	3,7
Sonstige Passiva	14,3	18,6	21,2	23,4	19,0	22,1	23,4	28,0
Ingesamt ...	191,5	196,3	186,3	197,1	190,3	197,0	192,5	204,8

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1980 31 décembre	1981 31 décembre	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1983 9 décembre	1984 10 décembre	1984 10 janvier	1985 10 janvier
ACTIF								
Encaisse-or	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	27,4	25,5	31,9	32,7	30,1	34,3	29,8	37,2
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,3	2,8	2,1	2,5	0,2	0,2	0,2	0,2
bons du Trésor de la Confédération	0,2	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	0,9	2,5	1,6	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
autres	1,2	1,0	1,2	1,5	1,5	1,7	1,5	1,7
Correspondants en Suisse	0,3	0,4	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,1	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2
Total	44,3	44,6	49,4	51,9	44,3	48,7	43,9	51,4
PASSIF								
Fonds propres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	24,1	23,3	24,5	24,7	23,7	24,3	23,6	24,5
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	13,7	12,5	14,0	14,2	8,2	8,4	7,6	7,7
autres engagements à vue	2,7	2,5	1,7	1,0	1,3	1,9	0,7	2,3
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
rescriptions de stérilisation	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—
bons émis par la Banque	0,2	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	3,5	5,7	8,9	11,9	11,0	14,0	11,9	16,8
Total	44,3	44,6	49,4	51,9	44,3	48,7	43,9	51,4

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1983 30 novembre	1984 30 novembre	1984 31 janvier	1985 31 janvier
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,7	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5
Dépôts à terme et avances	14,7	14,0	14,3	13,6	13,6	13,5
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	12,4	12,3	11,5	12,1	11,3	11,6
à plus de 3 mois	2,3	1,7	2,8	1,5	2,3	1,9
Titres à terme	2,1	3,1	1,9	2,8	1,7	2,6
à 3 mois au maximum	1,3	1,9	1,0	1,4	0,9	1,5
à plus de 3 mois	0,8	1,2	0,9	1,4	0,8	1,1
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	22,6	22,7	21,9	21,9	20,9	21,7
PASSIF						
Capital ¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8
Fonds de réserve légale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds spéciale de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Dépôts (or)	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
Banques centrales :						
à vue	4,2	4,3	4,2	4,3	4,2	4,3
à 3 mois au maximum	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	16,8	16,8	16,1	16,0	15,1	15,8
Banques centrales :						
à vue	0,6	0,3	0,7	0,4	0,6	0,3
à 3 mois au maximum	14,4	15,4	13,3	14,3	12,8	14,3
à plus de 3 mois	1,1	1,0	1,3	1,1	1,1	1,1
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,6	0,1	0,7	0,2	0,5	0,1
à plus de 3 mois	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
<i>Total du passif</i>	22,6	22,7	21,9	21,9	20,9	21,7
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Board of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

JANVIER 1985

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. *Généralités ;*
2. *Réglementation économique et financière ;*
3. *Réglementation fiscale ;*
4. *Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. *Communautés européennes ;*
 - 4.2. *Etat belge ;*
 - 4.3. *Communautés et Régions ;*
 - 4.4. *Pouvoirs locaux ;*
5. *Réglementation sociale ;*
 - 5.1. *Travail ;*
 - 5.2. *Sécurité et aide sociales ;*
6. *Relations économiques et financières extérieures ;*
7. *Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, CIR pour Code des impôts sur les revenus, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

COMPETITIVITE. Maintien de la compétitivité.

Loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant les dispositions sociales, *Moniteur* du 24 janvier 1985, p. 699.

L'article 26 stipule que la compétitivité doit, pour les années 1985 et 1986, être maintenue au moins au niveau moyen des années 1982 à 1984. Si la compétitivité pour les années 1985 et 1986 n'est pas respectée, des mesures peuvent être prises.

CONTRATS DE BAIL.

Loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant les dispositions sociales, *Moniteur* du 24 janvier 1985, p. 699.

Modération des loyers (art. 1-4).

Pendant chacune des années 1985, 1986, 1987, les augmentations des loyers sont réduites de 2 p.c.

Un nouveau contrat avec un ancien locataire ne peut comprendre aucune clause, par laquelle le nouveau loyer serait plus élevé que le loyer antérieur normalement indexé.

Résiliation du contrat de bail (art. 5-9).

Pour les contrats à durée indéterminée, les bailleurs doivent pour donner congé, respecter un délai de 6 mois et les locataires un délai de 3 mois; tandis que pour les contrats à durée déterminée, le congé doit être donné un mois avant terme. Les contrats à durée déterminée (minimum 3 mois jusqu'à maximum 1 an) pour lesquels il n'a pas été donné congé sont prorogés tacitement du délai qui était initialement fixé dans le contrat.

REGISTRE NATIONAL DES PERSONNES PHYSIQUES.

Arrêté royal du 17 décembre 1984 autorisant l'accès du directeur du service « Radio-Télévision Redevances » au Registre national des personnes physiques, *Moniteur* du 26 janvier 1985, p. 866.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CONCURRENCE. Véhicules automobiles. Accords de distribution et de service de vente et d'après-vente.

Règlement (CEE) n° 123/85 de la Commission, du 12 décembre 1984, concernant l'application de l'article 85 paragraphe 3 du traité CEE à des catégories d'accords de

distribution et de service de vente et d'après-vente de véhicules automobiles, *Journal officiel* n° L 15 du 18 janvier 1985, p. 16.

CONSTRUCTION NAVALE. Aides d'Etat.

Directive 85/2/CEE du Conseil, du 18 décembre 1984, prorogeant la directive 81/363/CEE concernant les aides à la construction navale, *Journal officiel* n° L 2 du 3 janvier 1985, p. 13.

LOGEMENT. Région bruxelloise.

Code du logement.

Arrêté royal du 13 décembre 1984 fixant, pour la Région bruxelloise, les modalités d'application de l'article 99 du Code du logement, *Moniteur* du 26 janvier 1985, p. 870.

Loyers.

Arrêté royal du 7 novembre 1984 modifiant l'arrêté royal du 30 juin 1981 relatif aux locations, dans la Région bruxelloise, des habitations gérées par la Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, *Moniteur* du 23 janvier 1985, p. 672.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, *Moniteur* du 22 janvier 1985, p. 588.

Suppression de l'Institut national du logement ; la Société nationale du logement ; la Société nationale terrienne ; la Société nationale des distributions d'eau ; l'Œuvre nationale de l'enfance et le Fonds national de reclassement social des handicapés.

Création de la « Société du logement de la Région bruxelloise ».

Restructuration de l'Office national de l'emploi.

ORGANISMES FINANCIERS.

Banque Nationale de Belgique. Nomination.

Par arrêté royal du 5 décembre 1984, M. Lauwerijns, R.A.C., directeur général faisant fonction de la Trésorerie, est nommé à partir du 1^{er} décembre 1984, commissaire de gouvernement auprès de la Banque Nationale de Belgique, en remplacement de M. Kestens, E.M.J., *Moniteur* du 16 janvier 1985, p. 356.

Caisse des Dépôts et Consignations.

Arrêté ministériel du 18 janvier 1985 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1985 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations, *Moniteur* du 30 janvier 1985, p. 936.

Extrait

Article 1^{er}. — Le taux des intérêts à bonifier en 1985 aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations est fixé à 7,50 p.c.

(...)

Caisse nationale de Crédit professionnel.

Arrêté ministériel du 27 décembre 1984 organisant les modalités de financement de la dotation du Ministère de l'Emploi et du Travail au Fonds de Participation de la Caisse nationale de Crédit professionnel, *Moniteur* du 30 janvier 1985, p. 996.

Entreprises de capitalisation.

Arrêté royal du 26 octobre 1984 fixant le statut et organisant le contrôle des entreprises de capitalisation, *Moniteur* du 15 janvier 1985, p. 304.

Met en concordance la réglementation sur les sociétés de capitalisation en ce qui concerne l'agrément et le contrôle, avec les dispositions de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances. Abolit l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation.

SYSTEMES STATISTIQUES ET DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION. Tourisme et hôtellerie.

Arrêté royal du 20 décembre 1984 prescrivant une statistique mensuelle du tourisme et de l'hôtellerie, *Moniteur* du 26 janvier 1985, p. 858.

Extrait

Article 1^{er}. — A partir du mois de janvier 1985, il est établi une statistique mensuelle de toutes les personnes qui ont été logées temporairement et moyennant rétribution en dehors de leur résidence habituelle, notamment dans les hôtels, motels, pensions, auberges, établissements de cure, colonies de vacances, établissements de tourisme social, villages de vacances et de récréation, villas et appartements, ainsi que dans leurs annexes permanentes ou temporaires, ou sur les terrains de camping ou de caravaning.

(...)

3. — REGLEMENTATION FISCALE

DROITS DE DOUANE. Régimes douaniers.

Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, et Annexes, faites à Kyoto le 18 mai 1973. Etats liés aux annexes A1, A2, D1, D2, E1, E3, E8 et F1, *Moniteur* du 19 janvier 1985, p. 557.

IMPOTS SUR LES REVENUS. Impôt des sociétés.

Arrêté royal du 2 janvier 1985 modifiant, en ce qui concerne la répartition entre les associés des pertes professionnelles des sociétés à option, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur* du 16 janvier 1985, p. 347.

Etablit, à l'égard des sociétés qui ont opté pour l'assujettissement de leurs bénéficiaires à l'impôt des personnes physiques dans le chef de leurs associés et à l'égard desdits associés, de nouvelles règles qui déterminent dans quelle mesure et suivant quelles modalités les pertes professionnelles de la société sont réparties entre les associés, lorsque ces pertes proviennent d'un prélèvement sur des réserves qui n'ont pas été définitivement taxées dans le chef des associés.

TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE. Taxe d'immatriculation.

Loi du 31 juillet 1984 modifiant le Code des taxes assimilées au timbre, *Moniteur* du 3 janvier 1985, p. 2.

Arrêté royal du 20 décembre 1984 modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, *Moniteur* du 3 janvier 1985, p. 4.

Instauration avec effet rétroactif au 10 avril 1985 d'une taxe assimilée au timbre frappant l'immatriculation de voitures de personnes et voitures mixtes.

TAXES ASSIMILEES AUX IMPOTS SUR LES REVENUS.

Taxe de circulation.

Arrêté royal du 17 décembre 1984 modifiant l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, *Moniteur* du 19 janvier 1985, p. 555.

Modalités concernant le remboursement de la taxe de circulation.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. Voitures d'occasion et voitures mixtes.

Arrêté royal n° 17 du 2 décembre 1984 relatif à l'établissement d'une taxe minimale d'imposition pour les voitures d'occasion et les voitures mixtes d'occasion en matière de taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur* du 3 janvier 1985, p. 9.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2 ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget des Ministères.

Arrêté royal du 21 novembre 1984 portant répartition entre les provinces du crédit de l'article 43.14 de 1984, *Moniteur* du 26 janvier 1985, p. 855.

Extrait

Article 1^{er}. — Un montant de 433.900.000 francs prévu à l'article 43.14 du budget du Ministère de l'Intérieur de 1984 sera réparti par ressort provincial, selon les modalités fixées à l'annexe au présent arrêté.

Ces montants serviront à favoriser la coopération et la coordination entre les pouvoirs, notamment en matière d'utilisation de l'informatique, de formation des policiers, de sécurité et de prévention.

.....

Dotation du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Voir rubrique 2 : Organismes financiers : Caisse nationale de Crédit professionnel.

Subsides.

Arrêté royal du 31 octobre 1984 accordant un subside à l'Institut national du Logement en vue d'assurer le fonctionnement du Centre d'information pour le Logement à Bruxelles, *Moniteur* du 18 janvier 1985, p. 517.

Octroi d'un subside de 2.500.000 F du Ministère de la Région bruxelloise à l'Institut national du Logement pour les frais de fonctionnement du Centre d'Information pour le Logement à Bruxelles.

DETTES DE L'ETAT. Emprunts publics.

Arrêté royal du 29 décembre 1984 relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 11,50 p.c. 1985-1993, *Moniteur* du 3 janvier 1985, p. 12.

Extrait

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions déterminées ci-après un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 11,50 p.c. 1985-1993 ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur de 5.000 francs, 10.000 francs, 25.000 francs, 50.000 francs, 100.000 francs et 500.000 francs.

Les coupures de 5.000 francs ne sont toutefois délivrées qu'à titre d'appoint.

Ces obligations portent intérêt au taux de 11,50 p.c. l'an à partir du 30 janvier 1985.

Les intérêts sont payables le 30 janvier des années 1986 à 1993.

Arrêté ministériel du 8 janvier 1985 relatif à l'émission de l'emprunt 11,50 p.c. 1985-1993, *Moniteur* du 10 janvier 1985, p. 181.

Extrait

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 11,50 p.c. 1985-1993 est fixé à 99,75 p.c. de leur valeur nominale.

4.3 COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FLAMANDE.

Budget. Crédits provisoires.

Décret du Conseil flamand du 13 décembre 1984 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le budget de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 18 janvier 1985, p. 520.

Les crédits provisoires suivants sont ouverts, au profit de l'Exécutif flamand aux besoins de frais de fonctionnement des organes et services de la Communauté flamande :

- a) *dépenses courantes :*
- | | |
|------------------------------|--------------------------|
| — crédits non dissociés : | 908,3 millions de francs |
| — crédits d'ordonnancement : | 47,0 millions de francs |
- b) *dépenses de capital :*
- | | |
|---------------------------|--------------------------|
| — crédits non dissociés : | 15,1 millions de francs. |
|---------------------------|--------------------------|

En ce qui concerne les compétences accordées par l'article 107quater de la Constitution, les crédits provisoires suivants sont ouverts :

- a) *dépenses courantes :*
- | | |
|------------------------------|----------------------------|
| — crédits non dissociés : | 3.442,6 millions de francs |
| — crédits d'ordonnancement : | 12,9 millions de francs |
- b) *dépenses de capital :*
- | | |
|------------------------------|-----------------------------|
| — crédits non dissociés : | 2.124,7 millions de francs |
| — crédits d'ordonnancement : | 1.624,0 millions de francs. |

Budget des voies et moyens.

Décret du Conseil flamand du 13 décembre 1984 contenant le budget des Voies et Moyens de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 11 janvier 1985, p. 221.

REGION FLAMANDE.

Fonds des communes.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 19 décembre 1984 modifiant l'arrêté de l'Exécutif flamand du 19 janvier 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des Communes revenant aux communes de la Région flamande, *Moniteur* du 5 janvier 1985, p. 73.

REGION WALLONNE. Budget.

Décret du Conseil régional wallon du 19 décembre 1984 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 5 janvier 1985, p. 63.

Décret du Conseil régional wallon du 19 décembre 1984 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1985. Partie Ministère de la Région wallonne, *Moniteur* du 17 janvier 1985, p. 372.

Extrait

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses de la politique régionale wallonne afférentes à l'année budgétaire 1985, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	12.746,1	106,2	122,5
Dépenses de capital (Titre II)	6.287,8	6.098,8	8.591,0
Total ...	19.033,9	6.205,0	8.713,5

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

LOI DE REDRESSEMENT SOCIAL

Le Moniteur du 24 janvier 1985 (p. 699 et suivantes) publie la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant les dispositions sociales. Les points essentiels de cette loi de redressement sont résumés ci-après avec renvoi aux articles y afférents.

SOMMAIRE

I. SECURITE SOCIALE.

A) Généralités.

B) Pensions.

- 1° Prorogation du système de prépension de retraite.
- 2° Pension pour les services à prestations incomplètes.

II. DROIT DU TRAVAIL.

A) Salaires.

- 1° Modération salariale. Prorogation des accords 1983-1984.
 - a. Prorogation d'autorité des conventions collectives de travail 1983-1984.
 - b. Possibilité de modification des conventions collectives de travail.
 - c. Prorogation de l'obligation de versement au Fonds pour l'emploi.
 - d. Prorogation du blocage des salaires jusqu'au 31 décembre 1986.
- 2° Protection salariale.

B) Promotion de l'emploi.

- 1° Interruption de la carrière professionnelle.
 - a. Suspension complète et temporaire du contrat de travail.
 - b. Passage d'un emploi à temps plein à un emploi à mi-temps.
- 2° Prime de réinsertion pour les personnes de nationalité étrangère.
- 3° Nouvelles négociations en vue de promouvoir l'emploi.
 - a. Négociations au niveau sectoriel.
 - b. Négociations au niveau de l'entreprise.
 - c. Versement au Fonds pour l'emploi.

C) Contrats de travail.

- a. Extension de la possibilité de conclusion de contrats de remplacement.
- b. Paiement mensuel de l'indemnité de congé.
- c. Doublement de la période d'essai pour les employés.
- d. Indexation annuelle des montants de rémunération dans la loi sur le contrat de travail.

D) Organisation de l'entreprise.

- 1° Comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.
- 2° Conseils d'entreprise.
 - a. Diminution du nombre de travailleurs protégés.
 - b. Représentation du personnel de cadre.

E) Stage des jeunes.

- a. Stage des jeunes de 15 à 18 ans.
- b. Engagement après stage.
- c. Possibilité d'un second stage.

F) Durée du travail.

- a. Flexibilité de la durée du travail.
- b. Durée du travail pour les jeunes travailleurs.

G) Règlement du travail. Horaire alternatif.

- H) **Fermeture d'entreprises.**
 - a. *Indemnité de fermeture.*
 - b. *Privilèges.*
- I) **Congé-éducation.**
- J) **Mandats publics. Limitation du cumul.**

COMMENTAIRE

I. SECURITE SOCIALE.

A) Généralités.

La loi de redressement social règle d'abord dans les articles 10 à 15, le transfert des excédents dans les régimes de la sécurité sociale pour rétablir l'équilibre financier.

Les articles 16 et 17 comprennent des corrections techniques concernant la modération salariale en 1984-1986.

L'article 18 prévoit des mesures de lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre.

B) Pensions (art. 22-25).

1° Prorogation du système de prépension de retraite.

La prépension de retraite ne pouvait être demandée que jusqu'au 31 décembre 1984 (demandée 1 an à l'avance) et pouvait être accordée jusqu'au 31 décembre 1985. L'article 22 prolonge la possibilité de l'octroi jusqu'au 31 décembre 1987.

De plus, le système de la prépension de retraite peut encore être prolongée par arrêté royal.

2° Pension pour les services à prestations incomplètes.

L'article 24 modifie l'Arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes, et précise que les 7 institutions publiques de crédit tiennent compte, pour le calcul de la pension complémentaire des membres de leur personnel qui, au cours de leur carrière, ont effectué des prestations à temps partiel, de la durée réelle des prestations de l'ensemble de la carrière.

II. DROIT DU TRAVAIL.

A) Salaires.

1° *Modération salariale. Prorogation des accords 1983-1984.*

a. *Prorogation d'autorité des conventions collectives de travail 1983-1984.*

Pour l'application de la modération salariale complémentaire (Arrêtés royaux n^{os} 180 et 181 du 30 décembre 1982), les employeurs et les syndicats devaient conclure des conventions collectives de travail qui prévoyaient une diminution du temps de travail de 5 p.c. avec embauche compensatoire de 3 p.c. En cas d'échec, le produit de la modération salariale complémentaire devait être versé au Fonds pour l'emploi.

L'article 29 proroge d'autorité les dispositions concernant l'emploi et la réduction du durée de travail pour les années 1985 et 1986.

b. *Possibilité de modification des conventions collectives de travail.*

La possibilité est offerte aux partenaires sociaux de modifier les conventions collectives de travail conclues. Les obligations concernant l'emploi et la réduction du temps de travail doivent cependant être au moins équivalentes avec celles qui ont été fixées dans les conventions collectives de travail pour 1983 et 1984.

c. *Prorogation de l'obligation de versement au Fonds pour l'emploi.*

Les employeurs qui ne sont pas liés par une C.C.T. ou qui ne respectent pas les obligations imposées par la convention, restent tenus de verser le produit de la modération salariale complémentaire des années 1985 et 1986 au Fonds pour l'emploi.

d. *Prorogation du blocage des salaires jusqu'au 31 décembre 1986.*

En vertu de l'article 6 de l'Arrêté royal n^o 180, les employeurs ne pouvaient accorder aux travailleurs, à l'exception de la liaison des rémunérations à l'index, aucune augmentation de rémunérations, aucun nouvel avantage pécuniaire, sous quelques formes que ce soient.

Article 44 de la loi de redressement social proroge le blocage des salaires jusqu'au 31 décembre 1986.

Restent permis :

- 1) Les relèvements de l'échelle des salaires prévus avant la promulgation de la modération salariale.*
- 2) Les augmentations de rémunération qui sont la conséquence d'une promotion normale.*
- 3) Les augmentations de rémunérations qui sont la conséquence d'un changement individuel de catégorie.*

2° *Protection salariale.*

En ce qui concerne le paiement de la rémunération, le travailleur a droit, pendant la période durant laquelle un règlement alternatif du temps de travail (v. infra : Flexibilité

du temps de travail) est d'application, à chaque période de paie, au paiement de sa rémunération normale afférente à la durée hebdomadaire moyenne de travail qu'il doit prêter. Si, à la date où le contrat de travail prend fin, ou à la fin de la période fixée par la convention collective de travail, le travailleur a presté moins que la durée moyenne de travail conventionnelle, la rémunération payée lui reste acquise et ne peut être imputée sur la rémunération restant due. Si, au contraire, il a presté plus d'heures, la rémunération afférente aux heures de travail prestées en plus lui est due (art. 85).

B) Promotion de l'emploi.

1° Interruption de la carrière professionnelle.

a. Suspension complète et temporaire du contrat de travail.

L'article 100 laisse entrevoir la possibilité de l'octroi d'une indemnité au travailleur, lorsque ce dernier convient avec son employeur de suspendre totalement l'exécution du contrat de travail ou lorsqu'il demande l'application d'une convention collective de travail qui prévoit une telle suspension, et ce pour autant que le travailleur soit remplacé par un chômeur complet indemnisé.

La durée de cette suspension est d'au moins six mois et ne peut excéder un an.

L'indemnité sera payée par l'O.N.E.M.

L'article 175 précise que cette réglementation cessera d'être en vigueur deux ans après la date d'entrée en vigueur de la loi.

b. Passage d'un emploi à temps plein à un emploi à mi-temps.

D'autre part, l'article 102 prévoit la possibilité de l'octroi d'une indemnité au travailleur occupé à temps plein, lorsque ce dernier convient avec son employeur d'être occupé à mi-temps ou lorsqu'il demande l'application d'une convention collective de travail qui prévoit un tel régime, et ce pour autant que le travailleur soit remplacé par un chômeur complet indemnisé. Ce travailleur peut cumuler l'indemnité avec son salaire.

Pour protéger les travailleurs âgés l'article 103 prévoit que, quand un employeur et un travailleur qui a atteint l'âge de 50 ans, ont conclu un tel contrat, le délai de préavis en cas de licenciement, sera calculé comme si le travailleur était toujours occupé à temps plein.

2° Prime de réinsertion pour les personnes de nationalité étrangère.

Une prime de réinsertion sera accordée à sa demande au chômeur complet de nationalité étrangère indemnisé depuis plus d'un an et qui souhaite s'établir dans un autre pays. Cette prime sera seulement accordée aux étrangers qui sont soumis à l'obligation de visa. Elle suppose le départ de toutes les personnes à charge du chef de famille. La prime est égale à un an d'indemnité de chômage. Elle est augmentée selon la composition de la famille (art. 146).

3° Nouvelles négociations en vue de promouvoir l'emploi.

a. Négociations au niveau sectoriel.

Les articles 46 et suivants de la loi de redressement social obligent les employeurs et les travailleurs, en commissions paritaires, à négocier la conclusion d'une nouvelle

convention collective de travail en vue de promouvoir l'emploi, pour les années 1985 et 1986. Cette convention collective devait être déposée au plus tard le 31 janvier 1985. (A.R. 25 janvier 1985 — Moniteur 31 janvier 1985).

b. Négociations au niveau de l'entreprise.

A défaut de convention collective de travail conclue par la commission paritaire, les entreprises négocient une convention collective de travail (art. 49). Les conventions collectives de travail conclues au niveau de l'entreprise doivent être déposées le 31 mars 1985 au plus tard (A.R. 25 janvier 1985 — Moniteur 31 janvier 1985).

c. Versement au Fonds pour l'emploi.

Les employeurs qui ne sont pas liés par une convention collective de travail conclue au niveau sectoriel ou au niveau de l'entreprise, doivent en 1985 et 1986 effectuer au Fonds pour l'emploi un versement correspondant à un pourcentage de la masse salariale déclarée à l'Office national de sécurité sociale respectivement pour l'année 1984 et pour l'année 1985. Cela vaut également pour les employeurs qui ne respectent pas les obligations d'une convention collective de travail (art. 50).

C) Contrats de travail.

a. Extension de la possibilité de conclusion de contrats de remplacement.

La loi actuelle sur le contrat de travail prévoit seulement les contrats de remplacement pour une personne qui remplace un employé appelé sous les armes ou incapable de travailler. Il s'agit d'un engagement temporaire, avec une durée de deux ans maximum (art. 68 de la loi sur le contrat de travail).

La loi de redressement social (art. 58) étend la possibilité de conclure des contrats de remplacement à tous les travailleurs (ouvriers et employés) et dans la quasi-totalité des cas de suspension, à l'exception des cas de manque de travail résultant de causes économiques, d'intempéries, de grèves ou de lock-out.

b. Paiement mensuel de l'indemnité de congé.

Lorsqu'un contrat est conclu pour une durée indéterminée, la partie qui en mettant fin au contrat ne respecte pas le délai de préavis légal, est tenue de payer à l'autre partie une indemnité égale à un salaire courant conforme à la durée du délai de préavis.

L'article 60 de la loi de redressement social stipule que l'employeur peut payer l'indemnité de congé par mensualités en cas de licenciement effectué par une entreprise en difficulté ou qui connaît des circonstances économiques exceptionnellement défavorables.

c. Doublement de la période d'essai pour les employés.

L'article 62 porte la période d'essai maximale pour les employés de 3 et 6 mois à — selon que le salaire annuel n'est pas ou est supérieur à 780.000 francs — respectivement six et douze mois.

d. Indexation annuelle des montants de rémunération dans la loi sur le contrat de travail.

Les montants de rémunération qui figurent dans la loi sur les contrats de travail sont annuellement et automatiquement indexés (article 64 de la loi de redressement social). Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur.

D) Organisation de l'entreprise.

1° Comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

Les entreprises qui emploient moins de 50 travailleurs ne sont plus tenues d'instituer des comités de sécurité (art. 65). Des élections intérimaires ne doivent plus être organisées (art. 66).

2° Conseils d'entreprise.

a. Diminution du nombre de travailleurs protégés (art. 67-69).

Dans les entreprises qui occupent moins de 100 travailleurs, les fonctions du conseil d'entreprise sont assumées par le comité de sécurité et d'hygiène. Ici aussi des élections intérimaires ne sont plus organisées.

b. Représentation du personnel de cadre (art. 154-161).

En outre, la loi de redressement social introduit une représentation spécifique au personnel de cadre. Le personnel de direction n'appartient pas au personnel de cadre ; comme auparavant, il n'est ni électeur ni éligible au conseil d'entreprise.

E) Stage des jeunes.

a. Stage des jeunes de 15 à 18 ans.

Les jeunes de 15 à 18 ans sont encore soumis à l'obligation scolaire à temps partiel.

Les articles 70 et 72 précisent que ces jeunes sont assimilés à des stagiaires, lorsqu'ils sont occupés dans les liens d'un contrat de travail à mi-temps.

Afin de stimuler leur engagement, les articles 71 et 73 prévoient que — bien que travaillant à mi-temps — ils peuvent être comptabilisés comme des stagiaires à temps plein.

b. Engagement après stage.

L'article 74 prévoit la possibilité qu'immédiatement après le stage — qui lui-même est considéré comme un contrat à durée déterminée — un contrat de travail à durée déterminée soit conclu.

c. Possibilité d'un second stage.

L'arrêté royal n° 230 réservait le stage aux jeunes demandeurs d'emploi qui n'ont pas encore exercé une activité professionnelle. L'article 75 dispose que le jeune, qui a déjà effectué un stage et qui est chômeur complet indemnisé depuis deux ans au moins, peut demander un second stage. Le second stage ne peut être effectué dans l'entreprise ou l'administration où le jeune a été une première fois stagiaire.

F) Durée du travail.

a. Flexibilité de la durée du travail.

L'article 76 dispose qu'une convention collective de travail peut autoriser le dépassement des limites légales de la durée du travail, à savoir 8 heures par jour et 40 heures par semaine. L'employeur peut ainsi, dans le cadre d'une convention collective de travail, rendre flexible la durée hebdomadaire moyenne du travail — fixée dans le règlement du travail — en introduisant durant une période déterminée, un règlement alternatif de travail qui s'écarte de l'horaire normal dans des limites définies (2 heures par jour, 5 heures par semaine). Par cette réglementation, il est possible de faire face à un accroissement exceptionnel de travail sans devoir faire appel à l'autorisation de l'inspecteur des lois sociales.

b. Durée du travail pour les jeunes travailleurs.

Pour un jeune travailleur encore soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, l'ensemble de la durée de la formation à temps partiel et du temps consacré à son contrat de travail à temps partiel, ne peut dépasser l'horaire hebdomadaire normal de travail de l'entreprise (art. 145).

G) Règlement de travail.

Horaire alternatif.

L'introduction d'un règlement alternatif de la durée du travail (V. supra : flexibilité de la durée du travail) par une convention collective de travail exige d'adopter obligatoirement certaines mentions dans le règlement de travail (art. 86).

Désormais, lorsque l'employeur entend remplacer l'horaire normal de travail par un des horaires alternatifs prévus au règlement de travail, il doit porter ce remplacement à la connaissance des travailleurs intéressés, sept jours d'avance au moins, par un avis affiché dans les locaux de l'établissement. Cet avis doit rester affiché tant que l'horaire alternatif reste applicable (art. 87).

H) Fermeture d'entreprises.

a. Indemnité de fermeture.

Les travailleurs qui sont condamnés pour une infraction en matière de gestion d'entreprise qui a été fermée, ne peuvent plus bénéficier de l'indemnité (art. 91 et 92).

b. Privilèges.

Les créances du Fonds de fermeture sont désormais privilégiées sur la généralité des meubles de ses débiteurs (art. 96).

I) Congé-éducation.

Cette section de la loi de redressement social (art. 108-144) remplace la loi du 10 avril 1973 accordant des crédits d'heures aux travailleurs en vue de leur promotion sociale.

Dans le nouveau régime, les travailleurs du secteur privé ont le droit, avec maintien de leur rémunération normale, de s'absenter de leur travail durant un certain nombre d'heures correspondant à celui du cours suivi. Les employeurs peuvent être remboursés des rémunérations et des charges sociales en relation avec le congé-éducation payé, auprès du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Il est en même temps pourvu à une protection incidente contre licenciement et pouvu aux surveillances et pénalités.

J) Mandats publics.

Limitation du cumul.

L'article 173 décrète que personne ne peut exercer plus de deux mandats publics auprès de l'ensemble des institutions et organismes qu'il énumère. Il s'agit des organismes d'intérêt public soumis au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l'Etat, des provinces, des communes, etc. et de diverses personnes morales de droit public. Le Roi fixe les exceptions éventuelles à cette disposition légale.

5.1. TRAVAIL.

MODERATION DES REVENUS. Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 6 décembre 1984 pris en exécution de l'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 25 janvier 1985, p. 797.

Octroi d'une avance à concurrence de 98 millions de francs à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants et à la Caisse nationale de Crédit professionnel.

MODERATION SALARIALE.

Arrêté royal du 29 décembre 1984 portant exécution de l'arrêté royal n° 278 portant certaines mesures concernant la modulation salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale, *Moniteur* du 11 janvier 1985, p. 208.

Extrait

Art. 2. — § 1^{er}. Concernant les travailleurs assujettis totalement ou partiellement aux régimes de la sécurité sociale des travailleurs, la somme pour 1985 visée à l'article 4, §§ 1^{er} et 2 de l'arrêté royal n° 278 est fixé à 4,04 p.c. du montant de la rémunération du travailleur augmenté de 4,04 p.c. de la somme des cotisations patronales dues. En ce qui concerne les employés la somme des cotisations patronales dues est augmentée de 0,27 si l'employé tombe sous l'application des lois sur les vacances annuelles pour travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971.

.....

TEMPS DE TRAVAIL. Administrations de l'Etat.

Arrêté royal du 31 décembre 1984 relatif au partage et à l'aménagement du temps de travail dans les administrations de l'Etat, *Moniteur* du 18 janvier 1985, p. 501.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1. GENERALITES.

COTISATIONS SOCIALES.

Cotisation de solidarité pour les travailleurs du secteur public.

Arrêté royal du 29 décembre 1984 prorogeant les dispositions de la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public, modifiée par l'arrêté royal n° 113 du 23 décembre 1982 et par la loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 11 janvier 1985, p. 211.

Prorogation de la cotisation de solidarité jusqu'au 31 décembre 1985.

Arrêté royal du 8 janvier 1985 portant affectation pour 1985 du produit de la cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public inscrit au fonds de solidarité créé auprès de l'Office national de sécurité sociale, *Moniteur* du 29 janvier 1985, p. 905.

Extrait

Article 1^{er}. — Les montants qui, pour l'année 1985 sont versés au fonds de solidarité (...), sont destinés à couvrir la différence entre les recettes et les dépenses de l'Office national de l'Emploi en matière de chômage de l'année budgétaire 1985.

Cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant (travailleurs indépendants).

Arrêté royal du 29 décembre 1984 pris en exécution de l'arrêté royal n° 160 du 30 décembre 1982 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant, *Moniteur* du 22 janvier 1985, p. 602.

PRESTATIONS SOCIALES. GENERALITES.

Indexation et primes de rattrapage.

Arrêté royal du 24 janvier 1985 portant exécution de l'arrêté n° 281 du 31 mars 1984 portant certaines modifications temporaires au régime de liaison à l'indice des prix de la consommation du Royaume, de certaines prestations de sécurité sociale et dépenses du secteur public et accordant une prime de rattrapage à certains bénéficiaires de prestations sociales, *Moniteur* du 30 janvier 1985, p. 1002.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

ALLOCATIONS FAMILIALES. Diminution. Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 28 décembre 1984 fixant les modalités pour l'octroi de l'allocation retenue conformément à l'arrêté royal n° 159 du 30 décembre 1982 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs indépendants, *Moniteur* du 22 janvier 1985, p. 601.

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE.

Champ d'application. Personnes à charge de bénéficiaires.

Arrêté royal du 29 décembre 1984 modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur* du 24 janvier 1985, p. 771.

CHOMAGE.

Allocations.

Arrêté royal du 27 décembre 1984 modifiant l'article 141 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur* du 17 janvier 1985, p. 370.

Extrait

Article 1^{er}. — L'article 141 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (...) est complété par l'alinéa suivant :

« Le travailleur n'a pas droit aux allocations de chômage pour la période pendant laquelle il reçoit, en application des dispositions de l'article 23 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail, ou de l'article 34 des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, une indemnité d'incapacité temporaire et totale de travail pour cessation d'une remise au travail. »

Arrêté royal du 27 décembre 1984 modifiant les articles 118, alinéa 3, 121, § 3 et 160, §§ 2, 3, 3bis et 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur* du 18 janvier 1985, p. 510.

Simplification des règles relatives à la fixation du montant des allocations de chômage.

Arrêté royal du 29 décembre 1984 insérant une section IIbis, Droit aux allocations de chômage des chômeurs âgés, et une section IIter, Droit aux allocations de chômage des chômeurs ayant une aptitude au travail réduit, dans le titre III, chapitre I^{er}, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur* du 18 janvier 1985, p. 514.

Suppression de la faculté d'exclure du bénéfice des allocations de chômage pour cause de chômage de durée ou de fréquence anormales, des chômeurs âgés dont les possibilités de reclassement sont réduites.

Arrêté ministériel du 23 novembre 1984 modifiant les articles 63, 64, 65, 66 et 67 de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, *Moniteur* du 25 janvier 1985, p. 825.

Fixe des critères uniformes et objectifs pour l'application de l'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (exclusion des allocations de chômage à cause de la durée ou fréquence anormale du chômage).

Arrêté ministériel du 16 janvier 1985 modifiant l'article 83bis de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, *Moniteur* du 25 janvier 1985, p. 827.

Allocations d'attente.

Arrêté royal du 23 janvier 1985 prolongeant la durée de validité de l'article 2, 1^o, c, alinéas 2, 3 et 4 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 modifiant les articles 124 et 160, § 3, 4 et 6 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage et de l'article 4, alinéas 3 et 4 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif à l'octroi d'allocations d'attente aux jeunes travailleurs, non-chefs de ménage, qui ont terminé leurs études, *Moniteur* du 30 janvier 1985, p. 994.

Dispense de contrôle.

Arrêté ministériel du 25 janvier 1985 modifiant l'article 76, 16°, de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, *Moniteur* du 30 janvier 1985, p. 995.

Les chômeurs qui désirent s'installer comme indépendant peuvent être dispensés du contrôle pendant un délai de 3 mois. Cette dispense peut être prolongée de trois mois s'ils ont sollicité un prêt pour s'installer comme indépendant.

PENSIONS. Prépension légale.

Arrêté royal du 22 novembre 1984 modifiant l'article 6 de l'arrêté royal du 22 août 1979 d'exécution de la section 2 — Prépension légale — du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, *Moniteur* du 9 janvier 1985, p. 160.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS DE COOPERATION.

Règlement (CEE) n° 226/85 du Conseil, du 29 janvier 1985, concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la république arabe du Yemen, *Journal officiel* n° L 26 du 31 janvier 1985, p. 1.

ACCORDS SUR LES PRODUITS DE BASE. Sucre.

Décision 85/48/CEE du Conseil, du 18 décembre 1984, concernant la conclusion de l'accord international de 1984 sur le sucre, *Journal officiel* n° L 22 du 25 janvier 1985, p. 1.

REGLEMENTATION DE CHANGE.

Mouvements de capitaux. Mesures de sauvegarde.

Danemark

Décision 85/17/CEE de la Commission, du 19 décembre 1984 abrogeant la décision 78/152/CEE du 22 décembre 1977, *Journal officiel* n° L 8 du 10 janvier 1985, p. 37.

Abrogation de l'autorisation, accordée au Danemark de prendre certaines mesures au titre de l'article 108, paragraphe 3 du traité.

France.

Décision 85/14/CEE de la Commission, du 19 décembre 1984, autorisant la République française à poursuivre l'application de certaines mesures de sauvegarde conformément à l'article 108 paragraphe 3 du traité CEE, *Journal officiel* n° L 8 du 10 janvier 1985, p. 29.

Extraits

Article 1^{er}. — 1. La République française est autorisée, à titre temporaire et dans la limite des mesures figurant à l'annexe de la présente décision, à prohiber ou à soumettre à autorisation de change préalable la conclusion ou l'exécution des transactions et transferts afférents aux mouvements de capitaux (...).

2. Sauf prorogation décidée par la Commission dans les conditions prévues à l'article 2 paragraphe 3, la validité de la présente décision est de deux ans (...).

ANNEXE

Désignation des opérations	Nature des restrictions autorisées en dérogation aux obligations communautaires
Investissements directs	Les investissements directs effectués par des résidents dans les autres pays membres sont soumis à déclaration et à autorisation de change. Cette autorisation peut ne pas être accordée si les investissements concernés ne sont pas financés à hauteur de 50 % par des emprunts en devises d'une maturité d'au moins deux ans. Les petites et moyennes entreprises ne sont pas soumises à cette condition de financement. Sont dispensées de déclaration et d'autorisation les opérations ne dépassant pas un montant maximal de 2 millions de francs français par année civile ou par entreprise non résidente bénéficiaire de l'investissement.
Investissements immobiliers	La construction ou l'achat de biens immobiliers à l'étranger par des résidents à titre de résidence secondaire sont soumis à autorisation. Celle-ci est accordée pour raisons de santé et autres motifs humanitaires.
Mouvements de capitaux à caractère personnel	Les donations à des non-résidents et les transferts à l'étranger d'avoirs d'émigrants français sont soumis à autorisation. Les transferts de minime importance sont autorisés sans justification dans la limite de 1.500 francs français par mois et par donneur d'ordre.
Opérations sur titres	L'acquisition par des résidents de titres étrangers libellés en monnaie étrangère n'est autorisée qu'à la condition que le paiement soit effectué au moyen de devises provenant de la vente par des résidents de titres libellés en monnaie étrangère (devises-titre). Cette condition ne s'applique pas à l'acquisition par les résidents des titres libellés en Ecus émis en France par les institutions communautaires européennes et la Banque européenne d'investissement.

Irlande.

Décision 85/15/CEE de la Commission, du 19 décembre 1984, autorisant l'Irlande à poursuivre l'application de certaines mesures de sauvegarde conformément à l'article 108 paragraphe 3 du traité CEE, *Journal officiel* n° L 8 du 10 janvier 1985, p. 32.

Extraits

.....

Article 1^{er}. — 1. L'Irlande est autorisée, à titre temporaire et dans les limites énumérées à l'annexe de la présente décision, à prohiber ou à soumettre à autorisation de change préalable la conclusion ou l'exécution des transactions et transferts afférents aux mouvements de capitaux libérés (...).

2. Sauf prorogation décidée par la Commission dans les conditions prévues à l'article 2 paragraphe 3, la validité de la présente décision est de trois ans à compter de son adoption.

.....

ANNEXE

Désignation des opérations	Nature des restrictions autorisées en dérogation aux obligations communautaires
Opérations sur titres	L'acquisition par des résidents de titres étrangers négociés en bourse peut être prohibée ou soumise à autorisation. Cette mesure restrictive ne s'applique pas à : — l'acquisition de titres étrangers par un résident lorsque cette acquisition est financée par le produit de la vente d'autres titres étrangers lui appartenant ou par des emprunts à l'extérieur, — l'acquisition de titres négociés en bourse émis par les Communautés et par la Banque européenne d'investissement.

Italie.

Décision 85/16/CEE de la Commission, du 19 décembre 1984, autorisant la République italienne à poursuivre l'application de certaines mesures de sauvegarde conformément à l'article 108 paragraphe 3 du traité CEE, *Journal officiel* n° L 8 du 8 janvier 1985, p. 34.

Extraits

.....

Article 1^{er}. — 1. La République italienne est autorisée, à titre temporaire et dans la limite des mesures figurant à l'annexe de la présente décision, à restreindre l'exécution des transferts afférents aux mouvements de capitaux libérés (...).

2. Sauf prorogation décidée par la Commission dans les conditions prévues à l'article 2 paragraphe 3, la validité de la présente décision est de trois ans à compter de son adoption.

.....

ANNEXE

Désignation des opérations	Nature des restrictions autorisées en dérogation aux obligations communautaires
Investissements immobiliers	La construction ou l'achat de biens immobiliers à l'étranger par des résidents sont assujettis à la constitution d'un dépôt bancaire, improductif d'intérêt, égal à 40 % de la valeur de l'immeuble.
Opérations sur titres	<p>a) L'acquisition par des résidents de titres étrangers négociés en bourse est assujettie à la constitution d'un dépôt bancaire, improductif d'intérêt, égal à :</p> <ul style="list-style-type: none">— 30 % du montant de l'acquisition lorsqu'il s'agit de titres émis par les institutions communautaires européennes et la Banque européenne d'investissement,— 40 % du montant de l'acquisition pour tous les autres titres étrangers, <p>à la condition que les titres acquis soient détenus pendant une durée supérieure à un an. Dans le cas contraire, le dépôt est égal à 50 % du montant de l'acquisition.</p> <p>b) L'acquisition de titres étrangers par un fonds commun de placement en valeurs mobilières est exemptée de l'obligation du dépôt jusqu'à un montant équivalant à 10 % de son portefeuille de titres.</p>

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

ALTERNATIVE...

Alternative approaches to time series analysis.
(Proceedings of the 3rd Franco-Belgian Meeting of
Statisticians, November 1982.)
(Travaux et Recherches, 1.)
Bruxelles, Facultés Universitaires Saint-Louis, 1984,
XIV + 217 p.

BALANS...

De nieuwe vennootschapswet 1984.
(In : *BALANS - NIEUWSBRIEF VOOR ACCOUNTANCY
EN FINANCIËEL MANAGEMENT*, Kalmthout, 50, 1984
10 12, p. 9-24.)
BE 710

336.214. - 333.633.0 - 339.312.3

ANDRE, M.

Régime fiscal applicable aux sociétés novatrices et
à leurs actionnaires.
(In : *REVUE BELGE DES SCIENCES COMMERCIALES*,
Bruxelles, 10, 1984 10, p. 170-175.)
BE 140

382.30 - 338.043.

BALASSA, B.

Echanges entre pays industriels et pays en dévelop-
pement dans la prochaine décennie.
(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE*, Paris, 3,
1984 10/12, p. 7-28.)
OCDE 13A

332.26 - 334.151.55

ARTUS, R.

Les salaires réels sont-ils trop élevés en Europe?
Etude comparative des salaires dans l'industrie en
Europe, en Amérique du Nord et au Japon.
(In : *FINANCES ET DEVELOPPEMENT*, Washington, 4,
1984 12, p. 10-13.)
FMI 5F

336.834.

BALTHAZART, F.

Les incitants fiscaux à l'investissement.
(In : *ENTREPRENDRE*, Bruxelles, 11, 1984 12, p. 81-
87.)
BE 45

333.403. - 333.428.

ATKINSON, P. et al.

Efficacité des objectifs monétaires : stabilité de la
demande de monnaie dans les grands pays de
l'OCDE.
(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE*, Paris, 3,
1984 10/12, p. 161-194.)
OCDE 13A

333.825. - 333.451.6 - 333.846.7

BHANDARI, J.S.

Speculation and the crawling peg : some further
issues.
(In : *ZEITSCHRIFT FUER DIE GESAMTE STAATSWIS-
SENSCHAFT*, Tuebingen, 3, 1984 09, p. 529-536.)
DE 36

BLUNDELL-WIGNALL, A. & CHOURAQUI, J.C.

The role of exchange market intervention.

(In : NATIONAL WESTMINSTER BANK QUARTERLY REVIEW, London, 4, 1984 11, p. 53-68.)

GB 61

BULLETIN...

L'inventaire annuel et les règles d'évaluation.

(In : BULLETIN FIDUCIAIRE, Bruxelles, 24, 1985 01, p. 7-20.)

BE 23

336.452.

333.633.0 - 339.312.3

BOUCHAT, A.

Analyse chronologique des opérations de l'Etat et prévisions de trésorerie.

(In : BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 93, 1984 11, p. 1-27.)

BE 33Z

BULLETIN...

Sociétés novatrices.

(In : BULLETIN FIDUCIAIRE, Bruxelles, 24, 1985 01, p. 36-39.)

BE 23

334.151.27 - 334.151.25 - 339.4

333.164.0

BRAECKMANS, H.

Het Europees Monetair Stelsel en het privaat gebruik van de Ecu.

(In : S.E.W. - TIJDSCHRIFT VOOR EUROPEES EN ECONOMISCH RECHT, Antwerpen, 11/12, 1984 11/12, p. 647-669.)

BE 686

BULLETIN...

La Banque Mondiale : partenaire des Etats, des exportateurs et des banques.

(In : BULLETIN DE LA SOCIETE GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 248, 1984 11, p. 14-17.)

BE 27CF

343.535. - 347.736.

331.30 - 334.151.1

BRILMAKER, J.-P.

Quelques aspects des droits et créances des travailleurs en cas de faillite.

(In : BULLETIN DE LA FONDATION ANDRE RENARD, Liège, 146-147, 1984 11/12, p. 3-15.)

BE 17

BULLETIN...

Le déclin de l'Europe.

(In : BULLETIN DE LA SOCIETE GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 248, 1984 11, p. 1-8.)

BE 27CF

BULLETIN...

Le rééchelonnement de la dette extérieure des pays en voie de développement.

(In : BULLETIN DE LA SOCIETE GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 248, 1984 11, p. 9-13.)

BE 27CF

BURGARD, J.J.

Banques et nouvelles technologies.

(In : BANQUE, Paris, 445 SP., 1984 12, p. 126-128.)

FR 6

331.30

333.731. - 333.154. - 343.538.
333.103.

BULLETIN...

Emploi, flexibilité, compétitivité, fiscalité, finances publiques.

(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 21, 1984 30 11, p. 1-48 (Suppl.).)

BE 32

BUYLE, J-P.

La carte de banque à pistes magnétiques.

(In : REVUE DE DROIT COMMERCIAL BELGE - TIJDSCHRIFT VOOR BELGISCH HANDELSRECHT, Anvers/Antwerpen, 11, 1984 11, p. 658-675.)

BE 668

368.40

336.01

BULLETIN...

La sécurité sociale en fâcheuse posture.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 46, 1984 21 12, p. 1-6.)

BE 33

CAFFE, F.

Intervento pubblico e realtà economica.

(In : RASSEGNA ECONOMICA - BANCO DI NAPOLI, Napoli, 3, 1984 05/06, p. 537-553.)

IT 18B

331.30

306.111. - 332.221.

BULLETIN...

L'économie belge : retour à une certaine croissance.

(In : BULLETIN FINANCIER - BANQUE BRUXELLES LAMBERT, Bruxelles, 18, 1984 30 11, p. 1-7.)

BE 34A

CMB...

L'indice des prix à la consommation.

(In : CMB-INFORM, Bruxelles, 93, 1984 12, p. 1-60.)

BE 37F

COENE, L.

Een methodologie voor schatting van de vraag naar warmte in de residentiële sector.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 6, 1984 12, p. 683-691.)

BE 64B

D'ALAURO, G.

Inflazione e disoccupazione : due Nobel a confronto.

(In : *ECONOMIA INTERNAZIONALE*, Genova, 1-2, 1984 02/03, p. 20-75.)

IT 10

336.52

333.841. - 332.221.

COENS, J.

De evolutie van de uitgaven van de Belgische gemeenten sinds 1974.

(In : *RES PUBLICA*, Brussel-Bruxelles, 5, 1984 12, p. 671-699.)

BE 131

DANZIGER, L.

Stochastic inflation and wage indexation.

(In : *THE SCANDINAVIAN JOURNAL OF ECONOMICS*, Stockholm, 3, 1984, p. 326-336.)

SE 7A

331.30

336.12 - 336.50

CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE

L'évolution conjoncturelle dans les différents secteurs de l'économie belge.

(In : *NOTES MENSUELLES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE - CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE*, Bruxelles, 1984 12, p. 1-28.)

BE 36A

DECOURT, R. & VERBEKE, M.-A.

Considérations sur les finances locales. Rétrospective à l'occasion du 150e numéro.

(In : *CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE - BULLETIN TRIMESTRIEL*, Bruxelles, 150, 1984 10, p. 241-258.)

BE 61AF

332.18

336.301 - 336.451

CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL.

Rapport intérimaire sur la réforme fondamentale des conseils d'entreprise.

(In : *LA VIE AU BUREAU*, Bruxelles, 11, 1984 11, p. 33-43.)

BE 183A

de LAROSIERE, J.

The growth of public debt and the need for fiscal discipline.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES*, Bruxelles, 12, 1984 12, p. 49-68.)

BE 99

DE LEMBRE, E.

Betekenis van het getrouw beeld in het Belgisch boekhoudrecht.

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S*, Brussel, 4, 1984 10, p. 13-21.)

BE 503

DONOVAN, D.J.

Nature et origines des difficultés de service de la dette. Explication empirique.

(In : *FINANCES ET DEVELOPPEMENT*, Washington, 4, 1984 12, p. 22-25.)

FMI 5F

658.6

382.51 - 307.61

DEL MARMOL, S. & SMIT, J-P.

Le bénéfice des sociétés c'est aussi l'affaire des achats!

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles, 10, 1984 12, p. 57-62.)

BE 69

ECONOMIC...

Recent changes in Europe's trade.

(In : *ECONOMIC BULLETIN FOR EUROPE*, Geneva, 1984, p. 1.1-3.40.)

UN 3BE

333.111.2

334.151.25

DE SMAELE, A.

Aangaande het jaarverslag 1983 van de Nationale Bank van België.

(In : *CMB-INFORM*, Brussel, 92, 1984 11, p. 17-24.)

BE 37N

ECU...

Ecu : historical statistics.

(In : *ECU NEWSLETTER*, Torino, 10 Supp, 1984 09, p. 1-37.)

IT 11

331.00 - 331.030.

334.151.25

DE VROEY, M.

La crise actuelle : un essai de diagnostic.

(In : *CONTRADICTIONS*, Bruxelles, 42, 1984 10/12, p. 3-43.)

BE 56

ECU...

The Ecu basket redefinition.

(In : *ECU NEWSLETTER*, Torino, 10, 1984 09, p. 4-12.)

IT 11

ENGELEN, J.

Situation financière des communes flamandes en 1983.

(In : CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE - BULLETIN TRIMESTRIEL, Bruxelles, 150, 1984 10, p. 311-315.)

BE 61AF

GOENENC, R.

Le venture capital : ingrédient-clef de la création d'entreprises de pointe.

(In : L'OBSERVATEUR DE L'O.C.D.E., Paris, 131, 1984 11, p. 11-15.)

OCDE 8F

333.642.

382.257.

GABATHULER, J.

Les « financial futures » - leurs caractéristiques et leur utilité.

(In : SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE - LE MOIS ECONOMIQUE ET FINANCIER, Bâle, 1984 12, p. 26-27.)

CH 11

GUTH, W.

International liquidity : can its supply and distribution be improved?

(In : THE BANKER, London, 706, 1984 12, p. 17-25.)

GB 3

334.151.25 - 333.453.

336.204. - 336.208.

GEIGER, H. et al.

Europa und die Ecu.

(In : ZEITSCHRIFT FUER DAS GESAMTE KREDITWESEN, Frankfurt/Main, 23, 1984 01 12, p. 1073-1091.)

DE 35

HANSSON, I.

Marginal cost of public funds for different tax instruments and government expenditures.

(In : THE SCANDINAVIAN JOURNAL OF ECONOMICS, Stockholm, 2, 1984, p. 115-130.)

SE 7A

368.40 - 339.21

382.11

GLINEUR, P.

Les cotations ONEM, une nouvelle étape dans la modération générale des revenus et dans l'accroissement de la parafiscalité.

(In : REVUE GENERALE DE FISCALITE, Bruxelles, 11, 1984 11, p. 182-193.)

BE 158FB

HARRIS, R.

Applied general equilibrium analysis of small open economies with scale economies and imperfect competition.

(In : AMERICAN ECONOMIC REVIEW, Nashville (Tennessee), 5, 1984 12, p. 1016-1032.)

US 1

343.535. - 347.736.

333.111.35 - 333.825. - 333.130.2
333.428. - 334.151.27

HOFFMANN, E.

Konkursrecht in Belgien.

(In : *RECHT DER INTERNATIONALEN WIRTSCHAFT*,
Heidelberg, 11, 1984 11, p. 850-854.)

DE 21

JARCHOW, H.J.

Devisenmarktinterventionen und Liquiditätswir-
kungen.

(In : *AUSSENWIRTSCHAFT*, St. Gallen, 4, 1984 12,
p. 299-321.)

CH 1

338.752.14

333.164.0

HUCORNE, M.

L'industrie aéronautique en Belgique.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE DU C.R.I.S.P.*,
Bruxelles, 1059, 1984 16 11, p. 1-30.)

BE 28E

KAMARCK, A.M.

La Banque mondiale et le développement : point
de vue.

(In : *FINANCES ET DEVELOPPEMENT*, Washington, 4,
1984 12, p. 26-28.)

FMI 5F

368.40

334.153.0 - 382.51

HUJOEL, L.

Le financement de la sécurité sociale : rééquilibra-
ge ou fragilité accrue?

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONO-
MIQUE*, Bruxelles, 5, 1984 11, p. 345-363.)

BE 131A

KANA, I.

U.S. impact on European international trade.

(In : *A.B.N. ECONOMIC REVIEW*, Amsterdam, 106,
1984 12, p. 2-8.)

NL 1

657.33

334.151.4

INSTITUT...

La comptabilité aux coûts de remplacement.

(In : *INSTITUT DES REVISEURS D'ENTREPRISES -
BULLETIN D'INFORMATION*, Bruxelles, 3, 1984, p. 1-
72.)

BE 190

KEIMEUL, L.

Pour une politique européenne des régions.

(In : *SOCIALISME*, Bruxelles, 185, 1984 09/10,
p. 401-406.)

BE 155C

LEFEBVRE, O.

Profil européen pour la conjoncture belge : bien orienté mais... trop faible.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES, Louvain-la-Neuve, 1984 12, p. 1-44.*)

BE 87

LIERMAN, F. & TAYMANS, A.

Les international banking facilities : une émulation pour le marché des eurodevises ?

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIER-WEZEN, Bruxelles/Brussel, 9, 1984 11, p. 5-20.*)

BE 134

334.150.0 - 341.10

338.046.3 - 338.752.0

LEGAL...

The European Communities as an international organisation.

(In : *LEGAL ISSUES OF EUROPEAN INTEGRATION, Amsterdam, 1, 1984, p. 1-169.*)

BE 605

LINDELAUF, R. & JAMIN, P.

La sous-traitance à Fabrimétal.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 10, 1984 12, p. 26-29.*)

BE 69

338.6

336.208. - 343.35

LIEBAERS, H.

Wetenschap en politiek. Ervaring van een koninklijke commissaris.

(In : *KONINKLIJKE ACADEMIE VOOR WETENSCHAPPEN, LETTEREN EN SCHONE KUNSTEN VAN BELGIE-KLASSE DER LETTEREN - MEDEDELINGEN, Brussel, 4, 1984, p. 1-17.*)

BE 8

LUWEL, A.

Naar een parallelle economie.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR SOCIALE WETENSCHAPPEN, Gent, 4, 1984 10/12, p. 325-329.*)

BE 149C

333.106. - 333.101.

332.602.2

LIERMAN, F.

Solvabiliteit en rendabiliteit van het Belgisch financieuzen in 1983.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIER-WEZEN, Bruxelles/Brussel, 9, 1984 11, p. 35-52.*)

BE 134

MAES, M.

Met de migranten op de terugtocht? Van inwijking naar uitwijking?

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 11, 1984 11, p. 797-815.*)

BE 71

333.831.0 - 336.020. - 331.062.
336.401. - 336.01

MASSON, P. et al.

Effets des dépenses publiques en cas d'anticipations rationnelles.

(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 3, 1984 10/12, p. 195-210.*)

OCDE 13A

333.151.0 - 333.451.2 - 333.647.
333.451.7

MIRUS, R.

Foreign currency options in exchange risk management.

(In : *AUSSENWIRTSCHAFT, St. Gallen, 4, 1984 12, p. 323-334.*)

CH 1

333.451.1 - 333.451.6 - 331.31
336.401. - 333.846.0

MASSON, P. et al.

Politiques macro-économiques et taux de change.

(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 3, 1984 10/12, p. 131-159.*)

OCDE 13A

339.12

MISHAN, E.J.

GNP - measurement or mirage?

(In : *NATIONAL WESTMINSTER BANK QUARTERLY REVIEW, London, 4, 1984 11, p. 2-13.*)

GB 61

334.151.6

MIDLAND...

The common agricultural policy.

(In : *MIDLAND BANK REVIEW, Sheffield, 1984 10/12, p. 10-16.*)

GB 37

333.830. - 333.831.0

MISHKIN, F.S.

Are real interest rates equal across countries? An empirical investigation of international parity conditions.

(In : *THE JOURNAL OF FINANCE, New York, 5, 1984 12, p. 1345-1357.*)

US 48

339.115. - 336.311.2 - 382.254.

MIDLAND...

International lenders and world debt.

(In : *MIDLAND BANK REVIEW, Sheffield, 1984 10/12, p. 17-22.*)

GB 37

333.715. - 336.300. - 339.312.5

MUECKL, W.J.

Langfristige Crowding-out-Wirkungen der öffentlichen Kreditaufnahme; eine synoptische Betrachtung.

(In : *FINANZARCHIV, Tuebingen, 1, 1984 01/04, p. 1-19.*)

DE 14

NORRENBERG, D.

La dérive financière de l'Etat belge.

(In : *SOCIALISME*, Bruxelles, 185, 1984 09/10, p. 397-400.)

BE 155C

PEETERS, G.

Stimuli en fiscale besparingsmaatregelen in de herstelwet.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 6, 1984 12, p. 695-708.)

BE 64B

331.30

NOTES...

Notes mensuelles sur la situation économique.

(In : *NOTES MENSUELLES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE - CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE*, Bruxelles, 1984 11, p. 1-15.)

BE 36A

341.245. - 368.40 - 334.2

PERRIN, G.

Pour une sécurité sociale sans frontières. Deux nouveaux instruments de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.)

(In : *REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE*, Bruxelles, 6, 1984 06, p. 505-528.)

BE 141

333.642.

NOWACK, G.-P.

Financial futures.

(In : *ZEITSCHRIFT FUER DAS GESAMTE KREDITWESEN*, Frankfurt/Main, 24, 1984 15 12, p. 1134-1136.)

DE 35

331.30 - 331.061.

PERSPECTIVES...

Perspectives économiques de l'O.C.D.E.

(In : *PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'O.C.D.E.*, Paris, 36, 1984 12, p. 1-199.)

OCDE 13F

336.212.10 - 336.212.11 - 332.3
368.45

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

La situation des ouvriers au regard de l'impôt et des transferts sociaux - 1979-1983 - The tax/benefit position of production workers.

Paris, O.C.D.E./O.E.C.D., 1984, 234 p.

336.208. - 336.204.

PERSSON, M & WISSEN, P.

Redistributional aspects of tax evasion.

(In : *THE SCANDINAVIAN JOURNAL OF ECONOMICS*, Stockholm, 2, 1984, p. 131-149.)

SE 7A

PLASSARD, J.

Conjoncture internationale. Dollar et commerce international.

(In : S.E.D.E.I.S. - CHRONIQUES D'ACTUALITE, Paris, 9, 1984 15 09, p. 275-284.)

FR 10B

REPORT...

Recovery of growth in the Belgian economy.

(In : REPORT FROM BRUSSELS - BANQUE BRUXELLES LAMBERT, Bruxelles, 121, 1984 11, p. 1-8.)

BE 34D

336.451. - 336.401.

PRICE, R.W.R. & MULLER, P.

Indicateurs budgétaires structurels et interprétation de l'orientation de la politique budgétaire des pays de l'OCDE.

(In : REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 3, 1984 10/12, p. 29-79.)

OCDE 13A

333.101. - 333.102. - 333.51

REVUE...

Les banques au sein du secteur financier belge ; quelques données comparatives.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIER-WEZEN, Bruxelles/Brussel, 9, 1984 11, p. 27-33.)

BE 134

333.451.6 - 333.403. - 333.451.4

RADCLIFFE, C. et al.

Currency substitution and instability in the world dollar standard : comment.

(In : AMERICAN ECONOMIC REVIEW, Nashville (Tennessee), 5, 1984 12, p. 1129-1131.)

US 1

336.208. - 343.35

RICHUPAN, S.

Comment mesurer la fraude fiscale. Brève description des principales techniques.

(In : FINANCES ET DEVELOPPEMENT, Washington, 4, 1984 12, p. 38-40.)

FMI 5F

311.94

RAO, M.V. & MEHRAN, F.

Salient features of the new international standards on statistics of the economically active population.

(In : BULLETIN DES STATISTIQUES DU TRAVAIL, Genève, 4, 1984, p. IX-XVII.)

BIT 1

333.131.38 - 333.451.7

RICOLFI, B.

Banque et entreprise : connaissance et gestion des positions de change ; couverture des risques de change.

(In : BANQUE, Paris, 444, 1984 11, p. 1131-1135.)

FR 6

ROSENBERG, J.

Wage indexation and labour market indicators : a proposal.

(In : *ECONOMIA INTERNAZIONALE*, Genova, 1-2, 1984 02/03, p. 123-128.)

IT 10

SHIHATA, I.F.

Accroître les flux de capitaux privés à destination des PMA. Examen du projet de création d'une agence multilatérale de garantie des investissements.

(In : *FINANCES ET DEVELOPPEMENT*, Washington, 4, 1984 12, p. 6-9.)

FMI 5F

332.26 - 307.23

SALAIRES...

Structure des salaires - Belgique, 1978.

(In : *SALAIRES ET REVENUS - BULLETIN STATISTIQUE*, Luxembourg, 2, 1984, p. 1-41.)

EEC 20A

339.113. - 382.242.1 - 382.242.2
333.662.

SIAENS, A.

Décourage-t-on les placements en FB ?

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIER-WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 9, 1984 11, p. 53-57.)

BE 134

333.107. - 343.45 - 347.734.

SCHMIT, C. & WEIDES-SCHAEFFER, M-P.

Le secret bancaire en droit luxembourgeois.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES - BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG*, Luxembourg, 5, 1984, p. 1-49.)

LU 5

338.046.3 - 338.752.0

SMIT, J-P.

L'évolution et l'importance de la sous-traitance dans l'Industrie des Fabrications Métalliques.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles, 10, 1984 12, p. 30-38.)

BE 69

339.21

SERROYEN, C.

De O.E.S.O. over inkomensverdeling.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 12, 1984 12, p. 923-927.)

BE 71

338.43 - 307.4 - 307.21

SONNET, A.

Les disparités sectorielles des trois régions belges depuis le début de la crise.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES*, Louvain-la-Neuve, 1984 11, p. 1-32.)

BE 87

332.691. - 332.621.4 - 311.94
332.621.3

333.50 - 333.103. - 333.106.
333.139.2 - 333.602.

SONNET, A. & DEFEY, P.

Le marché du travail en Belgique. Evolutions conjoncturelles et structurelles récentes.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 94, 1984 12, p. 1-99.*)

BE 33Z

TENDANCES...

L'incidence des nouveaux placements et techniques d'intermédiation sur le fonctionnement des marchés des capitaux.

(In : *TENDANCES DES MARCHES DES CAPITAUX, Paris, 28, 1984 06, p. 13-24.*)

OCDE 16

347.747.

347.720.0

SPRUYT, N.

De betaling van een cheque na faillissement van de trekker.

(In : *RECHTSKUNDIG WEEKBLAD, Antwerpen, 13, 1984 24 11, p. 878-886.*)

BE 655

THIRY, E.

Réforme de la législation sur les sociétés commerciales.

(In : *REVUE BELGE DES SCIENCES COMMERCIALES, Bruxelles, 8-9, 1984 08/09, p. 148-156.*)

BE 140

347.728.1 - 657.2 - 347.718.

334.150.0

TELLER, R.

Le nouveau droit comptable belge.

(In : *FISCALITE EUROPEENNE, Nice, 5, 1984, p. 43-64.*)

FR 34A

THORN, G.E.

L'Europe : comment sortir de la crise?

(In : *STUDIA DIPLOMATICA, Bruxelles, 3, 1984, p. 261-279.*)

BE 50

657.2 - 347.718. - 347.728.1

657.2 - 347.718.

TELLER, R.

Le nouveau droit comptable belge.

(In : *FISCALITE EUROPEENNE, Nice, 6, 1984, p. 43-67.*)

FR 34A

TIEST, R.

De waarderingsregels na 12 september 1983.

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S, Brussel, 4, 1984 10, p. 23-29.*)

BE 503

VAN DAELE, G.

Coup d'oeil sur les finances communales.

(In : *CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE - BULLETIN TRIMESTRIEL*, Bruxelles, 150, 1984 10, p. 267-295.)

BE 61AF

VAN DEN DRIESSCHE, J.F.

Waardering van vorderingen op meer dan één jaar : recente ontwikkelingen.

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S*, Brussel, 4, 1984 10, p. 73-75.)

BE 503

338.046.3 - 338.712.1 - 368.611.

657.2 - 347.718.

VAN DEN BOSCH, A.

Financement et assurance-crédit dans le domaine de la sous-traitance.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles, 10, 1984 12, p. 39-40.)

BE 69

VANDER LINDEN, M.

Wat is er nieuw in de gewijzigde boekhoudwet?

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S*, Brussel, 4, 1984 10, p. 7-11.)

BE 503

347.720.1 - 339.113.

657.2 - 347.718.

VAN DEN BULCKE, D.

Les quartiers généraux des entreprises multinationales américaines installées à Bruxelles : caractéristiques et effets.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 5, 1984 11, p. 365-377.)

BE 131A

VANDER LINDEN, M.

Wijzigingen aangebracht aan het rekeningenstelsel.

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S*, Brussel, 4, 1984 10, p. 53-71.)

BE 503

657.2 - 347.718. - 658.2

657.2 - 347.718.

VAN DEN DRIESSCHE, J.F.

Boekhoudkundige verwerking van leasing en soortgelijke rechten.

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S*, Brussel, 4, 1984 10, p. 77-85.)

BE 503

VANDER LINDEN, M.

Wijzigingen in het K.B. van 8 oktober 1976 m.b.t. de waarderingsregels en de jaarrekening van de ondernemingen.

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S*, Brussel, 4, 1984 10, p. 31-52.)

BE 503

VANHAVERBEKE, G.

Enkele bedenkingen bij de Vlaamse begroting.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 11, 1984 11, p. 817-832.)

BE 71

VISSOL, T.

Système Monétaire Européen et contrainte extérieure, un bilan.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 5, 1984 11, p. 325-344.)

BE 131A

338.040.

VANSINA, L.S.

Decentralisatie van de onderneming door splitsing in zelfstandige eenheden : wat kunnen wij ervan leren ?

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 6, 1984 12, p. 651-662.)

BE 64B

331.30 - 334.151.1

von BISMARCK, P.

Rapport concernant l'adoption du rapport annuel sur la situation économique dans la Communauté et la fixation des orientations de politique économique pour 1985.

(In : *PARLEMENT EUROPEEN - DOCUMENTS DE SEANCE*, Strasbourg, 952, 1984 07 11, p. 1-16.)

EEC 4F

382.241.

VERWILST, H. & DE VIJLDER, W.

De BLEU-betalingsbalans : kans op een duurzame verbetering ?

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 6, 1984 12, p. 623-647.)

BE 64B

382.51

VROMAN, C.

Le marché du Sud-Est Asiatique : un nouveau créneau pour l'UEBL ?

(In : *PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES - NUMERO SPECIAL*, Bruxelles, 27, 1984 10, p. 1-39.)

BE 64EF

382.241.

VERWILST, H. & de VIJLDER, W.

Les opérations courantes de l'UEBL : vers une amélioration durable ?

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE*, Luxembourg, 12, 1984 12, p. 11-18.)

LU 4

654.

WALLEMACQ, A.

Le registre national des personnes physiques.

(In : *JOURNAL DES TRIBUNAUX*, Bruxelles, 5316, 1984 08 12, p. 701-706.)

BE 599

WARNIMONT, J.

Les aides publiques à l'exportation.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 12, 1984 12, p. 13-48.*)

BE 99

WOOD, J.H.

The search for a monetary policy rule in an uncertain world.

(In : *FEDERAL RESERVE BANK OF DALLAS - ECONOMIC REVIEW, Dallas, 1984 09, p. 13-23.*)

US 30D

333.103. - 382.242.0

339.115. - 336.311.2

WESSELS, D.

SWIFT, een « valuable asset » van de banken.

(In : *BANK- EN EFFECTENBEDRIJF, Amsterdam, 12, 1984 12, p. 363-367.*)

NL 3A

WORLD...

The LDC debt problem at the midpoint?

(In : *WORLD FINANCIAL MARKETS, New York, 1984 10/11, p. 1-11.*)

US 30E

339.0 - 339.312.3 - 658.41

338.043.

WHITE, B.

International differences in gearing : how important are they?

(In : *NATIONAL WESTMINSTER BANK QUARTERLY REVIEW, London, 4, 1984 11, p. 14-25.*)

GB 61

YAKEMTCHOUK, R.

Transferts de technologies sensibles entre l'Est et l'Ouest.

(In : *STUDIA DIPLOMATICA, Bruxelles, 4, 1984, p. 397-552.*)

BE 50

336.225.

333.164.0 - 338.342.1

WIART, M.

Projet de réforme de la taxe sur la valeur ajoutée. 1^{re} partie.

(In : *LA VIE AU BUREAU, Bruxelles, 11, 1984 11, p. 27-31.*)

BE 183A

YUDELMAN, M.

Les prêts à l'agriculture de la Banque mondiale, 1974-1984. Analyse rétrospective.

(In : *FINANCES ET DEVELOPPEMENT, Washington, 4, 1984 12, p. 45-47.*)

FMI 5F

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
